

Les nouvelles manifestations en Allemagne de l'Est et la visite en Lituanie du numéro un soviétique

L'Asie et la perestroïka

QUARANTE-CINQ ans

secondes guerre mondiale, cinq ans après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, l'Asie demeure l'ultime bastion de la guerre froide. La signature d'un traité de paix entre Japonais et Soviétiques reste bloquée par un conflit territorial : Corée du Nord et du Sud continuent de se faire face, bafouant au canon, de part et d'autre du 38^e parallèle. La guerre se poursuit au Cambodge. Quant à la Chine, elle reprend des accents maoïstes pour dénoncer l'hérésie gorbatchévienne.

Cette Chine qui, hier encore, donnait des leçons de libéralisme au Kremlin, est redevenue le conservatoire d'un communisme sclérosé qui a pratiquement disparu d'Europe avec la mort de son vieux ami Caesareu. La Chine, la Corée du Nord et le Vietnam forment, avec Cuba, le dernier carré des nostalgiques du régime policier hérité de Staline. L'obstination nouvelle des uns, ancienne des autres, bloque tout processus de désarmement et de détente dans la région. Plus grave, les gérontes de Pékin, de Hanoï ou de Pyongyang servent désormais de référence aux derniers conservateurs du bloc soviétique, tentés par la « méthode Tiananmen ».

TOKYO, au contraire, tout en se refusant à « succomber à l'offensive de paix » de M. Gorbatchev, découvre avec intérêt la nouvelle donne est-européenne. C'est l'un des principaux thèmes de la visite qu'effectue présentement sur le Vieux Continent le premier ministre nippon. M. Kaifu, attendu jeudi à Paris. Certes, en accordant une aide à Budapest et à Varsovie, le Japon montre que la dimension économique et commerciale de ce nouveau marché ouvert à la concurrence internationale ne lui a pas échappé et qu'il entend bien en tirer profit, suivant par là même l'exemple de la Corée du Sud.

Maïs, cette fois, les dirigeants nippons semblent voir plus loin et vouloir profiter de cette nouvelle situation pour mieux affirmer leur place sur l'échiquier mondial. Le Japon veut sortir de l'image caricaturale dans laquelle il s'était longtemps enfoncé, à la fois géant économique et nain politique, ainsi que de sa position de puissance régionale, afin de participer à part entière aux grandes décisions intéressant la communauté internationale. Pour cela, il ne peut se permettre d'être absent de la partie du monde la plus fertile en rebondissements, qui plus est à un moment où elle est tentée par les sirènes du capitalisme.

La détente en Europe orientale aura-t-elle un effet de ricochet en Asie ? Combien de temps l'isolementisme dogmatique pourra-t-il survivre en ces temps où un vent de liberté souffle à nouveau en Europe ? D'autant que les anciens « pays frères » et l'URSS n'ont plus guère les moyens de subventionner à fonds perdus des économies stagnantes ni d'armer des régimes déjà suréquipés et aux ambitions imprévisibles.

L'actuelle réunion du COMECON pourrait, par exemple, montrer à Hanoï que le temps est venu d'ouvrir ses fenêtres au changement. Pour la Chine et la Corée du Nord, en revanche, il faudra sans doute attendre la disparition des vieux dinosaurs.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 1100 - 450 F



3790147004500 D1100

Les dirigeants communistes de RDA sont violemment critiqués

Les nouveaux dirigeants communistes est-allemands, notamment le premier ministre, M. Hans Modrow, et le président du parti, M. Gregor Gysi, ont été violemment critiqués, lundi soir 8 janvier, par des manifestants en RDA, particulièrement nombreux à Leipzig. Des slogans sur la réunification de l'Allemagne ont été entendus à la même occasion. D'autre part, faute d'un accord sur la liquidation de l'ancienne police politique, la STASI, la table ronde entre le PC et l'opposition a été suspendue pour une semaine.



Lire le reportage à Leipzig d'HENRI DE BRESSON page 3

M. Gorbatchev s'efforce d'enrayer le mouvement nationaliste balte

M. Mikhaïl Gorbatchev s'efforce d'enrayer le mouvement nationaliste dans les Républiques baltes. Le numéro un soviétique est attendu mercredi 10 janvier à Vilnius, capitale de la Lituanie. Il doit s'entretenir pendant trois jours avec les dirigeants communistes locaux qui, le mois dernier, s'étaient déclarés indépendants du PC de l'Union soviétique, décision qui avait été condamnée par le comité central du PCUS. Les revendications nationalistes sont aussi très vives dans les deux autres États baltes, l'Estonie et la Lettonie.

Chasser l'« occupant russe »

TALLIN

de notre envoyé spécial

La capitale de l'Estonie est sous la neige en cette fin d'année et la nuit tombe vers trois heures de l'après-midi. Malgré le froid - le mercure est largement au-dessous de -15° - des files d'attente s'allongent devant presque tous les magasins, à peine éclairés. Les passants se pressent pour disserter ce qu'il y a sur les rayons car, de l'extérieur, on ne voit strictement rien : les vitrines sont recouvertes de buée ou de glace. Mais dans cette ville d'environ cinq cent mille habitants, avec une bonne dose de patience, on trouve l'essentiel : pain, lait, beurre, fromage, farine, sucre et charcuterie. Il y a du savon, un article qui n'existe plus à Leningrad depuis plusieurs mois !

Côté habillement et biens de consommation courante, c'est aussi plutôt mieux qu'ailleurs et c'est même du luxe par rapport à d'autres Républiques.

Longtemps du reste, les Soviétiques n'hésitaient pas à faire des centaines de kilomètres en train et en voiture pour aller faire leurs courses dans les pays baltes où ils rapportaient vêtements, aspirateurs et même des médicaments ! Mais les autorités estoniennes, lettones et lituanaises ont mis le holà à ce « pillage ». Pour acheter certains articles, on demande aujourd'hui au client de montrer son passeport. La solidarité socialiste a ses limites...

ALAIN DEBOVE

Lire la suite page 4

Les Brésiliens, virtuoses de l'inflation

La course contre la dépréciation monétaire - le cruzado perd 2 % chaque jour - oblige tout le monde à se passionner pour les marchés financiers

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

En France, la météo a ses spécialistes, qui tiennent la vedette dans les journaux télévisés. Au Brésil, ce sont des experts d'un autre genre qui apparaissent sur le petit écran, à l'heure du dîner : ceux de la météo financière. Ils parlent de black, d'overnight, de bons du Trésor, de cours de la Bourse, avec la certitude d'être compris. Le Brésilien n'a pas plus qu'un autre la bosse des affaires. Mais comme la monnaie se dévalorise de 2 % par jour, il doit tout faire pour l'empêcher de se volatiliser. Il s'intéresse donc au cours de l'or et du dollar, qui sont des valeurs-refuges, et sait que le black, c'est la cotation de la devise américaine au marché noir. Il suit

attentivement le taux de l'overnight, qui est le rendement au jour le jour de l'argent dans les banques.

Plus qu'ailleurs, les banques sont le nerf du pays. Bien avant l'ouverture de leurs portes, à 10 heures, des queues s'allongent sur les trottoirs. Elles sont aussi « populaires » que les magasins d'alimentation dans les économies de pénurie. L'argent ne pouvant pas dormir, il faut, sans cesse, le faire travailler, et décider, chaque jour, de la part qu'on retire pour ses besoins et de celle qu'on investit. Les clients ordinaires font la queue devant les guichets. Les autres, de leur bureau, parlent avec leur banquier. Même situation au niveau des entreprises. Elles

ont leurs « analystes » chargés de gérer la trésorerie. Plus que jamais, *time is money*. « Chaque heure compte, quand on a des liquidités », dit un PDG.

Dans le commerce, autre gymnastique. Le client perd la tête devant la valse des étiquettes. Encore heureux quand les prix sont affichés. Souvent, il faut demander à l'intérieur ce qui n'est pas dit en vitrine. Le vendeur regarde alors le numéro de code de l'article choisi, et consulte un barème, qui change de plus en plus souvent. Il y a toujours deux prix. L'un, pour les paiements en espèces ou par chèque, et l'autre, gonflé de 40 ou 50 %, pour les paiements à crédit.

CHARLES VANHECKE

Lire la suite page 31 - section C

La crise de confiance des juges

M. Pierre Drai, président de la Cour de cassation, invite les magistrats à accepter les critiques page 17 - section B

Les inégalités entre les DOM et la métropole

Le rapport de la commission Ripert remis à M. Le Pensec page 11

Les nouvelles musées du design

L'objet usuel devient objet de collection... à la grande satisfaction des producteurs page 13 - section B

La programmation des chaînes de télévision

Le Conseil d'Etat modifie profondément les décrets du gouvernement page 16 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ L'inaccessible gêne du sexe. ■ Prostate : la révision des examens. ■ Grippe : le vaccin court après le mal. ■ L'importation des défenses de mammoth. ■ Les années Ariane. pages 19 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

Toutes les imprimantes matricielles Citizen ont la même caractéristique.

2 ANS DE GARANTIE C'est pour ça qu'elles sont uniques.

CITIZEN

Pour en savoir plus appelez Omnilogic Service Marketing. Numéro Vert 05 00 13 23.

Quand passe le « Dakar »

Peu de contacts, peu de profit, peu de travail... Les Maliens n'attendent pas grand-chose du passage chez eux du rallye

TOMBOUCTOU

de notre envoyé spécial

« Ils filent sous nos yeux comme des balles. On dirait qu'ils veulent se donner la mort ou la donner aux autres. » Sous une tente de nomades, non loin de Tombouctou, c'est l'heure où la timbale de lait caillé passe de main en main, avant le verre de thé brûlant.

Allongés ou accroupis sur les nattes, une vingtaine de touaregs ont ajusté leur turban et convergent à mots couverts. La voix de Mohammed, l'alphabétiseur, s'imprime sur leurs conciliabules : « On discute du rallye, confie-t-il avec un sourire. Il évoque le « Paris », comme on parle, en France, du « Dakar ». A chacun son exotisme. « Ce spectacle est enrichissant pour nos jeunes qui n'ont jamais vu de tels engins. La nuit, quand les camions allument leurs six phares, cela ressemble au

jour. » Après une pause et un nouveau sourire, il se ravise un peu : « C'est une fête, mais une fête qui fait peur. Il faut la regarder de loin. »

Un homme raconte l'histoire d'un crieur villageois qui, huit jours avant le passage de l'épreuve, avertissait à tue-tête la population des dangers à trop s'approcher. C'est lui que le convoi a écrasé. « Une fête qui apporte la mort n'est plus une fête. » (1). Iliche Nassar, le chef Targui. « Nous aimons les compétitions, les courses de chevaux ou de chameaux. Mais le Paris-Dakar est un spectacle regrettable. Au début, tout le monde se précipitait. Après les accidents, on a appris à se méfier. » Aux premiers bruits de moteur, les enfants sont tenus de rester à proximité des habitations. Les pâturages proches du circuit sont délaissés pour la journée. Inutile de perdre une bête ou un pasteur.

Les touaregs ont gardé le souvenir d'un motard hollandais accidenté près de leur campement, en 1985. « Il souffrait d'une plaie ouverte au genou. Nous l'avons soigné à la nomade, avec une feuille de l'arbre à tanner et de l'eau très chaude. Il est reparti sur sa Yamaha 600. Il pense à nous envoyer tous les ans un cadeau. » Depuis son incursion par le nord du Mali, en 1978, le Paris-Dakar n'est rien d'autre, pour les autochtones, qu'une péripétie sans grand intérêt.

ERIC FOTTORINO

(1) En 1988, sur le parcours saharien, trois spectateurs avaient trouvé la mort. Depuis la création du rallye, en 1979, vingt-deux concurrents ou spectateurs ont trouvé la mort sur le parcours.

Lire la suite et le reportage de SERGE BOLLOCH sur le rallye page 16 - section B

DÉBATS

Ingérence

De la « doctrine Brejnev » à la pratique de Gorbatchev

par Joseph Rovin

LES tragiques événements de Roumanie ont fait naître dans différents lieux de l'opinion l'idée d'un droit, voire d'un devoir, d'intervention dans les affaires d'un Etat qui violerait d'une façon flagrante les droits de l'homme, comme ce fut le cas du régime communiste de Ceausescu. Combinant, car c'est la mode à Paris et à Washington, l'idée d'une responsabilité particulière des superpuissances dans leurs « blocs » respectifs, et la confiance dans les bonnes intentions libérales et démocratiques de Mikhail Gorbatchev, certains occidentaux ont même osé aller jusqu'à souhaiter publiquement une intervention de l'Union soviétique pour mettre fin aux massacres perpétrés par le dictateur contre son propre peuple. La « doctrine Brejnev » qui avait servi à justifier l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague en 1968 recevait ainsi, curieusement, une légitimation tardive au moment où elle était, en apparence, abandonnée par l'actuel maître du Kremlin.

Abandonnée en apparence seulement, car il faut être aveugle pour ne pas voir la série des interventions gorbatchéviques qui, il est vrai, se font d'une manière très différente de celles pratiquées par ses prédécesseurs. Car comment qualifier la non-intervention des troupes soviétiques stationnées en Pologne, en RDA et en Tchécoslovaquie, sans parler de la Hongrie, sinon d'intervention à rebours, destinée à remplacer par des gorbatchéviques les procédés usés jadis nommés par Brejnev ? Comment qualifier le discours menaçant de Gorbatchev lors de la célébration du quarantième anniversaire de la RDA, dans lequel il était question de la punition que l'histoire réserverait à ceux qui se mettaient en retard sur elle, menace suivie, peu de jours après les festivités, de la mise à l'écart d'Erich Honecker ?

Et comment ne pas voir que Gorbatchev n'a cessé d'intervenir effectivement et efficacement en Roumanie, en laissant des Roumains combattre le tyran, sans que, là encore, des troupes soviétiques y soient mêlées, jusqu'à ce qu'un certain Iliescu, « condisciple » de Gorbatchev, puisse sortir miraculeusement d'un long exil intérieur, aussi miraculeusement que cet autre « condisciple » Gorbatchev, Valtr Komarek, devenu, lors du dernier changement de gouvernement à Prague, premier vice-président du conseil des ministres ?

Iliescu s'est trouvé prêt « par hasard » à remplacer Ceausescu, visiblement fou mais depuis longtemps, sur un autre plan, entré en dissidence par rapport à la direction moscovite. Le Condisciple n'avait-il pas maintenu des relations officielles avec Israël, alors que tous les pays du bloc communiste suivaient l'URSS sur la voie de la rupture ? N'avait-il pas refusé de participer à l'expédition contre le « printemps de Prague » ? A présent, la Roumanie va sans doute, après ce long interlude, rentrer dans le droit commun de l'Europe.

L'Europe orientale gorbatchévienne. Et comment ne pas voir la main du maître derrière les magouilles et les manigances qui ont précédé la présentation de l'extraordinaire document, visiblement « arrangé », sur le prétendu « procès » de Ceausescu, comment ne pas voir à l'œuvre une volonté à la fois très sûre d'elle-même et très pressée d'éliminer le plus vite possible un témoin extrêmement gênant de quarante ans d'histoire du monde communiste ?

Dans les trois cas cités, Gorbatchev n'intervient, à sa manière, qu'une fois que s'est déclenché un formidable mouvement populaire de mécontentement, un formidable soulèvement de masse contre le pouvoir communiste local. Gorbatchev entre en action pour limiter les dégâts, avec cet art de transformer en force ses faiblesses qui est le sien. De cette manière, tout en conservant au communisme les chances d'un avenir, il parvient à gagner les applaudissements d'une grande partie des dirigeants occidentaux.

Imagination courte

Car nous avons l'imagination aussi courte que la mémoire. Comment, s'il n'en était pas ainsi, aurait-on pu écrire récemment à Paris que rien, depuis les crimes hitlériens, depuis la barbarie hitlérienne n'avait égalé en horreur le « génocide » de Timisoara ? N'avons-nous donc jamais entendu parler des milliers de morts laissés dans les rues de Budapest par les chars soviétiques en 1956 ? Non seulement

TRAIT LIBRE



« On dirait les restes d'une créature géante qui n'a pas pu s'adapter à un environnement changeant. »

M. Gorbatchev est parvenu à se faire prêter par les Occidentaux, États-Unis en tête, de bien vouloir intervenir en Roumanie parce que c'est là « sa » partie du monde, son « aire » (vive Valta !), mais il efface du même coup tous les souvenirs des crimes et des « procès » qui ont si longtemps servi à préparer et à maintenir le pouvoir communiste — depuis les procès de Moscou des années 30, jusqu'au procès Rajk à Budapest ou le procès

Kozlov à Sofia (sans parler de tous les « procès » de « contre-révolutionnaires » du type Mihajlovic à Belgrade) ?

Ce sont pourtant ces souvenirs-là qui célébraient ce qui s'est passé le 25 décembre dans une caserne au nord de Bucarest !

Aide légitime ou crime ?

Il est vrai que, si Washington a paru envisager avec faveur une intervention soviétique en Roumanie, c'est qu'il était lui-même engagé dans une intervention au Panama, et qu'il comptait bien — et il avait raison de le faire — sur la « compréhension » gorbatchévienne. Le choix des mots n'est jamais indifférent. « Ingérence » signifie que l'on intervient dans les affaires d'autrui parce que l'on est en quelque sorte partie prenante à ces affaires, parce qu'il existe entre nous et cet autrui une sorte d'identité de nature et non seulement d'intérêt. L'intervention, par contre, est un acte venant d'un pouvoir extérieur et qui demeure extérieur et étranger même si ses intérêts ou sa volonté lui commandent d'intervenir. Brejnev avait en fait réclaté le droit d'ingérence pour maintenir le caractère socialiste d'un pays une fois que celui-ci avait choisi (ou avait été contraint de choisir) de faire partie du « camp socialiste ».

Pour un démocrate, l'aide apportée à des démocrates est légitime, et le soutien d'une insurrection fasciste par d'autres fascistes un crime. S'ingérer dans les affaires d'un autre Etat démocratique pour le défendre contre une attaque venant de forces exté-

rieures, on a pu approuver le président Reagan d'avoir empêché Grenade de tomber sous une dictature communiste, les troupes américaines qui débarquaient dans l'île n'étaient pas portées dans l'acte international, elles n'exécutaient la sentence d'aucun cour suprême. Celle de La Haye existe, certes, mais elle ne peut instruire une affaire que si celle-ci lui est soumise par les Etats intéressés, et elle n'a pas compétence pour sanctionner la violation des droits de l'homme ou les crimes commis contre la démocratie et l'Etat de droit dans la vie intérieure des Etats.

Tout différente serait la situation d'une Europe qui, franchissant l'état associatif qui est actuellement le sien, se constituerait en un véritable Etat fédéral. Le droit d'ingérence et le droit d'intervention deviendraient alors un élément de l'ordre constitutionnel interne de la Fédération, que les organes du maintien de l'ordre seraient chargés de protéger ou de rétablir sous le contrôle de la loi et de la justice.

C'est là, bien entendu, la seule garantie réellement efficace contre le renversement par la force ou la menace de l'ordre démocratique, de l'Etat de droit, et du régime des droits de l'homme dans un Etat membre. Les textes constitutifs de notre Communauté européenne ont soumis l'entrée d'un Etat dans cette Communauté au respect du droit et de la liberté. C'est au nom de ces principes que l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce a été subordonnée à l'établissement dans ces pays d'institutions démocratiques et à la reconnaissance des droits de l'homme, qui se matérialise par l'adhésion à la convention européenne et à la reconnaissance de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme. Cependant, comme la Communauté n'est pas encore un Etat fédéral, des règles ne peuvent s'appliquer qu'à l'admission de nouveaux membres, négociés par les Etats encore souverains en la matière et soumis à la règle de l'unanimité.

Si demain un Etat membre s'écarterait du respect de ces principes, et refusait d'exécuter les sentences de la Cour des droits de l'homme, nous ne disposerions encore d'aucune possibilité de contrainte à son égard, sinon de la suspension de ses droits de membre de la Communauté qui pourrait être décidée (mais elle aussi à l'unanimité) par les autres Etats membres.

Pas de droit sans loi

Cette question n'est pas de pure théorie. Aucun pays n'est aujourd'hui à l'abri de convulsions radicales (qu'on imagine par exemple l'état de l'opinion publique en cas d'attentats terroristes massifs et fréquents), et si un jour les pays de l'Europe orientale venaient rejoindre notre communauté devenue Union — ce que nous devons tous souhaiter — elle pourrait prendre rapidement de l'actualité dans des sociétés encore ébranlées par des décennies de terrorisme d'Etat. Un tel ordre impliquerait bien sûr l'existence d'une armée européenne commune et d'une police commune. Une telle perspective ne choquera pas les partisans convaincus d'une Europe fédérale, dont nous sommes, mais il est difficile d'imaginer qu'elle pourrait devenir rapidement une réalité, bien qu'il nous appartienne d'y travailler de toutes nos forces. En attendant, il vaut peut-être mieux ne pas parler d'un droit d'ingérence ou d'intervention, car un droit sans loi qui le fonde, ni institutions judiciaires pour l'appliquer, ni forces de l'ordre pour faire respecter les décisions de justice, un tel « droit » n'est pas un vrai droit. L'Europe a besoin d'un ordre constitutionnel commun pour établir tout cela. Le monde aussi, bien sûr, mais commençons par ce qui est à notre portée.

Joseph Rovin est professeur émérite à la Sorbonne. Il avait notamment publié, dans le Monde du 4 octobre 1988, un article sur le régime de Ceausescu, intitulé : « Un Khmer rouge à Bucarest ».

Un devoir d'Etat

par Nicolas Valticos

DANS les derniers jours de l'année 1989, on a beaucoup parlé, à propos des événements de Roumanie, de droits de l'homme et d'ingérence ou de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Les droits de l'homme avaient été à l'honneur en 1988, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme ils l'ont été en 1989, à l'occasion du deux centième anniversaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Les manifestations qui ont eu lieu à ces occasions ont certainement contribué à une plus large prise de conscience du problème. Mais les seules incantations n'ont guère, à notre époque, d'effet immédiat. Il faut bien davantage. Et même les nombreux traités internationaux adoptés en la matière ne sont pas ratifiés — et encore moins pleinement appliqués — par les Etats principalement concernés.

On n'a pas manqué, à propos de la Roumanie, comme on l'avait fait il y a quelques temps à propos d'autres pays, d'invoquer la difficulté réelle qu'il y aurait à s'ingérer dans les affaires des Etats. Certains ont conclu en l'excluant, d'autres en faisant des appels du pied à des Etats volontaires, quelques-uns en parlant d'une « intervention d'urgence ».

Le moi oreiller du réalisme

La question n'était certes pas facile mais il faut de toute manière en finir, à cette occasion, avec le mythe de la non-ingérence. Lorsqu'il s'agit du désir authentique et de la nécessité réelle de protéger les droits de l'homme gravement atteints, on ne saurait s'abriter derrière un prétendu principe. Ecarter une telle objection n'est pas seulement un impératif d'ordre moral et politique (au sens large du terme), cela correspond aussi à l'état actuel du droit international.

A cet égard, l'Institut de droit international, association scientifique indépendante qui groupe plus de cent internationalistes parmi les plus réputés de toutes les régions du monde, a adopté — sans opposition — en septembre 1988 une résolution sur « la protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats » dans laquelle il est notamment affirmé :

« Article premier. — Les droits de l'homme sont l'expression directe de la dignité de la personne humaine. L'obligation pour les Etats d'en assurer le respect découle de la reconnaissance même de cette dignité qui proclame déjà la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

Cette obligation internationale est, selon une formule utilisée par la Cour internationale de justice, une obligation erga omnes ; elle incombe à tout Etat vis-à-vis de la communauté internationale dans son ensemble, et tout Etat a un intérêt juridique à la protection des droits de l'homme. Cette obligation implique au surplus un devoir de solidarité entre

tous les Etats en vue d'assurer le plus rapidement possible une protection universelle et efficace des droits de l'homme.

Article 2. — Un Etat en violation de l'obligation énoncée à l'article premier ne peut se soustraire à sa responsabilité internationale en prétendant que ce domaine relève essentiellement de sa compétence nationale.

Sans préjudice des fonctions et pouvoirs que la Charte attribue aux organes des Nations unies en cas de violation des obligations assumées par les membres de l'Organisation, les Etats, agissant individuellement ou collectivement, sont en droit d'adopter, à l'égard de tout autre Etat ayant accepté l'obligation énoncée à l'article premier, des mesures diplomatiques, économiques et autres, s'imposant par le droit international et ne comportant pas l'emploi de la force armée en violation de la Charte des Nations unies. Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme une intervention illicite dans les affaires intérieures de l'Etat.

Les violations de nature à justifier le recours aux mesures visées ci-dessus doivent s'apprécier en tenant compte de la gravité des violations dénoncées ainsi que de toutes les circonstances pertinentes. Des mesures propres à assurer la protection collective des droits de l'homme sont tout spécialement justifiées lorsqu'elles répondent à des violations particulièrement graves de ces droits, notamment des violations massives ou systématiques, ainsi qu'à celles portant atteinte aux droits auxquels il ne peut être dérogé en aucune circonstance.

Il ne saurait donc, dans des cas aussi flagrants, continuer à poser la question de « non-ingérence ». On a même parlé, non sans raison, de « devoir d'ingérence » (voir le Devoir d'ingérence de Mario Bettati et Bernard Kouchner, Paris, Denoël, 1987).

Que l'on cesse donc de répéter les formules traditionnelles qui offrent traditionnellement l'avantage de laisser les Etats se reposer sur le moi oreiller du « réalisme » politique et des souverainetés prétendument absolues. Il existe, tant bien que mal, une communauté mondiale et des organisations européennes qui ne devraient plus tolérer les violations caractérisées des droits de l'homme ni se limiter à des réprobations platoniques (pardon, Platon !), quand ce n'est pas à un silence gêné. Elles devraient prendre ou laisser ses Etats membres prendre des mesures efficaces, admises par le droit international, en vue de mettre fin à de telles violations. Certes, cela posera des problèmes difficiles, mais la difficulté n'est pas une raison pour ne rien faire.

Dans le cas concret, le peuple roumain, à ce qu'il semble, a résolu lui-même le problème. Mais qu'aurait écrit l'Histoire au sujet de l'Europe et du monde de 1989 de ceux qui, après deux années de célébration des droits de l'homme, auraient laissé la tyrannie continuer à faire « régner l'ordre » dans le sang à Bucarest comme, en d'autres temps, ils l'ont laissé faire à Varsovie ?

Nicolas Valticos est secrétaire général de l'Institut de droit international.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JANVIER 1990

LES CONFLITS RELIGIEUX

- La laïcité face aux intégrismes.
- Les querelles religieuses se rallument.
- L'approche française et ses problèmes.
- L'Etat et le religieux dans le monde.

L'ECONOMIE DE L'ESPAGNE

- La fin de l'autarcie.
- Les signes extérieurs de réussite.
- Les réticences des syndicats.
- Les disparités régionales.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1998).

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 650572 F. Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Front tous

Le Front de salut... question de la... avec les nouveaux... de Roumanie pour... élections libres, to... pour le mois d'avri... parole du Front, M... tant toutes les for... librement accès à l... tévision, et la té... ronde sera de té... d'écouter — au suff... la proportionnelle... depuis Le Front... lates de candidats... partis mais ne brigu... que tel les suffrages... à chaque M. Munte... tédu présumé qu'il... pour le moment... nous

Ouvrir sur la q

Une table ronde... question de la... de l'Europe, l'orga... l'Union des for... que — qui regroup... ments indépendants... d'opposition — et d... d'une douzaine de... troubles ont eu lieu... nisme de Munte... derniers, qui ont eu... un référendum su... nationale, ont

EUROPE

URSS : les tensions nationalistes dans les républiques périphériques

Pays baltes : chasser « l'occupant russe »

Suite de la première page

« Bien sûr, beaucoup de choses nous manquent, on ne trouve pas de bière, par exemple, depuis des semaines... Mais ce qui nous manque le plus, c'est la démocratie ! » M. Uelo Kaevats est l'un des responsables du Front populaire d'Estonie (FPE), le premier d'URSS, fondé et enregistré officiellement en octobre 1988. « Il faut

rompre avec le Parti communiste d'URSS, malgré les mises en garde de Moscou.

Il est évident que la Lettonie et l'Estonie doivent davantage tenir compte de cette communauté non balte qui fut encouragée à s'installer sur leurs territoires, principalement dans les années 50 et 60. Selon M. Uelo Kaevats, « la plupart des immigrants russophones pensent que l'URSS est un ensemble

« conservateur », il tente laborieusement de jouer la conciliation. L'article 6 de la Constitution sur son rôle dirigeant va être aboli. De l'avis même de ses responsables, le parti ne peut survivre que s'il devient socialiste et moins communiste. « Face à la vague de romantisme et aux illusions qui fleurissent de toutes parts, le PC doit être un élément stabilisateur. » Il veut rejeter tous les extrémismes, comme l'idée lancée par certains membres du Front populaire d'organiser un référendum sur l'indépendance. Seuls les Estoniens d'avant 1940 et leurs descendants pourraient voter. Toutefois, est-il que les communistes baltes, dont beaucoup ont rejoint le Front populaire, semblent à la dérive. A Tallin, même, la section du PC comprend 70 % de russophones.

On retrouve les mêmes « idées séparatistes » et la même « hystérie nationaliste », pour reprendre quelques formules récentes de la presse de Moscou, en Lettonie et dans la capitale Riga. Au sein du PC, où le mécontentement s'était longtemps exprimé sous le manteau et traduit par un désintérêt total des jeunes pour la politique, les idées pluralistes font leur chemin mais se heurtent à des réticences. Les nostalgiques et inquiets rendent leur carte. Les « optimistes » pensent que le PC peut favoriser la démocratisation. Beaucoup estiment que le comité central ne défend pas suffisamment les thèses de l'autonomie et de l'indépendance. Jusqu'à présent, le PC letton a opté officiellement « pour la souveraineté au sein d'une fédération soviétique renouvelée ». Vice-président de la commission idéologique, M. Jiris Goldmanis estime qu'à l'avenir « il faudra tenir compte des particularités historiques de chaque République de l'URSS et mettre fin à la centralisation économique, source des maux actuels ». « En parlant de souveraineté et d'indépendance, on a toujours essayé de nous discréditer en rappelant notre passé bourgeois ! »

M. Goldmanis n'exclut pas une scission du PC letton. « Mais pour l'heure, ajoute-t-il, personne ne veut partir car laquelle des deux formations gardera les imprimés et l'appareil technique ? Donc, tout le monde reste et c'est le statu quo. Les choses changent peut-être lors du congrès de 1990. »

« Un gouvernement alternatif ? »

Le Front populaire de cette République, fondé en 1988, est lui beaucoup plus musclé que la « filiale du PCUS ». Il est partisan d'un État souverain en dehors de l'URSS, après référendum. Mais, dit M. Jannis Dinevics, vice-président du Parti social-démocrate reconstitué, « nous devons prendre en considération et respecter les droits des minorités (48 % en Lettonie) ». « En fait, en cas de consultation, ce sont elles qui décideront. (...) On ne peut améliorer le niveau de vie que dans un État indépendant. Sans pour autant couper les liens avec Moscou et ce, toutes les nationalités confondues commencent à le comprendre. »

Les trois Républiques baltes ont entamé une partie de bras de fer avec le pouvoir « lointain » à Moscou. Mais, jusqu'à présent, force est de constater qu'elles ont obtenu à peu près ce qu'elles voulaient. A commencer par l'autonomie financière et le départ dans les autres régions. On dit aussi que M. Gorbatchev serait finalement disposé à entériner la rupture des liens entre le PC lituanien et le PCUS, puisque les dirigeants de Vilnius entendent ainsi accélérer la perestroïka et montrer comment un PC local peut se renouveler et redevenir populaire. Ce pas, compte tenu de la composition ethnique différente de ces Républiques, communistes estoniens et lettons ne paraissent pas disposés actuellement à le franchir mais les contacts se multiplient avec les Lituanais. Leurs congrès respectifs auront lieu en février et en mars. « On a deux mois pour voir... », murmure-on avec le sourire à Tallin et Riga. En dehors de quelques esprits surexcités qui réclament déjà la formation d'un « gouvernement alternatif » pour remplacer le « gouvernement d'occupation » actuel, les Baltes semblent avancer habilement. Notamment, disent-ils, grâce à des opérations de lobbying haut de gamme dans toutes les instances du parti, du Soviet suprême et du Congrès des députés du peuple à Moscou.

ALAIN DEBOVE

La colère des russophones

TALLIN

« C'est tout de même un comble : on a fait voter un mort ! Un électeur, décédé il y a cinq ans, a téléphoné à la commission électorale pour qu'on lui apporte une urne à la maison afin d'accomplir son devoir... » L'affaire, qui remonte au premier tour des élections locales en Lettonie, début décembre, nous est relatée par Anatoli Alexiev, l'un des chefs de file du Front international (interfront), l'organisation qui défend les intérêts de la minorité russophone. Il affirme que toutes les lois électorales ont été violées, que les listes ont été truquées et que les bulletins blâmes falsifiés. Dans un quartier de Riga, il a quand même obtenu l'annulation du scrutin ! « On parle de démocratisation mais c'est du bavardage car ce sont les mêmes pratiques que sous Staline et Brejnev, il faudra bientôt ériger des murs pour protéger les lois ! »

Alexandre Alexiev est arrivé à Riga en 1935, avant la guerre, il avait cinq ans. Aujourd'hui, il constate que les

Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens immigrés (officiellement pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des plans d'industrialisation extensive) sont victimes de discrimination à tous les niveaux : scolaire, universitaire, culturel et sur les lieux de travail. Le gouvernement ne gouverne que « pour une partie de la population, les Lettons. (...) On décide que Noël, le 25 décembre, sera désormais une fête d'État chrétienne. Mais les 48 % d'orthodoxes de la République fêtent Noël le 7 janvier, et ce jour-là, eux doivent travailler ! » A ses yeux, l'indépendance ne peut conduire qu'à la catastrophe : « Imaginez un peu ce que nous pourrions vendre à l'étranger : des arbres, du sable, de la boue ? On produit moins de viande qu'avant et on veut l'exporter vers la CEE qui en a déjà trop ? C'est absurde, ce n'est pas une centaine d'artistes exilés qui vont décider de la sortie de la Lettonie de l'Union soviétique ! »

Même son de cloche en Estonie. Sur une population d'environ 1,5 million d'habitants, on compte 900 000 Estoniens et 600 000 immigrés (dont 26 %

A. D.

La situation dans le Caucase soviétique

« Washington n'a rien à espérer de l'écroulement de l'URSS »

affirme un journal de Téhéran

La situation reste tendue dans les Républiques caucasiennes de l'URSS. De nouveaux incidents ont été enregistrés au Nagorno-Karabakh, où, selon l'agence TASS, « les prises d'otages sont devenues plus fréquentes ». Le blocus de l'approvisionnement par voie ferrée de Stepanakert, le chef-lieu de la région, a repris la semaine dernière, et une explosion a endommagé, dimanche, un pont ferroviaire près de la ville d'Aghdam, à proximité du Karabakh.

La tension s'est également étendue à l'Ossétie du sud, une région autonome intégrée à la Géorgie. Selon l'agence de presse géorgienne, Grouzinform, jointe par téléphone à Tbilissi, « un bébé de neuf mois, de père géorgien et de mère ossète, a été exécuté de deux coups de fusil devant ses parents par des individus masqués » dans la nuit du 3 au 4 janvier, dans un village de la région autonome non loin de Tskhinvali. Selon un journaliste de l'agence, « presque tous les enfants géorgiens de la région ont été évacués ». Par ailleurs, un Ossète a été tué, dimanche, par l'explosion d'un engin explosif

lancé sur sa maison, située en Géorgie, a-t-on appris, lundi, auprès du Front populaire d'Ossétie du Sud.

Les *Isvestia* ont confirmé d'autre part, lundi 8 janvier, que la mise à sac, la veille, d'un important poste frontière avec la Turquie dans la région azerbaïdjanaise de Nakhitchevan a causé d'importants dégâts. A la suite d'un ultimatum du front populaire local, écrit le journal, la situation est devenue « explosive », mais les gardes-frontières « ont décidé de se replier pour éviter un bain de sang. En quelques minutes, les 250 mètres d'installations frontalières sur le pont ont été détruits ».

Les conservateurs contre « la pensée libérale »

Commentant cette tension, le journal de Téhéran *Etelaat* écrit que les responsables iraniens « regardent avec méfiance les tentatives de la propagande occidentale d'attribuer à l'intégrisme musulman l'origine des troubles dans les provinces soviétiques frontalières de l'Iran et d'évoquer ses graves conséquences sur l'intégrité territoriale de l'URSS ». Washington, poursuit le journal, « n'a rien à espérer de l'écroulement de l'URSS ni de la confron-

tation entre, d'une part, le peuple de ce pays et, d'autre part, son armée et son gouvernement ».

Tous ces événements renforcent les protestations des conservateurs. Tandis qu'une société de « Défense de Staline » se constituait à Gori, la ville natale du dictateur, en Géorgie, selon le journal local *Molodeï Gruzi*, l'écrivain Alexandre Prokhanov écrit dans l'hebdomadaire conservateur *Literaturnaja Rossiia* que « l'URSS est aujourd'hui faible comme jamais ». Selon l'auteur, la suppression de l'idéologie « a privé les peuples (soviétiques) d'un avenir commun » et favorisé les mouvements nationalistes, tandis que les structures économiques, mais aussi l'armée soviétique, sont visées par ces processus de « destruction ».

Alexandre Prokhanov estime encore que la « théorie sentimentale de l'Europe, notre maison commune », défendue par M. Mikhail Gorbatchev, n'a conduit qu'à « détruire l'équilibre des forces intérieures en Europe, avec des conséquences imprévisibles ». Il déplore en particulier l'effondrement des partis communistes en Europe de l'Est ainsi que l'« unification inévitable de l'Allemagne » et conclut en dénonçant la « pensée libérale, nourrie d'une autre culture et d'une autre science politique », qui se livre à « une expérience irresponsable » en URSS. (AFP.)

M. Baker se rendra à Moscou le 6 février

M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, se rendra le 6 et 7 février prochains à Moscou pour essayer d'aplanir les difficultés sur la voie d'un traité réduisant les forces nucléaires stratégiques, ont indiqué lundi 8 janvier des responsables américains. La visite de M. Baker, qui envisage également de faire une visite à Prague, est la première de trois rencontres avec le secrétaire d'Etat soviétique M. Edouard Chevardnadze avant le sommet américano-soviétique qui doit avoir lieu cet été à Washington.

Les deux hommes se reverront notamment le 13 février, à Ottawa, où s'ouvrira une conférence sur le projet « Ciel Ouvert », permettant à des avions d'observation des deux alliances de pénétrer l'espace aérien adverse.

Par ailleurs un porte-parole de l'OTAN a rejeté officiellement lundi la proposition du Parti communiste est-allemand de réduire de moitié les forces armées des deux États allemands (le Monde du 9 janvier). « Nous cherchons des solutions globales aux problèmes de sécurité et de stabilité en

Europe, et non la création de zones spéciales », a-t-il affirmé. De son côté M. Hans Klein, porte-parole du gouvernement de Bonn, sans rejeter formellement ces propositions, a déclaré : « Nous ne prenons pas particulièrement au sérieux les propositions de Gysi, qui n'a été élu à aucun poste gouvernemental ». « M. Gysi serait mieux inspiré de s'occuper des problèmes actuels de l'Allemagne de l'Est, plutôt que de formuler des propositions spectaculaires », a-t-il ajouté.

Enfin, les effectifs de l'armée soviétique seront réduits de 185 400 hommes en 1990 dans le cadre de la réduction de 500 000 hommes annoncée par l'URSS il y a un peu plus d'un an et devant être achevée début 1991, a indiqué lundi le général Grigori Krivocheïev, chef adjoint de l'état-major, cité par l'agence TASS. L'année dernière, les réductions d'effectifs de troupes stationnées en Europe de l'Est et en Asie se sont élevées à 265 000 hommes. (AFP, Reuters.)

Le journaliste Sergueï Kouznetsov a été libéré

Moscou (AFP). — Le journaliste soviétique indépendant Sergueï Kouznetsov, qui avait été condamné à trois ans de camp de travail en novembre 1989 pour avoir notamment « calomnié » des responsables locaux du KGB, a été libéré lundi 8 janvier à Sverdlovsk (Oural), a annoncé l'un de ses proches, M. Andreï Mironov.

Lors d'un appel téléphonique à l'AFP, M. Mironov a précisé que le tribunal de Sverdlovsk n'avait finalement retenu à l'encontre de M. Kouznetsov que le motif d'accusation d'« outrage à une personne », passible d'un maximum de six mois de prison. Le journaliste ayant déjà passé dix mois en prison, il se trouve désormais libre. L'accusation de « calomnie » (de responsables du KGB) et de « résistance à la milice », retenue à l'origine contre M. Kouznetsov, a été levée, selon M. Mironov.

M. Kouznetsov, collaborateur à Sverdlovsk des bulletins dissidents *Glasnost* et *Express-Khronika*, avait été arrêté il y a un an. Relâché en août, puis à nouveau arrêté en octobre et condamné le mois suivant, le journaliste avait entrepris une grève de la faim, et son état de santé, selon M. Mironov, est actuellement fragile.

Dans un premier temps donc, on fonde ses espoirs sur l'autonomie financière qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. « Il faut, disent les Verts qui jugent le Front populaire « trop mou », que l'Estonie récupère le contrôle de 100 % de ses industries et non pas seulement de 10 % comme aujourd'hui, le reste étant subordonné à Moscou. Dans les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications, nous pouvons très bien conclure des accords commerciaux avec Moscou et l'administration centrale. Il faut que les liens avec l'URSS soient justes et non plus de type colonial ! (...) Dans la perspective de l'indépendance, on peut même envisager le maintien de bases militaires soviétiques sur notre sol. » Peu importe les « autres » et les « immigrés », à ses yeux, « car ceux qui ont des racines dans un pays doivent être respectés ». « Les Estoniens existent depuis cinq mille ans ! »

Ecartelés entre ces revendications nationalistes et l'inquiétude croissante des russophones, le Parti communiste estonien est sur la défensive. Partagé entre « libéraux » et

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM

DIPLOMATIE

Première critique ouverte de Pékin contre M. Gorbatchev

« Quand deux éléphants font l'amour... »

PÉKIN

de notre correspondant

Il y a eu jadis le « tigre de papier » et même le « cul de tigre » qu'il ne fallait pas avoir peur de toucher... La première critique ouverte de Pékin depuis la normalisation sino-soviétique à l'encontre de la politique étrangère de détente avec Washington menée par M. Gorbatchev aura pris la forme d'une parabole animalière bien dans la note du langage truculent des grognards de la Longue Marche.

« Quand deux éléphants combattent », écrivait lundi 8 janvier l'agence Chine nouvelle, l'herbe sous leurs pieds en pût. Quand ils font l'amour, c'est encore l'herbe sous leurs pieds qui en pût. Moralité : le tiers-monde — et en particulier la Chine — risque d'être la victime du rapprochement soviéto-américain, copulation éphémère qui n'est pas du goût des dirigeants chinois.

L'agence, par le biais de son hebdomadaire *Perspectives*, reproche à Moscou d'avoir changé de politique aux Nations unies sur un certain nombre de questions internationales : soutien au projet américain de résolution sur la démocratisation des systèmes politiques, pressions sur les pays arabes contre l'accession de l'OLP au statut de membre à part entière.

Sans accuser explicitement l'URSS de trahison, Chine nouvelle note que Moscou souhaite, par cette politique, bénéficier de

les informations officielles qui ont circulé depuis cette visite (le Monde du 30 décembre), le chef du département des rela-

tes à son visiteur des reproches poils mais fermes, tenant l'URSS pour le responsable indirect de l'effondrement des pouvoirs communistes en Europe de l'Est.

M. Deng aurait tranché pour que l'aspect idéologique du différend avec M. Gorbatchev fasse l'objet de rapports secrets et non de critiques publiques. Il cherche visiblement à préserver ainsi l'aura de sa propre rencontre avec le chef du Kremlin, afin de ne pas affaiblir la position du successeur qu'il s'est choisi depuis, M. Jiang. D'autres vieillards historiques, dont le vice-président de la République, M. Wang Zhen, auraient reproché au patriarche sa timidité face à l'encombrant réformiste de Moscou, se prononçant pour une nouvelle campagne de critiques contre le « révisionnisme ». La terreur, pour l'instant absent du langage officiel, rappelle évidemment les diatribes chinoises de l'époque maoïste.

Les relations sino-soviétiques sont donc au plus bas, sept mois après leur normalisation effective. Quel serait l'effet d'une nouvelle rupture avec Moscou sur ce terrain miné qu'est l'idéologie, à l'heure où des dizaines de Chinois n'hésitent pas, en dépit de la répression, à écrire à l'ambassade de Roumanie pour exprimer leur solidarité avec la révolution qui a abattu Nicolae Ceausescu, le défunct ami des orthodoxes du PCC ?

FRANCIS DERON



l'assistance économique de l'ONU, en principe destinée au tiers-monde, dont elle a cessé d'être l'allié naturel. Celui-ci doit en conséquence s'en remettre à ses propres moyens, renforcer sa coopération interne afin de sauvegarder son indépendance, unifier ses positions s'il ne veut pas servir de lièvre aux mastodontes.

Cette critique a été publiée dix jours après le départ de Pékin de M. Valentin Falin. Selon toutes

les informations officielles du PC soviétique a été reçu par une direction chinoise peu complaisante à son égard.

Rapports secrets

Contrairement à M. Sooucrat, l'envoyé du président Bush, il n'a pas rencontré M. Deng, qui se trouvait pourtant, semble-t-il, à Pékin. Le chef officiel du PC chinois, M. Jiang Zemin, aurait adminis-

La tournée européenne de M. Kaifu

Le Japon veut affirmer son rôle sur l'échiquier politique mondial

C'est dans le bâtiment de l'ancienne ambassade japonaise à Berlin, rénovée et transformée en centre culturel germano-japon, que le premier ministre, M. Kaifu, devait prononcer, mardi 9 janvier, le grand discours de politique étrangère de la tournée européenne qu'il vient d'entreprendre.

TOKYO

de notre correspondant

L'ancienne ambassade japonaise rappelle symboliquement une ambition de puissance fondée sur la conquête, lorsque, membre du pacte tripartite de 1940 avec Berlin et Rome, Tokyo participait à un partage du monde lui laissant les mains libres pour asservir l'Asie. Le premier ministre nippon a mis l'accent sur la volonté de son pays de se solidariser davantage avec l'Occident et de sortir d'un statut de puissance régionale en apportant sa contribution à la transition qui s'opère en Europe.

M. Kaifu ne pouvait trouver un lien plus évocateur que Berlin, au cœur de l'Europe, pour insister aussi, avec force, sur l'identification de la nation japonaise aux valeurs occidentales, précisément à un moment où le Japon est accusé, aux Etats-Unis en particulier, d'être un pays « atypique », voire de constituer une nouvelle et ob-

cure menace, succédant inopinée à l'Union soviétique.

Superpuissance économique, curieusement en retrait lorsqu'il s'agit d'initiatives politiques, aujourd'hui orphelin de la détente à cause de sa présence dans une partie du monde toujours marquée par les stigmates de la guerre froide, le Japon tente, comme le souligne un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, de « se placer dans le courant d'une transformation irréversible » de l'ordre mondial. Si la puissance économique du Japon est légitimement reconnue, sa place sur la scène politique mondiale l'est beaucoup moins, et c'est une occasion de l'affirmer, poursuit notre interlocuteur.

Scepticisme envers M. Gorbatchev

L'une des tâches de M. Kaifu consistait aussi à indiquer au dirigeant du Vieux Continent comment le Japon percevait les changements de la situation en Europe, et les conséquences que ceux-ci pouvaient avoir en Asie. Le premier ministre proposera aussi des initiatives pour installer la détente dans cette région.

Assiste-t-on, comme le soulignent certains quotidiens, à un véritable « démarrage de la diplomatie japonaise » ? Le dialogue entre le Japon et l'Europe, qui n'a commencé qu'au début des années

80, a jusqu'à présent manqué de substance. Les changements intervenus dans cette partie du monde et les conséquences qu'ils ne manqueront pas d'avoir sur l'Europe de 1993 rendent aux yeux des Japonais un renforcement des liens d'autant plus nécessaire.

Bien qu'on assiste à Tokyo à un débat sur l'opportunité pour le Japon, puissance asiatique, de s'engager en Europe de l'Est, un consensus se dégage sur la nécessité, pour la première puissance financière du monde, de jouer un rôle mondial et de renforcer le troisième, et le plus faible, côté du triangle Japon-Etats-Unis-Europe.

M. Kaifu devrait proposer la mise sur pied d'un nouveau cadre pour les rapports nippo-européens, un pacte global se substituant à des accords ponctuels. Une reprise des consultations ministérielles, un moment interrompues, entre Tokyo et la CEE, est également envisagée.

An sein du camp occidental, le Japon était resté le plus en retrait, voire sceptique, sur l'évolution de la politique soviétique sous M. Gorbatchev. M. Kaifu compte expliquer à ses interlocuteurs pourquoi Tokyo n'a pas encore « succombé à l'offensive de paix » du Kremlin et, en même temps, comme le souligne une source diplomatique japonaise, les inciter à porter plus d'attention à l'Asie.

La crainte d'un nouvel « eurocentrisme »

Tel est le sens d'un message envoyé au président Bush par M. Kaifu à la veille de son départ. Le premier ministre y souligne la nécessité de conjuguer ouverture et fermeté dans le dialogue avec l'URSS et de faire en sorte que l'évolution des rapports Est-Ouest soit globale et n'exclue ni l'Extrême-Orient ni le Pacifique.

Jusqu'à présent, les relations nippo-soviétiques ont été empoisonnées par le problème des quatre îles du sud des Kouriles, occupées par l'URSS depuis la fin de la guerre. Ce contentieux est à l'origine de l'absence d'un traité de paix entre les deux pays ainsi que des réticences japonaises à se lancer dans une coopération économique de grande envergure avec Moscou et encore plus dans des négociations en vue d'une réduction des armements en Extrême-Orient.

La différence de contexte géopolitique entre l'Europe et l'Asie explique que la détente n'ait pas encore atteint cette dernière région. Le contentieux nippo-soviétique, la division de la Corée

et deux armées sur le pied de guerre se font face, éparpillées au Sud par 40 000 soldats américains et au Nord par des troupes garantissant l'intervention de la Chine et de l'URSS, l'absence d'une identité asiatique comparable à celle de l'Europe, mais aussi d'une claire définition des camps, conduisent, soulignent nos interlocuteurs japonais, à un enlèvement de la situation.

C'est en tenant compte de ces particularités et dans un souci de stabilité régionale que le Japon, tout en condamnant la répression dont a été victime le mouvement démocratique en Chine, cherche à ne pas isoler son grand voisin. Tokyo voudrait inciter ses partenaires à se rallier à son analyse. Constatant un assombrissement de leur position, Tokyo vient d'ailleurs d'annoncer la reprise prochaine de son aide publique à la Chine.

Les Japonais prévoient, comme les dirigeants des autres pays d'Asie, que les bouleversements en Europe ne feront que renforcer un « eurocentrisme » des puissances occidentales qui se traduira par un certain désintérêt pour l'Asie. Un vide qu'ils entendent combler. Tel était le sens du message du ministre des affaires étrangères nippon, M. Nakayama, aux ambassadeurs japonais dans la région, remis la semaine dernière à Kuala Lumpur : tout en développant la coopération nippo-américaine en Asie, le Japon doit se dégager de son alignement traditionnel sur Washington et mettre sur pied une politique régionale indépendante.

La visite de M. Kaifu en Europe comporte cependant plusieurs limites. Décidé il y a plusieurs mois, elle répondait alors surtout à des considérations de politique intérieure : le souci de valoriser la personnalité d'un premier ministre intrinsèque à la veille des élections générales de février, cruciales pour le parti conservateur.

Le Japon donne aussi l'impression de prendre une nouvelle fois le « train en marche ». Son effort financier en faveur de la Hongrie et de la Pologne aurait pu être plus substantiel : il aurait par exemple pu devenir la cheville ouvrière d'une sorte de « plan Marshall » de reconstruction de l'Europe de l'Est. Les initiatives japonaises ne sont pas fructueuses. Elles n'en sont pas moins significatives d'une volonté plus affirmée de s'insérer dans le jeu des puissances mondiales par une percée dans une région d'où le Japon était pratiquement absent.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : remous autour de M. Soffer

Jérusalem rappelle à l'ordre son ambassade à Paris

JERUSALEM

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, n'est pas amusé par les remous qui secouent aujourd'hui son ambassade en France et qui commencent à faire les choux gras de la presse israélienne. Il a adressé, lundi 8 janvier, un double avertissement au personnel d'une ambassade parisienne qu'il aurait souhaité plus discret — conformément aux règles du métier — dans l'exposé de ses différends.

Une équipe neutralisée

Le premier avertissement vise deux diplomates de haut rang, convoqués pour « explications » à Jérusalem après que l'ambassadeur, M. Ovadia Soffer, ait fait, ici, l'objet d'une série d'articles particulièrement critiques. Mais l'ambassadeur, aussi, est directement concerné par l'intervention du ministre, puisque M. Arens rappelle, à l'occasion, qu'il ne permettra à aucun diplomate israélien, fût-il chef de mission, de rester à l'étranger plus de trois ou quatre ans. Cela fait près de dix ans que M. Soffer est à l'étranger — en Suisse puis en France — et de très bonnes sources nous ont indiqué que son retour était prévu pour cet été.

La semaine dernière, l'hebdomadaire *Kol Ha'ir* et le quotidien *Yedioth Aharnon* ont consacré de

longs articles à la manière dont M. Soffer exerçait son mandat parisien. Le numéro deux de l'ambassade et ministre plénipotentiaire, M. Itzhak Aviran, et son collègue Yehoshua Amichay, premier secrétaire et porte-parole, y sont largement cités. Ils affirment que M. Soffer a « neutralisé » et mis à l'écart une partie de son équipe et qu'il règne à l'ambassade « une atmosphère de morosité et de totale rupture avec l'ambassadeur ». Les journaux indiquent que l'ambassadeur n'est pas très en cour à l'Elysee. On lui reprocherait d'avoir tenté de mobiliser certains secteurs de la communauté juive française contre le président de la République au moment de la visite à Paris de M. Yasser Arafat, au début de mai dernier.

M. Soffer dément l'ensemble de ces informations, affirme « avoir de bonnes relations avec tout le monde à Paris » et maintient que son ambassade « marche très bien » et qu'il a obtenu des « résultats impressionnants ».

Ce qui « impressionne » surtout les collègues de M. Soffer aux affaires étrangères à Jérusalem, c'est la longévité de sa carrière à l'étranger, qui constitue une entorse au règlement et un record dans les annales du ministère. Depuis quelque temps déjà, M. Arens aurait souhaité rapatrier l'ambassadeur mais, se serait heurté au premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui aurait, jusqu'à présent, pris la part de M. Soffer.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de rouvrir leur ambassade

A la suite des informations selon lesquelles la France projetait de rouvrir son ambassade à Kaboul (le Monde daté 7 et 8 janvier), des sources diplomatiques occidentales à Islamabad (Pakistan) ont annoncé que les Etats-Unis ne comptaient pas en faire autant et auraient manifesté un certain « mécontentement » en apprenant l'initiative française. Le gouvernement des moudjahidins a, pour sa part, vivement critiqué la décision française, la qualifiant de « geste ironique ». Quant au Pakistan, où M. Edwige Avies, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, est arrivé lundi 8 janvier, il a pris acte de la décision française, dont il avait été informé au préalable, tout en s'inquiétant, selon un haut fonctionnaire, de la « crédibilité » ainsi offerte au régime du président Najibullah.

On rappelle, cependant, à Paris que la décision française n'a pas de caractère politique et ne répond qu'à des considérations pratiques. La dégradation des conditions de sécurité avait justifié la fermeture de l'ambassade à Kaboul en février 1989. Leur amélioration explique sa réouverture pour des raisons techniques, indique-t-on de sources officielles françaises.

AFRIQUE DU SUD

M. Nelson Mandela annonce sa prochaine libération

Le chef historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a mis à profit, lundi 8 janvier, le soixante-dix-huitième anniversaire de ce mouvement nationaliste noir pour annoncer,

depuis sa prison, par l'intermédiaire de son épouse, qu'il serait libéré dans les prochaines semaines. « Ce n'est plus une affaire de mois. Sa libération surviendra plus tôt que cela », a déclaré Winnie Mandela à l'issue d'un entretien d'environ trois heures et demie avec son mari. Un porte-parole de Mme Mandela a indiqué que M. Mandela avait fait venir son épouse pour discuter avec elle des « arrangements préalables concernant sa libération ».

COLOMBIE

Washington ajourne son projet de surveillance des côtes

L'administration Bush a, semble-t-il, ajourné son projet de surveillance navale au large des côtes colombiennes, pour freiner le trafic de la drogue. Le porte-avions américain John Kennedy et le croiseur Virginia qui ont fait mouvement, jeudi 4 janvier, en direction de la Colombie « ont procédé à de simples exercices d'entraînement », a déclaré, mardi 9 janvier, le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, qui a ajouté, dans le but manifeste de rassurer les autorités colombiennes réticentes à l'égard de ce projet : « Nous n'envisageons pas un blocus ». La Pentagone se proposait d'annoncer le plan de surveillance navale en même temps que d'autres mesures anti-droge, telles l'installation de radars au Pérou et en Bolivie, ainsi qu'un programme d'entraînement par les militaires américains d'unités anti-droge dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Par ailleurs, en Colombie, de nombreuses rumeurs circulent sur l'imminence de la démission du ministre des affaires étrangères, M. Julio Londono, qui serait en désaccord avec l'attitude de son gouvernement à propos de l'intervention américaine.

SOMALIE

Démission du gouvernement

Le président somalien, le général Syad Barre, a dissous son gouvernement avant de procéder à un remaniement, a annoncé, mardi 9 janvier, Radio-Mogadiscio. Cette mesure intervient après la publication, vendredi, par Ogaa, l'organe du Parti socialiste révolutionnaire de Somalie, le parti unique au pouvoir, d'un appel en faveur de la démission du gouvernement, accusé de n'avoir pas réussi à faire face aux problèmes économiques et sociaux du pays. — (Reuters).

M. Chirac souhaite un débat sur le « droit d'ingérence » dans le cadre de l'ONU

M. Jacques Chirac a estimé qu'il devait y avoir « un débat international sur le droit d'assistance et d'ingérence » dans le cadre des Nations unies. Parlant lundi 8 janvier sur Europe 1, le président du RPR a déclaré : « Un pays ne peut pas s'arroger le droit de s'ingérer dans les affaires d'un autre pays, car cela, ouvrirait la porte à tous les abus (...). Les Nations unies devraient pouvoir améliorer leurs procédures pour pouvoir s'engager en sorte de tribunal moral cautionnant une action internationale. »

A propos des déclarations de M. Roland Dumas qui avait suggéré une intervention soviétique en Roumanie, M. Chirac a affirmé :

« Je n'ai jamais souscrit, et je l'ai même condamnée, à la prise de position du ministre des affaires étrangères qui relevait de l'impréparation et de l'irréflexion ». Pour lui, une intervention soviétique en Roumanie appuyée par la France et les Etats-Unis « aurait été une erreur et un précédent fâcheux ».

Interrogé sur l'intervention américaine à Panama, M. Chirac a estimé qu'un « pays ne peut pas s'arroger le droit de s'ingérer dans les affaires d'un autre pays ». Mais, a-t-il poursuivi, « il y a des situations tout à fait exceptionnelles et Panama était un cas limite : Noriega était une crapule et un trafiquant de drogue ».

« L'Aube se lève à l'Est »
Václav Havel
Interrogatoire à distance
— autoportrait d'un président peu ordinaire —
184 pages - 39 FF
éditions de l'aube

VOICI LA VOITURE DE DEMAIN



CITROËN TOTAL

Tellement en avance sur son temps, la Citroën XM n'attend pas 1992 pour faire les honneurs de l'Europe. D'ores et déjà, 54 journalistes de 17 pays européens l'ont élue Voiture de l'Année. En 1990, l'Europe est unanime: la route maîtrisée, c'est un véritable progrès.

CITROËN. LA ROUTE MAÎTRISÉE.

XM VOITURE DE L'ANNÉE 1990



ENT

dre

manière dont son mandat... deux de... plénipoten... et son col... Amshav, pre... porte-parole, y... He affirmant... «réalisé» et... partie de son... l'ambassade... «projet et de... l'ambassa... indiquant que... pas très en... reprocherait... certains... même juive... président de la... de la visite... Arafat, an... ensemble de... «avoir... avec tout le... maintenant que... très bien... résultats... surtout... Soffer aux... à Jérusalem... de sa carrière à... constitue une... et un record... du ministère... temps déjà... souhaité rapatrier... mais, se serait... ministre, M. Itz... qui aurait, jusqu'à... parti de M. Soffer.

ALAIN FRACHON

MONDE

sa prison, par l'intermé... de son épouse, qu'il serait... dans les prochaines... est plus une... libération sur... que cela, a... Mandela à l'issue... d'environ trois... avec son mari. Un... de Mme Mandela a... Mandela avait fait... pour discuter... arrangements pré... de libération.

projet

ance

Administration Bush a... son projet de... au large des... pour freiner le... La porte-avions... Kennedy et le croi... ont fait mouve... en direction... ont procédé à de... d'entraîne... mardi 9 janvier... du département... Margaret Tutwiler, qui... le but manifeste de... autorités colomb... à l'égard de ce... s'envisageons pas... Le Pentagone se pro... le plan de sur... en même temps... anti-drogue... de radars au... ainsi qu'un... par les... d'unités anti... plusieurs pays...

en Colombie, de... circulent sur... la démission du... affaires étrangères... qui serait en... l'attitude de son... propos de l'int...

nement

général... son gouver... à un... annoncé, mar... Mogedisco. Cette... après la publica... par Ogal, l'organe... révolutionnaire... parti unique au pou... en faveur de la... gouvernement... pas réussi à faire... économiques... (Reuter).

CATHERINE SIMON

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes

Huit contributions en présence pour la réunion du comité directeur du PS les 13 et 14 janvier

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit à la fin de la semaine, aura pour tâche d'examiner la possibilité d'une synthèse entre les contributions générales soumises, depuis l'automne dernier, à l'attention des militants.

Ces contributions étaient au nombre de neuf, mais nous ne présentons, ci-dessous, les principales propositions que de huit d'entre elles. M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, ayant annoncé, le

7 janvier, son ralliement à M. Laurent Fabius. Le premier ministre, M. Michel Rocard, n'a pas signé lui-même le texte présenté par ses amis.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, n'a pas signé, lui non plus, de contribution, mais ses amis sont signataires, derrière M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, de celle que ce dernier avait élaborée avec M. Lionel Jospin. La réunion du comité directeur devrait confirmer l'im-

possibilité d'une synthèse et déboucher sur la présentation de plusieurs motions au vote des militants, en vue du congrès qui se réunira à Rennes à la mi-mars.

M. Fabius a confirmé son intention d'en déposer une, ce qui amènera MM. Jospin et Mauroy, d'une part, M. Rocard, de l'autre, à faire de même. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a indiqué, lundi 8 janvier, qu'il entend présenter la sienne. MM. Jean Popere,

ministre des relations avec le Parlement, et Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, déposeront chacun la sienne.

Enfin, M. Julien Dray et Mme Marie-Noëlle Lienemann, tous deux députés de l'Essonne, pourraient soumettre leurs idées au vote des militants soit séparément, soit, peut-être, ensemble.

P. J.

- POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Rocardiens : assurer le juste partage à travers le pacte de croissance, développer de nouvelles solidarités par la revalorisation des revenus les plus bas, aller vers plus de justice dans les prélèvements sociaux et fiscaux, notamment par l'instauration du prélèvement social généralisé, rénové le service public.

Jospin-Delebarre : « faire du partage notre loi », en redonnant aux salaires une dynamique plus forte que celle des revenus non salariaux, en faisant une place plus large à l'extension du salaire différé par le recours aux fonds salariaux ; conduire une grande réforme de la fiscalité, revoir la structure des prélèvements locaux et sociaux, établir une nouvelle fiscalité du patrimoine.

Fabius : rééquilibrer la croissance des revenus au profit des revenus du travail, réformer la fiscalité ; négocier et mettre en œuvre rapidement un plan de modernisation et de revalorisation de la fonction publique étendue extension des lois Auroux, mener une action en faveur de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, présenter au Parlement, chaque année, un bilan social de la nation.

Mermaz : réactualiser les procédures d'arbitrage et de médiation de l'Etat dans les conflits sociaux, réformer la fiscalité, établir une contribution sociale généralisée progressive sur l'ensemble des revenus, améliorer le service public, permettre au secteur public d'accéder au marché financier, assurer l'application des lois Auroux et créer un statut de l'élu social.

Une négociation biannuelle

Popere : créer les conditions d'un « nouveau compromis social » par une négociation biannuelle entre les pouvoirs publics, les chefs d'entreprise et les salariés au sein d'une commission centrale de partage du revenu national ; cette négociation porterait sur la redistribution du temps de travail et sur les salaires, dont la référence serait une indexation sur la croissance économique.

Chevènement : « fermer la parenthèse libérale », soit en « réorientant de l'intérieur la construction européenne », soit en « jouant à monnaie » le jeu de la France ; assurer une répartition plus équitable des fruits de la croissance entre le capital et le travail, en liant contractuellement les revenus de ce dernier à la croissance économique ; relancer la politique industrielle ; réformer la fiscalité ; admettre que le secteur public ait des contours mouvants.

Dray : réformer la fiscalité, en accroissant notamment l'impôt sur les successions et l'impôt sur la fortune et en renforçant la progressivité de l'impôt sur le revenu ; réduire l'écart des salaires par leur augmentation différenciée ; réduire le budget de la défense, afin de dégager des moyens financiers pour d'autres investissements ; définir une véritable politique industrielle et créer un capital public risque.

Lienemann : « redistribuer le pouvoir économique » dans l'entreprise et dans l'ensemble de l'économie, notamment en renforçant les règles qui garantissent la concurrence et limitent les ententes ; reconstruire

l'industrie d'armement et abandonner progressivement la production d'énergie nucléaire ; assurer le partage du travail sur la base de trente-cinq heures hebdomadaires, privilégier les fonds salariaux et les salaires différés dans la redistribution de la croissance.

- LAÏCITE, IMMIGRATION. Rocardiens : « la laïcité reste la valeur essentielle des socialistes » face à la montée des intolérances, des fanatismes, des intégrismes, des exclusions et des racismes.

Jospin-Delebarre : laïcité de l'école et de l'Etat contre les fanatismes et les intolérances, intégration des immigrés, « promouvoir » leur droit de vote aux élections locales.

Fabius : contrôler l'immigration en empêchant les entrées clandestines, accepter les immigrés en situation régulière et respecter leurs différences ; inscrire automatiquement sur les listes électorales les jeunes qui y ont droit ; « la laïcité est un ciment et un rempart ».

Mermaz : donner des moyens financiers à la politique d'intégration et lutter contre les ferments du racisme et de la xénophobie, accorder aux immigrés, après un temps de résidence en France, le droit de vote aux élections locales et accélérer les procédures de naturalisation.

Popere : avancer hardiment sur la voie de l'intégration en créant les conditions sociales et juridiques, notamment l'accélération des procédures de naturalisation ; envisager éventuellement l'octroi d'un droit de vote aux immigrés pour certaines élections locales ; lutter contre les racines de l'intégrisme en assurant la liberté d'expression de toutes les croyances.

Chevènement : « la laïcité est la culture de la République » ; l'enracinement de nouvelles générations d'immigrants est une chance pour la vitalité de la France si les moyens sont pris d'une véritable intégration, qui passe par une politique massive, systématique et rapide de naturalisation.

Dray : opposer une nouvelle dynamique laïque à la montée des fanatismes, assurer l'égalité des droits en accordant aux immigrés le droit de vote aux élections locales ; accords à la nationalité française pour tous les étrangers en situation régulière résidant en France depuis cinq ans.

Lienemann : préparer le droit de vote des immigrés aux élections locales par l'association de représentants des immigrés élus aux conseils municipaux.

- ENVIRONNEMENT

Rocardiens : faire la synthèse entre le socialisme et l'écologie, entre la croissance et l'environnement ; définir les conditions d'une croissance plus économe d'énergie, de matières premières et d'espace ; mettre en place un « corps de veille écologique » et un conseil national de l'écologie scientifique.

Jospin-Delebarre : intégrer pleinement les impératifs écologiques dans l'économie par des mesures législatives visant à assurer la sécurité de la production d'énergie nucléaire et la limitation de l'émission de gaz carbonique ; repenser l'aménagement du territoire et la gestion des ressources naturelles.

Fabius : le PS doit devenir le premier parti écologiste de France ; créer un observatoire des grands



équilibres écologiques, un institut national de recherche et de formation sur les problèmes d'environnement et une agence pour la gestion et la maîtrise des ressources en eau.

Mermaz : préserver et entretenir le milieu naturel par une politique de l'environnement, un aménagement équilibré du territoire, la préservation et l'entretien des ressources fondamentales.

Popere : respecter l'équilibre entre l'homme et la nature, menacé par la logique productiviste du capitalisme comme par celle de la bureaucratie du Gosplan ; les socialistes doivent prouver que leur orientation et leur politique répondent aux préoccupations de l'opinion en matière d'environnement.

Chevènement : réduire le catastrophisme, mais contrôler les logiques à court terme par un développement planifié, qui tienne compte du patrimoine commun (biosphère, atmosphère, espace, forêts, etc.) ; tenir un discours écologique capable de devenir hégémonique.

Dray : rechercher une alliance avec les Verts comme avec les anciens communistes ; l'Etat doit faire contrepoids à la course au profit lorsqu'elle détruit l'environnement et engendre de profonds déséquilibres dans l'aménagement du territoire.

Lienemann : l'écologie est le nouveau mode de développement à l'échelle de la planète ; renouveler la conception et la gestion de res-

sources communes, remettre en cause le choix de l'énergie nucléaire en raison des risques majeurs qu'elle comporte.

- POLITIQUE ETRANGERE ET DEFENSE

Rocardiens : « il nous faut gagner la bataille pour l'organisation de la planète » ; faire de l'Europe un espace économiquement puissant, progressivement unifié au plan monétaire et correctement protégé des formes sauvages et déloyales de concurrence internationale ; soutenir les forces qui, à l'Est, veulent conduire avec responsabilité la mutation de leur pays vers des sociétés démocratiques et solidaires.

Jospin-Delebarre : équilibrer les forces du marché, en Europe, par des institutions puissantes et démocratiquement contrôlées, et par une forte action communautaire ; élaborer un espace social, respecter les diversités régionales, développer des politiques structurales ; les apports de capitaux aux pays de l'Est doivent être garantis par l'Etat ou par la Communauté ; « la France doit être au cœur des initiatives qui feraient décroître la course aux armements » ; « garantir prioritairement le cœur de notre dissuasion ».

Une dimension sociale

Fabius : lutter pour l'instauration d'un ordre économique international

plus juste et plus respectueux de la nature ; avancer vers le maximum de désarmement compatible avec la sécurité ; introduire plus de démocratie dans la vie de la Communauté européenne ; « la dimension sociale doit être la matrice de la Communauté » ; il faut renforcer la construction européenne et la réorienter « à gauche ».

Mermaz : les priorités de la construction européenne doivent être la dimension sociale, l'union économique et monétaire et la coopération dans le domaine de l'audiovisuel ; mener une action concertée au niveau européen en faveur des pays de l'Est ; contribuer à l'émergence d'un ordre économique international plus juste et plus solidaire ; participer activement aux négociations sur le désarmement sans, pour autant, que la France « baisse sa garde ».

Popere : le PS doit agir pour harmoniser les positions et le comportement des divers composants du mouvement social de l'Europe des Douze ; proposer à l'ensemble de la gauche européenne une campagne pour le développement de l'emploi par une nouvelle répartition du temps de travail ; en choisissant la voie social-démocrate, l'Europe répondra aux aspirations des peuples qui, à l'Est, sortent du carcan bureaucratique.

Chevènement : l'Europe doit être réorientée économiquement, politiquement, culturellement ; la « formule politique la plus adaptée est celle d'une confédération d'Etats démocratiques » ; il faut donner corps à l'idée d'un « mode européen de défense », fondé sur la dissuasion, afin d'aboutir à un niveau stable de sécurité, à un niveau d'armement réduit, en Europe ; il faut apporter aux évolutions à l'Est une réponse politique globale.

Rendre le pouvoir aux militants

Dray : la solution aux problèmes que crée la construction européenne est dans le développement de l'Europe elle-même ; la libre circulation des capitaux ne peut être autorisée sans garantie ni contrepartie ; le Parlement européen doit devenir la véritable instance de décision de la Communauté ; créer un parti socialiste transnational ; remettre en cause l'organisation de la défense.

Lienemann : démocratiser et redistribuer le pouvoir au sein des instances internationales ; réorganiser la politique de coopération ; remettre en cause le système de défense en réduisant les crédits militaires ; relancer l'union européenne vers la création des Etats-Unis d'Europe, en proposant au Parlement de Strasbourg un projet de constitution européenne.

- LE PARTI

Rocardiens : élargir la base populaire du PS ; renforcer la démocratie interne, en appliquant la règle : un suffrage militant égale un mandat ; décentraliser les procédures de désignation des candidats aux élections, notamment européennes ; accorder plus de responsabilité au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ; associer davantage les sympathisants à la vie du parti ; renforcer l'action internationale du PS.

Jospin-Delebarre : respecter et renforcer le PS, abaisser les cotisations, notamment pour les jeunes et les chômeurs, décentraliser l'organisation, accueillir les sympathisants, renforcer les capacités de réflexion et d'expertise, notamment par la création d'une fondation de recherche et l'élargissement du groupe des experts ; resserrer le secrétariat national, élargir le comité directeur à l'ensemble des premiers secrétaires fédéraux.

Fabius : abaisser les cotisations, progresser vers la parité hommes-femmes dans les organes internes à terme de dix ans, organiser les sympathisants, instituer des conventions d'initiative militante, adopter le principe « un militant présente une voix », créer un institut de formation nationale et internationale, réorganiser la fédération des élus, améliorer la coordination au niveau européen comme au niveau régional.

M. Mermaz dépose sa propre motion

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a indiqué, lundi 8 janvier, sur France-Inter, qu'il soumettrait son propre texte au vote des militants avant le congrès du PS à Rennes. M. Mermaz a précisé qu'il entend effectuer un « travail de fédérateur ». Indiquant ses craintes face à « une dérive, un véritable écartèlement, une guerre des chefs, une bataille de clans » au PS qui risque de « faire passer au second plan le débat d'idées », le président du groupe socialiste a déclaré vouloir « recoller les morceaux ». « Nous voulons fédérer et si nous ne pouvons le faire avant le comité directeur du 13 janvier, il va falloir tout faire au moment du congrès, à la mi-mars à Rennes ».

Confirmant son intérêt pour la fonction de premier secrétaire du PS, M. Mermaz a estimé que « si ce travail de fédérateur réussit », il pourrait être « dans cette situation ». « Nous devons ensemble, en y associant M. Pierre Mauroy, faire en sorte que ce parti soit plus présent sur le terrain, plus imaginaire, plus inventif ». « C'est un immense projet », a souligné le président du groupe socialiste.

M. Mermaz, qui a notamment réuni sur sa contribution MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, Louis Mexandeau, député du Calvados et M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, est ainsi, après MM. Laurent Fabius et Jean Popere, le troisième représentant du courant mitterrandiste à annoncer le dépôt de sa propre motion.

La contestation au sein du Parti communiste français

« L'Humanité » reproche à M. Petre Roman son jugement « profondément injuste »

« C'était prévisible ! » : l'Humanité du mardi 9 janvier accuse la presse d'avoir utilisé « en grand et sans vergogne, la remarque lapidaire et profondément injuste de Petre Roman sur le PCF et le stalinisme ». Dimanche, le premier ministre roumain avait estimé sur TF 1 que ce parti n'avait « pas fait une analyse complète, à fond, de son stalinisme ». M. Francette Lazard, membre du bureau politique, indique que « le mépris des faits et la manipulation des mémoires vont toujours de pair », avant de souligner qu'« en renouant avec l'éclat la notion de dictature du prolétariat, notre 22^e congrès (1976) se dégageait définitivement de toute référence à tout modèle autoritaire du socialisme ». Le jugement de cette dirigeante est publié comme un « commentaire » et ne semble donc pas être une « déclaration » du bureau politique.

Réagissant aux propos de M. Roman, l'ancien coordinateur des rénovateurs communistes, M. Claude Llabres, qui anime

désormais le Forum progressiste, a estimé que « l'essentiel n'est pas de savoir qui chez les communistes est plus ou moins stalinien, mais (...) de mettre sa culture d'ancien communiste, en l'assumant de façon critique, au service de la gauche, du progrès et de la démocratie ». Ancien membre du comité central du PCF, M. Llabres a été exclu de ce parti en 1987.

Pour sa part, le MRC (Mouvement des rénovateurs communistes) juge « comme un acte nécessaire de sagesse et de dignité politique l'actuelle campagne, menée par nos camarades reconstructeurs visant à la démission collective de la direction du PCF et à la convocation d'un congrès extraordinaire ». Cette volonté de voir convoquer rapidement un congrès a été réaffirmée, samedi, par les opposants « reconstructeurs » qui souhaitent également, entre autres, la réintégration des militants exclus ainsi que la publication des effectifs réels du parti.

HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
J. PICOCHÉ, C. MARILLON-NOZIA
NATHAN

Nouvelle bataille en perspective sur fond d'immigration

Le Conseil d'Etat annule les élections municipales de Sarcelles

Le Conseil d'Etat a rendu, lundi 8 janvier, plusieurs décisions à la suite de requêtes lui demandant l'annulation d'élections municipales du mois de mars 1989. Dans le plupart des cas, il a confirmé les résultats alors proclamés. Il en va ainsi pour Palaiseau et La Pléssie-Robinson (Essonne), pour les deuxième et quatrième secteurs de Paris, où il n'a pas retenu l'argumentaire des candidats socialistes, MIM. Pierre Schapira et Maurice Benassyay.

En revanche, le Conseil a considéré que l'emplacement des locaux de l'office public d'HLM d'Ar-

La tradition doit commencer à peser aux habitants de Sarcelles. Comme lors des élections municipales de 1971 et de 1973, lorsque des cantonaux de 1985, le Conseil d'Etat, confirmant la décision du tribunal administratif de Versailles, a annulé les résultats du mois de mars dernier. Le maire, M. Paul Lelong-Langlais (M.R.), et son conseil municipal vont donc devoir quitter l'hôtel de ville, en attendant que d'ici, deux mois, les électeurs retournent une nouvelle fois aux urnes. Dans cette cité, véritable « ville nouvelle », sans en avoir le statut, la grande communauté parisienne, ces « parisielles » ne pourront avoir qu'un renouveau important.

Les élections municipales du printemps dernier s'y étaient déjà déroulées dans un climat particulièrement tendu. Les communistes, qui avaient géré la ville jusqu'en 1983, avaient si mal accepté de devoir laisser la tête de la liste de gauche à un socialiste, en l'occurrence M. Dominique Strauss-Kahn, député de la circonscription depuis 1988 et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'un accord n'avait pu être trouvé entre PC et PS. M^{me} Marie-Claude Beaune, sénateur communiste, avait donc maintenu sa présence au second tour, alors même que sa liste avait été largement devancée par les socialistes au premier tour : 20,64 % des suffrages exprimés contre 26,78 % à

La situation avait été tout aussi curieuse à droite. Bien qu'il ait obtenu le droit de se maintenir (il avait recueilli 10,27 % des suffrages pour la première fois), le responsable du Front national, M. Roger Lapetouille, décidait de se retirer, en contradiction avec les consignes nationales de son parti. A la veille du second tour, un tract était même distribué, portant la signature de Lapetouille à l'adresse de M. Lamontoux et détaillant les termes d'un accord qui aurait été passé avec lui.

C'est cette distribution tardive que le Conseil d'Etat, sur requête de M. Strauss-Kahn, a jugé « de nature à modifier le résultat du scrutin ». En effet, le candidat du RPR ne l'avait emporté que de 281 voix, obtenant 43,54 % des suffrages exprimés contre 41,89 % à M. Strauss-Kahn et 14,55 % à son concurrent le plus proche, Jean-Pierre Pernaut, qui avait obtenu 12,41 % des voix.

cuell (Val-de-Marne), par son président, d'une lettre les invitant à renouveler le mandat du maire communiste sortant, sans que la liste de droite ait eu les moyens de répondre « efficacement », avait permis à la liste de gauche d'obtenir un siège de plus ; il le lui a donc retiré, sans, toutefois, l'attribuer à ses concurrents.

Surtout, une fois encore, le Conseil d'Etat a été conduit à annuler les élections municipales de Sarcelles (Val-d'Oise), où en mars dernier la droite ne l'avait emporté que grâce à une triangulaire imposée par le PC au PS.

« une consternation après cette décennie affirmait : « il n'y a ni déni de justice, ni commis aucune injustice, à l'évidence, mes adversaires politiques principaux ont une communauté »

Le FN veut recommencer Drex

La satisfaction était, en revanche, totale chez les socialistes. Immédiatement, M. Strauss-Kahn tentait de prendre contact avec le PC, car il souhaite conduire une liste « regroupant toutes les forces de progrès ». Il reconnaît que le plus difficile sera, probablement, de mobiliser les électeurs. Mais la fédération

un son silence.

L'intérêt pour cette nouvelle campagne est particulièrement vif au Front national. Il a déjà décidé de changer de tête de liste, de tenter de profiter de l'effet « Deuxx », en axant sa campagne sur l'immigration. Son responsable départemental, M. Gilbert Cottinet, prévient déjà : « cette fois nous irons jusqu'au bout, M. Lamontagne aimerait que nos sympathisants votent pour lui, mais il ne veut pas que cela se sache pour ne pas froisser les immigrés... ». Dans ce « melting pot », qu'est Sarcelles, cette campagne pourrait bien être explosive.

JACQUELINE MELLON

M^{me} Dupuy, kamikaze à Cannes

M. Michel Mouillot, maire PR-UDF de Cannes, dont l'élection a été invalidée par le Conseil d'Etat, a annoncé, lundi 8 janvier, qu'il briguerait de nouveau ce mandat le 28 janvier à la tête d'une liste d'union UDF-PR. Un conseiller sortant : CDS, M. Lucien Jarry, conduira également une liste sur laquelle figurera, en dernière position, Mme Anne-Marie Dupuy, maire RPR battu en mars 1989 par M. Mouillot.

L'efficacité trouvera peut-être son compte dans la constitution d'une liste commune UDF-RPR pour l'élection municipale de Cannes le 28 janvier. Mais les deux partis de l'opposition s'étaient si rudement affrontés sur la Croisette en mars 1989 que M^{me} Anne-Marie Dupuy, maire sortant RPR, se considère comme un ouage politique déglugé par deux difformités, de son concurrent UDF, M. Mouillout, avait obtenu l'appui devant les tribunaux.

En clair, M^{me} Dupuy considérât que son adversaire n'avait dû son succès qu'à la tromperie et ne méritait pas de porter l'écharpe tricolore. Qu'en quelque sorte c'est elle qui aurait de

être réelle. En bonne logique — et aussi pour que la morale triomphe, — l'affront n'aurait pu être effacé définitivement que si M. Dupuy avait décidé de retrouver son siège au terme d'une nouvelle élection. En fait, ne serait-il pas cohérent qu'un candidat malheureux conteste la victoire de son adversaire en s'engageant à briquer de nouveau le mandat impieuz ? Rien dans la loi ne l'y oblige aujourd'hui, mais une réforme dans ce sens contribuerait à une moralisation de la vie publique.

A Cannes les élit-majors des partis — comme cela ne pouvait souvent s'illuire et dans les prés camps — ont décidé de pratiquer charitablement le pardon des offenses » ou de faire preuve, plus prosaïquement, « mémoire courte ». Au risque de montrer une fois de plus que, décidément, morale et politique ont bien du mal à cohabiter.

M. Dupuy, lâché par son parti, n'a pas accusé cette foudre politique de l'écarter de la scène. Il a donc préféré sauver son honneur dans une candidature kamikaze en position symbolique.

ANDRÉ PASSERON

Le rapport de la commission Ripert remis à M. Le Pensec

Cinquante-huit propositions pour assurer en six ans l'égalité sociale entre les DOM et la métropole

Au terme de neuf mois de consultations et d'enquête, la commission sur l'égalité sociale et le développement économique dans les DOM, composée de douze personnalités et placée par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, sous la présidence de M. Jean Ripert, a rendu public, lundi 8 janvier, un rapport très dense préconisant un projet global, assorti de cinquante-huit propositions, afin de remédier aux dysfonctionnements économiques et sociaux qui caractérisent les quatre départements d'outre-mer (la Réunion, la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique).

Les conclusions de la commission soupçonnent, aux onze «travaux d'Hercule» qu'il s'était assigné à la fin de l'été dernier, selon l'expression des oracles rocardiens, le gouvernement peut désormais en ajouter un douzième. Et encore... Il n'est même pas sûr que Hercule puisse suffire à la tâche si le gouvernement accepte de relever le formidable défi auquel l'invité la commission Ripert.

L'ancien directeur général des Nations unies pour la coopération économique internationale et ses onze coéquipiers, chargés de mener, le 18 avril 1983, une redoutable opération-ventrue sur la face cachée des réalités de la France d'outre-mer, ne font pourtant que tirer lucidement les conclusions qui s'imposent à quiconque s'interroge honnêtement sur les moyens d'empêcher que les DOM ne demeurent voués aux inégalités en tout genre.

ils confirment que le pire y existe dans le domaine social et ils ont le mérite de présenter un rapport qui appelle un chat un chat en soulignant combien il serait illusoire de se borner à des décisions ponctuelles, d'attendre l'émergence d'attitudes sérielles de la colonisation, alors que tout appelle « un projet d'ensemble solide, dans une perspective à long terme, la place des DOM dans l'ensemble national ».

C'est pourquoi, certes, de la quadrature du cercle, puisqu'il s'agit tout à la fois de réduire de scandaleux écarts de revenus, d'affranchir des inégalités sociales indignes de la France contemporaine et de faire passer les DOM en état d'affronter l'économie du marché unique européen de 1993. Mais il n'existe pas d'autre voie que celle du pugnatoire entre le gouvernement de M. Michel Rocard et les élus locaux, qui ne cessent d'envisager dans une entreprise qui a, jusqu'à présent, toujours découragé les rares tentatives,

et du reflux génésique des indépendants, de modèles idéologiques tournés autour d'alligner progressivement les DOM aux standards métropolitains.

Les écarts actuels de ce qui signifie « revenu moyen » d'environ 10 % Guyane et de 14 % pour la somme des autres régions exploitées par des salariés au même métropole.

Il faut aborder la question des structures territoriales, et, surtout, quel la commission européenne paye presque chaque année.

« Pour les fonctions dans les DOM, p. 1991, réduire l'indemnité d'habitation... »

Si l'on veut accroître l'égalité des chances pour que les sociétés « dominiées » ne soient plus des sociétés à vitesses variables, il faut notamment, indique le rapport Riper, se fixer deux priorités absolues : l'éducation, dont les retards sont « dramatiques », de l'école maternelle à l'université - surtout à la Réunion - et le logement social. Les programmes actuels ne permettent guère d'acquiescer à ces deux impératifs, car ils sont manifestement insuffisants et inadaptés. Cela implique au

à l'adresse conjointe du gouvernement et des responsables locaux, une quadruple nécessité : « valoriser les ressources humaines et accroître l'égalité des chances » ; « réduire les inégalités de revenus » ; « renforcer l'efficacité de l'économie » ; « adopter et développer les moyens au service de la politique dominiennne ».

Elles proposent aussi un calendrier pour la mise en œuvre de ses propositions dont l'adoption permettrait, selon les auteurs du rapport, d'atteindre progressivement à l'égalité sociale entre les DOM et la métropole en deux étapes de trois ans chacune.

en engageant, d'ici 1993, « une première étape réduisant de 50 % les avantages fiscaux actuels ».

Si l'on veut, parallèlement, renforcer le développement des économies locales, il convient notamment d'élargir les marchés des entreprises, de développer la concurrence — y compris parmi les transporteurs aériens —, de mettre au point de nouveaux systèmes de financement, d'aider les organisations de consommateurs, de renforcer les directions

explosif »
des
maîtres

raiment réduire,
 alités de revenus,
 de l'absence
 orales prochaines
 alisé des courants

départementales de la répression
 des fraudes, etc.

Enfin, au niveau national, la réalisation de ce grand dessin exigeait, entre autres, l'installation d'un comité interministériel permanent « chapeauté » par « un haut conseil de l'outre-mer présidé par le chef de l'Etat et associant au gouvernement des représentants des élus dominiens. »

Bref, le rapport Ripert n'a peur d'aucun tabou. Les dirigeants socialistes, si partageux dans leurs discours mais si souvent velléitaires, oseront-ils, cette fois, dire « chiche » ?

ALAIN FOLLAT

□ La « vigilance » de M. Le Pen. — Après les déclarations de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui a souhaité, dimanche 7 janvier,

franchement la balance des forces. Le dossier conflictuel Ripert n'y va pas de rien et se formule en positions précises : les Français à nommer, par exemple à partir du complètement de 75 %, supporter le mouvement (...). Pour le moment, il n'y a pas de ligne directrice, mais les résidents étrangers puissent voter pour les prochaines élections municipales, le bureau politique du FN a publié un communiqué lundi pour affirmer notamment que les socialistes « n'ont pas renoncé à compenser leur perte d'audience chez les Français par l'apport massif de voix étrangères ». Le FN appelle les Français à rester « plus que jamais (...) vigilants autour de Jean-Marie Le Pen dont les analyses se

□ **Rectificatif.** — Le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) cité dans l'article du *Monde* du 9 janvier sur « SOS-Racisme » est M. Jean Pierre-Bloch et non M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, comme il était indiqué par suite d'une « coquille ».

ALAIN ROLLAT

□ Rectificatif. — Le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) cité dans l'article du *Monde* du 9 janvier sur « SOS-Racisme » est M. Jean Pierre-Bloch et non M. Jean-Pierre Pierre-Bloch comme il était indiqué par suite d'une « coquille ».

A. Mermaz dépose sa propre motion

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, indiqua, lundi 4 janvier, à la Chambre, qu'il soumettrait son propre texte au vote des députés avant le congrès du Ps à Cannes. M. Mermaz a précisé qu'il entend effectuer un « travail de légalisation ». Indiquant ses grandes idées, à « une distance un certain temps », il a déclaré qu'il entendait, en matière de politique étrangère, une « bataille de clairs » au Ps plus que de la faire passer au PS qu'il a « débât d'ailleurs ». Le président du groupe socialiste a déclaré vouloir « recueillir les maximes ». « Nous sommes d'accord et si nous ne pouvons pas nous entendre, le comité directeur du Ps sera chargé de régler la situation. Le 15 janvier, il va falloir tout faire au moment du congrès, à la mi-mars à Rennes ».

Confirmant son intérêt pour la fonction de premier secrétaire du P.S.M., Mermaz a estimé que « si le travail de fédérateur fédéral », il pourrait être « dans cette situation », « Nous devons ensemble, et l'association M. Pierre Mazouy tant en sorte que ce parti soit plus grand que le travail, plus imaginatif, plus inventif. » « C'est un immense projet », a souligné le président du groupe socialiste.

M. Mermaz, qui a notamment réuni sur sa contribution MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, Louis Méric, député du Calvados, et M. Veronique Neizert, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et aussi, après MM. Laurent Fabius et Jean Popieren, le troisième représentant du courant mitterrandien à sanctionner le dépôt de sa propre motion.

STYLE 25

NOUVELLE RENAULT 25 TXI

Avec la Renault 25 multi-soupapes, pour la première fois, Renault propose une motorisation 12 soupapes. Une technologie de pointe pour vivre encore plus style 25.

- Cylindres 1895 cm³ • Puissance max 140 ch / 102 kW ISO • De 0 à 100 km/h en 9,5 s
- Projecteurs additionnels • Direction à pignon • Et en option climatisation, ABS, sélecteur 176 séries à position, mémorisation, rack ergonomique • Consommations 6,4 l/100 km, N° 1914, 20 km/h • 11,9 l/100 km, Renault 25 TXI multi-soupapes, pour un plaisir de conduite encore plus grand. Garantie anti-rugges en Renault 6 ans, D.A.C. votre financement.

RENAULT présente **elf**

MULTI-SOUPAPES 134 700 F.

INVITATION
À L'ESSAI

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

PROFESSION: JOURNALISTE

PHILIPPE ALEXANDRE • ROSELYNE ARNO • RENÉ-JACQUES BAPTISTE • PIERRE BARETTI
• BRICE BARRILLON • SERGE BAZOLA • XAVIER BENEROSO • ANDRÉ BENEZRA • JÉRÔME
BERNARDET • HERVÉ BEROUD • JEAN-MICHEL BEZZINA • JEAN-JACQUES BOURDIN •
GEORGES BOURDOISEAU • JACQUES BOUTELET • EMMANUEL BRARE • JEAN
BRETON • ERIC BROCARD • PHILIPPE CALONI • DANIEL CARON
• ROBERT CESSIEUX •
• JACQUES CHAPUS •
CHRISTIN • MICHÈLE
NOËL COGHE •
SOLAL • JEAN-DANIEL
DA COSTA • ROBERT
DATH • JEAN-PIERRE
DEMAIZIÈRE • MAR-
JEAN-BAPTISTE
ESNOUS • KARIM FALL
BERNARD GLASS •
FLORENCE GODLEWSKI
LAURENCE HAÏM •
JEAN-YVES HOLLINGER •
NECAND • PIERRE

**ILS VOUS ONT
FAIT VIVRE 89,
ANNÉE DE TOU-
TES LES INFOS.
ILS SERONT AU
CŒUR DE 90, AN-
NÉE DE TOUTES
LES ATTENTES.**

PHILIPPE CHAFFANJON
PIERRE-MARIE
CLAVEAU • JEAN-
MICHEL COHEN-
COLOM • EDOUARD
DARANC • ISABELLE
DEFRAIN • THIERRY
TINE DESJARDINS •
DUMAS • JACQUES
• RÉMO FORLANI •
JÉRÔME GODEFROY •
• BÉATRICE HADJAJE •
ALAIN HAMON •
PAUL JOLY • PHILIPPE
JULIEN • GUY KEDIA

• PIERRE KOHLER • ALAIN KRAUSS • CHANTAL LAIR • CLÉMENT LANDRU • JEAN-
CLAUDE LARRIVOIRE • ROBERT LASSUS • BERNARD DE LA VILLARDIÈRE • JACQUES
LEGROS • BERNARD LEHUT • MARC LEROY-BEAULIEU • GUYLHAINE LOQUET • FABRICE
LUNDY • CATHERINE MANGIN • HENRI MARQUE • DOMINIQUE MARTIN • JACQUES
MARTINEZ • OLIVIER MAZEROLLE • CHRISTIAN MENANTEAU • JEAN MINIER •
CHRISTIAN OLLIVIER • VÉRONIQUE DE PANAFIEU • FRANÇOISE PARINAUD • DOMI-
NIQUE PENNEQUIN • JANINE PERRIMOND • BERNARD POIRETTE • CLAUDE
POZNANSKI • JEAN-MICHEL
CHRISTIAN ROBY • YVES ROGER
ROSEAU • MARIE-HÉLÈNE
ISABELLE TORRE • PAUL-
ULLMANN • JEAN-BENOÎT

RTL

RASCOL • PHILIPPE ROBUCHON •
• JEAN ROQUECAVE • BERNARD
SANS • JEAN-PIERRE TISON •
JACQUES TRUFFAUT • MARC
VION • THIERRY WATELET

1^{ÈRE} INFO RADIO DE FRANCE

Le Monde

14 Le dag
15 L'Es

A l'heure où l'ar-
gion, où les musées
comme les cathédrales
d'antan, rien ne
échapper à ce phé-
sacralisation. F
design, dont la voca-
priori utilitaire.
entrée dans la nef
1989-1990 les ve-
enchantés, la nais-
deux musées (L
B&P), remettent
l'idée que l'on se
l'objet usuel : « Un
est pas seulem-
chaise », avait affi-
lape Starck au de-
sacralisation « elle se-
passer son manteau
Aujourd'hui, on
l'étape suivante :
son manteau, et on
chaise. Voici la pr-
essence reproduite
L'ang de pièce
mais la mise en
sur prototype.
quette, de tout
rends la série. Les
collectionneurs
reprises embellies
de marque :
sont un véritable
communication. En
projets révélaient
ra entre la Ville
re ministère de la
ra aussi la fragi-
lisme lié à la f-
cure, au commer-
industrie.

Les chaises ne l-
nécessaires les col-
faisants venus de la
l'architecture et des
La Kitchen de T
sorte de gazelle
pièces récupérées.
métal brut est une
qui comme Clap
Giles Chabrier chas-
sacralisation, crée
vienne de 10 à 12 0
que de l'art primitif
torem Brancusi-Brancusi
Ross, est estimée à
15 000 F. Eric Sch-
sente par la galerie E
les Barbès a déjà u
ont pour 4-5000 F
le large rampe, pa-
ser de 10 000 F
Ces estimations
lon du prix des es-
tés la Crase longue
buser, Perrand et
1120 000 F, le faute-

« Certains réserv-
lection pour le com-
envisage d'en profi-
jours », dit Jean-P
dent du groupe l'In-
sonnes), 965 milio-
de chiffres, d'affair-
monté par l'État
lier, il a fait cor-
musée... Juste en fa-
située entre B&P et
Les deux unités
9600 m² ont été
François Geny, l'ar-
l'avenir centre améri-
« Le projet a coûté
de francs, soit 1 à 2
que s'il avait été re-
ment », déclare Rob-

14 Le daguerrétype au Musée Carnavalet
15 Livres de sculpture

16 Audiovisuel : les « corrections » du Conseil d'Etat
- Sports : le douzième Paris-Dakar

17 La destinée tragique d'un enfant gâté
18 Les retards de la fusée Ariane

Les nouveaux musées du design

L'objet ordinaire chaise, machine à écrire, cafetière devient objet de collection...
à la grande satisfaction des producteurs

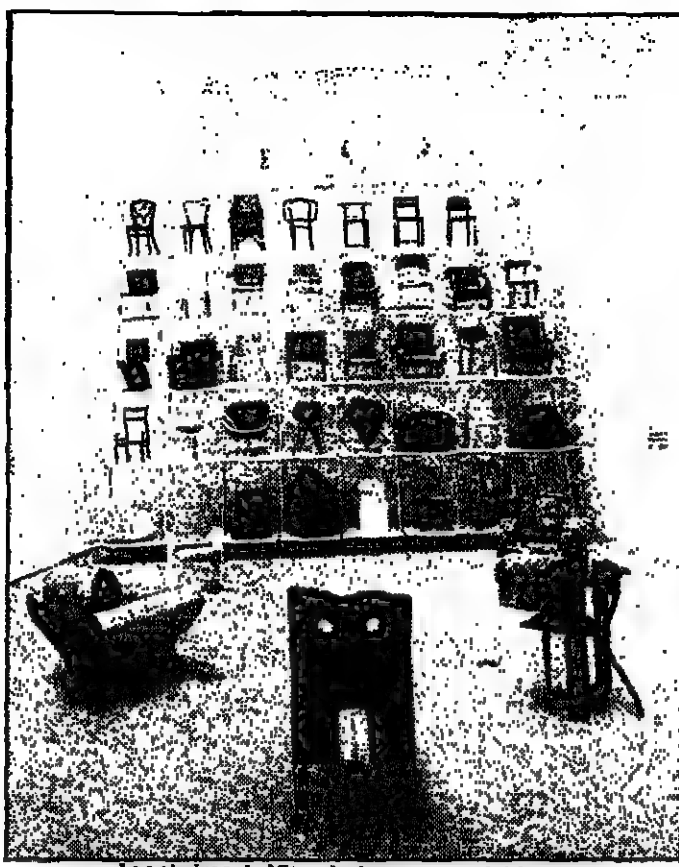
A l'heure où l'art est religion, où les musées s'élèvent comme les cathédrales d'antan, rien ne semble échapper à ce phénomène de sacralisation. Même le design, dont la vocation est a priori utilitaire, fait son entrée dans la nef. Ainsi en 1989-1990, les ventes aux enchères, la naissance de deux musées (Londres, Bâle), remettent en cause l'idée que l'on se fait de l'objet usuel : « Une chaise n'est pas seulement une chaise », avait affirmé Philippe Starck au début de la décennie, « elle sert aussi à poser son manteau ».

Aujourd'hui, on est passé à l'étape suivante : on enlève son manteau, et on regarde la chaise. Voici le produit par essence reproductible élevé au rang de pièce unique à travers la mise en valeur d'un prototype, d'une maquette, de tout ce qui a précédé la série. Les particuliers collectionnent, les entreprises embellissent leur image de marque : le design devient un véritable outil de communication. En France, les projets révèlent les divisions entre la Ville de Paris et le ministère de la culture, mais aussi la fragilité d'un domaine lié à la fois à la culture, au commerce, et à l'industrie.

Plusieurs institutions ouvrent ou développent des départements de mobilier contemporain, comme le Kunstmuseum de Düsseldorf, le Winterthur museum aux États-Unis (Delaware). Mais l'intérêt culturel accordé à l'art de vivre révèle un autre type de préoccupation. Les nouveaux musées du design ont été créés par des hommes d'affaires soucieux d'embellir une image de marque : à Londres, Terence Conran (président de la chaîne de magasins Habitat) et de la branche immobilière du groupe Stora-Holm dont dépend tout le quartier du Butlers Wharf (le Monde du 23 août 1989). A Bâle, c'est Rolf Fehlbaum, président du groupe Vitra (lire notre encadré) qui opère.

Un autre projet est actuellement en cours à Milan, dans l'ancienne usine Ansaldo, située près de la porte de Cènes. Confié par la municipalité à Renzo Piano, ce nouveau musée du design, financé par l'Association des Industriels de Lombardie (Pirelli, Alfa Romeo, Fiat), devrait être présenté à Turin en juillet. Mais l'un des concepteurs, Manolo di Giorgio, architecte et journaliste à Domus, prévient : « Nous aborderons uniquement le design italien. Le design, c'est avant tout une tradition du dessin ». Cette tradition-là ne semble pas poser de problèmes à Bâle ni à Londres, où les meubles passent aisément de la vie de tous les jours au « musée » : ils ne sont pas présentés comme des œuvres d'art mais comme des éléments quotidiens, assortis d'une fiche descriptive. A Londres, quelque quatre cents objets de la Study Collection illustrent l'évolution de la consommation au vingtième siècle : machines à écrire (de l'Olivetti de grand-père à la Canon ultrarapide), en version « portable », rasoirs, mixers, casseroles, stylos. De tels lieux ont d'abord une vocation pédagogique.

Il est vrai qu'en Angleterre, en Allemagne (et bien sûr en Italie), le mot « design » a fait l'objet d'études, de théorisations liées aux rapports « justes » à trouver entre la forme, la fonction, la matière. Le design s'identifie à un projet global (dessin, maquette, prototype, production) qui concerne aussi bien le graphisme, l'architecture que la mode, l'emballage, les arts ménagers. Hélas, cet « américanisme » (Le Robert) n'a pas d'équivalent



Les chaises du Vitra design museum à Bâle.

en français. Le mot design, qu'on a traduit par « style » dans les années 60 (l'époque du baby-boom, du prêt-à-porter et de la prospérité), est devenu une formule valorisante pour les décorateurs, voire un adjectif placé sur tout ce qui est un peu noir, dépoli et métallique : « C'est très design ! ».

Les professionnels eux-mêmes ne s'accordent pas sur le contenu du terme. Leurs divergences tiennent souvent à des critères esthétiques. Il y a au moins trois familles de « design » en France : celle qui concerne l'équipement de bureau et qui défend l'Association pour le développement du design et ses galeries spécialisées (Airborne, Unifor, Knoll...), celle qui se collectionne et se photographie (les séries limitées, les pièces uniques de chez Néou, Yves Gastou. En attendant les barbares. Enfin,

il y a le design qui voyage : entre 1983 et 1989, le VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) créé à l'initiative du ministère de l'Industrie en 1979, a organisé quelque quarante manifestations dans le monde, de New-York (Blomlingdale's, Cooper Hewitt, museum) à Tokyo. En avril 1990, une rétrospective aura lieu au Musée des arts décoratifs à Paris. Une première en France.

Pourtant cet événement ne doit pas faire illusion sur la réalité du design en France : « Il n'y a pas de vrai mouvement », déclare Yvonne Bruhaammer, conservatrice en chef du Musée des arts décoratifs, qui déplore la méfiance des industriels face au mot, synonyme de risque : « Or c'est grâce à des petites séries expérimentales que le design italien a pu vivre. Les industriels français sont immédiatement paralysés par la production de masse. »

Cette fragilité explique sans doute tous les décalages : en France, ce sont aujourd'hui les culturels qui revendiquent le contrôle d'un territoire difficile à cerner, et dont a fortiori ils n'ont pas la même vision. Un Centre de création industrielle avait bien été créé en 1969 au Musée des arts décoratifs. Mais son transfert à Beaubourg en 1977, les divisions politiques de la capitale aidant, n'ont fait que morceler l'ambition de départ. Voici venu le temps des duals à fleur mouillée. En avril dernier, François Burkhardt, directeur du CCI, annonçait la constitution d'une collection intégrée à celle du Musée d'art moderne. On vit des machines à écrire Olivetti cotoyer un ensemble vidéo de Bruce Nauman, un moment de formule 1 de Marra... L'exposition inaugurale avait pour titre « Culture de l'objet, objet de culture ». Un parti pris infiniment conceptuel.

Quelques jours plus tôt, Yvonne Bruhaammer remettait au ministère de la culture un projet de six pages concernant un futur musée du design conçu comme « une suite logique des arts décoratifs », « un musée de l'environnement prenant en compte la production industrielle dans l'habitat ». Aménagé rue de Rivoli, il profiterait de l'extension du Louvre pour s'installer sur une superficie d'un minimum de 3 000 mètres carrés.

Le public fait aujourd'hui les frais des disputes de clocher et de ce manque de coordination : ainsi on a exposé Mario Molteni, inventeur des années 50, au Centre de création industrielle.

Le jeune Sylvain Dubuisson, élu « créateur de l'année » au Salon du meuble 89 se retrouvait, lui, au Musée des arts décoratifs, condamné à sa prendre pour un artiste...

Conscient de toutes ces guerres de chapelle, de tous ces rendez-vous ratés avec l'époque, le Musée de l'Industrie et le ministère de la culture ont demandé à Bernard Hannon (ex-président de Renault) et à l'un de ses collaborateurs, Sébastien de la Selle, un rapport sur la situation. Il a été remis le 15 octobre dernier... « Il va falloir qu'on mette de l'ordre dans tout cela », annonce Christian Dupavillon, chargé de mission auprès de Jack Lang : « Un centre du design doit faire partie d'une chaîne dans laquelle on intègre la culture, le commerce et l'artisanat, l'industrie... »

En marge d'une véritable politique du design en France qui prendrait en compte la production, la distribution, l'aide à la création, la

conservation (en 1989, le budget d'acquisition du Musée des arts décoratifs ne dépassait pas 100 000 F), une nouvelle génération d'éditeurs, de distributeurs déjà reconnus internationalement ouvrent la voie : le mensuel *Intramuros* inaugure à partir de ce mois-ci une série de dossiers thématiques portant sur la sélection de cent objets (chaises, luminaires, bibliothèques) accompagnés d'une description technique, historique, commerciale.

Un musée en papier

Deux ans après sa création, le catalogue de vente par correspondance *Catalogia*, spécialisé dans le design, affiche son succès auprès des particuliers et des entreprises : le dernier numéro, tiré à 250 000 exemplaires, représente 1 250 références.

Catalogia, installé à Strasbourg, met actuellement au point plusieurs projets avec les Musées de Stuttgart, Cologne, Francfort : conditions, publications de catalogues, créations de labels... « En France, les musées se retranchent derrière le manque d'argent, mais ne semblent pas vouloir en gagner. Ils ne chassent que le sponsoring et l'assistance », déplore Jean-Louis Siegfried, à la suite d'une expérience avec l'Association des amis des musées d'art moderne, qui gère les boutiques Paris-Musées. « Il y a un fonds extraordinaire qui n'est pas exploité. C'est une question de personnes. A Beaubourg, on n'a jamais la même au bout du fil... »

La boutique-bijou de Philippe Starck au Centre Pompidou joue pile figure à côté des activités commerciales des musées étrangers : à Londres, le Victorian and Albert Museum vient de créer un département : V.A Enterprises (conditions récentes avec Habitat). A New-York, le MOMA (Musée d'art moderne) a ouvert en décembre une boutique située en face du musée, 53^e rue. Il est vrai que ce musée possède une solide expérience en la matière : il fut le premier à créer en 1932 un département « Design et architecture », suivi par le Stedelijk museum à Amsterdam en 1934.

En France, le succès des boutiques de la Réunion des musées nationaux (40 tonnes de cartes postales, 25 millions de francs de catalogues d'exposition vendus entre le Louvre le Grand Palais, Orsay, etc.) devra sans doute inciter les pouvoirs publics à développer des initiatives dans le cadre d'un « musée du design », où le beau est également utile. Encore faudrait-il dépoussiérer le terme de musée, identifié à conservation et souvenirs artistiques.

LAURENCE BENAIM

Le siège a la cote

Les chaises ne laissent pas insensibles les collectionneurs français venus de la mode, de l'architecture et des affaires.

La Kitchen de Tom Dixon, sorte de gazelle formée de pièces récupérées, soudées en métal brut est une sculpture, tout comme Clair de lune de Gilles Chabrier, chaise en verre spécialement créée pour cette vente (de 10 à 12 000 F). Proche de l'art primitif, le trône totém Branch-Branou de Pucci di Rossi est estimé entre 10 et 15 000 F. Eric Schmitt, représenté par la galerie En attendant les Barbares a déjà une cote. Le prix pour Anneaux de 1988 en fer forgé, martelé, patiné et ciré est de 10 000 F.

Ces estimations se tiennent loin du prix des « classiques », tels la Chaise longue de La Corbusier, Perlin et Jeanneret (120 000 F), le fauteuil Wassily

1927-1928 de Marcel Breuer (120 000 F) ou encore la paire de fauteuils en bois naturel brut Kratsoel de Gerrit Rietveld de 1934 estimés à 25 000 F. Il y a encore quelques années, ces œuvres figuraient en dernière position dans les ventes art déco puis prises pour les bois précieux d'un Ruhlmann ou les laques-miroir d'un Dunand.

Les expositions à Amsterdam, Munich et New-York ont quelque peu réhabilité ces parents pauvres des années 30. Les prix n'ont pas tardé à suivre pour les plus belles pièces, particulièrement celles qui sont historiques. Elles vont rejoindre les collections privées ou muséales aux États-Unis, en Allemagne, en Suisse ou en Hollande. Quelques maisons d'édition en profitent pour monter leur propre fonds. C'est le cas de Tecca en Allema-

gne qui réédite déjà un ou deux fauteuils de Jean Prouvé. Quant à la France, elle est, semble-t-il, à la traîne de ses partenaires européens. Quelques marchands auraient constitué un stock important de leur production, et feraient monter artificiellement les prix afin de négocier leurs trésors au plus haut avec les musées étrangers.

Que l'on ne s'y trompe pas. Cette spéculation, fictive ou non, s'applique seulement aux pièces uniques ou à tirages limités. A Verrières-le-Buisson, en novembre dernier, une salle à manger avec six chaises de Carlo Molino, éditées selon l'expert à de nombreux exemplaires, partaient pour 130 000 F. En revanche, une seule chaise en noyer Cass de Orango est estimée au même prix dans la vente du 29 janvier prochain. La chaise mandoline en marqueterie (1950) de Pio

Ponti paraît bien sobre face au canapé en mousse (1969) représentant un pied long de deux mètres, de Gaetano Pesce. Edité à peu d'exemplaires, il est estimé à 15 000 F.

Les artistes français à la même époque font preuve de moins d'invention. Le fauteuil Cuisinier de Mario Molteni par Knoll en 1970, avec sa coque en fibre de verre et polyester n'avait pas connu le succès escompté. Il est aujourd'hui modestement estimé entre 2 000 F et 3 000 F. Les gonflables aux couleurs violentes n'ont pas, quant à eux, survécu aux outrages du temps. On en trouvera donc pas dans la vente.

ALICE SEDAN

► Vente : lundi 29 janvier à 20 h 30, salle 1 et 7 à Drouot-Richelieu.
Vente : Arts décoratifs anglais, de 1680 à aujourd'hui, 31 janvier à Londres chez Christie's.

La poétique de la chaise vide

« Certains réservent leur collection pour le dimanche. J'avais envie d'en profiter tous les jours », dit Rolf Fehlbaum. Président du groupe Vitra (1 200 personnes), 965 millions de francs de chiffres d'affaires, dont la moitié est réalisée par le mobilier, il a fait construire un musée... juste en face de l'usine située entre Bâle et Mulhouse. Les deux unités (700 et 9400 m²) ont été conçues par Frank Gehry (l'architecte du futur centre américain de Bercy).

« Le projet a coûté 13 millions de francs, soit 1 à 2 % de plus que s'il avait été réalisé localement », déclare Rolf Fehlbaum,

personnage poétique abrité derrière un grand manteau noir « Comme des garçons », tenue très inattendue pour un industriel. Il avait déjà demandé à Cees Oldenburg d'installer une sculpture sur le site et vient de faire appel à Tadao Ando pour un nouveau pavillon. Frank Gehry, aussi à l'aise dans l'espace qu'un poisson dans l'eau, a eu carte blanche, faisant jaillir de ces formes organiques en béton blanc des rampes serpents, des boîtes, un toit cruciforme qui donne notamment au musée une allure d'église futuriste. A l'intérieur, les meubles

sont rangés dans des « chaises-thèques », d'autres, nées prématurément, flottent sous forme de minerves, de carcasses en bois, en métal.

La visite est dépayssante, à cause de l'étrangeté du lieu (ni ville, ni campagne, ni banlieue) et des nouveaux rapports qu'elle instaure entre industrie, commerce, culture.

L'ensemble, auquel s'ajoute une grande partie de l'héritage de Ray et Charles Eames (édités par Vitra), représente plus de 1 200 pièces (90 % de chaises). Il offre un véritable panorama de la création du vingtième siècle,

d'Adolf Loos à Shiro Kuramata. Car pour assouvir sa passion, Rolf Fehlbaum a créé un département « Vitra Edition », atelier de recherche fabriquant de manière artisanale des séries limitées voire des pièces uniques.

Pourtant ici, l'art cohabite avec des réalités plus « matérielles » : Vitra programme des séminaires, des publications, des expositions.

L. B.

► 1. Charles Eames Strasse, D 7858 Weil-Am-Rhein, RFA. Tél. : 19 (49) 7821702351.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION JORGE LAVELLI
43 66 43 60

GRAND THEATRE 9 JANVIER - 24 FEVRIER

LA TRAVERSEE DE L'HIVER
YASMINA REZA
mise en scène PATRICE KERBRAT

avec
MARIANNE EPIN, LUCIENNE HAMON, MARCEL KHALED,
MICHEL ROBIN, MARTINE SARCEY, PIERRE VANECK,
MICHEL VOITA

création du CADO Centre National d'Orléans - Loiret - Région Centre
Cofinancement Théâtre National de la Colline

PETIT THEATRE 16 JANVIER - 25 FEVRIER

AVANT LA RETRAITE
THOMAS BERNHARD
mise en scène CLAUDIA STAVISKY

avec
VICTOR GARRIVIER, DENISE GENCE, ELEONORE HIRT

coproduction Théâtre National de la Colline - Claude Nodjar

15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS M^e GAMBETTA

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

**LES MIDIS
MUSICAUX
TRIO DE
L'ACADEMY OF
ANCIENT MUSIC**
LANZETTI, VIVALDI
SAMMARTINI
SCARLATTI

**TRIO DE
L'ACADEMY OF
ANCIENT MUSIC**
J.S. BACH, J.C. BACH
C. Ph. E. BACH

LORNA ANDERSON
Soprano
Mozart/Martinez
Piano
Mozart, Strauss
Britten

**ORCHESTRE DU
CONSERVATOIRE
TCHAIKOVSKI
DE MOSCOU**
Dir. : L. L. L.
NIKOLAIEV
Sol. : Alexandre
CHTARKAN
Piano
Prokofiev
Tchaïkovski

AUDOL
XU ZHONG
RÉSISTANCE, MOZART
BORODINE

**SOLISTES
DE L'ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE RADIO FRANCE**
MARTIN, FAURÉ
BRITTEN

**LES LUNDIS
MUSICAUX
DE GAVEAU**
Piano
**BOURTOU-
LADZE**
Beethoven
Ludovico
IVANOVA
Piano
Tchaïkovski
Glinka, Verdi
Rachmaninov

**Cécile
OUSSET**
Piano
Chopin, Ravel
Rachmaninov

L.M. FORMER PRODUCTIONS
Piano : ALAN
GAMPEL
Schubert, Mozart
Chopin, Scriabine
Debussy, Schumann

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
UN EVENEMENT PRESTIGIEUX A NE PAS MANQUER !
présente
DU 12 JANVIER AU 1^{er} FÉVRIER 1990
**L'OPERA
NATIONAL
DE LENINGRAD**
(THEATRE MOUSSORGSKI)
BORIS GODOUNOV
EUGÈNE ONEGUINE
LA KHOVANCHITCHINA
LA DAME DE PIQUE

"A Leningrad, berceau de l'Opéra Russe, l'exemple vient de l'Opéra National de Leningrad. Cette Compagnie prestigieuse donne des spectacles de haute qualité qui honoreront n'importe quel théâtre occidental, et dispose d'une troupe de premier ordre ou même les seconds rôles sont de grande qualité et d'une grande vérité dramatique. Quelle formidable équipe de basses."
JACQUES LONGCHAMPT (Le Monde)
"De la Khovanchitchina à Eugène Oneguine en passant par le Boris, un enchantement, une puissance concentrée, des éclatages féériques, des chanteurs et des chœurs imprégnés de concentration et de vrai mysticisme."
PIERRE PETIT (Le Figaro)
"Un Boris splendide, une troupe merveilleuse, un vrai triomphe. Dix minutes d'applaudissements assortis de braves chaleureux."
(Il Tempo)

LOCATION : THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 15 AVENUE MONTAIGNE
1009 1009 5400 DIMANCHE 10 H 30 ET 12 H 30 PAR 100 000 20 000 F

PHOTOGRAPHIE

Le miroir quotidien

Au Musée Carnavalet, 160 daguerréotypes reflètent
l'image fascinante du Paris passé



Vue du Pont-Neuf et des quais du Louvre à Paris (photographie anonyme).

Homme d'affaires, d'images et d'illusions, peintre, créateur du Diorama, situé boulevard du Temple, Louis-Jacques Mandé Daguerre améliore, exploite et commercialise quatre ans après la mort de Niepce, en 1839, le procédé d'héliographie mis au point par celui-ci qu'il baptise « daguerréotype » en 1837.

La légende dit que Daguerre, aphone, resta sans voix quand il vit, en 1825, son invention aux académiciens de l'Institut lors d'une séance présidée par Chevrol. En fait, il s'agit d'une plaque d'argent ou de cuivre argenté, lisse et polie. Variants selon l'angle du regard, cette surface miroitante a pour propriété d'être à la fois positive et négative, d'où l'extrême difficulté de son exposition.

Apte à copier avec la netteté du dessin, ce procédé merveilleux connaît un succès populaire immédiat. Portés par la « daguerréotypomanie », anonymes et amateurs se ruent à l'assaut du réel, que la plaque sensible saisit avec une multitude infinie de détails. Son seul inconvénient est de ne pas pouvoir fixer le mouvement. Le premier personnage de l'histoire de la photo

est un quidam qui fait choir ses bottes. L'éternité n'a retenu que ses pieds et ses jambes. Vu la longueur du temps de pose (de 20 à 30 minutes), les chevaux et les piétons en mouvement n'ont pas été gravés.

Suivant la double contrainte de l'éclairage et de l'immobilité, on choisit d'après son premier bon sujet qui dégage les problèmes techniques. Les toits sont d'excellents points de vue. Ils permettent de profiter d'une belle lumière, d'autant que le lourd matériel est malaisément transportable.

Sans ingérence humaine, l'architecture, élément stable, mais aussi les quais de la Seine, les vues urbaines, les édifices et les monuments sont des sujets d'élection pour ces ingénieurs artisans, guidés par la passion du détail, qui relèvent avec minutie la topographie des lieux.

Piquetés, mouchetés, abrasés, leurs joyaux chatoyants restituent le visage médiéval de la capitale avant les travaux d'Hausmann. On découvre avec émotion l'Hôtel de Ville avant l'incendie de 1871, le pont Neuf et ses boutiques bâties par Soufflot, Notre-Dame avant restauration. C'est tout à la fois une visite guidée, une plongée dans le temps, une leçon d'histoire et un régal muséographique qui ressus-

cite par magie les fragments d'un passé disparu.

Une vogue foudroyante
et de courte durée

A l'image du Panthéon perdu dans la brume, ou de la place des Vosges, Paris paraît pourtant bien peu différent d'aujourd'hui. Les spectaculaires panoramiques le prouvent avec une précision sidérante, et que dire des vues stéréoscopiques qui, en créant l'illusion du relief, apparentent le réel à son reflet ? Ces vertiges optiques s'interdisent pas de traiter l'actualité, qu'il s'agisse de l'exposition universelle de 1855 ou des journées révolutionnaires de 1848, figurées par les barricades et surtout par ce portrait tragique d'un jeune insurgé mort.

La vogue foudroyante du daguerréotype fut de courte durée. Ne permettant de tirer qu'une épreuve unique, non multiplicable, le procédé est abandonné en France dès 1860. Et remplacé par l'impression sur papier. Hormis Bayard, Poitevin, Mayer et Pierson, il n'aura fourni ni œuvre ni grand auteur. Reste la finesse d'œuvre valorisée par une scénographie qui offre une visibilité parfaite grâce à un ingénieux système de

fibres optiques. Cet hommage de la technologie moderne aux inventions du passé est rythmé par la fleur bleue de moniteurs vidéo et par des voyants rouges et verts qui, hélas ! apparentent davantage ce dispositif à une traversée du tunnel du mont Blanc qu'à une chambre noire géante.

Pour ponctuer cet ensemble, Françoise Raynaud a eu la belle idée d'inviter trois daguerréotypistes contemporains à fixer le Paris d'aujourd'hui. Si le faux panoramique ancien réalisé par Patrick Bailly-Maitre-Grand laisse froid, le travail des Américains Irving Pobboravsky et Grant Romer est par contre étonnant. La place de la Bastille et l'Opéra, le Louvre et sa Pyramide, Beaubourg et le Forum des halles, sont visualisés selon le procédé du dix-neuvième siècle. Déroulantes et astucieuses, ces images passées du futur convient à les imaginer tels qu'elles seraient vues en l'an 2100.

PATRICK ROEGERS

► Paris et le daguerréotype, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3^e, jusqu'au 28 février. Ouverture le jeudi, jusqu'à 22 heures. Catalogue comprenant de nombreux textes et la reproduction de toutes les œuvres, 271 p., 330 F.

MUSIQUES

La mémoire
Tsigane

L'extraordinaire voyage des Tsiganes à travers les siècles, quittant le nord-est de l'Inde pour arriver en Europe vers le dixième siècle et pénétrant sur le continent selon un tracé en zigzag, s'ordonne naturellement autour d'événements historiques. Les premiers pas des Tsiganes en Bohême, en Grèce et en Serbie ont lieu au quatorzième siècle. Cent ans plus tard, les Tsiganes se retrouvent aussi en Saxe, en Bavière, en France, en Italie et en Angleterre et y laissent des traces, singulièrement dans la musique populaire.

Il y a quinze ans, deux musiciens, l'un d'origine arménienne (le guitariste et chanteur Dan Chardjian), l'autre français (le violoniste Bruno Girard) ont créé un groupe (Bratsch) avec l'idée folle de prolonger le voyage tsigane, de dépasser les frontières du temps et de permettre l'apogée d'une tradition musicale populaire remplie d'éléments de provenance diverse : harmonies méditerranéennes, rythmes et mélodies arabes, nuances maures et juives.

Construit bientôt avec trois autres musiciens (le clarinettiste Nino Payet, le contrebassiste Pierre Jacquet et l'accordéoniste François Castelli), Bratsch a collecté des thèmes musicaux venus de Russie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Hongrie, de Bulgarie, d'Arménie, de Grèce et aussi de la culture yiddish.

Le groupe a adapté des chansons évoquant évidemment le voyage, l'exil et le déracinement. L'histoire et la fête, il s'est amusé au jeu de bascule des influences et il a fait un joyeux mélange : pour mieux exprimer l'âme tsigane dans toute sa force et sa fantaisie.

Dans le beau petit théâtre rénové de l'Espace européen, les musiciens de Bratsch — tous de merveilleux instrumentistes, avec un son naturel — proposent donc aujourd'hui de raconter, en musique, l'aventure d'un peuple éparpillé en Europe. La musique est superbe.

CLAUDE FLEUTHER

► Espace européen, 20 h 30, relève le mercredi. Dernier album distribué par Sociadisc.

EN BREF

► Le Louvre payant le dimanche. — Le Louvre ne sera plus gratuit le dimanche. A partir du 4 février, les visiteurs devront acquiescer le tarif réduit (14 francs). Cette décision intervient après un relèvement général des tarifs au moment où le musée bénéficie d'un succès d'affluences spectaculaire (+ 46 % en 1989).

► Mort de l'acteur Arthur Kennedy. — L'acteur américain Arthur Kennedy est décédé vendredi 5 janvier à Branford (Connecticut) d'une tumeur au cerveau. Il était âgé de soixante-quinze ans. Acteur fétiche d'Arthur Miller, il avait remporté un Tony Award en 1949 pour le rôle de Biff dans *Mort d'un commis voyageur*. Au cinéma, le comédien est apparu dans *L'ennemi d'Arabie*, de David Lean, ou *L'Ange des maudits*, de Fritz Lang.

► Mort du comédien Terry-Thomas. — Le comédien britannique Terry-Thomas est mort lundi 8 janvier à l'âge de soixante-dix-huit ans. Terry-Thomas a joué dans plus de cent comédies, dont *Ces merveilleux fous volants* dans leurs drôles de machines, de Ken Annakin, ou *Le Mur de l'Atlantique*, de Marcel Camus.

► La RDA à la Villette. — Pendant trois jours et trois nuits, du 19 au 21 janvier, la Grande Halle de La Villette sera transformée en

gigantesque atelier pour donner champ libre à deux cents jeunes artistes de RDA. Cinéastes, dramaturges, stylistes, écrivains ou danseurs, les organisateurs ont convié une centaine d'artistes, la plupart méconnus, qui exerceraient leurs talents dans les caves, appartements à défaut de galeries ou de salles de théâtre. « L'autre Allemagne hors les murs » présentera donc des projections, des lectures, des expositions, des concerts. Des tables rondes et des débats compléteront le programme.

► Tél. : 42-40-27-28 ou 42-48-77-22.

► La palme des entrées 89 à « Indiana Jones ». — *Indiana Jones et la dernière croisade* et *Rain Man* sont les deux grands triomphateurs de l'année 1989 dans les salles françaises. Les deux films américains ont dépassé le barre des 1,5 million et demi d'entrées à Paris. Ils sont suivis à distance respectueuse par *Un poison nommé Wanda* (365 200, Paris). Neuf films américains comptent parmi les dix meilleures entrées en 1989. Seul *Trop belle pour toi*, de Bertrand Blier, se hisse à la cinquième place (574 142). On estime que, pour obtenir le nombre d'entrées pour la France entière, les chiffres de la capitale doivent être multipliés par 3,3.

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI présente
deux soirées exceptionnelles à retenir
Dimanche 14, lundi 15 janvier 1990 à 20 h 30
ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'ÉTAT D'URSS
direction : **EVGUENI SVETLANOV**
avec les « Jeunes Prodiges »
EVGUENI MAXIME
KISSIN VENGEROV REPIN
T. KHRENNIKOV - RACHMANINOV - TCHAIKOVSKI
Location Salle Pleyel, agences FNAC et par téléphone
45 63 88 73 - 45 61 06 30

PASSIONS JAZZ 90
Dominique PIFARELY
Sextet
Mardi 9 janvier 1990 - 20 h 30
CAC Les Pétroles - Angoulême
Vendredi 12 janvier 1990 - 20 h 30
CAC Les Gémoux - Sceaux
Jean-Marc PADOVANI
Sextet
Samedi 13 janvier 1990 - 20 h 30
CAC Les Gémoux - Sceaux
LES GÉMOUX - SCEAUX
1) 46.61.36.67

**THEATRE DE
LE GARDIEN**
JACQUES DUPLHO
de HAROLD PINTER
Texte français de RAYMOND
M. de la scène GEORGES WILSON
J. de la mise en scène
Jusqu'à nouvel avis
représentations en régulier, 20 h 45

**ENSEMBLE
CONTEMPORAIN**
Radio France
CONCERT LECTURE
Portrait de KLAUS HUBER
PAGH-PAAN - DOWLAND
WEISS - HUBER (création)
M. Schwarz, mezzo-soprano - D. Vasse, contre-ténor
M. Späth, luth - J. Sulem, alto
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Direction : PETER EÖTVÖS
Avec le soutien de la Fondation TOTAL pour la Musique
JEUDI 11 JANVIER 1990. 20 h 30
GRAND AUDITORIUM DE RADIO FRANCE
RADIO FRANCE : Renseignements 42.38.15.16 - Location par
téléphone 42.38.23.46 - Location aux caisses 42.38.43.00 de 11 h à 18 h
PASTEL 42.33.43.00 Prix des places : 100 F

**Orchestral
de Paris**
VENDREDI 12 JANVIER
SALLE PLEYEL 20 H 30
**BERG
COMMISSIONA**
MICHEL
PORTAL
ENESCO
WEBER
SIBELIUS
SCHUBERT
LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
NUMERO VERT 02.42.67.57

COMMUNICATION

Plongeant le gouvernement dans l'embarras

Le Conseil d'Etat bouleverse les projets de décrets sur l'audiovisuel

Rendu à la veille des fêtes, l'avis du Conseil d'Etat sur les projets de décrets réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute ainsi que les rapports entre producteurs et diffuseurs est resté jusqu'ici, pour l'essentiel, confidentiel. Signe, sans doute, de l'embarras du gouvernement dont les textes, aujourd'hui soumis à d'ultimes arbitrages, ont été sensiblement « corrigés » par les « sages » du Palais-Royal.

« Au regard du droit, l'avis du Conseil d'Etat est indiscutable. En pratique, il aggrave les contradictions dans lesquelles se débat le gouvernement, en prévoyant des dispositions impraticables », commente un professionnel. Les « retouches » recommandées par les « sages » bouleversent, en effet, l'économie générale des textes, et particulièrement celle du projet de décret réglementant la diffusion. Le gouvernement avait en effet distingué trois catégories de diffuseurs aux obligations décroissantes : les chaînes hertziennes nationales en clair, les « autres » télévisions hertziennes et les chaînes par satellite. Le Conseil

d'Etat, lui, demande que la loi générale s'applique à tous, les dispositions particulières ne devant relever que des seuls cahiers des charges. Une recommandation qui soulève l'avis de Canal Plus, menace l'avenir de la télévision locale et pèse sur celui des programmes par satellite.

Le Conseil d'Etat modifie ensuite de fond en comble les modes de calcul des quotas de diffusion : il y réintroduit, d'une part, les heures de nuit et élargit sensiblement, d'autre part, la notion d'heure de grande écoute en la portant de 18 heures à 23 heures et y ajoute les mercredis, samedis, dimanches et jours fériés. Une extension particulièrement gênante pour les grandes chaînes généralistes.

Le droit commun de la concurrence

Les « sages » recommandent aussi la définition de l'œuvre ainsi que celle de « film inédit en France ». La notion d'œuvre européenne disparaît au profit de celle, plus restrictive, d'œuvre communautaire, conformément à la loi mais au détriment des possibilités de coopération entre les chaînes françaises et les télévisions des pays de l'Est.

C'est donc bien l'ensemble du décret diffusion — de ses défini-

tions à son mode d'application — qui est bouleversé. Le sort réservé à celui réglementant les rapports entre producteurs et diffuseurs n'est guère plus enviable. Compte tenu de son « étendue » et de sa « complexité », le Conseil d'Etat demande d'abord que son application soit reportée au 1^{er} janvier 1991. Il modifie ensuite l'une des principales dispositions en supprimant le complexe dispositif anti-concentration élaboré par le gouvernement. Comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), l'avis soulève en novembre 1989, le Conseil d'Etat souhaite que soit le droit commun de la concurrence s'applique.

Les réflexions des « sages » du Palais-Royal ont plongé ministres et conseillers dans un mutisme presque total. Ces derniers affirment simplement que les textes définitifs seront arrêtés dans les prochains jours. Le dilemme du gouvernement est en tout cas très difficile. Suivre le Conseil d'Etat, c'est s'exposer aux critiques des chaînes accusant d'adopter des mesures anti-économiques. S'en détacher, c'est prendre le risque de perdre devant les instances judiciaires lorsque les chaînes privées y porteront l'affaire.

PIERRE-ANGEL GAY

Quatre ans après

M. Lignel précise les conditions de la vente du « Progrès » à M. Hersant

Il y a quatre ans, presque jour pour jour, le 3 janvier 1986, M. Jean-Charles Lignel, PDG du Progrès de Lyon depuis 1979, annonçait qu'il avait vendu son journal à M. Robert Hersant. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Stratégies du 8 janvier, l'ex-patron du quotidien lyonnais lève un coin de voile sur les circonstances et les conditions de cette cession.

Les difficultés du Progrès, selon M. Lignel, étaient dues à une « transition brutale » : « J'aurais dû faire bouger très lentement le « fond de journal », son côté régional, quitte à écrire tous les jours des éditoriaux de gauche (...). Certains lecteurs sont partis. M. Lignel se reproche aussi de s'être contenté d'une seule banque. « C'est une chose, note-t-il, que Robert Hersant a, lui, toujours comprise ».

Hors de lui-même et les syndicats qui ont mené au Progrès des « grèves très dures, à des moments où les choses étaient encore réversibles », M. Lignel tient un autre homme pour responsable : M. André Rousselet, proche de M. Mitterrand et alors PDG d'Havas. « J'étais en procès avec lui sur la question de la règle publicitaire, raconte-t-il, procès que j'ai gagné, ce qui ne m'a pas pardonné. Il m'a alors dit : « Je vous ruinerai. Pour atteindre son objectif, il a été jusqu'à menacer le Crédit lyonnais, ma banque, de l'assigner en soutien abusif ».

Toutefois, en refusant de préciser le prix de vente, M. Lignel

assure « avoir très bien vendu » le Progrès. Deux personnes avaient entamé des négociations avec lui : Sir James Goldsmith, alors PDG de l'Express, et M. Hersant. « Je n'ai jamais eu de proposition de mes « amis », y compris Jean-Luc Lagardère, ni aucune aide de mes amis politiques », affirme l'ancien patron du quotidien lyonnais.

Le 30 décembre 1985, l'opération était bouclée avec le patron du Figaro. Par deux lettres, celui-ci accordait à M. Lignel un droit de préemption en cas de revente du Progrès et un soutien journalistique en cas où il s'engagerait dans une carrière politique, deux points que la presse avait évoqués à l'époque sans en avoir reçu confirmation.

Interrogé à la suite de la parution de cet entretien, M. Lignel nous a indiqué que « le prix de vente était légèrement inférieur à 300 millions de francs ». Il nous a confirmé qu'il demeurerait propriétaire des immeubles rédactionnels du Progrès à l'exception de l'usine d'impression de Chassieu, mais qu'il venait de vendre, pour 32 millions de francs, l'immeuble abritant l'édition locale du Progrès, dans le centre de Lyon, aux chantiers Dumas.

Interrogé à propos des rumeurs concernant un montage financier auquel il participerait en vue du rachat du Progrès, M. Lignel oppose un démenti. « Robert Hersant ne vendra jamais quel que ce soit de son vivant, assure-t-il. Ce qui l'intéresse, c'est plus le goût du pouvoir que celui de gagner de l'argent. Mais je suis sûr que le droit de préemption jouera un jour ».

Y.-M. L.

Augmentation de capital de la filiale de Canal Plus

Le groupe américain Hearst deviendra actionnaire d'Ellipse

Ellipse, filiale de production de Canal Plus, s'apprête à augmenter son capital. L'apport de fonds doit servir à financer l'important développement d'une unité de fabrication de dessin animé employant soixante personnes, production de grandes séries d'animation (Babar, Tintin, Charlot) et de fiction (Zorro) pour le marché international.

A la faveur de cette augmentation de capital, Ellipse cherchait un partenaire qui lui apporte un savoir-faire et un réseau de distribution international. Les négociations ont abouti avec le groupe américain Hearst qui, à côté de son empire de presse, possède des stations de radio et de télévision, des

agences de presse française, en dépôt de bilan depuis début décembre 1989. Jean-Pierre Farkas avait été appelé à l'ACAP par M. Michel Burion, directeur général de 1984 à 1989. Avant l'ACAP, Jean-Pierre Farkas avait dirigé les rédactions de plusieurs radios (RTL, Franco-Inter) et journaux (Combat, Elle, le Journal du dimanche, VSD).

chaînes câblées (Arts and Entertainment, Lifestyle), des sociétés de production et de distribution (King Features). Le groupe multimédia devrait souscrire environ 18 % du capital d'Ellipse.

Parallèlement les responsables de Canal Plus souhaitent avoir pour partenaires les trois grands distributeurs français : la Compagnie générale des eaux, la Caisse des dépôts et la Lyonnaise des eaux. Les négociations sont sur le point d'aboutir, et chacun des trois groupes pourrait prendre 7 à 8 % du capital d'Ellipse. A l'issue de l'augmentation de capital, la part de Canal Plus devrait tomber à 30 %, le reste des parts étant détenu par les cadres de la chaîne payante.

« Jean-Pierre Farkas quitte son poste de directeur de la rédaction de l'Agence centrale de presse », Jean-Pierre Farkas, directeur de la rédaction de l'Agence centrale de presse (ACP) depuis juin 1987, a quitté ses fonctions le 1^{er} janvier. Il est parti dans le cadre des 18 licenciements préconisés par l'administrateur judiciaire de la seconde

Changement de cap

La Cinq diffusera chaque soir une heure trente d'informations

Dopés sans doute par les éloges qui ont salué sa couverture intensive des événements en Roumanie, la Cinq joue la carte de l'information et s'apprête à prendre des risques. Dès le 5 février, elle proposera chaque jour, en « prime-time », une session non-stop d'informations (18 h 53-20 h 30) et cassera le sacro-saint rendez-vous de 20 heures en faisant démarrer son journal à 19 h 45.

Un pari double : à la fois sur l'appétit des téléspectateurs en matière d'informations, sur leur disponibilité, voire leur aspiration à une plus grande acoustique honore et sur la capacité des équipes de la Cinq à se mobiliser pour faire du créneau Infos une véritable spécialité.

L'émission débutera à 18 h 55 par un court journal en images, résumé de l'actualité du jour, suivi par une version de trente minutes du magazine « Reporter » (contenant trois reportages assez plus volontiers sur des sujets français, une virgule humoristique (au sketch rapide) et le journal de Guillaume Durand. « Un journal plus long de quinze minutes, mais plus artificiellement allongé », précise son animateur, qui pense organiser la tranchée en trois journaux successifs et ciblés : le tour de la planète, l'événement du jour, le « cadeau de la 5 » (débats, grands reportages, etc.). La matinée du samedi (9 h 30-13 heures) sera, quant à elle, entièrement consacrée à l'information. Une sélection des meilleurs reportages diffusés la semaine dans le cadre de « Reporter » est programmée de 12 h à 13 h.

Des moyens nouveaux

Des moyens nouveaux devraient, dit-on, être adaptés à cette nouvelle grille, qui verra d'ailleurs l'arrivée de Jean-Yves Boullin comme nouveau chef des informations au sein d'une rédaction qui compte quatre-vingt-cinq membres, hiérarchie et cameramen inclus. De quoi dynamiser la 5 et son personnel, auxquels l'actualité fait oublier le conflit — encore non tranché — entre les actionnaires : l'affaire opposant les clans Seydoux-Bertusconi et Hersant sur appel le 23 janvier.

Le directeur général, M. Philippe Ramond, n'entend pas, en effet, lever le pinceau en attendant l'arbitrage des juges. Non content, selon son expression, de « mettre le turbo sur l'Info », il se bat aujourd'hui pour accélérer le développement de son réseau d'informations. « 60 % des Français regardent la chaîne dans de bonnes conditions » et « 4 992 000 nouveaux téléspectateurs pourraient la recevoir », écrit-il le 12 décembre 1989, dans une lettre au CSA, auquel il était demandé d'inscrire ce dossier parmi ses plus pressées priorités.

ANNICK COJEAN

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Polémique autour de l'élimination de Cyril Neveu

Lundi 8 janvier, soixante-quatorze motos et cent soixante-neuf autos et camions ont pris le départ, à Agadès (Niger), de la dixième étape du douzième rallye Paris-Dakar. Le secteur sélectif de 198 kilomètres, programmé avant l'arrivée à Tahoua, n'a pas modifié le classement général.

TAHOUA (Niger)

de notre envoyé spécial

Les dunes ont fait place à la végétation, les villes deviennent plus nombreuses. Tahoua avant Niamey, la capitale, le rallye retrouve ses points de passage obligés. Les concurrents s'éloignent du désert, mais ce dernier n'a pas fini de les harceler. De l'étape précédente, on a encore beaucoup parlé dans une course qui se compliquait à nouveau dans les querelles.

Toute la journée de dimanche, des rumeurs contradictoires avaient parcouru villes et restaurants d'Agadès. Cyril Neveu, lui-même acteur, avait participé à ce grand défilé. N'affirmait-il pas, le petit héros du Dakar, qu'il avait prêté emprunter la route plutôt que la piste, après ses amis de moteur entre Niamey et Agadès (le Monde du 9 janvier) ? Certes, au fil des heures et des remontrances des responsables de l'équipe Yamaha France, l'enfant rieur modifiait son discours. Il affirmait même son désir de continuer la course pour aider son compatriote d'écurie, Gilles Picard, son assistant vaudrait-il mieux écrire, devenu par le hasard des abandons et des pannes le leader de l'équipe bleue.

Pendant tout ce temps, les commissaires se réunissaient et réfléchissaient. En fonction depuis deux

ans, ces représentants du pouvoir fédéral avaient pris leur temps. Ils cherchaient « des preuves irréfutables » dans une course où presque tous les coups semblaient permis. Qu'une voiture de l'organisation TSO ait été doublée sur la route goudronnée par plusieurs motos ne leur suffisait pas. Ils voulaient « une identification par des officiels internationaux ». Ces preuves « accablantes », ils les ont trouvées pendant la nuit de dimanche à lundi. Un miracle, apparu entre le Fastis et le consensus. Qui leur a permis de sanctionner, lundi matin, au moment du départ d'Agadès.

Privés

persévérants

Le directeur de course adjoint, Jean-Pierre Demaret, a choisi ce moment pour signifier la décision de mettre « hors course » trois motos pour « non-respect de l'itinéraire prescrit ». Les coupables se nomment : Cyril Neveu, Gilles Castella et Christian Cateloy. Trois pilotes de Yamaha. Une vedette et deux « potes », ainsi que l'on nomme sur le rallye les « privés persévérants ».

L'ancien vainqueur de l'épreuve ne pouvait être surpris de cette mesure. Ses cris de protestation ne trompaient personne. Jean-Claude Olivier, le directeur de l'équipe ne critiquait que la méthode « d'un pouvoir sportif qui agit brutalement » et « prépare ses coups dans la nuit ».

La faute existait, tous étaient bien forcés de l'accepter. Prendre une route goudronnée plutôt que la piste qui passe par le massif de Termit, même si l'on est en retard à la suite d'une panne, n'a jamais valeur d'excuse.

Dès dimanche, Gilbert Sabine avait déclaré : « La situation de

Cyril Neveu est trouble ». Le directeur de TSO ne pouvait en dire plus puisque maintenant son épreuve est sous la haute surveillance du pouvoir sportif. Il donnait néanmoins une indication à des commissaires quelque peu accablés par la chaleur ambiante. Car les petites entorses aux règlements ont été nombreuses depuis le début de l'épreuve. Elles viennent des concurrents, mais parfois aussi des organisateurs. « Un Tongo a aidé la 205 d'Ambrosio, de la même façon que ces médecins le font pour d'autres concurrents », affirme Gilbert Sabine. Ce véhicule s'est-il tiré la « Lionne » parce qu'elle obstruait la piste, ou pour l'aider à se sortir des sables ? Personne ne s'empresse de répondre à cette interrogation. Ici, sur le Dakar, la limite entre ce qui est permis et ce qui est interdit a toujours été floue.

L'étape du jour en a encore fourni une belle illustration en ce qui concerne la course des autos. Les commissaires avaient prévu un temps imparti de deux heures. Huit heures, quatre concurrents ont mis moins de temps pour couvrir la distance de 198 km. Résultat : deux Peugeot, la Mitsubishi de Cowan et une Nissan se retrouvent ex aequo à la première place. Un beau tir groupé qui ne réjouit pas les responsables des équipes concernées.

Les rumeurs, les soupçons, associés à la fatigue, ont redonné au rallye ses couleurs d'antan. Il reste encore beaucoup de kilomètres à parcourir. Mais Cyril Neveu ne sera plus là pour faire entendre ses récriminations. Gilles Lalay, le vainqueur de l'an passé, sera lui aussi absent des confrontations à venir. Lundi soir, il a décidé d'abandonner. Son poignet le faisait trop souffrir.

SERGE BOLLOCH

dépassés. « Maintenant, ce sont des véhicules exceptionnels qui nous emmènent, reconnaît un mécanicien. Les tableaux de bord des voitures ressemblent à des ordinateurs ou à des commandes d'avion, avec un volant minuscule et tous ces boutons... C'est beau ! ». Il reste réveillé devant l'assistance technique déployée, et ces équipes qui savent démonter et remonter en une nuit des engins si complexes.

Au centre d'auto-démolition du Mali (sic), filiale d'une société bretonne installée à Bamako, le concessionnaire admet le peu d'engagement pour l'épreuve. « J'aimerais que notre pays, qui est exploité sur le terrain de l'aventure, soit payé en retour avec des médicaments ou des vivres (2). Je n'en aurais pas honte car nous sommes pauvres. Prendre de l'argent au rallye ne m'intéresse pas. J'attends une prise de conscience des organisateurs ».

Fin novembre, la nouvelle s'était propagée par radio que l'édition 1990 traverserait une fois encore le Mali. Entrée par Gao. Sortie par Kayes. « N'attendez pas de grande cérémonie, a dit, réclame, un artisan de Tombouctou. « Le Paris-Dakar, c'est une petite récolte ».

ERIC FOTTORINO

(2) Divers programmes d'assistance et notamment la fourniture de médicaments et de pompes, ont été mis en place depuis 1986.

Dixième étape

Agadès-Tahoua 483 km dont 198 chronométrés

● AUTOS. — 1. Waldegaard (Sué., Peugeot 405 T16) ; Wambouze (Fra., Peugeot 205 T16) ; Cowan (G-B, Mitsubishi) ; Bahler (Sui., Nissan) ; 5. Vatman (Fin., Peugeot 405 T16) à 19 h.

● MOTOS. — 1. De Petri (Ita., Cagiva), 1 h 53 min 15 s ; 2. Anarone (Esp., Cagiva), à 3 min 5 s ; 3. Orloff (Ita., Cagiva) ; Bahler (Bel., Suzuki), à 3 min 14 s ; 5. Picard (Fra., Yamaha) à 5 min 17 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● AUTOS. — 1. Vatman-Berglund (Fin.-Sué., Peugeot 405 T16), 15 h 55 min 14 s de pénalité ; 2. Wambouze-Silva (Fra., Peugeot 205 T16), à 1 h 49 min 26 s ; 3. Waldegaard-Fenouil (Sué.-Fra., Peugeot 405 T16), à 1 h 35 min 50 s ; 4. Ambrosio-Baumgartner (Fra., Peugeot 205 T16), à 4 h 23 min 37 s ; 5. Cowan-Delferrier (G-B-Bel., Mitsubishi), à 4 h 47 min 54 s.

● MOTOS. — 1. Orloff (Ita., Cagiva), 50 h 22 min 45 s ; 2. Mas (Esp., Yamaha), à 1 h 12 min 57 s ; 3. Pico (Ita., Yamaha), à 2 h 26 min 12 s ; 4. Magalhães (Fra., Yamaha), à 2 h 36 min 27 s ; 5. Picard (Fra., Sonauto-Yamaha), à 2 h 45 min 46 s.

Quand passe le « Dakar »

Suite de la première page.

« J'ai vu un jour un camion rempli de motos cassées et de gens bleus comme s'ils revenaient de la guerre », s'étonne le commandant du Cercle (préfecture) de Diré, sur le fleuve. « Il paraît qu'il faut verser beaucoup d'argent pour participer. Nous, si nous en avons, nous le donnons à une vieille tante ».

Dans sa bouche revient le reproche d'une population que le rallye ignore. « Les concurrents s'intéressent aux performances de leurs engins. Mais nous qui vivons là, on n'a le temps de nous apercevoir ? On aimerait créer des liens. Le Mali est un pays de coutumes. Un adage dit que nous devons être l'esclave de notre étranger. Mais ils passent si vite... ».

Un expert malien du développement compare le Paris-Dakar à une manifestation de violence. « On parle beaucoup des morts sur le tracé. Les organisateurs prétendent que la responsabilité revient aux personnes qui marchent dans les rues. Mais si une chose n'est pas à sa place, dans les villages, ce sont les véhicules lancés à cent kilomètres heure. Beaucoup de Malien se fient au rallye. Ils ont l'impression que les Européens viennent ici pour se moquer d'eux ».

Tout au long du parcours, entre Gao et Bamako, les incompréhensions s'accumulent (« on ne sait même pas qui est la-dessous ! »), tempérées par quelques images éblouissantes. « Si on leur indique la bonne direction, assure un jeune, ils sont très généreux. Ils donnent un paquet de cigarettes ou une boîte d'allumettes, des biscuits et même un peu d'argent. » Générosité ? Les pilotes contraincis à l'abandon vendent parfois sur place leurs casques, des pièces endommagées ou des véhicules entiers. « Ils demandent trop cher », se plaint un mécanicien.

A Diré, la carcasse blanchâtre d'un camion ressemble à un gros insecte brûlé. « Un gars du village l'a acheté à une équipe, il y a plusieurs années, pour une bonne somme, explique un coopérant. Il a fait confiance aux Blancs, mais le camion n'a jamais marché ! » Pour récupérer la prime d'assurance, certains coureurs brillent sur place leur auto accidentée, devant un attroupement de badauds.

Une petite récolte

Le Mali n'exige pas officiellement de contrepartie au passage du Paris-Dakar. « J'avais suggéré à Thierry Sabine de choisir un projet de développement et de demander aux concurrents de renoncer à certaines primes. Sabine est mort et l'idée n'a pas été retenue », témoigne Yves Gazzo, un responsable du Fonds européen de développement à Bamako.

Le Paris-Dakar, instrument de l'aide aux populations « visitées » ? Mirage. Même les garagistes de la capitale ou de Tombouctou sont désœuvrés au passage de la caravane. « Le premier rallye nous a donné du travail pendant 72 heures, jour et nuit », se souvient un employé de Renault, « pour des tâches de soudure et de maintenance, essentiellement ». Il arrive que les nationaux donnent la main pour démonter un moteur ou un train avant. Mais ils sont vite

JUSTICE

Les ju

Un aie... justice en même... c'est... cours... Dr. premier... Cour de cassation... audience... le 8... justice... M. Dr... les magistrats... plus... ne se... nommer... formes de théat...

... M. D... le... qui... reconnaître...

Père à l'Union so

P... de P...

... à An...

TOURS

de notre correspo

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

... de P...

nation

JUSTICE

Les rentrées solennelles à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Paris

Les juges à la recherche d'une confiance perdue

On a le droit de critiquer la justice et même ceux qui la rendent : c'est le sens du discours prononcé par M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, au cours de l'audience de rentrée solennelle, le 8 janvier. « L'absolu judiciaire » est un « mythe », a estimé M. Drai, qui souhaite que les magistrats, tout en restant plus ouverts sur l'extérieur, ne se transforment ni en « hommes de politique » ni en « hommes de théâtre ».

Avoir la voix enrouée n'empêche pas forcément de parler haut et clair. M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, en a fait une parfaite démonstration, au cours de ce rendez-vous obligé de l'« après-fêtes » que le monde judiciaire se fixe à chaque début du mois de janvier. M. Pierre Drai n'aime pas romancer. Et, quand le plus haut placé des magistrats du siège parle, c'est un peu comme s'il tonnait. Lui qui, l'an dernier, appelait les magistrats « face aux attaques dont ils sont régulièrement l'objet », à plus de soixante ans, cette fois, d'un ton différent, proche de la mise en garde, dans un discours doublement intitulé : « Prière pour nos juges, prière à nos juges ».

On peut, a dit M. Drai, « contester ou dénigrer » le juge. Sans jamais faire directement allusion aux turbulences qui ont récemment secoué la justice — chacun était censé s'y reconnaître comme il lui

plaira. — M. Drai a édicté quelques règles bien simples, dont il pense qu'elles devraient être plus rigoureusement respectées.

Le juge ne peut véritablement représenter « l'objectivité, l'impartialité, la loyauté » que s'il ménage son « capital de confiance », une confiance qui « ne se donne que lentement » et « se perd vite ». Aussi, alors qu'il est discuté, critiqué parfois de manière acerbe — « l'absolu judiciaire » étant un « mythe » — le juge « doit, en toutes occasions, envisager de voir ses actes scrutés, analysés, mis en cause ». « Veillons à nous enrichir de la critique », a dit le premier président de la Cour de cassation. « Les juges qui subissent [des attaques] se désolent et cessent d'être juges s'ils devaient être contraints de descendre dans l'arène et de porter eux-mêmes des coups. Que cette extrémité leur soit épargnée ».

Le respect, lorsque c'est nécessaire, une fois reconnu, les juges devraient être mieux formés, plus ouverts sur le monde et correctement payés. Enfin, le juge, non pas « un juge-Dieu, seul apte à tout savoir et à tout faire », mais un juge sérieux, « chercheur de vérité et de paix », devra avoir « l'intelligence de ses pouvoirs et de ses limites » et ne pas se croire dépositaire d'« une mission ». « Ni hommes de politique, ni hommes de théâtre, les juges doivent être seulement, mais pleinement, des juges ».

La tâche, sans doute, est ardue : M. Pierre Drai, procureur général près la cour d'appel de Paris,

qui, à son tour, prenait la parole, en est bien conscient. « La justice a connu, cette année, des déceptions d'importance variable sur l'échelle des médias ». Agacé par la polémique de la quatorzième section du parquet chargé de la lutte antiterroriste (le Monde des 14 et 23 décembre), le procureur général a tâché de démontrer le « scénario catastrophe » qui voudrait que « la France soit livrée au terrorisme, pendant que les magistrats sont occupés à préparer leur réveil ». La justice, en fait, « tourne », et pas trop mal, selon M. Truche, qui n'est pas mécontent d'annoncer que, sous son impulsion, les juges, même s'ils « restent » un peu, se mobilisent et parviennent, lorsqu'ils s'en donnent la peine, à rendre la justice plus rapide.

La gestion du temps

Eberlué, l'an dernier, par le nombre de dossiers d'instruction toujours en cours trois ans après leur ouverture, M. Truche a expliqué que leur nombre avait été réduit de 40 % en un an. La responsabilité de la lenteur n'incombe pas toujours aux magistrats (même si certains ont une fâcheuse tendance à s'endormir sur leurs dossiers) : des juges, peu nombreux, délibèrent, en ralentissant aussi le cours. Il s'agit, de préférence, des plus riches, dans les affaires financières et de grand banditisme en particulier. La lenteur, les ratés de la justice, s'expliquent aussi par la complexité des affaires, singulièrement

celles qui obligent à enquêter à l'étranger, et, pour les affaires financières, au manque de célérité des policiers et des experts-comptables chargés de commissions rogatoires ou d'expertises.

Autre grief, le roulement excessif des juges d'instruction : ainsi a-t-on vu quatre juges se succéder en cinq ans dans une affaire de responsabilité médicale. « Mais on peut agir », a affirmé, optimiste, M. Truche, qui a décidé, en utilisant des moyens modernes de gestion, et notamment l'informatique, de secouer les pesanteurs de la justice et d'approfondir la gestion du temps.

Partenaire quotidien du procureur général, M^{me} Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel, a voulu, elle aussi, s'éloigner du misérabilisme et du fatalisme, si répandus dans les milieux judiciaires. « Au risque de contrarier les esprits chagrins, je suis convaincue, a-t-elle dit, qu'un tournant positif est pris. (...) L'institution judiciaire est déjà entrée dans la voie de la rénovation, trop discrètement peut-être, et c'est dans sa nature, ce qui explique qu'on souligne plus souvent ses imperfections que ses avancées ».

Mais les imperfections demeurent, et, à l'exception des commentateurs de coulure, il n'était pas tout à fait sûr que l'énergie et la bonne humeur du premier président se communiqueraient à l'ensemble des magistrats de la cour d'appel, qu'elle a pour mission de chaperonner.

AGATHE LOGEART

FAITS DIVERS

Le suicide de David Hosansky

Enfant gâté, enfant perdu

Le feuilleton a dégénéré en roman noir, pour s'achever en conte cruel. Dimanche vers 2 heures du matin, David Hosansky s'est jeté du 17^e étage de la résidence Marina-Baie-des-Ange, à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), (le Monde du 9 janvier). Il avait dix-huit ans et demi. Son corps a été retrouvé à quelques mètres de l'endroit où, le 6 février 1988, sa maîtresse, âgée de trente-sept ans — qui était son professeur d'anglais et l'épouse d'un armateur britannique — avait, sous ses yeux, fait le grand saut, depuis leur studio du 6^e étage. Cet orphelin lyonnais riche et prodigue s'était laissé dévorer par la fièvre du jeu puis emporter dans un tourbillon médiatique. Depuis quelques mois, il avait été placé « sous le régime de la sauvegarde de justice » sur l'initiative d'un de ses oncles paternels.

LYON

de notre bureau régional

« Pauvre petit garçon riche », la formule, qui fit la « une » de certains journaux et lui paraissait naturellement « réductrice », pourrait pourtant résumer, comme une épithète, la vie de David. Lorsqu'il a été d'un été de cécile, au cours duquel il avait « flambé » plus de 3 millions de francs dans les casinos de la région Rhône-Alpes et de la Côte-d'Azur, le jeune homme se trouva privé de la gestion de son héritage, il réagit moins en enfant gâté qu'en enfant perdu. Livrant son existence en pâture, avec cette rage faussement désinvolte qu'il mettait à jeter les plaques d'un « bâton » sur les tapis verts, David Hosansky s'accrocha au mythe du vedettariat comme à une ultime bouée.

Le 11 octobre 1989, un juge du tribunal de Lyon, engagé sur la demande d'un de ses collègues de Mulhouse, lui-même sollicité par un oncle et ancien tuteur de David, une procédure de « mise sous tutelle ou curatelle » et confia la gestion des biens du « réputé prodigue » à un mandataire spécial chargé de percevoir ses revenus, recevoir son courrier et signer ses chèques. David, qui ne peut encaisser chez son notaire un chèque de 2 millions de francs — représentant la vente d'un appartement à Lyon, — fait établir un constat d'huissier, réclame une expertise psychiatrique, qu'il obtiendra, et, faute de pouvoir engager un recours en justice, « saisit » la presse.

Pour riposter à ce qu'il considère comme une « intolérable atteinte » à sa vie privée, il choisit de la débâler. Au risque de passer pour un mythomane.

Conseil de famille

Il raconte ainsi, en vrac : le mariage d'argent de sa mère, fille d'une marchande foraine de l'Ain, avec un médecin issu d'une famille polonoise fortunée ; son enfance de fils unique-prince héritier, entouré de nurses, sous les lambris d'une ancienne demeure des frères Lumière ; la mort de son père lorsqu'il a sept ans ; la vengeance de sa mère qui, pour s'être toujours sentie rejetée par sa belle-famille, « en tant que non-juive », aurait fait enterrer son défunt mari dans une fosse commune ; la chasse au trésor qu'elle engagea alors pour retrouver « deux coffres métalliques renfermant vingt-cinq lingots et des milliers de pièces d'or ».

David relate la singulière équipée dans laquelle il fut entraîné, en 1981, pour entrer à nouveau ce magot dans le jardin d'une maison de campagne de l'Ain. Et puis sa deuxième vie, dans le sillage d'une veuve, « pétillante et frivole », qui fait de lui son confident et son « complice », de palcos en casinos. La mort brutale de cette « maman » qu'il appelait « Jeannette », le 5 septembre 1982.

David n'oublie pas son enfance : orphelin à onze ans, il est placé sous la tutelle de ses oncles, tandis que d'anciennes relations de sa mère s'emploient à occulter une partie de son héritage. Sa terrible expérience dans une pension pour enfants atterrés, à Megève, son transfert dans des internats de luxe, pour surcroît, en Normandie, puis à Sophia-Antipolis. Les luttes

d'influence et les intrigues dont il est l'enjeu de la part d'un conseil de famille « qui ne relâche pas son étreinte ».

Sur sa lancée, David évoque son étrange liaison, à quinze ans, avec son professeur d'anglais, qui devient sa seule protectrice puis fait de lui son petit amant du week-end. On peut penser qu'il affabule lorsqu'il raconte la fin tragique de celle-ci, un soir de déprime : « Nous avions beaucoup bu, elle était dans un état de surexcitation extrême. Soudain, je l'ai vue enjamber la rampe de la terrasse. J'ai voulu la retenir, elle m'a échappé et s'est écrasée au pied de l'immeuble ». Mais, dimanche, par son geste fatal, David Hosansky a aussi authentifié cette phase de sa vie. L'un des gendarmes qui ont procédé aux constatations d'usage a reconnu David pour l'avoir entendu après la mort de son amie...

Celui par qui le scandale arrive...

La mise sous séquestre de ses biens était loin d'avoir calmé la fureur du jeune héritier qui, depuis le 10 juin 1989, date de sa majorité légale, s'employait à « rattraper le temps perdu » et revendiquait le droit de dilapider sa fortune. Ayant choisi M^{re} Jacques Vergès pour défendre ses intérêts, il avait organisé avec lui une conférence de presse dans un grand hôtel de Lyon et faisait les sièges des rédactions. Il se promenait volontiers avec un sac bourré de liasses de grosses coupures — « mes dernières cartouches, obtenues en négociant des pièces d'or », affirmait-il — et s'essayait encore à faire sauter la banque de quelques casinos. Mais rien n'allait plus...

Le samedi 16 décembre, il était ainsi tombé dans un guet-apens tendu, sur l'autoroute, par des compagnons de hasard. Réussissant à leur échapper et ayant alerté la police, celle-ci put arrêter les trois détraqués qui, opiniâtres, attendaient l'héritier devant son domicile.

Trois jours avant cette mésaventure, David avait insulté copieusement une gendarme de la gare de La Part-Dieu, à Lyon, puis deux gardiens de la paix venus à la rescousse. « J'étais très énervé car je me rendais à Paris pour l'enregistrement d'une émission sur TF 1 et je craignais de manquer mon TGV », devait-il expliquer à la barre du tribunal correctionnel de Lyon, où il comparaissait, vendredi 5 janvier, pour « outrages à représentants de la force publique ». Il fut condamné à quinze jours de prison avec sursis et 10 000 F d'amende.

Le lendemain, après avoir avalé des barbituriques, David téléphonait, en pleurs, au bureau de Lyon de l'AFP. Transporté par les sapeurs-pompiers au service des urgences de l'hôpital Edouard-Herriot, il réussit à s'échapper dans la soirée pour sauter dans un avion à destination de Nice. Dernière errance sur le promenade des Anglais, derniers verres au piano-bar du Negresco, dernier appel à l'AFP : « Cette fois, je vais en finir ». Il était 10 heures, dimanche, lorsqu'un gardien découvrit le corps du jeune homme à qui un juge avait naguère lancé : « A dix-huit ans vous avez vécu autant qu'un homme de quatre-vingts ans ».

ROBERT BELLERET

Prêts à l'Union soviétique

Les pistolets de Pouchkine reviennent à Amboise

TOURS

de notre correspondant

Ils sont revenus, les fameux pistolets de Pouchkine qu'Amboise avait dû offrir à l'Union soviétique, à l'occasion de la venue de M. Mikhaïl Gorbatchev le 4 juillet 1989. Les deux armes dans leur coffret voyageaient par la valise diplomatique et l'ambassade soviétique à Paris avait joué un grand rôle dans l'heureuse conclusion de cette affaire. Les pistolets, qui ont passé six mois dans une bibliothèque du musée Pouchkine à Leningrad, sont attendus tout prochainement à Amboise, et le maire, M. Chollet, a l'intention d'organiser à cette occasion une cérémonie solennelle.

Les armes devaient retrouver leur place dans la vitrine du Musée de la poste, où elles étaient exposées depuis vingt ans. « Les Soviétiques ont tenu leur promesse. Ils n'ont pas fait preuve de légèreté, car le prêt se terminait au début de cette année », commentait, lundi 8 janvier, le maire, qui, en plus, devrait voir revenir le livre de construction du château d'Amboise, un manuscrit du quinzième siècle vendu aux enchères pendant la révolution et enfoui dans une bibliothèque de Leningrad.

Cette rocambolesque affaire d'emprunt russe avait fait grand bruit dans l'Hexagone ainsi qu'à Amboise, la ville qui était alors déchirée par les suites des élections municipales. M. Michel Debré, l'ancien maire, avait été le premier à crier « au voleur ». Il est vrai que le principe de l'emprunt avait paru cavalier, puisque le conseil municipal n'avait pas eu le temps de se réunir pour en débattre.

Son successeur avait au contraire la prudence de prendre un arrêté qui précisait bien à six mois la durée du prêt. Les armes qui ont servi au duel lors duquel le poète russe Pouchkine trouve la mort à Saint-Petersbourg en 1837 étant de retour comme promise, Amboise devrait normalement récupérer deux tableaux de Picasso que le ministère de la culture française lui avait promis en échange du prêt.

ALEXANDRE BODDAERT

Au tribunal correctionnel de Créteil

L'escroc aux enfants roumains

Quarante-huit heures après l'arrivée à Paris de soixante-dix enfants roumains adoptés par des familles françaises, Marc Hourtal, quarante-deux ans, agent commercial, comparaissait, lundi 8 janvier, devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), pour avoir tenté d'escroquer onze familles, en demandant 30 000 F à chacune, en juillet 1989 afin de financer une accélération des formalités d'adoption.

Depuis samedi, Jean-Claude Eisnitz est souriant. Il est allé à Orly accueillir l'enfant qu'il attendait depuis si longtemps, et tout le reste lui apparaît maintenant comme une suite de mauvais souvenirs. Aussi, c'est sans passion qu'il explique aux juges comment il a rencontré Hourtal. « Depuis le début de l'année 1989, aucun enfant ne sortait plus de Roumanie. On s'est battu, intervenant au plus haut niveau », raconte M. Eisnitz, qui était en relation avec l'Élysée et les affaires étrangères.

Mais, quand on lui a parlé d'un personnage plus obscur, disposé à apporter son concours, il n'a pas hésité : « Nous étions prêts à essayer toutes les possibilités ». Marc Hourtal le reçoit une première fois, sans lui parler d'argent. Au deuxième entretien, il dit à M. Eisnitz qu'il avait rencontré M. Chaban-Delmas à Bordeaux, qui a lui-même pris contact avec le secrétaire général de l'Élysée. Une

mission diplomatique, dont Hourtal ferait partie, doit s'envoler le surlendemain pour Bucarest, et l'affaire est donc en bonne voie.

Dernier détail : afin d'amadouer les fonctionnaires roumains, il faut que chacune des onze familles paye 30 000 F par enfant, dont 15 000 F dans l'immédiat. « Cela ne me choquait pas », admet M. Eisnitz, « c'est tout à fait dans la mentalité roumaine ».

Toutefois, l'attitude de cet homme qui a le bras si long, l'inquiète et, tout en invitant les familles à se rendre au rendez-vous de ce précieux intermédiaire dans un hôtel d'Orly, il donne plusieurs coups de téléphone : à Bordeaux, comme à l'Élysée, on lui répond que l'on ne connaît pas ce M. Hourtal, et la police judiciaire est prévenue. « J'avais des possibilités, j'avais des possibilités », insiste Marc Hourtal, en affirmant : « J'avais le ven et le sou-hait d'intervenir ».

Le troisième cercle

Avant la révolution roumaine, il a écrit, depuis sa prison, à M^{re} Françoise Massot, le conseil de M. Eisnitz et de l'association Enfance et Familles d'adoption, partie civile, pour se justifier en ces termes : « Mes pensées étaient saines, j'étais sensible et motivé ». M^{re} Massot n'en croit pas un mot et considère Hourtal comme « un individu qui torture les familles ». C'est aussi l'avis de M. Georges Alexandre, substitut du procureur

de la République, qui demande trois ans de prison, en s'adressant à Hourtal : « Vous avez souillé les sentiments les plus sacrés : la confiance des familles, leur détresse et l'innocence des enfants. Vous vous êtes servi de tout cela pour faire de l'argent ».

Marc Hourtal n'est-il donc qu'un escroc ? Ce n'est pas le sentiment de son avocat, M^{re} Daniel Richard, qui présente son client sous un éclairage différent, tant est fréquent de rencontrer ces personnages « atteints du virus de la politique », toujours prêts à proposer une intervention, une recommandation avec un solide appui, sur un simple coup de fil.

Entre 1977 et 1983, Hourtal aurait été, selon son avocat, conseiller municipal et adjoint au maire de Signy-Signettes, en Seine-et-Marne. Depuis, il a, en vain, sollicité d'autres mandats qui auraient pu le faire accéder aux « hautes sphères » de la politique. Alors, il collectionne les réponses des ministres à ses vœux de Noëls. An pour en faire des montages destinés à le valoriser ; et, en 1986, Hourtal vendait de fausses cocardes tricolores aux mandataires des Halles qui voulaient emprunter la voie prioritaire pour se rendre à Rungis.

« Il a voulu jouer dans la cour des grands, alors qu'il n'en a pas les moyens », explique son avocat. Il est de ceux qui gravitent dans le troisième cercle de la politique. C'est la haine courue avec occasion qu'elle a fait le larron.

Jugement le 22 janvier.

MAURICE PEYROT

EN BREF

Un magistrat de la cour d'appel de Versailles blessé à la fin d'une audience. — M^{me} Noëlle Monteils, magistrat à la cour d'appel de Versailles (Yvelines), a été blessée au visage par un jet de pierre lundi 8 janvier, à la fin de l'audience de la treizième chambre sociale consacrée au parc de Mirapolis. Le président de la chambre, M. Etienne Doze, venait d'annoncer à huitaine l'arrêt de la cour sur la désignation de l'administrateur provisoire chargé du redressement judiciaire du parc de Cergy-Pontoise.

Furieux, une douzaine de forains du parc présents dans la salle interrompent la cour, qui se retire dans une pièce voisine. Une pierre lancée à travers la fenêtre venait alors frapper M^{me} Noëlle Monteils sous l'œil droit. Souffrant d'une plaie ouverte à la joue droite, le magis-

trat a été hospitalisé. Les forains ont pris la fuite avant l'arrivée de la police.

Des attentats revendiqués par l'organisation séparatiste basque a revendiqué, lundi 8 janvier, dans un communiqué, trois attentats commis ces derniers mois dans les Pyrénées-Atlantiques. Dissoute en juillet 1987, l'organisation Iparrakarrak attribue la responsabilité des récentes « actions réalisées contre le véhicule de France-Télécom à Saint-Jean-Pied-de-Port le 19 novembre, le bureau de vente d'un complexe touristique-immobilier à Anglet le 24 décembre, et les locaux de la direction régionale à l'Industrie et à la recherche, à Morlaix le 31

décembre ». Ces attentats n'avaient pas fait de victimes mais avaient provoqué des dégâts matériels.

L'ex-FLNC revendique l'attentat de l'île de Cavallo. — L'attentat qui a détruit dimanche 7 janvier deux restaurants de la société Codil dans l'île de Cavallo (Corse-du-Sud), a été revendiqué lundi 8 janvier par l'ex-FLNC. Dans un communiqué transmis à Ajaccio, l'organisation clandestine, qui dédie l'action à Etienne Cardin, mort carbonisé en plaçant une bombe le 10 janvier 1984, indique que la société Codil « participe à l'expropriation de la terre corse ». Dénonçant « le colonialisme et ses relais locaux », l'ex-FLNC ajoute que le tourisme devrait être « un atout pour notre développement et non une finalité spéculative ».

« Le TSO ne pouvait en principe maintenant son pouvoir sportif. Il donnait à une indication à des dres quelque peu assoupis. Car les stores aux règlements ont cessé depuis le début de l'année. Elles viennent des ns, mais parfois aussi des zans. « Un Tange a aidé l'Ambrasio, de la même se ce médecin le fons autres concurrents ». Gilbert Sabine. Ce véhi il tiré la « Lionne » parce détruit la piste, ou pour se sortir des sables ? Per- s'empresse de répondre à interrogation. Ici, sur le la limite entre ce qui est et ce qui est interdit à tou- l'ins- je du jour en a encore ne belle illustration en ce ponne la course des autos. amissaires avaient prévu un imparti de deux heures. Quatre concurrents ont mis le temps pour couvrir la dis- le 198 km. Résultat : deux t, la Mitsubishi de Cowan et stan se retrouvent ex aequo même place. Un beau tri qui ne réjouit pas les res les des équipes concernées. rumeurs, les soupçons, asso- la fatigue, ont redonné au es couleurs d'antan. Il reste beaucoup de kilomètres à sr. Mais Cyril Neveu ne us la pour faire entendre ses nitions. Gilles Lalay, le ur de l'an passé, sera lui abent des confrontations à. Lundi soir, il a décidé xionnes. Son poignet le fai- p souffrir.

SERGE BOLLOCH

« Maintenant, ce sont véhicules exceptionnels qui embarrassent, reconnaît un so. Les tableaux de bord des es ressemblent à des ordina- ou à des commandes d'avion. un volant minuscule et tous ustons... C'est beau ! ». Le réveur devant l'assistance que déployée, et ces équipes ivent démonter et remonter en uit des engins si complexes.

Le centre d'auto-démolition du (sic), filiale d'une société ne installée à Bamako, le esionnaire admet le peu gouement pour l'épreuve. uvernaux que notre pays, qui xpérience sur le terrain de nure, soit payé en retour avec e (2). Je n'en aurais pas e car nous sommes pauvres. vre de l'argent au rallye ne s'adresse pas. J'attends une e de conscience des organisa-

En novembre, la nouvelle s'était agée par radio que l'édition 90 trérait une fois encore le Mali. é par Gao. Sortie par Kayes, attendez pas de grande cere, a dit, résolu, un artisan de sboutou. « Le Paris-Dakar, une petite récolte ».

ERIC FOTTORINO

2) Divers programmes d'assis- sement la fourniture de sements et de pompes, ont été mis lace depuis 1986.

Dixième étape

Agadez-Tahoua 483 km dont 198 chronométrés

6 AUTOS. — 1. Waldegard (Fra.-Sué. Peugeot 405 T16). 2. Wambert (Fra.-Peugeot 205 T16). 3. Cowan (B.-Mitsubishi). 4. Babier (Sué.-Peu- 205 T16). 5. Vatanen (Fin.-Peugeot 405 T16).

6 MOTOS. — 1. De Petri (Ita.-giva). 2 h 53 min 15 s. 2. Arcarone (B.-Cagiva). 3 h 5 min 51 s. 3. Onori (S.-Cagiva). 4 h 1 min 14 s. 4. Picard (Fra.-giva) 4 h 5 min 17 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX 6 AUTOS. — 1. Vatanen (Fra.-Sué. Peugeot 405 T16). 13 h 55 min 14 s de pénalité. 2. Wambert (Fra.-Peu- 205 T16). 14 h 1 min 49 min 26 s. 3. Cowan (B.-Mitsubishi). 14 h 55 min 50 s. 4. Waldegard-Fenouillet (Fra.-Peu- 405 T16). 15 h 23 min 57 s. 5. Babier (Sué.-Peu- 205 T16). 16 h 4 min 23 min 57 s. 6. Onori (Ita.-giva). 16 h 47 min 54 s.

6 MOTOS. — 1. Onori (Ita.-giva). 30 h 22 min 45 s. 2. Moya (Esp.-Yamaha). 31 h 12 min 57 s. 3. Yamaoka (Jap.-Yamaha). 32 h 2 min 57 s. 4. Magaldi (Fra.-Yamaha). 33 h 36 min 27 s. 5. Picard (Fra.-giva). 34 h 45 min 45 s.

SCIENCES • MEDECINE

L'inaccessible gène du sexe

On croyait avoir identifié, il y a un an, le gène qui dirige dans l'espèce humaine la différenciation sexuelle. L'énigme, en fait, reste entière et la compétition reprend de plus belle

alimenter de quinze ans

Un pédiatre qui avait administré la mort douce à une femme de 15 ans et onze ans tombée dans le coma à la suite d'un accident de la route. Le médecin avait été accusé d'avoir consulté ses confrères, d'avoir fait son geste à la justice, et de ne pas avoir prévu la loi. On estime à 90 % et 95 % la proportion de médecins pratiquant l'euthanasie (de cinq mille à douze mille cas par an) qui se dispensent de cette marche qualifiée, en l'occurrence, de « courageuse » par le gâtr.

Le deuxième aspect exemplaire de l'histoire concerne la nature des soins pratiqués sur la comateuse. L'administration de nourriture et d'eau était-elle ou non un traitement médical ? Une cour d'appel a admis, fin octobre dernier, qu'il s'agissait d'un traitement médical susceptible d'être stoppé par le médecin traitant, sous réserve qu'il n'aurait plus de sens, direction de l'établissement de la vie M. Stinissen a finalement fait sienne cette analyse et a décidé de « débrancher ».

Cette décision lui vaudra un avenir prospère, tenté cette fois par l'Association néerlandaise des patients. Revendiquant quarante mille membres, cette organisation estime qu'un traitement médical « n'a pas de sens si ensemble des fonctions physiologiques essentielles ne peut être assuré à l'aide d'appareils. Mais on ne peut pas dire que le patient ne peut manger ou boire de façon indépendante ».

CHRISTIAN CHARTIER

coviscidose

rrait être sauvée le deux poumons

qu'elle concerne des enfants atteints de la maladie et fragilisés.

L'appel lancé par les parents de Maud était, mardi matin, resté sans réponse. Il faut, en effet, pour tenter de sauver l'enfant, parvenir à prélever deux poumons sur un enfant immunologiquement compatible en état de mort cérébrale et l'accorder des parents est de plus nécessaire avant que les chirurgiens ne procèdent au prélèvement.

(1) La macroviscidose est une affection héréditaire relativement fréquente à l'origine de nombreux troubles graves, respiratoires notamment, qui, à terme, réduisent notablement l'espérance de vie des jeunes malades.

re de Corréze

lue à des intégristes

l'accès de la chapelle ne se ferme au seul profit des intégristes.

Les nouveaux propriétaires vont célébrer leur acquisition, le 21 janvier, par un office solennel à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Louis XVI.

Le Père Meyssignac, délégué épiscopal à l'information de l'archidiocèse de Tulle, a publié un communiqué très sec sur cette affaire : « L'accord de l'évêque de Tulle n'a pas été demandé. Le vendeur n'a pas tenu aucun compte de sa responsabilité de celui-ci et de sa conscience. En dépit de leurs affirmations, les candidats à l'achat ne sont pas catholiques. En outre, les termes des plus élémentaires définitions, être catholique, suppose un lien avec le pape et les décisions unanimes du pape. Ce n'est manifestement pas le cas. »

GEORGES CHATAIN

nommé. Le pilote, le capitaine Nicolas Romanoff, vingt-quatre ans, a été tué. L'enquête devra déterminer pourquoi il a eu un bref moment de contact avec le radar sans que le pilote, qui venait d'arriver en escadre, ait pu signaler quoi que ce soit à sa radio.



hypertrophie mammaire) et des femmes « femelles XY » souffrant également de stérilité.

Entre X et Y

C'est l'étude génétique de ces anomalies cliniques qui devait permettre de progresser dans la quête du « gène du sexe ». En 1987, l'équipe de M. Weissbach et celle, américaine, de M. David C. Page (Cambridge, Massachusetts), annonçaient avoir établi que ces anomalies étaient la conséquence d'un échange anormal de matériel génétique entre le chromosome Y et le chromosome X au moment de la formation, chez le père, de cellules germinales (le Monde du 10 août 1987). Ainsi, en cas d'échange anormal, le chromosome X devient porteur de l'information génétique qui détermine l'existence de sujets mâles appelés X-X. A l'inverse, le chromosome Y peut de cette information expliquer l'existence de sujets féminins X-Y.

Pour importants qu'ils soient, ces échanges ne fournissent pas encore l'identification et l'isolement du gène contenu dans le matériel génétique anormalement échangé entre Y et X. Ce fut, du moins le cas, que fait à la fin de l'année 1987, avec la publication - dans la célèbre revue américaine Cell (datée du 24 décembre) - des résultats de M. David C. Page qui, à partir du balayage à l'échelle moléculaire de matériel génétique recueilli sur une centaine de malades, annonçait (non sans quelque triomphalisme), avoir isolé le fameux gène

(le Monde du 6 janvier 1988). Or, un an plus tard, tout était remis en question avec la publication, dans le dernier numéro de la revue scientifique Nature (datée 21-28 décembre 1988), d'un article franco-britannique apportant la démonstration génétique que le gène découvert en 1987 aux États-Unis ne peut pas être considéré comme étant celui de la détermination du sexe (1).

Cette étude n'a pu être menée au départ que grâce à l'effort collaboratif de pédiatres français et algériens à partir de l'analyse du matériel génétique de quatre malades mâles XX ou hermaphrodites, ne possédant apparemment aucun matériel génétique provenant du chromosome Y. Nous avons pu démontrer que nos quatre patients étaient porteurs d'un très petit fragment d'ADN, de 30 à 60 kb, de la région frontière du chromosome Y, proche de la partie pseudo-autosomique. Or ce petit fragment d'ADN ne contient pas la région du gène isolé par le docteur Page. Il s'agit donc de jours avant la publication dans Nature, le docteur Marc Fellous, dans la revue Médecine-Sciences, Nature publie, par ailleurs, dans le même numéro un autre article qui, à partir des résultats physiologiques obtenus chez la souris, tend également à exclure le rôle déterminant du gène isolé par David Page.

D'autres récentes observations ont déjà également remis en question l'existence de ce gène. L'existence de l'espèce humaine, d'un gène homologue à celui identifié sur le chromosome Y, gène qui semble échapper au phénomène d'inactivation. Il s'agit encore de la découverte du fait que l'équivalent du gène humain n'est plus chez certains animaux (les marmosettes) portés par le chromosome Y mais par un chromosome nonsexuel, situation d'autant plus problématique que la détermination du sexe chez ces animaux, résumée à l'avance, aux mêmes règles que celles connues chez les mammifères.

« Toutes ces données font que l'on ne sait plus très bien où l'on est, tout au moins aujourd'hui, en définitive, beaucoup plus complexe que l'on pouvait l'espérer », note M. Jean Weissbach. Il restera malgré tout à l'avenir à expliquer les véritables raisons qui ont pu amener un chercheur aussi compétent et aussi réputé que David Page à se tromper et, avec lui, remettre de la communauté spécialisée.

Quoi qu'il en soit, pour le docteur Fellous, les nouveaux résultats « relancent la course désespérée au gène de détermination du sexe, que l'on sait contenu dans cette région de 30 à 60 kb

d'ADN : « Ces résultats soulèvent aussi une série de questions, explique-t-il. On est pratiquement revenu à la case départ et tout, désormais, est à nouveau possible. Soit la détermination du sexe est directement dirigée par un seul gène présent dans la région en question ; soit ce gène de structure n'existe pas et il s'agit d'un gène de régulation qui en active un autre situé sur le chromosome Y, mais à distance du premier. Il pourrait aussi s'agir d'un mécanisme encore plus sophistiqué, dans lequel une région du chromosome Y serait impliquée... »

En toute hypothèse, seule l'analyse moléculaire d'un séquençage de la région identifiée par l'équipe franco-britannique permettra d'avancer. Ce séquençage est d'ores et déjà en cours, à la fois dans l'équipe américaine et, à Londres, dans celle que dirige M. P.N. Goodfellow (Imperial Cancer Research Fund), qui travaille en liaison avec l'équipe française. Grâce à l'automatisation

des techniques d'ADN, un résultat pourrait être connu dans les prochains mois. On saura alors si l'énigme de la détermination du sexe dans l'espèce humaine est en passe d'être résolue ou, au contraire, s'il faudra attendre encore longtemps avant que l'homme ne parvienne à décrire ce mécanisme essentiel à la pérennité et à l'évolution de son espèce et, au-delà, à celle du vivant.

JEAN-YVES NAU

(1) La publication de Nature est signée M.S. Palmer, A.H. Sinclair, P. Berta, N.A. Ellis, P.N. Goodfellow (Imperial Cancer Research Fund de Londres) et de N.R. Abbas et M. Fellous (laboratoire d'immunogénétique humaine, INSERM, unité 276, Institut Pasteur de Paris).

On peut également se reporter, pour une présentation générale de ce sujet, à l'article intitulé « Le déterminisme génétique du sexe », de Nacer Abbas, Colin Bishop et Marc Fellous, publié dans le numéro de la revue La Recherche, de septembre dernier.

Spermatozoïdes à l'épreuve

Le contrôle par les pères, via les publications de la revue internationale, constitue-t-il bien le système universel de sécurité contre l'erreur scientifique ? De l'affaire de la « mémoire de l'eau » à celle de la fusion froide, la question, essentielle, n'a pas manqué de se poser au cours de ces dernières années. Elle revient aujourd'hui par le biais de la génétique, avec une double histoire de spermatozoïdes : d'une part, la mise en évidence d'un gène de la détermination sexuelle (lire ci-dessus), d'autre part, l'annonce, plus récente, d'une nouvelle technique qui permettrait d'introduire des gènes étrangers dans des ovules par l'intermédiaire du sperme.

Parce le 2 juin dernier dans la très sérieuse revue scientifique Cell, la nouvelle fit aussitôt grand bruit dans le milieu scientifique (le Monde du 4-5 juin 1989). Et il est vrai que l'expérience décrite, menée sur des souris par l'équipe italienne du docteur Corrado Spadafora, à l'université de Rome, avait de quoi faire rêver plus d'un biologiste : en faisant simplement « tromper » des spermatozoïdes de souris dans un milieu de culture contenant plusieurs milliers de copies d'un gène étranger (en l'occurrence bactérien), les chercheurs seraient parvenus, en moins de trente minutes, à leur faire « absorber » ce gène. Près de un tiers des spermatozoïdes nés de la fécondation d'ovules par les spermatozoïdes ainsi modifiés auraient à leur tour intégré le gène étranger dans leur patrimoine héréditaire - soit un rendement trois à cinq fois supérieur à celui offert par les techniques actuellement employées pour obtenir de tels animaux « transgéniques ».

Aussi simple qu'efficace, la technique avait déjà été décrite, en octobre, la même revue Cell

publier les résultats de huit équipes internationales. Toutes, de Budapest à Pasadena, s'étaient essayées durant l'été à reproduire la prometteuse expérience. Huit tentatives (portant sur plus de mille trois cents souris nées selon le protocole des chercheurs italiens), huit échecs. Y compris de la part des Américains Ralph Brinster et Richard Palmiter, les « pères » de la première souris transgénique « génie », née en 1982 après avoir intégré dans son patrimoine le gène de l'hormone de croissance de rat.

Pour la plupart des biologistes, qui, depuis juin dernier, se sont penchés sur leurs épreuves pour tenter en vain de reproduire l'expérience italienne, la bonne foi de Corrado Spadafora et de son équipe ne peut cependant être mise en doute. Quant à leurs résultats, personne, à l'heure actuelle, ne s'est autorisé à les juger faux ou invraisemblables : ils restent simplement impossibles à reproduire malgré l'utilisation, dans un certain nombre de cas, des récipients d'origine fournis de bonne grâce par le laboratoire romain.

Artéfact de manipulation ? Absence d'une information indispensable à la réussite de l'expérience qui, involontairement, aurait été omise du protocole ? « Nous poursuivons nos recherches, et notre travail pour le moment semble confirmer que les spermatozoïdes peuvent agir comme vecteurs de gènes étrangers », affirme récemment Corrado Spadafora, en précisant que les modalités de traitement du sperme pouvaient constituer une étape critique pour la réussite de la fécondation ultérieure. Cette piste, qui reste à explorer, permettra-t-elle d'éclaircir l'échec jusqu'alors enregistré par les autres équipes ?

CATHERINE VINCENT

Les années Ariane

Pour la société européenne Ariespace, la décennie 80 s'est achevée en beauté. Et l'optimisme l'emporte pour les années à venir, malgré la montée de la concurrence.

« Je pense que nous devrions arriver à rester leader mondial du marché des lanceurs de satellites civils à la fin de la décennie qui s'annonce », M. Frédéric d'Allest, président d'Ariespace, aborde les années 90 avec un moral d'acier. Il a des raisons pour cela. Mais si la prééminence de la firme européenne de transport spatial ne risque effectivement pas trop d'être menacée à court terme (trois ans), la concurrence américaine, mais aussi japonaise, soviétique et chinoise, affûte ses armes.

Pour Ariespace, 1989 a été un bon millésime. L'entrée en service commercial d'Ariane-4, la nouvelle version - lourde - du lanceur européen, s'est déroulée sans problème, et la société, qui fêtera ses dix ans en mars prochain, se porte mieux que jamais. Son carnet de commandes compte trente-deux satellites, autant qu'elle en a mis sur orbite depuis sa fondation, et « les perspectives sont sérieuses pour la signature de dix à douze autres contrats en 1990 », indiquait M. d'Allest, jeudi 3 janvier, en exposant les résultats de sa société. Ariespace a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 3,79 milliards de francs, pour un résultat net de 130 millions de francs. Dix satellites ont été lan-

cés, avec sept fusées (dont six tirées entre janvier et août). Parmi eux, le plus gros satellite commercial jamais construit, Intelsat-6 (4,24 tonnes). Et surtout les premiers engins des toutes nouvelles sociétés privées de télécommunications spatiales japonaises JCSat et SCC, qui avaient choisi Ariane pour leurs lancements initiaux. Une référence de choix ! Concrètement de cette belle santé, Ariespace n'a pas craint de passer commande, en février dernier, de cinquante Ariane-4 aux industriels européens, un contrat de 18 milliards de francs, qui constitue une première mondiale dans le domaine des lanceurs civils.

Pendant ce temps, les concurrents américains accumulent les revers. Echecs, problèmes techniques, difficultés commerciales : les sociétés privées chargées par l'ancien président Reagan, après l'explosion de la navette Challenger, en 1986, de relancer les fusées « classiques », ont toutes les peines du monde à remplir leur mission. Première à clamer haut ses ambitions, la firme Martin Marietta, qui exploite les Titan, a bien reçu une commande de cinquante lanceurs de l'armée, et annoncé six contrats commerciaux en juin dernier. Mais, affirme M. d'Allest, elle n'a enregistré aucune commande com-

merciale depuis deux ans. Le Pentagone reste également le client presque exclusif de la société McDonnell Douglas et de ses Thor-Delta : vingt et un exemplaires (des satellites de navigation Navstar) pour cinq contrats commerciaux seulement. General Dynamics, enfin, qui exploite les fameux Atlas-Centaur, compte construire et lancer soixante-deux fusées d'ici à 1997. Il dispose lui aussi de solides commandes militaires (onze fusées commandées), mais a déjà signé sept contrats commerciaux fermes, dont un avec la Société européenne de communications par satellites Eutelsat.

Un concurrent sérieux

Pour M. d'Allest, l'Atlas-2, qui pourra emporter des charges utiles de 2,5 à près de 4 tonnes, risque de constituer le concurrent le plus sérieux pour Ariane. Les Titan-3 auraient, eux aussi, pu être extrêmement dangereux, mais la firme Martin Marietta semble avoir décidé de se replier en priorité sur le marché militaire. Quant au Thor-Delta, « c'est lui aussi un très bon lanceur, mais il est un peu à bout de souffle techniquement », et McDonnell Douglas devra faire de très gros investissements pour le ren-

dre vraiment compétitif dans les années à venir, estime M. d'Allest. A moins de se cantonner sur le créneau de plus en plus rétréci des « petits » satellites, de 1 200 à 1 500 kilos.

Le Japon, quant à lui, a sous-estimé la croissance de la taille des satellites : son lanceur LH-1 (550 kilos de charge utile en orbite géostationnaire) est trop peu puissant, et le LH-2, qui pourrait concurrencer Ariane, ne sera probablement pas prêt avant 1995. En revanche, une concurrence sérieuse apparaît à l'Est. L'URSS offre les services de son lanceur Proton, qui fonctionne comme une horloge et dont la réputation n'est plus à faire, mais qui, estime M. d'Allest, « montre quelques problèmes de fiabilité et de précision d'injection en orbite géostationnaire ». Pour le président d'Ariespace, la Chine constitue en revanche un concurrent beaucoup plus dangereux. Son lanceur Longue Marche, d'une architecture comparable à celle d'Ariane, semble promis à une belle carrière. Le Chinois vient d'ailleurs d'obtenir du gouvernement américain l'autorisation d'exportation indispensable pour qu'ils puissent lancer prochainement trois satellites de fabrication américaine.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 20

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
PASSION-RECHERCHE
réalisée pour la communauté universitaire de CNRS

«Trois millions d'années d'aventure humaine»
par Yves Coppens,
professeur au Collège de France, membre de l'Institut.

samedi 13 janvier à 15h

... et n'oubliez pas les conférences / débats à 17h :
le 10 janvier «Les étonnantes compétences du néo-cortex»

(entrée libre)

SCIENCES ET MEDECINE

Le mammoth reprend du service

Après l'interdiction du commerce de l'ivoire en provenance d'Afrique, les fabricants vont importer des défenses de mammoth

DANS quelques jours, à compter du 18 janvier, le commerce de l'ivoire en provenance d'Afrique devrait cesser dans le monde entier. Les derniers éléphants (trois cent cinquante mille, selon certains experts) sont donc sauvés. Ainsi en ont décidé à la majorité des deux tiers les représentants des cent trois pays réunis à Lausanne en octobre 1989 (le Monde du 19 octobre). Leur vote devait en effet devenir exécutoire après un délai de trois mois.

Cette décision historique, obtenue à l'arraché après des années de tergiversations, a eu des répercussions immédiates sur les marchés mondiaux. A Paris, par exemple, les rares boutiques où l'on fabrique et répare encore des objets d'ivoire voient leur chiffre d'affaire grimper en flèche. « Les gens ont soudain pris conscience de la valeur des ivoires qu'ils possèdent et me les apportent pour les réparer », explique Pierre Heckmann dont la famille officie depuis trois générations dans une échoppe du sixième arrondissement. « Certains clients me demandent même de sculpter leur buste en ivoire. Je travaille soixante heures par semaine. »

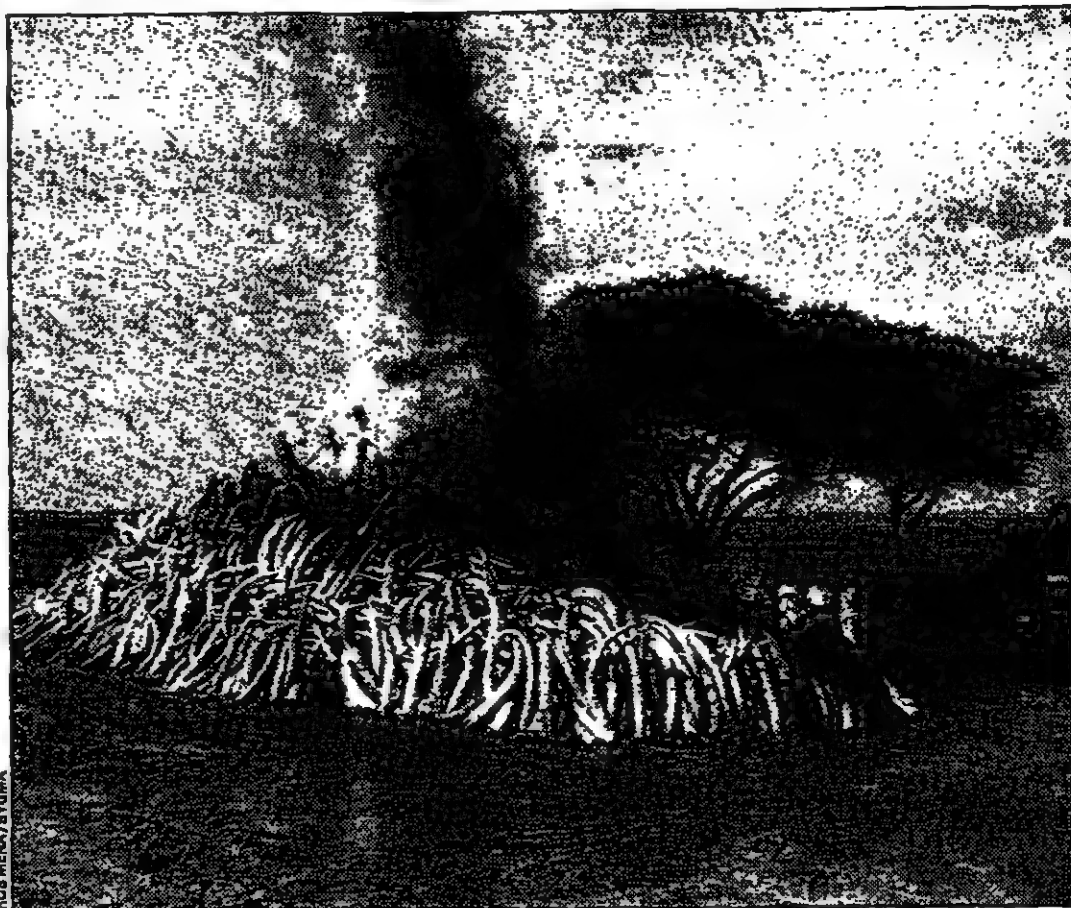
Chez les antiquaires, les prix flambent. Un jeu d'échecs ancien, qui valait 40 000 francs il y a un an, s'est vendu récemment 400 000 francs chez Sotheby, à Londres.

En revanche, le cours des défenses s'effondre en Afrique. On annonce que l'ivoire brut, qui s'échangeait naguère à 1 200 francs le kilogramme, ne vaut plus que 400 francs au Zaïre. Les marchands qui, en Afrique et en Asie, notamment à Hongkong, ont constitué des stocks de plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de tonnes, se demandent à qui ils vont pouvoir, désormais, les céder. Les pays qui, comme l'Iraq ou la Côte d'Ivoire, n'appartiennent pas au club des cent trois de Lausanne, se comptent sur les doigts d'une seule main, et il est proba-

ble que leur commerce va être particulièrement surveillé. Les dizaines de milliers d'artisans et de commerçants qui, à travers le monde, travaillaient et négociaient l'ivoire s'interrogent sur leur avenir. Ils connaissent bien les succédanés dont certains existent depuis fort longtemps : la galalite et les celluloses qui fixent l'écaille de tortue, les résines d'aujourd'hui, l'os, le bois de cerf japonais et même le corozo, cet « ivoire végétal » produit par un palmier amazonien. Mais ces ersatz ne remplaceront jamais la superbe matière blonde tirée de la défense d'éléphant. Reste l'ivoire fossile des défenses de mammoth.

Ces géants déboussés, bossus et couverts de poils, ont brouillé les steppes de l'hémisphère nord pendant des millénaires. Ils arboraient d'énormes défenses recourbées, dont certaines pesent jusqu'à 125 kilos pièce. Les tribus de Neandertal et plus tard de Cro-Magnon qui convoitaient leurs bifècles les faisaient trébucher dans des fosses où ils périsaient. Déjà leur ivoire servait à sculpter des statuettes, comme cette Vénus découverte à Lespugue (Haute-Garonne) et vieille de vingt-cinq mille ans. Or, pour des raisons encore mal élucidées, les précieux pachydermes ont disparu de la surface du globe en moins de quinze siècles, vers 10 000 avant Jésus-Christ. Ne restent d'eux que les gravures qui, par centaines, ornent les parois des grottes sanctuaires et, dans le sol, leurs dépouilles. Quelques dizaines d'entre elles, quasiment intactes, ont été retrouvées dans les boues gelées du permafrost sibérien. La plus spectaculaire, assise sur son énorme épaule, fait l'orgueil d'un musée de Leningrad. Le musée de Paris lui-même a la chance de posséder un fragment de tête parcheminée qui étonne toujours les visiteurs.

Les restes de mammoth les plus courants sont leurs ossements parmi lesquels, bien sûr, on retrouve des défenses. Caractérisés par les innombrables fleures



Destruction de défenses d'éléphant (Kenya, juillet 1989).

sibériens en crue et déposés dans des anas, ces débris se sont accumulés en de véritables cimetières. L'un d'eux a livré huit mille ossements et des dizaines de défenses appartenant à cent vingt individus.

Ces gisements sont exploités de très longue date. Six mille ans avant notre ère, les Ukrainiens de la préhistoire utilisaient ces mas-

sifs et indestructibles vestiges pour édifier leurs huttes. Bien plus tard, Alexandre le Grand connaissait fort bien ce qu'on appelait alors « l'ivoire extra de la terre » pour le différencier de celui porté par les éléphants. La prospection, le travail et le négoce de cette « ressource naturelle » font partie depuis des siècles de l'économie des tribus sibériennes. Le trône de l'un des empereurs tartares était entièrement sculpté dans des défenses de mammoth.

La conquête de la Sibérie par les cosaques, au dix-septième siècle, a donné un coup de fouet à cette activité ancestrale. Les annales rapportent qu'entre 1825 et 1914 les indigènes apportaient sur le marché de Yakoutsk, capitale de la Sibérie orientale, plus de 20 tonnes de défenses chaque année. Les artisans français se souvenaient parfaitement que leurs pères travaillaient l'ivoire russe, alors pour un succédané bon marché de l'ivoire africain.

En effet, les défenses de mammoth conservées dans cette espèce de congélateur que le permafrost ont traversé les millénaires sans dommage. A condition de les garder dans un local humide elles se différencient fort peu des défenses actuelles, sinon par leur « peau » plus épaisse, leur grain un peu plus grossier et leur taille plus conséquente. « Même en les observant au microscope, il faut vraiment être un connaisseur pour les identifier », explique Pierre Heckmann.

Or, depuis la Révolution de 1917, la source sibérienne s'est tarie. Vouloir préserver leur patrimoine national, les autorités soviétiques n'exportaient plus. Les grands chantiers, comme le percement du Transsibérien-bis puis la pose des gazoducs, s'étant multipliés en Sibérie, les découvertes ont dû aller de pair. En 1977, par exemple, on a exhumé un bébé mammoth entier et, en 1983, des ouvriers du bâtiment ont fait scandale en donnant à manger à leurs chiens de la viande de mammoth que leurs engins avaient tirée du sol.

On ignore quelles sont aujourd'hui les réserves d'ivoire fossile détenues par les Soviétiques. Eux-mêmes reconnaissent qu'elles sont « importantes » et que les recherches continuent. Déjà, les rumeurs les plus folles commencent à courir. Aux Etats-Unis et au Canada, la valeur de défenses de mammoth serait passée de 300 dollars (1 800 F) le kilo à 800 dollars (4 800 F) en quelques mois. Dans ce cas, les Soviétiques détiendraient un fabuleux trésor, qu'ils sont d'autant plus tentés de valoriser que leur économie est chancelante. Leur politique de non-exportation d'ivoire brut a

la vallée de l'Odenvald (RFA) menacée de fermeture, qu'ils offraient un marché porteur sur la fourniture annuelle d'une tonne d'ivoire fossile. Les Japonais ont immédiatement dressé l'oreille. En 1988, ils ont en effet importé 106 tonnes de défenses africaines servant à confectionner des touches de pianos et surtout des socles qui font fureur là-bas. Le dernier cri consiste pour un particulier à faire graver sa signature sur un tampon d'ivoire. 2 millions de socles ont été fabriqués l'an dernier.

Comment alimenter une telle activité, maintenant que le commerce de l'ivoire ordinaire est mort ? Pourquoi ne pas acheter massivement l'ivoire des mammoths sibériens ? Devant la montée des cours et la ruée vers leurs réserves, les Soviétiques semblent s'être ravisés. Ce qu'ils vont proposer à la délégation nipponne qui s'apprête à partir de Tokyo, c'est plutôt la création d'une entreprise mixte de fabrication de socles d'ivoire. Elle serait financée au moins partiellement par des capitaux japonais, mais resterait en Yakoutsk et emploierait des artisans locaux.

Déjà les protecteurs des éléphants s'indignent. L'ivoire fossile n'est protégé par aucune convention internationale. Son négoce servirait-il à couvrir en réalité un trafic illégal d'ivoire africain ? Le pillage d'un patrimoine paléontologique irremplaçable va-t-il prolonger celui d'une ressource renouvelable et vivante ? Ce serait absurde. Aussi en France s'est-on exécuté un décret du ministère de l'Agriculture en date du 12 mars 1990 et totalement oublié depuis. Seule la défense d'éléphant peut être vendue chez nous sous l'étiquette ivoire. Celle de mammoth devra se passer de ce prestigieux label.

MARC AMBROISE-RENDU

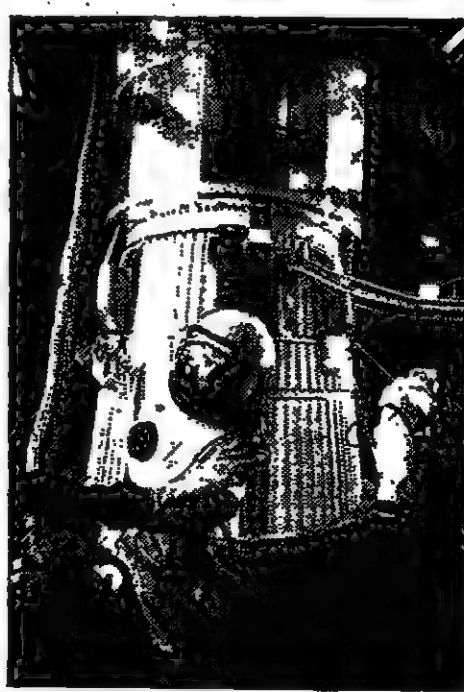
Les années Ariane

Suite de la page 19

Chinois et Soviétiques inquiètent les opérateurs de fusées occidentales en raison des tarifs qu'ils proposent. « Des prix de dumping qui n'ont rien à voir avec le marché », affirme M. d'Allest. Les Américains et les Européens s'efforcent actuellement de faire accepter à leurs concurrents de l'Est des « règles de conduite » qui leur imposeraient de respecter les lois de l'offre et de la demande « capitalistes », faute de quoi des mesures de rétorsion pourraient être prises, comme, par exemple, le refus systématique de l'autorisation d'exportation des satellites.

client principal des firmes privées, d'outre-Atlantique, apporte des revenus sûrs et réguliers, son hégémonie rend difficile — revers de la médaille — une gestion efficace : le premier lancement commercial d'un Titan-3, le 31 décembre dernier, a ainsi été reporté pour laisser la place à des tirages militaires, prioritaires.

« A contrario, souligne M. d'Allest, nous sommes les seuls au monde à avoir une politique cohérente de produit. Les lanceurs Ariane sont développés avec pour souci majeur de coller aux besoins du client, exactement comme chez les constructeurs d'automobiles. » Cela peut



Remplissage des réservoirs d'Ariane sur le pas de tir du centre spatial de Kourou.

Mais tout cela n'effraie pas le bel optimisme du président d'Arianespace, persuadé d'être en tête-pour longtemps dans la lutte pour le marché des lancements. « Les Chinois et les Soviétiques peuvent arracher des marchés grâce aux prix de dumping, mais leurs lanceurs sont adaptés à leurs programmes propres, et ils n'ont pas les mêmes critères commerciaux que nous », explique M. d'Allest. Les fusées américaines, qui ont fait leurs preuves, n'en sont pas moins dérivées de missiles militaires. Et si le Pentagone,

même aller très loin : Ariane-5, la version qui succédera aux Ariane-4 actuelles, ne volera qu'en 1995 au plus tôt. Mais, révèle M. d'Allest, « Ariane-space a déjà mis sur pied une équipe qui court le monde pour la présenter aux futurs clients, des discussions sont en cours avec les fabricants de satellites, et les premières propositions de lancement d'Ariane-5 en prévision de la signature de contrats pourraient poindre dès l'an prochain ».

JEAN-PAUL DUFOUR

LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL Le Monde

Extraits du règlement :

ARTICLE 1 :

La S.A. CAP SESA, (...) dont le siège social est sis 284, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, organise un concours sur l'informatique. Ce concours se déroulera en deux étapes.

— La première étape, dite de sélection, pour laquelle les candidats auront à répondre à une série de questions liées à l'informatique.

— Une seconde, dite Finale, visant à départager les finalistes et retenir les cinq Grands Gagnants.

ARTICLE 2 :

Ce concours est ouvert à tout étudiant titulaire d'un diplôme ayant, en juin 1990, au minimum le niveau baccalauréat plus trois ans d'études révolues, au maximum âgé de vingt-huit ans et résidant en France métropolitaine (Corse comprise).

ARTICLE 14 :

Ce concours est doté de prix répartis comme suit :

— Chaque finaliste recevra un abonnement de cinéma d'un an (12 séances).

— Parmi les cinq Grands Gagnants, le jury choisira deux d'entre eux qui se verront offrir un cycle d'études informatiques d'un an dans un campus américain, et deux d'entre eux qui se verront offrir un stage en informatique aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni (...).

L'INFORMATIQUE AU SERVICE DE TOUTES LES ENTREPRISES

QUESTION 1

La France compte plus de 38 000 communes. Toutes n'ont pas les moyens de Paris, Lyon ou Marseille. Pourtant, un maire se doit de compter ses administrés, de gérer le personnel communal, de préparer et respecter son budget, de répondre aux demandes d'urbanisme, de logement... Ce ne sont là que quelques exemples d'un travail immense qui se conçoit de moins en moins sans le soutien de l'informatique. Mais pour l'heure, savez-vous :

QUEL EST LE POURCENTAGE DE MAIRES FRANÇAIS POSSEDANT AU MOINS UNE UNITÉ CENTRALE ?

☐ 6% ☐ 11% ☐ 38%

QUESTION 2

Un « superordinateur », c'est en fait un « supercalculateur » dont la puissance se mesure en nombre d'opérations très complexes effectuées par seconde. Aujourd'hui, les performances annoncées peuvent atteindre 1 milliard d'opérations par seconde (soit 1 gigaflop). Les « superordinateurs » sont principalement utilisés à des fins scientifiques et techniques dans les secteurs de la Recherche, de l'Economie ou de l'Industrie. Mais au fait,

QUELLE EST DONC LA MARQUE DE « SUPERORDINATEUR » ACTUELLEMENT LA PLUS RÉPANDUE DANS LE MONDE ?

☐ CRAY ☐ FUJITSU ☐ CDC

3614 CAP SESA

POUR DÉCOUVRIR UN INDEX SUR L'UNE DES 12 QUESTIONS

CAP SESA

EDWY PLENEL
MOURIR
A OUEVA
ALAIN ROLLAT

SCIENCES • MEDECINE

Prostate : la révision des examens

Selon les spécialistes, le dépistage systématique du cancer de la prostate ne se justifie pas

COMMENT diminuer la mortalité liée au cancer de la prostate, la deuxième cause de décès par cancer chez l'homme (environ neuf mille décès par an en France) ? Une conférence de « consensus », organisée sous l'égide de l'Académie de médecine avec le soutien en particulier de l'Assistance publique, de l'Association française d'urologie, de l'UNAFORMEC et de l'Institut Schering, a eu lieu sur ce thème le mois dernier à Paris. La principale question posée au jury, présidé par le professeur Didier Sicard (hôpital Cochin, Paris), était : « Quelle population serait susceptible de bénéficier du dépistage du cancer localisé de la prostate ? » En d'autres termes, est-il légitime de préconiser un dépistage systématique de cette forme de cancer ?

A vrai dire, la réponse ne fai-

sait guère de doute. La prostate est une glande sexuelle de l'homme qui ne joue pas un rôle fondamental dans l'organisme. Sa fonction essentielle consiste à produire un liquide qui fluidifie le sperme. De ce fait elle n'est indispensable qu'à la reproduction, et on peut donc la retirer sans altérer aucune des fonctions vitales de l'homme. Pour autant, les pathologies liées à la prostate sont extrêmement fréquentes. Quel médecin a-t-il pu entendre un jour, dans son cabinet, un de ses patients lui confier qu'il avait « un problème de prostate » ? Le plus souvent, il s'agit d'une hypertrophie, bénigne de la glande... parfois, d'un cancer.

Le cancer de la prostate, outre sa fréquence, présente plusieurs caractéristiques : tout d'abord, il arrive fréquemment qu'il ne soit pas détectable cliniquement. On parle alors de « foyer cancéreux

occulte » - ces cancers sont de plus en plus nombreux avec l'âge : 30 % des hommes entre cinquante et soixante ans en sont porteurs, de même que 40 % des plus de soixante-dix ans et 70 % des plus de quatre-vingt ans. D'autre part, il s'agit d'un cancer à l'origine d'écouls ou de troubles de l'origine hormonale, génétique et liés à l'environnement. Ainsi, par exemple, la fréquence la plus élevée de cancers de la prostate s'observe-t-elle chez les Noirs américains (cent pour cent mille habitants).

Un cas sur trois

Dans un cas sur trois, ce cancer est découvert à l'occasion d'un examen systématique chez un homme âgé. Dans environ 40 % des cas, c'est parce que le malade souffrait de signes fonctionnels urinaires qu'un cancer a

été découvert. Dans ces conditions, comment réduire la mortalité ? Trois types d'approche sont envisageables : la prévention primaire ; l'amélioration du traitement ; un diagnostic précoce.

En l'absence de causes ou de facteurs « favorisants » connus, la prévention primaire est impossible. Pour ce qui est du traitement, rien ne permet d'espérer à court terme une amélioration sensible du pronostic. Reste donc la possibilité de faire un diagnostic plus précoce de manière à accroître la survie. Ce qui, en toute hypothèse, reviendrait à organiser un dépistage de masse du cancer de la prostate.

Sur ce dernier point, le jury est formel : « Aucun argument scientifique fondé sur une étude randomisée ne permet de recommander un tel dépistage (...). Si l'on envisage un dépistage de masse, aucune population n'est suscep-

ble de bénéficier du dépistage du cancer de la prostate. C'est pourquoi, estime-t-il, « la pratique d'un geste ou d'un examen de dépistage chez un homme ne présentant pas de symptômes urologiques et consultant pour un autre motif doit résulter d'une décision individuelle. Criteriel doit tenir compte des souhaits de la personne examinée, informée des avantages et des inconvénients de cette démarche ».

Trois examens, cliniques ou para-cliniques, peuvent être utiles pour ce dépistage individuel. Le toucher rectal tout d'abord qui, estime le jury, « a surtout sa place chez les hommes de soixante à soixante-dix ans ». Le dosage de l'antigène spécifique de prostate (PSA), le seul marqueur sanguin spécifique du tissu prostatique, ne doit être prescrit « que s'il existe une suspicion clinique ». Quant à l'échographie transrec-

tales, « elle n'est pas justifiée en première intention, mais elle est utile pour guider la biopsie de la prostate ».

Reste maintenant à savoir si de telles recommandations auront une incidence sur un phénomène relativement récent caractérisé par une forte augmentation du nombre d'échographies prostatiques et de dosages de PSA. Une évolution dont le coût, en terme d'économie de la santé, est loin d'être négligeable.

F.N.

Grippe : le vaccin court après le mal

Cette année, l'épidémie de grippe est particulièrement sévère. On n'a toujours pas trouvé le moyen efficace de prévenir d'une année sur l'autre les mutations du virus

COURTE et violente. Telles sont, selon les premiers bilans, les caractéristiques de la vague de grippe 1989. L'épidémie, en voie de régression, a causé cet hiver deux fois plus de décès qu'en 1988 chez les plus de soixante-cinq ans. Responsable : un des nombreux virus grippaux, le A H3N2. Absent depuis quelques années, son retour a fait des ravages dans une population mal immunisée.

Face à une maladie bénigne dans la grande majorité des cas, mortelle pour certaines couches fragilisées de la population (personnes âgées, frappées de troubles cardio-vasculaires ou pulmonaires, alcooliques, grands fumeurs, etc.), le vaccin reste l'arme principale des médecins. Car si la grippe, comme toute maladie virale, ne se guérit pas, elle se prévient de plus en plus. Cet hiver, plus de 7 millions de doses de vaccin ont été distribuées, soit 20 % de plus que l'an-

née dernière. La couverture vaccinale protège aujourd'hui 11 % des Français (mais 60 % des plus de soixante-cinq ans) : un record mondial. Le vaccin, gratuit pour toutes les personnes à risques doit être inoculé entre octobre et novembre. Son efficacité - difficile à évaluer car, sur le terrain, on confond souvent grippe et syndrome grippal, dû au virus syncytial respiratoire, varie entre 70 % et 80 % selon les années. Au total, cinq millions de personnes auront été vaccinées cette année, contre un peu plus de quatre millions l'an dernier.

Pour mettre à la disposition du public, le 1^{er} octobre, un vaccin aussi sûr, médecins et chercheurs s'attellent à la tâche des premiers froids. En ce mois de janvier il faut déjà songer à la force motrice pour 1990. Un exploit renouvelé tous les ans, car, chaque automne, un nouveau vaccin sera réinjecté. En quelques semaines, l'exercice imposé consiste à cerner les caractéris-

tiques saisonnières d'un virus toujours changeant. Une sorte de virus caméléon, d'autant plus difficile à saisir qu'il se modifie sans cesse, le plus souvent très progressivement (par « glissements ») mais parfois aussi de façon brutale et soudaine (par « cassures »).

Les analyses les plus récentes de souches de virus démontrent en effet l'existence d'un « matériel génétique hybride », incluant des éléments de virus précédents et d'autres de virus en formation. Selon l'immunité à laquelle il va s'affronter, ce « virus mélangé » se transformera, pour atteindre, si possible, une nocivité maximale. Pour expliquer cette redoutable efficacité, le professeur Claude Hanneboun, de l'Institut Pasteur, invoque la très grande circulation des virus grippaux. Parce qu'ils sont extrêmement contagieux (une grande épidémie peut toucher jusqu'à 90 % de la population) ces virus multiplient les possibilités de changements au contact de milieux toujours différents. Résultat : la grippe ne peut être éradiquée. Comment éliminer, en effet, un virus qui s'adapte sans cesse à son terrain, le malade ? Cette propriété particulière demande aux scientifiques qui luttent contre la grippe un surcroît d'ingénierie. Elle impose aux laboratoires producteurs de vaccins des contraintes de fabrication très strictes.

Le secret de la réussite tient en un mot : organisation. Chaque année, la traque du virus - au cours de laquelle on déterminera ses particularités - est menée à une échelle internationale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) dispose pour ce faire de centres d'observation dans soixante-treize pays du globe. L'étude des données recueillies permet de se faire une idée précise du type de virus en présence. Fin février, l'OMS émet une recommandation sur la composition du vaccin à fournir. Autre avantage de cet observatoire mondial de la maladie : les chercheurs peuvent, en jouant sur le décalage de la saison hivernale entre les deux hémisphères, prévoir le moyen terme l'évolution de l'épidémie. Affinant le contrôle de ce filet de surveillance épidémiologique, un maillage plus serré de centres régionaux vient compléter le dispositif. Sur le territoire français, environ six cents médecins sentinelles veillent au grain. Grâce à des prélèvements hebdomadaires, les biologistes isolent puis examinent les souches. Les coupables une fois identifiés - les virus sont généralement répertoriés en Asie du Sud-Est, véritable berceau de la grippe - le vaccin approprié peut être fabriqué, début avril. Il s'agit, en fait, d'un triple vaccin. En 1989, le cocktail associant des souches apparues à Singapour en 1986, à Shanghai en 1987, et à Yamagata (Japon) en 1988. Le mélange permet la couverture la plus large, en agissant sur les différents virus en état de muter (mais, au-delà de quatre souches, le vaccin perd en efficacité). Pour les fabricants, commence alors la course contre la montre. Pour être inoculé à temps, le vaccin doit être mis en vente à partir du 1^{er} octobre. Les trois laboratoires français (Institut Mérieux, Pasteur-Vaccins et Saub) disposent donc de six mois pour fabriquer, par incubation dans des œufs embryonnés, les millions de doses nécessaires. Avec une seule crainte : l'arrivée inopinée d'un virus de type totalement nou-

veau, générateur d'une de ces grandes épidémies épidémiques. Réduite à sa durée minimale, la production pourrait, le cas échéant, ne s'élever que sur trois mois. « Mais ce serait un exploit industriel », précise Michel Neyret, de l'Institut Mérieux à Lyon (4,3 millions de doses en 1989, soit 65 % de la production française). Sur le plan scientifique, l'identification d'un virus inconnu, et donc particulièrement actif, ne relève en rien de l'évidence. Toute une série de paramètres seraient alors à prendre en compte : degré de différence du

mutant ; risque épidémiologique (le virus se propage-t-il facilement ?) ; immunité de la population (est-elle ou non capable de se défendre ?). Sans compter le risque financier, au cas où les experts auraient survolé la dangerosité du virus. Le vaccin perdrait alors sa cible et deviendrait inutilisable. Au lieu d'une perte normale, liée à un taux d'inventaire allant de 2 % à 10 %, c'est toute la production d'une année qui serait perdue.

L'éventualité attendue par les virologues n'est pas pour autant prévisible. En France, la dernière

épidémie importante - correspondant à des mutations par cassures et à l'irruption d'une forme de grippe nouvelle et donc dangereuse - remonte à l'hiver 1968 et elle avait fait plus de 16 000 morts. « On a pensé un moment que les grandes épidémies revenaient à un rythme régulier », assure le professeur Hanneboun. Après les avoir observées en 1947, 1957 et 1968, on a été très vigilant en 1978... Mais il ne s'est rien produit et on attend toujours. »

JUDITH RUEFF

Le Monde

LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST

LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST

NUMÉRO HORS SÉRIE - 23 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le 13 janvier, changez-vous les idées.



Salon international du meuble et du luminaire.

Journée "Avant première" le Samedi 13 janvier, Parc des Expositions, Paris, Porte de Versailles (métro Porte de Versailles). Entrée 30F de 9h30 à 19h.

Le 13 janvier, journée exceptionnelle ouverte au grand public. L'occasion unique de découvrir les nouvelles collections 90, et de vous informer auprès des professionnels* Tendances, couleurs, formes, matières ; des centaines d'idées qui vous donneront envie de tout changer chez vous.

*Attention, ce jour-là, vous ne pourrez pas acheter.

l'Odénvald (RFA) : fermeture qu'ils marchent sur la rampe d'une tour de. Les japonais ont ent. dressé l'oreille. ont en effet importé le défenses africaines confectionner des gants et surtout des sont futur la-bas. Le oniste pour un pari- spon d'ivoire. 2 mil- aux ont été fabriqués

l'alimenter une telle intendant que le com- l'ivoire ordinaire est rquie ne pas acheter et l'ivoire des man- déviens ? Devant la : cours et la ruée vers rves, les Soviétiques être ravies. Ce qu'ils ser à la délégation nip- s'opposent, à partir de est plutôt la création opies mixte de fabrica- aux d'ivoire. Elle serait u moins partiellement apiaux japonais, mais n Yakouie et emploie- sions locaux.

protecteurs des élé- indigent. L'ivoire fos- protégé par aucune n internationale. Son s'vira-t-il à couvrir en i trafic illicite d'ivoire Le pillage d'un patri- déontologique irrempla- il prolonger celui d'une : renouvelable et Ce serait absurde. Aussi ce a-t-on exhibé un i ministre de l'agricul- tate du 12 mars 1950 et nt oublié depuis. Seule la s'éprouvant peut être ven- s nous sous l'étiquette elle de mammoth devra de ce prestigieux label.

CAMBROISE-RENDU

riane

principal des firmes pri- d'outre-Atlantique. s des revenus sûrs et ra, son hégémonie rend e - revers de la médaille gestion efficace : le pre- lacement commercial litan-3, le 31 décembre r, a ainsi été reporté pour la place à des tirs mili- prioritaires.

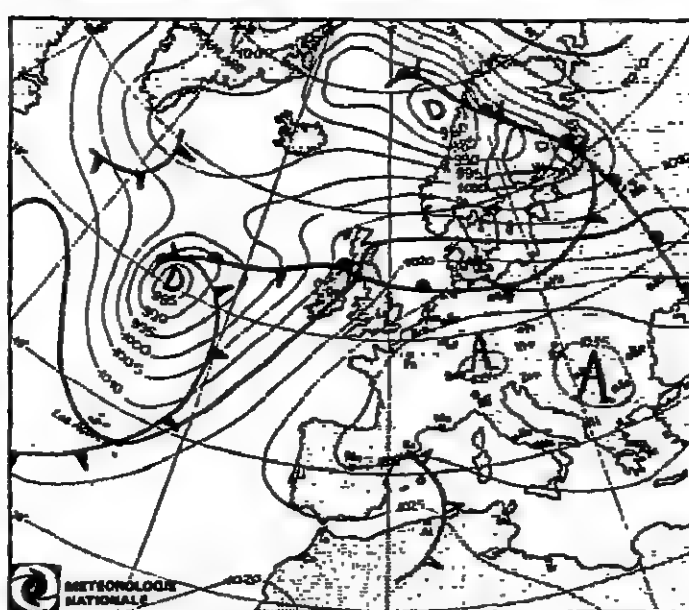
contrario, souligne Allex, nous sommes les a monde à avoir une poli- cohérente de produit. Les rs Ariane sont développés our souci majeur de coller resotas du client, exacte- comme chez les construc- t'automobiles. » Cela peut

Remplissage des réservoirs d'Ariane sur le pas de tir du centre spatial de Kourou.

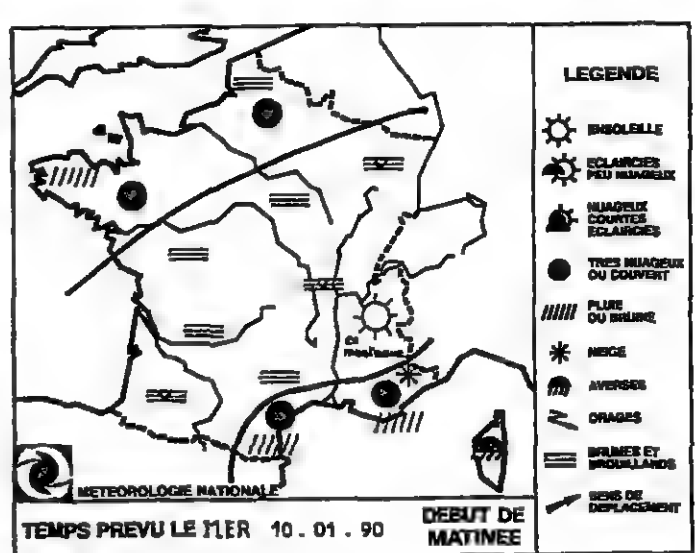
se aller très loin : Ariane-5, version qui succédera aux us-4 actuelles, ne volera a 1995 au plus tôt. Mais, de M. d'Allex, « Ariane- e a déjà mis sur pied une ie qui court le monde pour résenter aux futurs clients discussions sont en cours : les fabricants de satellites, es premières propositions de sement d'Ariane-5 en prévi- s de la signature de contrats rudent pointer des l'an pro- me ».

JEAN-PAUL DUFOUR

PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU



★ = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver.

[illegible]

27 Big Sister et les opératrices informatiques
29 La nouvelle technologie audio-numérique de JVC

31 La De Beers s'accroche à la Namibie
32 Le premier grand ordinateur à architecture RISC

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

D'Est en Ouest

Aider les pays d'Europe de l'Est à reconstruire leurs économies, tous les industriels occidentaux... et japonais y sont prêts. Une chose est certaine cependant : ils ne le feront pas par philanthropie, mais dans l'intérêt bien compris de leurs entreprises. L'enthousiasme pour le moins modéré des banques françaises à l'égard des pays d'Europe de l'Est s'explique sans doute ainsi : les perspectives de profit y sont encore très incertaines. Parmi les industriels, l'ouverture de l'Europe de l'Est commence à provoquer une certaine inquiétude.

Certes, les marchés potentiels en Hongrie comme en Pologne, en RDA comme en Roumanie y apparaissent importants. Mais avant de vendre à l'Est, l'Est ne va-t-il pas nous vendre... mettre sinon en péril du moins en difficulté certains secteurs industriels occidentaux. La crainte était diffuse. Elle commence à émerger.

M. Francis Mer, président d'Usinor-Sacilor — le numéro deux mondial de la sidérurgie — a ainsi décidé de dire tout haut ce que de nombreux industriels français, et plus généralement européens, pensent tout bas. L'ouverture des frontières de la CEE aux sidérurgistes hongrois et polonais « serait de nature à faire reboucler le marché dans une atmosphère de dumping », a-t-il déclaré, lundi 8 janvier à Bruxelles. Cette ouverture, annoncée en novembre dernier par la Commission européenne pour venir en aide aux économies d'Europe de l'Est, aurait pour conséquence de créer de « nouveaux problèmes aux sidérurgistes de la CEE ».

On sait que, dans le cadre de l'aide de la CEE à l'Est, les Douze ont décidé d'accroître l'ouverture de leurs marchés, notamment sidérurgiques et textiles, aux produits hongrois et polonais. Un coup d'accélérateur devrait être donné à cette libéralisation. Le risque est faible — tant le marasme des économies est-européennes est grand — de voir la CEE inondée de produits de l'autre Europe. Mais il est vrai que dans certains domaines l'Est bénéficie de coûts salariaux réduits. La Hongrie et la Pologne ne sont pas seules à vouloir un accès libre au marché occidental. Il reste qu'une fois de plus les Japonais ont compris les nouvelles occasions ainsi ouvertes. Suzuki devrait annoncer mardi à Budapest l'installation prochaine d'une unité de montage de voitures particulières en Hongrie. Une partie de la production devrait être réexportée. Vers les pays de la CEE ?

E. I.

INSOLITE

Mal de mère

Une curieuse affaire a été plaidée le 8 janvier au tribunal fédéral américain de Reno, dans le Nevada. Un ancien agriculteur, M. Don Nonella, a réclamé 8,7 millions de dollars (près de 50 millions de francs) de dommages et intérêts à la marine des États-Unis dont les avions, volant au-dessus de son ranch, avaient selon lui gêné la reproduction de son cheptel bovin, causant sa faillite.

M. Nonella a affirmé que les avions, décollant d'une base voisine de 100 kilomètres, avaient empêché 344 de ses 800 vaches, de se reproduire en mai 1985. « Je pouvais voir que le pilote portait des lunettes, tant j'étais proche de lui », a déclaré au tribunal l'ancien agriculteur à présent reconverti comme chauffeur de camion.

L'US Navy estime de son côté que ce ne sont pas les bruits émis par ses avions mais la mauvaise gestion de l'intérêt qui sont à l'origine de ses problèmes. On peut, cependant, s'interroger sur l'effet produit par des avions de la marine sur les vaches très attachées à leur plancher...

Les banques américaines réduisent leur « prime rate » de 10,50 % à 10 %

La diminution des taux d'intérêt américains fait baisser le dollar et le yen

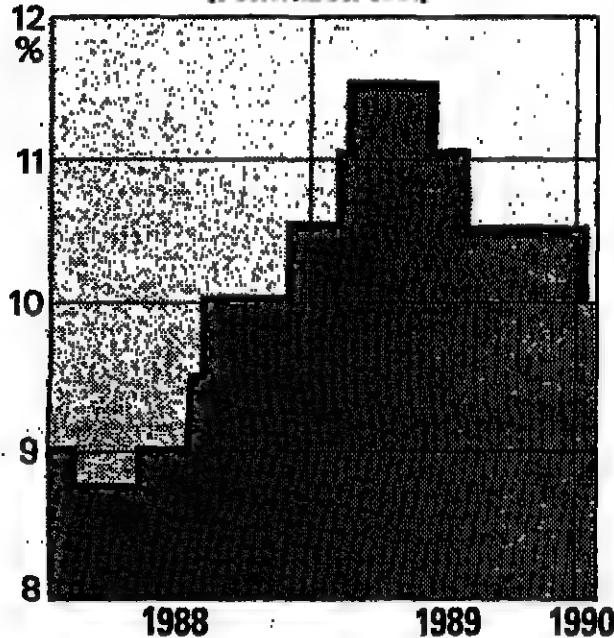
Lundi 8 janvier 1990, pour saluer le début de l'année, les banques américaines ont diminué leur taux de base (prime rate), le ramenant de 10,50 % à 10 %.

Ce taux avait déjà été abaissé de 11 % à 10,50 % à la fin du mois de juillet dernier, en liaison avec un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale des États-Unis, soucieuse d'éviter un ralentissement trop rapide de l'économie américaine. Un nouvel assouplissement ayant eu lieu en novembre, à l'initiative de cette même Réserve fédérale, qui avait abaissé de 8,75 % à 8,25 % son taux d'intervention sur le marché interban-

quement, de 1,69 DM vendredi 5 janvier à 1,66 DM lundi en fin de journée, chutant, à Paris, de 5,73 F à 5,68 F, avant de se rallier un peu, mardi matin, à 1,6750 DM et 5,7150 F. Par un mouvement de bascule, les taux d'intérêt européens se sont tendus. C'est d'Allemagne qu'est venu l'impulsion : à Francfort, le mini-remaniement du système monétaire européen (SME), limité à une dévaluation de la lire italienne, a déçu, les milieux financiers tablant sur une réévaluation générale du mark, susceptible de contribuer à la lutte contre l'inflation en réduisant le coût des matières premières et des produits importés.

En conséquence, les rendements des emprunts d'État allemands,

TAUX DE BASE AMERICAIN (PRIME RATE)



caire, une nouvelle diminution des taux de base des banques était attendue.

Mais seul un petit établissement de Saint-Louis, la South West Bank, se décida à sauter le pas en ramenant son taux de 10,50 % à 10 % : n'étant pas suivi, celui-ci dut revenir sur sa décision trois semaines plus tard. Cette fois-ci, la Réserve fédérale a laissé glisser d'un quart de point supplémentaire les taux sur le marché interbancaire, revenant à 8 1/4 %, et même moins, toujours avec le souci d'éviter la récession : à la veille du week-end, un net fléchissement des créations d'emplois outre-Atlantique a été annoncé. Du coup, les banques ont consenti à réduire leur taux de base, ce qui diminue les coûts de financement dans le pays.

Ce phénomène a provoqué un nouvel affaiblissement du dollar, dont les cours sont revenus, bruta-

ment, à leur niveau d'il y a un an. Mais, en même temps, le yen, non seulement a suivi le dollar dans sa baisse, mais a même fléchi par rapport à la monnaie américaine, qui s'est ralvorisée à Tokyo, passant de 143 yens à 145 yens. Le résultat a été qu'un

Une dévaluation inquiétante

Le yen, non seulement a suivi le dollar dans sa baisse, mais a même fléchi par rapport à la monnaie américaine, qui s'est ralvorisée à Tokyo, passant de 143 yens à 145 yens. Le résultat a été qu'un

Après l'avis de la Société des Bourses de France

L'OPA manquée de Paribas sur la Compagnie de navigation mixte est close

La Société des Bourses de France (SBF) a rendu public, lundi 8 janvier, les résultats définitifs de l'OPA-OPE que Paribas a lancée sur la Compagnie de navigation mixte. Au total 1 698 639 actions ont été apportées à l'offre, ce qui porte la participation de la compagnie financière au sein de la Mixte à 40,27 % du capital. Plus d'un million d'actions, ayant été apportées à l'offre publique d'échange, Paribas a décidé de n'en accepter que 849 319 pour respecter les termes de son offre, le reste étant réglé en espèces au prix de l'OPA. Pour financer cet échange, la compagnie financière va devoir créer près de 2,5 millions d'actions nouvelles.

Une assemblée générale extraordinaire devra être convoquée pour l'occasion.

La publication des résultats par la SBF a pour effet principal de clore définitivement l'OPA et de faire sortir Paribas du carcan de la réglementation. Désormais les achats — ou les ventes de titres Mixte de la compagnie financière — sont libres tant en volume qu'en prix. Néanmoins, si Paribas souhaitait reprendre les hostilités, il devrait lancer une nouvelle OPA. La loi indique que l'assailant ne saurait acheter plus de 2 % des titres de la compagnie cible dans l'année qui suit le lancement d'une OPA.

La société pharmaceutique proposait des « services privilégiés » aux médecins

M. Evin veut attaquer en justice les laboratoires Squibb

Certaines firmes pharmaceutiques font preuve à l'égard du corps médical d'une sollicitude excessive qui peut aller jusqu'à « l'achat de prescriptions ». Ainsi, le ministre de la solidarité et de la santé a indiqué, mardi 9 janvier, son intention de déposer une plainte contre les laboratoires Squibb, auxquels il reproche de s'être mis en infraction avec le code de la santé publique, qui interdit de proposer aux médecins des avantages matériels.

Fin octobre, la société américaine a fait parvenir dans les cabinets médicaux un dépliant proposant aux praticiens d'adhérer gratuitement au club Elite d'offrir aux praticiens « de nombreux services privilégiés » (réductions sur l'achat d'une automobile, de matériel hi-fi ou d'équipements médicaux, réservations d'hôtels et de locations de vacances). Ces propositions étaient formulées « dans le cadre du lancement » d'un nouveau médicament, dénommé Elisor et destiné à combattre l'hypercholestérolémie.

Selon les services de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, cette pratique est contraire à l'article R 5046.1 du code de la santé publique. Celui-ci interdit « aux officines ou autres établissements pharmaceutiques de donner des primes, objets ou produits quelconques ou avantages matériels directs ou indirects de quelque nature qu'ils soient » aux prescripteurs qui sont les médecins.

FRANÇOIS RENARD

Les laboratoires pharmaceutiques, pourra-t-on objecter, se livrent régulièrement à des pratiques promotionnelles (organisation de séminaires « touristiques », par exemple) qui peuvent parfois apparaître discutables. Cependant, les pouvoirs publics considèrent que Squibb est allé trop loin et qu'il est « hors de question de laisser se développer des actions contraires à la réglementation ». La procédure qui va être engagée, précise en outre le ministre, a reçu le soutien du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP).

Quant aux laboratoires Squibb, ils assurent que l'incident est clos et précisent qu'ils ont, de leur propre chef, mis un terme à une initiative commerciale qui risquait d'être « mal interprétée ». Toutefois, ils la jugent « très innocente » et soulignent qu'elle était accompagnée d'une « enquête épidémiologique ». Cette dernière, estime pourtant le ministre de la solidarité, « ne saurait faire illusion ».

J.-M. N.

La Réduction du remboursement des préparations pharmaceutiques. — M. Claude Evin, ministre de la solidarité et de la santé, a déclaré, lundi 8 janvier, que la suppression du remboursement de la plupart des préparations pharmaceutiques par la Sécurité sociale correspond au souci de « mieux lier la prise en charge à l'efficacité thérapeutique ». Depuis le 1^{er} janvier, seule une soixantaine de substances — déterminées par les experts médicaux de la Commission de la transparence — sont désormais prises en charge.

Une augmentation de capital d'environ deux milliards de francs

Accor compte ouvrir une centaine d'hôtels par an

Accor, premier groupe hôtelier français, a l'intention d'investir deux milliards de francs en 1990. La volonté de mener une politique active d'investissements explique l'augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA) annoncée par le groupe à la fin de la semaine dernière. Celle-ci lui apportera, dans une première phase, de 1,81 à 2,35 milliards de francs.

Ce n'est pas un « trésor de guerre », selon les deux coprésidents du groupe, MM. Paul Dubrulle et Gérard Pélissier, et pourtant c'en est un. « Nous n'avons pas besoin de ce capital en 1990, ni même en 1991 ou en 1992, explique M. Pélissier. Mais les conditions du marché sont excellentes pour une telle opération financière ».

Ainsi, Accor sera prêt, en toute hypothèse, « dans les trois à cinq ans, il va se passer des choses très importantes dans l'hôtellerie et le tourisme », souligne M. Dubrulle. Et M. Pélissier de renchérir : « Avec bientôt 20 milliards de capitalisation boursière, nous commencerons à compter. Quand il se passera quelque chose dans le tourisme, Accor figurera dans le peloton de tête, même sur le plan mondial ».

Gagner deux ans

Pour l'instant, cependant, aucune opération précise n'est programmée, comme en particulier un rachat éventuel toujours évoqué de Pullmann, le deuxième groupe hôtelier français, même si M. Pélissier ne serait pas fâché de prendre sa revanche sur 1985 quand Pullman fut passé sous le contrôle des Wagons-Lits. « Si les Wagons-Lits vendent, nous serons bien sûr candidats », déclare M. Dubrulle. Ce n'est pas un mauvais nom : Pullmann a réussi à faire d'un amalgame un concept réel et possède des équipes qui en valent la peine. Mais notre opération n'est pas faite pour cela. « Une hypothèse

que, du côté des Wagons-Lits, on se refuse même à démentir.

Une reprise de Pullmann « ferait gagner deux ans » seulement au groupe Accor qui entend de toute façon continuer son développement en ouvrant une centaine d'hôtels par an. Sur la seule année 1990, Accor va investir deux milliards de francs dont les trois quarts dans l'hôtellerie (1,6 milliard) essentiellement pour les chaînes Novotel et Ibis et 80 % en Europe, le reste en Asie ou, pour les loisirs, sur le pourtour du bassin méditerranéen. L'augmentation de capital doit notamment permettre au groupe de constituer des réserves foncières ou d'acheter des

établissements comme les trois hôtels Holydays Inn récemment acquis en France pour 250 millions de francs. « Nous entendons avoir une politique patrimoniale et conserver une part importante de propriété contrairement aux grands groupes américains », affirme M. Pélissier, même si Accor cède de temps en temps un établissement.

Parallèlement, le groupe va développer une activité de tour-

opérateur en utilisant son réseau d'hôtels en Europe (bientôt 800) pour de courts séjours, dans un rayon de deux à trois heures de transport. Une vingtaine de destinations vont être proposées dès cette année à la clientèle, dans les restaurants et les hôtels du groupe ou par l'intermédiaire de grandes cartes de crédit : d'abord en France, puis en RFA et en Grande-Bretagne. Selon M. Pélissier, les « petites vacances » offrent un « créneau porteur » et Accor compte dépasser les deux cent mille clients dans les trois ou quatre années à venir.

Dans le domaine de la restauration, le groupe vient de vendre la chaîne Churrasco en Allemagne, qu'il estime « ne pas avoir la capacité de développer et d'internationaliser ». En revanche, il va tester la création de restaurants Pizzas del arte dans des sites indépendants des centres commerciaux, avec l'intention, si les résultats sont positifs, de créer rapidement deux cent cinquante établissements.

GUY HERZLICH

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes :

- Les banques moyennes françaises
- Les télévisions commerciales privées dans le monde
- Les grands groupes européens de la lunetterie
- Les pâtes, papiers, cartons dans le monde
- Le leasing en Europe (3 volumes)

vous annonce ses prochaines parutions :

- Les constructeurs automobiles dans le monde
- Les grandes banques européennes : derniers développements et performances

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50. Téléc. : 282 632. Nos représentants à l'étranger :

- ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.38. Télécopie : 4312748.
- ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.855. Télécopie : 865570.
- PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738.
- BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.09.75. Télécopie : 640.38.57.

RTICALEMENT

Juste du blanc. — peut-être le moyen de la vérité qui est au fond. Permettant d'avoir sa. — 3. N'avait pas. — 4. N'avait pas. — 5. On y trouve Brest. — 6. On y trouve Brest. — 7. On y trouve Brest. — 8. On y trouve Brest. — 9. On y trouve Brest.

du problème n° 5170

Horizontalement
1. — II. Isolation. — 2. — IV. Ample. — 3. — VI. Lu. Tête. — 4. — VIII. Futilité. — 5. — X. Isolait. — 6. — XII. Isolait.

Verticalement
1. — 2. Osé. Puisse. — 3. — 4. Ali. Outillé. — 5. — 6. Item. Trière. — 7. — 8. Toilette. — 9. — 10. Toilette. — 11. — 12. Toilette.

GUY BROUTY

S

s congolais

congolais en France ont. — 1. — 2. — 3. — 4. — 5. — 6. — 7. — 8. — 9. — 10. — 11. — 12. — 13. — 14. — 15. — 16. — 17. — 18. — 19. — 20. — 21. — 22. — 23. — 24. — 25. — 26. — 27. — 28. — 29. — 30. — 31. — 32. — 33. — 34. — 35. — 36. — 37. — 38. — 39. — 40. — 41. — 42. — 43. — 44. — 45. — 46. — 47. — 48. — 49. — 50. — 51. — 52. — 53. — 54. — 55. — 56. — 57. — 58. — 59. — 60. — 61. — 62. — 63. — 64. — 65. — 66. — 67. — 68. — 69. — 70. — 71. — 72. — 73. — 74. — 75. — 76. — 77. — 78. — 79. — 80. — 81. — 82. — 83. — 84. — 85. — 86. — 87. — 88. — 89. — 90. — 91. — 92. — 93. — 94. — 95. — 96. — 97. — 98. — 99. — 100. — 101. — 102. — 103. — 104. — 105. — 106. — 107. — 108. — 109. — 110. — 111. — 112. — 113. — 114. — 115. — 116. — 117. — 118. — 119. — 120. — 121. — 122. — 123. — 124. — 125. — 126. — 127. — 128. — 129. — 130. — 131. — 132. — 133. — 134. — 135. — 136. — 137. — 138. — 139. — 140. — 141. — 142. — 143. — 144. — 145. — 146. — 147. — 148. — 149. — 150. — 151. — 152. — 153. — 154. — 155. — 156. — 157. — 158. — 159. — 160. — 161. — 162. — 163. — 164. — 165. — 166. — 167. — 168. — 169. — 170. — 171. — 172. — 173. — 174. — 175. — 176. — 177. — 178. — 179. — 180. — 181. — 182. — 183. — 184. — 185. — 186. — 187. — 188. — 189. — 190. — 191. — 192. — 193. — 194. — 195. — 196. — 197. — 198. — 199. — 200. — 201. — 202. — 203. — 204. — 205. — 206. — 207. — 208. — 209. — 210. — 211. — 212. — 213. — 214. — 215. — 216. — 217. — 218. — 219. — 220. — 221. — 222. — 223. — 224. — 225. — 226. — 227. — 228. — 229. — 230. — 231. — 232. — 233. — 234. — 235. — 236. — 237. — 238. — 239. — 240. — 241. — 242. — 243. — 244. — 245. — 246. — 247. — 248. — 249. — 250. — 251. — 252. — 253. — 254. — 255. — 256. — 257. — 258. — 259. — 260. — 261. — 262. — 263. — 264. — 265. — 266. — 267. — 268. — 269. — 270. — 271. — 272. — 273. — 274. — 275. — 276. — 277. — 278. — 279. — 280. — 281. — 282. — 283. — 284. — 285. — 286. — 287. — 288. — 289. — 290. — 291. — 292. — 293. — 294. — 295. — 296. — 297. — 298. — 299. — 300. — 301. — 302. — 303. — 304. — 305. — 306. — 307. — 308. — 309. — 310. — 311. — 312. — 313. — 314. — 315. — 316. — 317. — 318. — 319. — 320. — 321. — 322. — 323. — 324. — 325. — 326. — 327. — 328. — 329. — 330. — 331. — 332. — 333. — 334. — 335. — 336. — 337. — 338. — 339. — 340. — 341. — 342. — 343. — 344. — 345. — 346. — 347. — 348. — 349. — 350. — 351. — 352. — 353. — 354. — 355. — 356. — 357. — 358. — 359. — 360. — 361. — 362. — 363. — 364. — 365. — 366. — 367. — 368. — 369. — 370. — 371. — 372. — 373. — 374. — 375. — 376. — 377. — 378. — 379. — 380. — 381. — 382. — 383. — 384. — 385. — 386. — 387. — 388. — 389. — 390. — 391. — 392. — 393. — 394. — 395. — 396. — 397. — 398. — 399. — 400. — 401. — 402. — 403. — 404. — 405. — 406. — 407. — 408. — 409. — 410. — 411. — 412. — 413. — 414. — 415. — 416. — 417. — 418. — 419. — 420. — 421. — 422. — 423. — 424. — 425. — 426. — 427. — 428. — 429. — 430. — 431. — 432. — 433. — 434. — 435. — 436. — 437. — 438. — 439. — 440. — 441. — 442. — 443. — 444. — 445. — 446. — 447. — 448. — 449. — 450. — 451. — 452. — 453. — 454. — 455. — 456. — 457. — 458. — 459. — 460. — 461. — 462. — 463. — 464. — 465. — 466. — 467. — 468. — 469. — 470. — 471. — 472. — 473. — 474. — 475. — 476. — 477. — 478. — 479. — 480. — 481. — 482. — 483. — 484. — 485. — 486. — 487. — 488. — 489. — 490. — 491. — 492. — 493. — 494. — 495. — 496. — 497. — 498. — 499. — 500. — 501. — 502. — 503. — 504. — 505. — 506. — 507. — 508. — 509. — 510. — 511. — 512. — 513. — 514. — 515. — 516. — 517. — 518. — 519. — 520. — 521. — 522. — 523. — 524. — 525. — 526. — 527. — 528. — 529. — 530. — 531. — 532. — 533. — 534. — 535. — 536. — 537. — 538. — 539. — 540. — 541. — 542. — 543. — 544. — 545. — 546. — 547. — 548. — 549. — 550. — 551. — 552. — 553. — 554. — 555. — 556. — 557. — 558. — 559. — 560. — 561. — 562. — 563. — 564. — 565. — 566. — 567. — 568. — 569. — 570. — 571. — 572. — 573. — 574. — 575. — 576. — 577. — 578. — 579. — 580. — 581. — 582. — 583. — 584. — 585. — 586. — 587. — 588. — 589. — 590. — 591. — 592. — 593. — 594. — 595. — 596. — 597. — 598. — 599. — 600. — 601. — 602. — 603. — 604. — 605. — 606. — 607. — 608. — 609. — 610. — 611. — 612. — 613. — 614. — 615. — 616. — 617. — 618. — 619. — 620. — 621. — 622. — 623. — 624. — 625. — 626. — 627. — 628. — 629. — 630. — 631. — 632. — 633. — 634. — 635. — 636. — 637. — 638. — 639. — 640. — 641. — 642. — 643. — 644. — 645. — 646. — 647. — 648. — 649. — 650. — 651. — 652. — 653. — 654. — 655. — 656. — 657. — 658. — 659. — 660. — 661. — 662. — 663. — 664. — 665. — 666. — 667. — 668. — 669. — 670. — 671. — 672. — 673. — 674. — 675. — 676. — 677. — 678. — 679. — 680. — 681. — 682. — 683. — 684. — 685. — 686. — 687. — 688. — 689. — 690. — 691. — 692. — 693. — 694. — 695. — 696. — 697. — 698. — 699. — 700. — 701. — 702. — 703. — 704. — 705. — 706. — 707. — 708. — 709. — 710. — 711. — 712. — 713. — 714. — 715. — 716. — 717. — 718. — 719. — 720. — 721. — 722. — 723. — 724. — 725. — 726. — 727. — 728. — 729. — 730. — 731. — 732. — 733. — 734. — 735. — 736. — 737. — 738. — 739. — 740. — 741. — 742. — 743. — 744. — 745. — 746. — 747. — 748. — 749. — 750. — 751. — 752. — 753. — 754. — 755. — 756. — 757. — 758. — 759. — 760. — 761. — 762. — 763. — 764. — 765. — 766. — 767. — 768. — 769. — 770. — 771. — 772. — 773. — 774. — 775. — 776. — 777. — 778. — 779. — 780. — 781. — 782. — 783. — 784. — 785. — 786. — 787. — 788. — 789. — 790. — 791. — 792. — 793. — 794. — 795. — 796. — 797. — 798. — 799. — 800. — 801. — 802. — 803. — 804. — 805. — 806. — 807. — 808. — 809. — 810. — 811. — 812. — 813. — 814. — 815. — 816. — 817. — 818. — 819. — 820. — 821. — 822. — 823. — 824. — 825. — 826. — 827. — 828. — 829. — 830. — 831. — 832. — 833. — 834. — 835. — 836. — 837. — 838. — 839. — 840. — 841. — 842. — 843. — 844. — 845. — 846. — 847. — 848. — 849. — 850. — 851. — 852. — 853. — 854. — 855. — 856. — 857. — 858. — 859. — 860. — 861. — 862. — 863. — 864. — 865. — 866. — 867. — 868. — 869. — 870. — 871. — 872. — 873. — 874. — 875. — 876. — 877. — 878. — 879. — 880. — 881. — 882. — 883. — 884. — 885. — 886. — 887. — 888. — 889. — 890. — 891. — 892. — 893. — 894. — 895. — 896. — 897. — 898. — 899. — 900. — 901. — 902. — 903. — 904. — 905. — 906. — 907. — 908. — 909. — 910. — 911. — 912. — 913. — 914. — 915. — 91

Le profil ESLSCA

- * culture générale
- * ouverture sur l'étranger
- * aptitude à la négociation
- * rigueur et créativité d'un entrepreneur
- * souplesse de raisonnement
- * volonté de perfectionnisme

Depuis 1949, l'Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, ESLSCA, a donné son diplôme à 5.000 élèves.

Un diplôme reconnu par l'Etat.

L'admission sur concours sélectionne chaque année 270 candidats sur près de 4.000. 270 candidats qui reçoivent pendant 3 ans un enseignement totalement intégré à la vie des affaires. En outre, des accords conclus avec des universités américaines, canadiennes, japonaises, permettent l'obtention simultanée d'un M.B.A. C'est le programme international de l'ESLSCA, l'un des plus anciens et des plus solides en France. Enfin, l'ESLSCA enrichit sa pédagogie de l'initiative à travers une vie associative et culturelle intense. Des atouts qui offrent des débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche élevé (160.000 francs annuels) à la sortie. Des atouts pour gagner.

eslsca

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES.
Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat, 1, rue Bougainville,
75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59

Patrick
Kessler,
30 ans,
Ingénieur
commercial
IBM France.
Revenu
annuel:
100.000 F.
Diplôme
ESLSCA 85.

Sami Hagege,
26 ans,
Trader/Banque
Internationale
de Placement.
Revenu annuel:
250.000 F.
Diplôme
ESLSCA 84.

Nathalie
Lefort,
23 ans,
Consultant
Ray France.
Revenu
annuel:
220.000 F.
Diplôme
ESLSCA 85.

SOCIAL

Les étrangers pourront

Sous l'égide de la loi relative à l'immigration, les étrangers pourront désormais exercer une activité professionnelle en France. Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de l'immigration, vise à faciliter l'intégration des étrangers dans le tissu économique français. Les conditions d'accès à ces emplois seront strictement contrôlées, et les étrangers devront justifier de ressources suffisantes pour leur subsistance et celle de leur famille.

SERVICES

BIS rac

Le groupe BIS, une des entreprises de travail en France, avec un chiffre d'affaires de 100 milliards en 1989, a annoncé l'ouverture d'un nouveau service de placement. Ce service, qui s'adresse aux entreprises, propose des solutions de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre. Les tarifs sont très compétitifs, et le service est entièrement dédié aux besoins des entreprises.

Première pon

M. Véronique, secrétaire d'Etat à la Région, a inauguré, le 9 janvier, la première séance de l'enseignement de l'écrit, sur l'autoroute de la Seine. Cette initiative, qui vise à améliorer la sécurité routière, consiste à installer des panneaux d'information et de signalisation. Les travaux ont été réalisés par les services de la Région, en collaboration avec les autorités locales.

L'Etat

gagne au Lot

Les Français qui ont acheté des billets de la Loterie nationale ont gagné, le 9 janvier, la première somme de 100 millions. Cette victoire, qui a été annoncée par la télévision, a suscité un grand intérêt. Les gagnants ont été sélectionnés au hasard, et leur identité sera dévoilée prochainement. Les bénéfices de la loterie sont destinés à financer des œuvres de bienfaisance.

L'Arche nous de le com

En 1947, 1948, du Doubs a été décoré M. Philippe LEJEUNE. En 1970, l'Archevêque de Besançon a reçu le prix de l'Archevêque, sans précédent. L'Archevêque a été élu, en 1970, par les évêques de France. Il a été élu à la tête de l'Archevêché de Besançon, et a exercé ses fonctions jusqu'en 1989. Son mandat a été marqué par de nombreuses réalisations, et il a été très apprécié de son peuple.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Salariés d'une société française

Les étrangers travaillant hors de France pourront être affiliés à la Sécurité sociale

Sans qu'il lui soit nécessaire de modifier son appellation, la Caisse des Français de l'étranger (CFE) pourra prochainement affilier à la Sécurité sociale... les salariés étrangers ne travaillant pas en France, à condition toutefois qu'ils soient liés par un contrat de travail à une entreprise française ou à une de ses filiales.

Jusqu'à présent, le régime volontaire de Sécurité sociale des salariés expatriés était exclusivement réservé aux personnes de nationalité française qui pouvaient ainsi contracter une assurance pour les risques maladie, invalidité, accidents du travail et vieillesse. Or, selon la loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale (DDOS) adoptée fin décembre, la CFE est désormais autorisée à prendre en charge des étrangers.

Certes, les entreprises peuvent déjà accorder à leurs salariés, quel que soit leur nationalité,

le statut de « détaché » qui consiste à les affilier directement à une caisse française de Sécurité sociale, comme s'ils résidaient sur le territoire français. Toutefois, ce régime ne s'applique pas aux contrats locaux et, ouvrant droit à des remboursements plus avantageux, est souvent jugé dissuasif par les entreprises.

Prévenir les abus

Selon les évaluations de la CFE, la formule du détachement est d'ailleurs « trois fois plus chère » que celle de l'expatriation. Pour la maladie-invalidité, la différence est de 25 000 francs par an pour une personne cotisant sur la base d'un salaire mensuel de 15 000 francs. De ce fait, certaines sociétés exportatrices ont préféré se tourner vers les produits proposés par les assureurs.

La CFE, qui ne dispose pas d'une « clientèle captive », et évolue sur un marché où la concurrence du privé est très active, va désormais disposer d'un argument commercial supplémentaire.

Accepté par le gouvernement, l'amendement déposé par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur (Union centriste) représentant les Français de l'étranger, devrait lui permettre de disposer d'outils supplémentaires. Les modalités pratiques de cette extension du champ d'intervention de la CFE seront prochainement l'objet de décrets d'application. Ceux-ci devront prévenir toute « tentation d'extension abusive » en prévoyant notamment que le dispositif ne vaudra qu'en dehors du pays d'origine des collaborateurs étrangers. En d'autres termes, un Espagnol ne bénéficiera pas de la Sécurité sociale française s'il travaille pour une entreprise française installée en Espagne. Par ailleurs, ce dispositif ne pourra concerner qu'une proportion limitée (environ 10 %) du personnel expatrié affilié par l'employeur français.

JEAN-MICHEL NORMAND

SERVICES

Travail temporaire

BIS rachète Erom-France

Le groupe BIS, une des premières entreprises de travail temporaire en France, avec plus de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, a annoncé lundi 8 janvier avoir acheté la totalité du capital de Erom-France, société de services aux entreprises qui réunit des agences de travail temporaire, de sécurité et de gardiennage et de sous-traitance industrielle dont le chiffre d'affaires est de 500 millions de francs.

Cette acquisition confirme le développement et la diversification de BIS SA, qui avait, en juin 1989, pris 80 % de Todepa (417 millions de francs d'affaires) présent, dans les mêmes secteurs, puis en décembre, racheté Omnium Ordonnet, spécialisée dans le nettoyage et la maintenance (190 millions de francs d'affaires). Calberson ainsi que la Caisse foncière de crédit (filiale du Crédit chimique).

Première pompe Leclerc sur autoroute

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a inauguré, mardi 9 janvier, la première station-service à l'enseigne des centres Leclerc, sur l'autoroute A-31, près de Dijon. Sur un marché captif entièrement tenu par les grands raffineries, c'est l'arrivée d'un concurrent réputé pour casser les prix. La concurrence n'avait pu vraiment être réalisée, malgré les panneaux annonçant aux auto-

moblistes les prix pratiqués. La venue d'un trublion n'apporterait un changement significatif que si les pompes distribuant de l'essence à prix cassés se multipliaient. Mais le jeu subtil des attributions d'autorisations, la durée de celles-ci, les prérogatives des sociétés d'exploitation d'autoroutes, laissent craindre que le marché concurrentiel de Dijon ne soit qu'un micro-marché vitrine.

L'Etat gagne au Loto

Les Français qui achètent des billets de la Loterie nationale jouent au Loto, au Loto sport ou au Tapis vert, ne bénéficieront pas de la baisse de la TVA sur ces jeux, dont le taux a été ramené de 28 % à 25 % depuis le 1^{er} janvier. En effet, cinq arrêtés publiés au Journal officiel daté du 7 janvier instaurent un droit de timbre supplémentaire d'un montant équivalent. Ainsi, les recettes globales que l'Etat retire des prélèvements sur les jeux ne diminuent pas et le joueur dépense la même somme.

■ Eurotunnel : jugement, en délibéré. — Le tribunal de commerce de Nanterre, saisi en référé par les entreprises du BTP du groupe TML (Trans Manche Link) travaillant pour le tunnel sous la Manche, a mis, lundi 8 janvier, l'affaire en délibéré et a invité TML à parvenir à un accord avec Eurotunnel. TML réclamait à Eurotunnel le paiement d'un total de 400 millions de francs pour des travaux en cours ou achevés. Eurotunnel entendait verser dans l'immédiat 40 % de la somme et le reste plus tard. Sur-tout, il voulait obtenir un accord des entreprises sur le coût de l'ensemble des travaux du tunnel sous la Manche. L'assignation en référé a entraîné lundi une baisse de l'action Eurotunnel de 3,3 % à la Bourse de Paris.

L'Archevêché de Besançon nous demande de publier le communiqué suivant :

« En 1947 et 1948, l'église d'Etouvans dans le département du Doubs a été décorée de fresques par un jeune peintre M. Philippe LEJEUNE avec l'aide d'un collaborateur.

En 1972, l'intérieur de l'église a été repeint, les fresques ont été lessivées et recouvertes d'une peinture uniforme, comme le reste de l'édifice, sans que l'Archevêché en soit averti.

L'Archevêché n'a été informé de cette destruction, que l'an dernier, en 1988. Des sondages ont montré que le sauvetage des fresques est impossible. Il va de soi qu'une telle destruction est une atteinte au droit des artistes à la protection de leurs œuvres, atteinte d'autant plus regrettable dans le cas présent, que les auteurs avaient travaillé bénévolement et qu'aujourd'hui M. LEJEUNE déclare renoncer au bénéfice de la loi et ne demander aucun dédommagement matériel.

L'Archevêché de Besançon a exprimé à M. LEJEUNE tous ses regrets et sa gratitude pour le désintéressement de son attitude.

M. LEJEUNE ayant demandé que, pour prévenir de semblables événements et d'une manière générale pour aider à la préservation du droit des artistes, un communiqué soit remis à la presse au sujet de cette malheureuse affaire, l'Archevêché de Besançon se fait un devoir de répondre positivement à sa requête. »

Au tribunal de Paris

Big Sister et les opératrices informatiques

La feuille est envahie de chiffres et de colonnes numérotées. Affichée au cours de l'année 1989 dans l'atelier de saisie de la société de services informatiques SST à Paris, elle avait attiré l'attention d'un inspecteur du travail.

Renouvelée tous les matins, elle recensait avec précision le travail réalisé la veille par les opératrices : le nombre d'heures passées devant l'écran, le nombre d'erreurs relevées dans les enregistrements et le nombre de caractères saisis, accompagné de la moyenne horaire du jour. Le tout précédé d'un numéro de code correspondant à chacune des opératrices. Infraction à l'article 29 de la loi de 1978 sur l'informatique, en conclura l'inspecteur du travail : « N'y a-t-il pas là communication d'information nominatives à des tiers non autorisés ? »

En outre, la société qui procédait à un traitement automatisé d'informations nominatives avait négligé de déclarer son fichier à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

« Nous ne savions pas qu'il fallait déclarer notre fichier », expliquera la gérante de la société SST, Jeanine Arnoult, au président de la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, M. Alain Lacroix. Le logiciel livré par le fabricant prévoyait ces opérations. Nous les avons donc faites. »

Etonnée, dira-t-elle, d'être poursuivie, elle affirme avoir affiché les statistiques journalières à la demande des opératrices de l'atelier : « Ce sont elles qui l'ont voulu. Théoriquement, ces informations sont réservées à la direction, mais cela leur faisait plaisir de voir leurs performances de la veille. Je ne m'y suis pas opposée. »

Le rendement de chacune des opératrices était donc affiché tous les matins « pour consultation ». Pouvait-on, malgré tout, parler de « communication aux tiers non autorisés » ? L'avocat de la SST le contestera en précisant que les codes d'identification des opératrices étaient secrets. Nul ne pouvait y avoir accès. A l'exception, bien sûr, de

l'employée elle-même, qui était informée de son « numéro informatique ». « La publicité donnée à ces chiffres de rendement dépendait de chacun », plaidera M. Bernard Vastier. « Si les opératrices ne souhaitent pas que leurs performances soient publiées, il leur suffisait de garder leur numéro pour elles. »

Aujourd'hui, le fichier a été déclaré à la CNIL et la feuille de statistiques journalières a disparu de l'atelier de saisie. Une évolution soulignée par le représentant du ministère public, M^{me} Edith Dubreuil-Pajot, qui demandera la condamnation de la société SST à une peine d'amende.

« L'affichage de ces données est prohibé par la loi, rappellera-t-elle. Il est néfaste car il pourrait créer dans l'entreprise un esprit de compétition qui va au-delà de ce que la conscience professionnelle exige de chacun. Ce genre de tableau ne peut pas entretenir dans les entreprises un esprit positif. »

Jugement le 5 février.

ANNE CHEMIN

« A Rouen, nous ne nous sommes jamais demandé si Ouagadougou se trouvait près d'Yvetot. »



En effet, nous n'avons pas attendu 1993 pour que ROUEN et l'AFRIQUE soient dotés du meilleur ensemble français de lignes régulières. Nous savons depuis très longtemps que pour construire l'Europe il ne s'agit pas d'attendre 1993 ! Mais de pratiquer une véritable ouverture internationale pour affirmer et affermir notre position de capitale maritime. Nous n'avons pas attendu 1993 pour faire de notre port, le 1^{er} port exportateur agro-alimentaire français. Nous n'avons pas attendu 1993

pour que ROUEN devienne le 1^{er} port céréalier d'Europe. Nous n'avons pas attendu 1993 pour construire Rouen multi-marchandises sur 80 hectares, pour construire 300 km d'autoroutes nouvelles et faire de ROUEN le carrefour du Nord-Ouest entre l'Europe du Nord (tunnel sous la Manche) et l'Europe du Sud (Espagne) par l'Ouest de PARIS. Bref, nous n'avons pas attendu 1993 pour que ROUEN soit une ville ouverte sur 5 continents et joue efficacement son rôle de capitale maritime.

ROUEN ville capitale

Contact : Claude DEMONRAI - Tél. 35 07 49 07

INDUSTRIE

Dans l'électronique grand public

JVC lance une nouvelle technologie audio-numérique

JVC, le géant japonais de l'électronique grand public, annonce la mise au point d'une nouvelle technologie audio-numérique qui permettra aux magnétoscopes Super-VHS de reproduire des sons de très haute qualité. L'inventeur du VHS précise que cette technologie est d'ores et déjà « prête à l'emploi » pour les professionnels, de même que pour les appareils à usage domestique. « Celle-ci, assure-t-on chez JVC, promet d'être un facteur de premier plan pour la promotion des Super-VHS ». La qualité du son des magnétoscopes équipés de ce nouveau système sera, paraît-il, aussi différente que le son des disques compacts ou des magnétoscopes digitaux et celui des magnétoscopes conventionnels. Les nouveaux équipements comportent quatre canaux au lieu

de deux, autorisant ainsi des possibilités pour les doublages en plusieurs langues. La technologie repose sur un système d'enregistrement, dit « depth-multiplex », qui permet aux signaux audio-vidéo d'être enregistrés simultanément sur les différentes couches de la bande magnétique, et non sur une couche unique.

Le VHS (Video Home System) avait été mis au point par JVC en 1976. Il avait progressivement éliminé tous ses autres concurrents, pour être de meilleure qualité, à savoir le Betamax de Sony et le V-2000 de Philips. Le Super-VHS, qui en dérive, a été lancé en 1986. Il offre une image quasi haute définition avec une résolution horizontale d'au moins quatre cents lignes (à peine deux cents cinquante pour le VHS).

L'avenir des services financiers de la poste

Le rapport Delage préconise un renforcement de la coopération européenne

L'ancien directeur général de la poste, M. Gérard Delage, chargé depuis le mois de juillet 1989 de se pencher sur la recherche d'une coopération efficace entre les services financiers postaux européens, a présenté, lundi 8 janvier, une série de propositions de ce sens au ministre des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE). Il préconise, entre autres, un renforcement de la coopération entre les différentes postes européennes afin d'offrir un service unique pour les transferts de fonds et

les moyens de paiement dans toute la Communauté.

En outre, selon M. Delage, il faut créer un consortium des STCAV et des produits d'assurance par des accords multilatéraux avec différentes postes européennes. Pour concrétiser cette volonté de coopération, M. Delage propose la création d'un groupement européen d'intérêt économique auquel adhèreraient les services financiers postaux européens. Le ministre des PTE a demandé à la poste d'examiner les propositions susceptibles d'être rapidement mises en œuvre.

ETRANGER

Réunion du COMECON à Sofia

La Hongrie propose un renforcement de ses liens avec la Pologne et la Tchécoslovaquie

A la veille de l'ouverture, mardi 9 janvier à Sofia, de la réunion du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle, qui regroupe dix pays à économie centralisée), le vice-premier ministre hongrois, M. Peter Medgyessy, a proposé la création d'une « unité d'intégration entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ».

Dans un entretien publié par le journal du nouveau Parti socialiste hongrois, *Nepszabadsag*, M. Medgyessy a estimé que ces trois pays, économiquement comparables, devraient renforcer leurs liens dans un cercle économique étroit orienté vers l'économie de marché, formant ainsi un « noyau dur » au sein de l'organisation.

Le premier ministre de Tchécoslovaquie, M. Marian Čalfa, a déclaré lundi à Prague que la délégation de son pays ne proposerait pas à Sofia la dissolution de l'organisation commerciale, mais plutôt une « restructuration fondamentale des activités du COMECON, afin de le transformer en une organisation économique moderne qui aidera ses membres à s'intégrer dans l'économie mondiale ».

INVESTISSEMENT Les sociétés mixtes en RDA soumises à des restrictions

Le projet de loi sur les entreprises qui sera examiné par le Parlement est-allemand à la fin de la semaine, comprend d'importantes restrictions au fonctionnement des sociétés mixtes en RDA. Si l'existence de telles sociétés, devrait être prochainement légalisée, le projet du gouvernement prévoit néanmoins la limitation de la participation étrangère à leur capital à 49 %. En outre, seules les entreprises d'Etat et les coopératives pourraient participer à la formation de sociétés mixtes, et le secteur financier serait exclu du champ de la coopération.

COMMERCE EXTÉRIEUR Diminution de l'excédent en RFA en novembre

L'excédent commercial de la RFA s'est contracté en novembre pour le deuxième mois consécutif ; il s'est établi à 10,6 milliards de marks (36 milliards de francs) contre 13,1 milliards en novembre 1988, soit une baisse de 19 % en un an. Cette diminution, qui ne devrait pas empêcher d'enregistrer un excédent commercial record

REPÈRES

en 1989 (140 milliards de marks environ), a été provoquée principalement par le renchérissement des importations. Celles-ci ont atteint 44,4 milliards de marks en novembre, en progression de 17 % sur un mois. Les exportations, dont le montant s'est élevé à 55,05 milliards, ont, pour leur part, augmenté de 7,6 %.

AGRICULTURE La Chine achète 300 000 tonnes de blé américain

La Chine a acheté, le 8 janvier, 300 000 tonnes de blé américain à un prix subventionné, livrables en mai. Cette vente annoncée lundi par le département américain de l'agriculture (USDA) fait partie d'un contingent de 1 million de tonnes de blé autorisé à la vente par Washington le 5 décembre dernier. Avec cette dernière commande, la Chine a acheté au total 5,4 millions de tonnes de blé au titre de la campagne 1989-1990 commencée en juin.

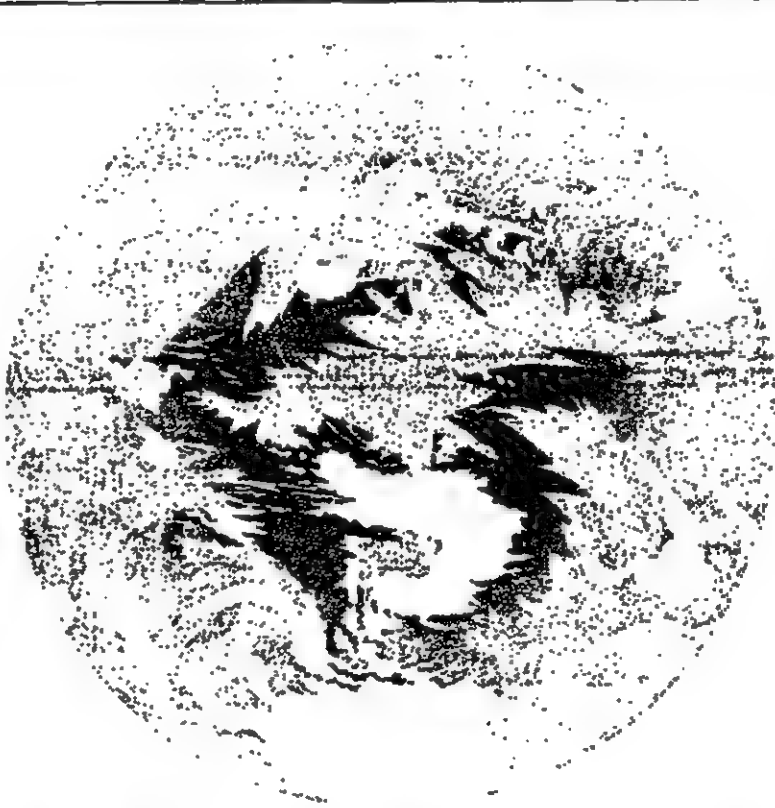
INFLATION Hausse de 5 000 % en Argentine en 1989

L'inflation en Argentine a approché 5 000 % en 1989 (4932,3 % exactement), attei-

gnant 40,1 % en décembre. Le gouvernement argentin a annoncé un plan draconien de lutte contre l'inflation qui prévoit notamment une stricte limitation de la masse monétaire. Cette décision a placé de nombreux investisseurs dans l'impossibilité d'honorer les ordres passés lors de la dernière séance de Bourse de l'année. Après une suspension des transactions pendant deux jours, la Bourse de Buenos-Aires a réouvert lundi 8 janvier dans un climat désastreux, enregistrant une baisse de 54 %, malgré les appels au calme lancés par les autorités du marché.

DETTE Le Trésor américain va apporter son aide au Mexique

Afin d'apporter son soutien à l'accord de réduction de dette passé entre la Mexique et ses banques créditrices le Trésor américain envisage d'émettre des obligations à coupon zéro à un prix inférieur aux conditions actuelles du marché. Cependant, le porte-parole du département du Trésor a démenti, lundi 8 janvier que cette vente de titres se traduirait pour les contribuables comme l'a affirmé le quotidien américain *Wall Street Journal*, par un coût de 300 millions à 500 millions de dollars.



MERCI

ALCATEL • CGE • ELF AQUITAINE • EUROPCAR • PARIS MATCH
RENAULT • TELEDIFFUSION DE FRANCE • UAP

qui ont choisi en 1989 de faire confiance à l'antenne mondiale de Radio France Internationale pour développer leurs parts de marché à l'étranger.

EN 1990, REJOIGNEZ LE CLUB RFI ENTREPRISES, LE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ DES ENTREPRISES FRANÇAISES QUI EXPORTENT.



Radio France Internationale
LA RADIO MONDIALE

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, CONTACTER : RFI GÉOFFROY LEHIDEUX, DIRECTION DES AFFAIRES PROMOTIONNELLES ET COMMERCIALES
116, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY, 75016 PARIS. TÉL. : (1) 42 30 13 59

Un numéro spécial du « Monde »

Les Allemands entre l'Est et l'Ouest

Ce numéro spécial fait le point sur l'histoire des deux Allemagnes depuis la fin de la guerre jusqu'à l'ouverture de la porte de Brandebourg, à partir d'articles parus dans le *Monde* avec, en complément, des cartes, des chronologies et des photographies.

Un premier cahier retrace la fin de l'empire nazi, avec la prise en main par les vainqueurs, puis la conférence de Potsdam avec ses décisions et les partages que celles-ci provoquent. Très vite se pose une question : une ou deux nations ? Question qui débouche largement sur le sort du pays occupé, car elle s'inscrit dans le prolongement d'une autre interrogation sur le concept même d'Allemagne : est-ce un espace où est parlée la langue allemande ou un damier dont les délimitations sont le fruit de la guerre et des choix politiques ?

Le début des années 50 voit germer l'idée européenne dans le contexte du rapprochement franco-allemand, mais aussi du durcissement soviétique : blocus de Berlin, révoite du 17 juin 1953. La fin de l'état de guerre, proclamée le 9 juillet 1950, entraîne une évolution. L'Allemagne passe de l'état de tutelle à celui d'allié, dans des conditions juridiques complexes. Parallè-

lement, au cours des années 60, les deux Allemagnes se consolident et les deux blocs s'y opposent. Le rideau de fer s'abaisse, le mur de Berlin s'élève.

En mars 1970, la rencontre d'Erfurt entre Willy Brandt et Willi Stoph marque les débuts d'une nouvelle étape, l'Ostpolitik. Un tour d'horizon culturel et une chronologie terminent ce premier cahier.

Ce sont, bien sûr, les événements de ces derniers mois qui font l'objet de la seconde partie de ce numéro, intitulée « Retrouvailles allemandes » : depuis la fuite éperdue des habitants de la RDA vers l'Ouest et la visite de M. Gorbatchev, lors des cérémonies du quarantième anniversaire, jusqu'à l'écroulement du mur de Berlin, en passant par la chute d'Erich Honecker, le règne éphémère d'Egon Krenz et la visite du chancelier Kohl à Dresde. Reportages, analyses, commentaires historiques et politiques permettent de mieux comprendre comment et pourquoi l'explosion a eu lieu.

► Les Allemands entre l'Est et l'Ouest. Numéro spécial du *Monde*, janvier 1990. En vente chez tous les marchands de journaux. 38 pages, 28 francs.

Le préfet de la Sarthe communique : AUTOROUTE ALENÇON — TOURS

Par décision du 31 octobre 1989, M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a modifié l'étude préliminaire d'avant projet de l'autoroute ALENÇON — TOURS. Cette décision et le plan qui lui est annexé peuvent être consultés à :

- La préfecture de la Sarthe, direction des actions de l'Etat.
- La direction départementale de l'équipement de la Sarthe, service des routes.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 15 DÉCEMBRE 1989

L'assemblée générale qui s'est réunie le 15 décembre 1989 sous la présidence de Monsieur Pierre BELFOND a procédé à la nomination de nouveaux administrateurs : Messieurs Christian GALLIMARD, Jérôme TALAMON, Dominique de COSTIGLIOLE, André-Gilles TAITHE et Pascal FORBIN.

Lors du conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée, il a été pris acte de la démission de Mademoiselle Florence BELFOND, remplacée comme nouvel administrateur par Madame Fabienne DELMOTTE, directrice générale des Presses de la Renaissance.



CIMENTIS FRANÇAIS vient de céder à CIMENTIS D'ORIGNY, du groupe HOLDERBANK, la totalité du capital de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE BOUVET PONSAR, qui détenait elle-même 50 % de CIMENTIS DE CHAMPAGNE (FRANCHE-COMTE). Il est rappelé qu'à la fin du 1^{er} semestre 1989 CIMENTIS FRANÇAIS avait acquis, auprès de CIMENTIS D'ORIGNY, une participation de 50 % lui assurant le contrôle intégral de CIMENTIS DE L'ADOUR, société qui exploite une cimenterie à Bayonne (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES).



Le chiffre d'affaires de l'activité robinetterie en 1989 est en progression de 6 % par rapport à 1988.

Les prises de commandes ont dépassé le niveau des 200 millions de francs, soit 10,5 % de plus qu'en 1988. Le carnet de commandes a augmenté de 5 millions, surtout à l'exportation. L'ouverture des marchés des pays de l'Est est prometteuse.

SYSTRAN SA a réalisé, en décembre 1989, un chiffre d'affaires de 3,7 millions de francs.

DE NOUVEAU, NOUS INVESTISSONS EN TURQUIE

PRIMAGAZ : L'ÉNERGIE D'ALLER PLUS LOIN

Après la prise de participation majoritaire dans la société turque EUREKA METAL, réalisée début septembre 1989, le Groupe PRIMAGAZ accroît sa présence en TURQUIE.

EUREKA METAL vient d'acquiescer, pour 8 000 000 dollars US, 90 % du capital de BIZIMGAZ A.S. qui détient 34 % des actions de DOGUGAZ L.A.S. Ces sociétés assurent la distribution de gaz de pétrole liquéfiés en bouteilles de 45, 12 et 3 kg. La Société BIZIMGAZ, avec 50 000 tonnes distribuées, contrôle 3 % du marché turc et augmente d'autant la représentation du Groupe PRIMAGAZ dans ce marché.

Avec cinq centres d'implantation, principalement implantés dans la zone septentrionale de la Turquie, la société acquise dispose du potentiel capable de faire face au vigoureux développement des ventes dans ce pays.



GROUPE PRIMAGAZ

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE.
LE « MONTEMBREU AMÉLAIN », TEXTE INTÉGRAL, traduit, commenté, introduit par André Privat, docteur de lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : utopie, complicité, idéalisme, guerre. La Renaissance : l'instrument utopique ; les traités, utopies, doctrines, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédéralisme.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUDACIEUX
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres, illustrations par Holbein, vignes, Couteau relevé de portraits, Notes, Tables, Lettres, Index, 780 pages.
LE LIVRE A OFFERT : 280 Francs.
Bibliophilie Paris et chez l'auteur : Par poste, commandes par CCP, A. Privat, 1482-51 Z. Lise ou par chèque ou mandat-carte à l'ordre de A. Privat, 15, avenue des Filles du Calvaire, 93110 LA MAISON-LENE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour savoir recommander, appeler 20 F.
Tél. : 20-25-28-18. Délivrance sur demande.

JURIS ASSOCIATIONS

LA REVUE D'ACTUALITÉ JURIDIQUE ET PRATIQUE AU SERVICE DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

7 numéros par an dont un numéro spécial

ABONNEZ-VOUS POUR 325 F seulement

par courrier à : JURIS ASSOCIATIONS, 12, quai A.-Lessaigne, 69001 Lyon. Tél. : 78-27-00-38 ou par minitel 36.15 + ASSOC

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télax MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms en l'absence de Moniteur en (1) 42-47-98-81.



5, rue de Montebello, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-22 ou 45-35-91-71
Télax MONDPUB 206 136 F



Campanoz 36-15 - Tapis LEMONDE ou 36-15 - Tapis LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

BP 58709 75422 PARIS CEDEX 08 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	763 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Vivez l'Avenir avec Accor

AVEC SOFTEL, NOVOTEL, MERCURE, IBIS, FORMULE 1, GÉNÉRALE DE RESTAURATION, LENÔTRE, PIZZA DEL ARTE, COURTE-PAILLE, L'ARCHE, TICKET RESTAURANT, CROISIÈRES PAQUET, ...
Accor est leader dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et des services. Accor c'est 40 marques, 65 000 personnes dans 58 pays.

La puissance du Groupe, le dynamisme de ses hommes, leur volonté permanente d'innover pour mieux s'adapter aux transformations de la vie d'aujourd'hui, d'anticiper sur les besoins de demain, font de Accor l'une des entreprises françaises les mieux placées pour aborder l'Europe de 1992.

- Volume d'affaires 1989 : 20 milliards de francs
- Bénéfice net consolidé, part du Groupe estimé à environ 600 millions de francs : + 33,4 % l'an de 1984 à 1989 inclus
- Bénéfice net par action : + 16,6 % l'an de 1984 à 1989 (estimé) inclus

Accompagnez le Groupe dans son développement.

PARTICIPEZ À L'ÉMISSION D' ACTIONS À BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS.

Caractéristiques de l'opération :
Émission de 1 805 000 actions assorties chacune d'un bon de souscription d'actions ACCOR
Prix d'émission : F 1 000
Jouissance : 1^{er} janvier 1990
Exercice des bons : à tout moment jusqu'au 30 juin 1993

Prix d'exercice : F 1 000
Souscription réservée aux actionnaires : du 8 au 22 janvier 1990
Souscription ouverte ensuite au public
Clôture : par anticipation à tout moment sans préavis.



ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION, ET DE SERVICES

Un document de référence et une note d'information qui a reçu le visa COB n° 90.02 en date du 3 janvier 1990 sont tenus à la disposition du public. Bâle du 8 janvier 1990. Adressez vos demandes au guichet de votre banque ou chez Accor - 33, avenue du Maine - 75015 Paris



ÉCONOMIE

Malgré la fin prochaine de la tutelle sud-africaine

La De Beers s'accroche au diamant de Namibie

Malgré l'accession prochaine de la Namibie à l'indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, la société De Beers entend bien conserver et accroître ses intérêts dans les mines de diamant du pays. Bien qu'en voie de raréfaction, les pierres restent d'une qualité exceptionnelle pour la bijouterie.

En 1989, le groupe sud-africain a enregistré une baisse globale de 2 % de ses ventes de diamants non taillés, qui ont représenté un montant de 4,086 milliards de dollars (23,5 milliards de francs), contre 4,172 milliards de dollars (25 milliards de francs) en 1988, année record.

ORANJEMUND

de notre envoyé spécial

Bien protégée dans une vitrine, la représentation géographique de la Namibie éblouit sous les projecteurs. Des milliers d'éclats de diamants jettent par les centaines de diamants qui forment la carte de ce pays promis à l'indépendance très prochainement. L'une des principales richesses de cette nation en devenir, exploitée par CDM (Consolidated diamond mines), filiale à 100 % de la De Beers, la société diamantifère sud-africaine.

Oranjemund est le fief de CDM. Une ville de 7 500 habitants créée de toutes pièces en 1936 pour récupérer les précieuses pierres disséminées sur le littoral de cette côte désertique.

Une étendue lunaire de 360 kilomètres de long jusqu'au nord du port de Luderitz et percée au sud par le lit de la rivière Orange qui marque la frontière avec l'Afrique du Sud. La cité minière a été édifiée, comme son nom l'indique, à l'embouchure du fleuve. Un gros bourg où l'on n'accède qu'avec un permis comme d'ailleurs dans toute la zone, profonde de 100 kilomètres, de la Sperrgebiet, sur laquelle CDM détient les droits exclusifs jusqu'à la fin de l'année 2010. Un secteur de 36 000 kilomètres carrés, vide d'habitants et étroitement surveillé par des patrouilles et des hélicoptères.

En fait, l'exploitation n'a lieu que sur le rivage, sur un ruban d'une centaine de kilomètres seulement, où les rivières ont déposé au fil des millénaires un butin charrié sur des centaines de kilomètres depuis les cheminées diamantifères au centre du sous-continent. Des cailloux convoités, aujourd'hui enfouis sous des mètres de sable ou d'eau qu'il faut aller dénicher. Les premiers ont été découverts en 1908 dans les environs de Luderitz, à même le sol. Après épuisement, les recherches se sont orientées plus au sud où, vingt ans plus tard, en 1928, les prospections ont été fructueuses.

Des chasseurs de trésor

CDM avait repris le relais du colonisateur allemand chassé par les Sud-Africains au début de la première guerre mondiale, en 1915. D'ici 2010, la plupart des diamants auront été extraits et

ceux qui resteront coûteront trop cher à exploiter. A moins que pendant cette période de nouveaux moyens techniques permettent de récupérer au fond de l'eau un trésor gisant dans les algues et la boue. Les méthodes d'aspiration se sont révélées aléatoires, coûteuses et d'un rendement incertain, d'autant que l'océan Atlantique est très souvent agité.

On a bien essayé de faire reculer la mer en construisant un mur de sable impressionnant qui permet d'accéder aux fonds marins. Un travail de titan au cours duquel 13 millions de tonnes de sable ont été déplacées pour gagner 300 mètres sur une longueur de 600 mètres. Une construction précaire qu'il faut sans cesse renforcer et réparer après les assauts répétés d'une mer jalouse de son territoire.

Le littoral du désert namibien est sillonné d'énormes engins dont la tâche principale est unique : est de déplacer le sable d'un endroit à un autre pour mettre à nu les rochers recouverts il y a bien longtemps par l'océan. Une exploitation systématique mène par mètre carré, jusqu'à ce qu'une armée d'ouvriers équipés de pelles et de balais déblayent la dernière couche.

Toutes les infrastructures sont minutieusement nettoyées à la brosse afin de ne pas laisser échapper les pierres lumineuses qui auraient pu s'y glisser. C'est le seul moyen sûr que l'on ait trouvé pour opérer un ransage parfait des poches ou fissures devenues autant d'écueils. Tous les autres se sont révélés peu

appropriés sur ce terrain accidenté. Étonnant spectacle que ces chasseurs de trésor armés de calayettes opérant sous la surveillance de gardiens pour éviter la fraude. Difficile de savoir combien de diamants disparaissent dans les poches de chaque cinq mille employés. La direction se refuse à donner un chiffre, estimé entre 5 % et 10 % de la production totale.

« Comme au Botswana »

Trois cent trente-six machines, dont une gigantesque pelleuse, véritable usine mouvante, capable de déplacer un million de tonnes par mois, grignotent une couche de sable d'une profondeur moyenne de 20 mètres, souvent sédimentée, pour accéder aux joyaux ensevelis depuis des millions d'années. En 1988, 43 millions de tonnes ont été ainsi remuées pour pouvoir traiter 16 millions de tonnes de déblais permettant de récupérer 934 242 carats, soit environ 200 kilos de diamants (un carat égale 0,2 gramme). Au fil des ans la rentabilité diminue. Il faut désormais traiter cinq fois plus de matériaux pour obtenir la même quantité de diamants, par rapport à 1950. Les richesses s'épuisent mais les pierres restent d'une exceptionnelle qualité. Presque 99 % d'entre elles sont des gemmes, c'est-à-dire destinées à la bijouterie. Comme le souligne un responsable de la De Beers : « Le tri a déjà été fait par les rivières ».

Pour bien montrer qu'elle a confiance dans l'avenir du pays,

la Société sud-africaine va ouvrir, vers le mois de juin de cette année, un nouveau site à Aushas, à 40 kilomètres au nord d'Oranjemund, pour exploiter le lit de la rivière. Une petite unité qui ne devrait rapporter que 43 000 carats chaque année. En revanche, un autre projet, plus au nord, à Elizabeth Bay, à 40 kilomètres au sud de Luderitz, devrait, dès la mi-1991, permettre de récolter 224 000 carats (44 kilos).

Autre preuve d'une certaine assurance en ce qui concerne cette nation en cours de gestation, le bâtiment de la CDM à Windhoek, la capitale, a été aménagé en juillet 1988 pour le tri et l'évaluation des diamants produits dans le pays. Auparavant, ces opérations s'effectuaient à Kimberley en Afrique du Sud. CDM continue toujours d'investir en Namibie, comme le prouve également l'ouverture à la fin de l'année d'une mine d'or à Nava-chah, près de Karibib, au centre du pays. Une mine à ciel ouvert, dont CDM détient le tiers des parts, et qui permettra de produire près de 2 tonnes d'or chaque année.

Le directeur général de CDM, M. Keith Whitelock, ne semble pas très inquiet pour l'avenir. Il voit d'un bon œil une participation du futur gouvernement namibien dans le capital de CDM. Il espère simplement qu'il ne sera pas trop « gourmand ». « Je trouvais raisonnable une formule comme celle pratiquée au Botswana », souligne-t-il. L'Etat y détient la moitié du capital à parité avec la De Beers. Un juste milieu afin de ne pas suer la poule aux œufs d'or.



Les profits de CDM sont imposés à hauteur de 75 % et contribuent pour 15 % au budget de la Namibie. Cette société participe pour un quart aux recettes d'exportation et pour un peu plus de 10 % au PIB. Ses dirigeants affirment qu'ils injectent plus de 50 % de leurs investissements dans l'économie namibienne. De quoi faire réfléchir M. Sam Nujoma, le futur président, et son organisation la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui, d'ici à la fin du premier trimestre de cette année, vont diriger l'ancienne colonie sud-africaine. M. Nujoma a dit et répété qu'il était opposé aux nationalisations massives.

Reste à savoir comment les nouvelles autorités vont décider de partager le pactole du diamant illustré par cette carte de Namibie composée de cailloux scintillants. Elles ont besoin de la technologie et des capitaux de leur ancien tuteur pour ménager les perspectives d'avenir. On ne voit pas comment les futurs dirigeants pourraient se passer de ceux qu'ils ont si souvent par le passé accusés de piller les richesses de la nation.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les Brésiliens virtuoses de l'inflation

Suite de la première page

Au supermarché, les clients font leurs achats dans le bruit des machines à agréger les prix, qui sont sans cesse au travail. Les étiquettes s'accumulent sur les emballages et provoquent des confusions à la caisse. Y a-t-il encore des prix, d'ailleurs ? Réflexion courante : « Il n'y a plus de prix ! ». Des différences de 50 %, voire de 100 %, existent d'un magasin à un autre, selon les dates de livraison, et la façon d'anticiper l'inflation. Autant, sinon plus, que la valeur réelle des marchandises, les facteurs psychologiques déterminent les prix, et les déréglent. Un téléviseur, produit sophistiqué par excellence, peut coûter moins cher qu'un complet en lin, de bien moindre valeur ajoutée, parce que ses acheteurs se recrutent dans toutes les catégories sociales, alors que le second article n'intéresse qu'une clientèle privilégiée.

Si l'overnight sert à se protéger de l'inflation, il n'y a, pour la majorité des gens, aucun recours possible. Carlos, qui est chauffeur, et qui gagne deux fois le salaire minimum — le prix de deux kilos de viande ou de huit litres de lait par jour — dit qu'il reçoit sa paie le 10 de chaque mois, et que deux jours après, il est fauché. « J'achète aussitôt le riz, les haricots, l'huile du mois, je paie mon loyer et l'électricité, je rembourse le boucher qui m'a fait crédit, et je n'ai plus un sou. ». Aussi, comme tous ses pareils, il emprunte. Mais à qui, si ses amis sont aussi pauvres que lui ? « A ceux, par exemple, qui ne paient pas de loyer, parce qu'ils sont propriétaires de leur baraque. ». Il existe, au Brésil, une solidarité entre les plus démunis. Dans les favelas, celui qui n'a rien donne à celui qui possède encore moins.

Devis en dollars

Les hommes politiques, qui aiment les images, disent que les prix montent « par l'ascenseur » et les salaires « par l'escalier ». Les traitements étant réajustés chaque mois en fonction de l'inflation écolée, toujours inférieure à celle qui est en cours, les pertes sont considérables pour les salariés. Seules les entreprises puissantes ou soucieuses de leur personnel — notamment les multinationales — s'efforcent de compenser la hausse des prix.

D'un réajustement à un autre, les tensions sociales sont extrêmes. Elles le sont aussi dans le commerce, quand les prix sont réglementés, et donnent lieu à mille supercheries. On voit la quantité de lait diminuer dans les berlingots et, dans certains taxis, les compteurs tourner plus vite parce qu'ils sont « dopés ».

Le nouveau cruzado, lancé il y a moins d'un an avec fracas, a parité avec le dollar, n'en vaut plus que le trentième. Il coexiste de plus en plus avec d'autres monnaies. Les bons du Trésor réévalués chaque jour suivant l'inflation le remplacent comme unité de référence. « Nos clients utilisent pour leurs transactions des certificats de dépôt bancaire et des lettres de change », dit M. Germano de Brito Lyra, vice-président de Banco Nacional, l'un des principaux établissements du pays. La monnaie de substitution la plus fréquente, bien sûr, est la devise américaine, dont le taux officiel est inférieur de 60 % à celui du marché. Dans l'immobilier, on ne parle plus qu'en dollars, et les dentistes, avant de vous arracher une dent, font leurs devis dans cette monnaie.

Plutôt que d'hyper-inflation, on préfère parler de super-inflation, contribution originale des grandes surfaces au vocabulaire de l'économie. Grâce à l'indexation, les contrôles continueraient de fonctionner. « Nous sommes sur un escalator, dit un chef d'entreprise, où tout le monde monte en même temps » : les prix, les salaires, les retraites, les loyers, l'épargne, les valeurs financières. A ce titre, l'inflation réelle, selon notre interlocuteur, ne dépasserait pas la différence entre le taux du mois en cours et celui du mois antérieur. Une façon optimiste de voir les choses.

Pour beaucoup, l'indexation est une drogue, une anesthésie : le malade ne meurt pas, mais il ne guérit jamais. L'Etat est le premier coupable : pour financer un déficit public grandissant (9 % du PNB), il offre ses titres à des taux d'intérêt réel de plus en plus élevés. « C'est nous, en effet, c'est l'Etat qui définit les taux d'intérêt, au contraire des Etats-Unis, où ils sont établis par le marché », dit M. Germano de Brito Lyra. Le rendement effectif de certains placements bancaires atteint 30 % à l'année.

Résultat : beaucoup d'entreprises gagnent plus d'argent avec leurs applications financières qu'avec leurs ventes. Le premier groupe privé brésilien, Votorantim, a tellement d'argent de caisse qu'il paie comptant certaines de ses commandes — « ce qui ne se fait jamais », dit l'un de ses fournisseurs. Les firmes peuvent s'autofinancer, mais la constatation s'impose que « la spéculation rapporte plus que la production » : beau slogan de campagne électorale, tant à la crème de la plupart des candidats, pendant la récente course à la présidence.

Spirale infernale

Si beaucoup de PDG sont prospères, ils savent que leur bonheur est fragile. Ils ont de plus en plus de mal à utiliser leur machine à calculer. « La plupart des sous-traitants gonflent leurs devis », explique M. René Vergne, délégué général d'Alstom au Brésil. Ils prennent leurs précautions, ce qui aboutit à des distorsions de 30 ou 40 % dans les prix. Pour des investissements de longue durée, comme les nôtres, c'est dramatique : car la déformation initiale s'amplifie au cours des réajustements qui sont faits pendant les deux ou trois ans que dure, par exemple, l'équipement d'un barrage. Nous ne sommes plus compétitifs.

Chacun est conscient que la « ronde financière » ne peut plus durer. L'argent brûlant les doigts, la consommation s'est accrue, au détriment de l'épargne. Il y a en surchauffe de l'économie. La dette publique interne s'est démesurément amplifiée. Conjuguée avec la dette extérieure, elle mène le pays à l'asphyxie. Tous les spécialistes recommandent des mesures draconiennes pour stopper la spirale : celles-ci n'ont pas sans sacrifices, autrement dit sans récession. On attend avec perplexité les premières décisions de Fernando Collor, le président nouvellement élu, qui prendra ses fonctions le 15 mars, et qui s'est illustré davantage, jusqu'à présent, par ses bravades que par ses idées.

L'inflation n'a cessé de grimper depuis quinze ans. « Quand elle a été de 30 % par an, j'ai cru que c'était la catastrophe », dit M. Alain Cole, l'un des directeurs de la succursale brésilienne d'Essilor. « Chaque fois, des seuils psychologiques ont été fixés, qui paraissent infranchissables ». Les Brésiliens ont une grande capacité d'adaptation, mais celle-ci a ses limites, assurément.

CHARLES VANPECKE

PÉROU : à quatre mois de l'élection présidentielle

M. Alan Garcia met en œuvre un plan de relance de l'économie

Alors que l'élection présidentielle doit avoir lieu en avril, M. Alan Garcia, l'actuel président péruvien, a décidé de relancer l'activité du pays, qui vit une crise financière profonde.

LIMA

de notre correspondant

Depuis quatre ans et demi qu'il préside aux destinées du Pérou, M. Alan Garcia a mené une politique économique hétérodoxe, très différente de celles que conseille généralement le Fonds monétaire international.

Le résultat n'a pas été merveilleux, c'est le moins qu'on puisse dire : après deux années de croissance forte, provoquée par une relance de la demande, l'accélération de l'inflation a obligé le gouvernement à multiplier les mesures d'austérité. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le Pérou a connu une grave récession, sans pour autant que se ralentisse une hausse des prix devenue vertigineuse.

L'élection présidentielle d'avril 1990 a donc toutes les chances de se dérouler dans un contexte économique désastreux. Candidat le mieux placé, l'écrivain Mario Vargas Llosa, a droit à une politique de libéralisme économique, a annoncé crânement son programme : lutte contre l'hyperinflation avec comme objectif de ramener la hausse des prix actuelle (presque 3 000 % par an) à 10 % seulement. Mario Vargas Llosa compte assainir l'économie et les finances publiques en vendant des entreprises d'Etat et en fermant la moitié des ministères. Les prix seraient libérés et, d'une façon générale, l'Etat interviendrait beaucoup moins dans l'économie.

Pour ramener la production et la consommation, M. Alan Garcia a, de son côté, décidé de céder aux importateurs une partie des 700 millions de dollars de réserves de devises du pays et de les céder au cours officiel, c'est-à-dire au tiers de leur valeur sur le marché parallèle. Cette politique, qui facilite les achats à l'étranger et relance l'activité, est la même que celle qui avait été adoptée en juillet 1985 et qui provoqua la crise dans laquelle le Pérou se débat actuellement. Pourquoi donc M. Garcia la reprend-il ? Ultime coup de poker ou tactique machiavélique ?

C'est cette seconde hypothèse que croit discerner la droite, qui accuse l'actuel président de compliquer délibérément la tâche qu'a à assumer M. Vargas Llosa, le futur « sauveur du Pérou ». Critique sans fondement sérieux puisque rien ne

dit que Mario Vargas Llosa pourrait l'emporter en cas de second tour sur une alliance des formations de gauche et de centre gauche qui soutiendra le candidat le mieux placé, celui-ci pouvant être Luis Alva Castro, du parti de M. Garcia. Les mesures de relance économique qui vont être prises ont probablement une explication plus simple : avant d'abandonner le pouvoir, en juillet 1990, l'actuel chef de l'Etat cherche à regagner quelques points de popularité, cela pour revenir sur le devant de la scène dans cinq ans.

La démocratie en péril

Cette tactique peut échouer. Pour qu'elle réussisse, il faudrait en effet que les milieux d'affaires, les gros industriels — ceux que l'on appelle ici les douze apôtres — jouent le jeu et importent des produits et biens utiles à l'économie. Ils pourraient faire le contraire et spéculer avec les devises bon marché mises à leur disposition par le gouvernement. Après tout, les milieux d'affaires ont basculé dans le camp de l'opposition depuis que M. Alan Garcia a essayé d'étatiser le système financier en juillet 1987.

La situation économique du Pérou apparaît donc particulièrement noire. Un rapport du département de recherches économiques

de la banque centrale de réserve a, par ses prévisions apocalyptiques, accru le malaise de l'opinion publique. Selon ce rapport, si le gouvernement maintenait sa politique actuelle qui consiste à tout bloquer (les prix, les tarifs, les taux de change...), le déficit des entreprises publiques serait tel que l'Etat ne pourrait bientôt même plus payer les salaires de ses fonctionnaires. De même serait-il impossible de faire fonctionner les services publics indispensables et d'importer les produits alimentaires essentiels à la vie quotidienne.

La crise grave — pénurie et banqueroute de l'Etat — qui en résulterait pourrait signer l'arrêt de mort de la démocratie lors du second tour de l'élection présidentielle.

Cette analyse souvent faite au Pérou apparaît d'autant moins invraisemblable que le pays accepterait difficilement de voir la crise s'aggraver alors que, déjà, 1989 a été une mauvaise année. Le produit national a chuté de 13 %, et le niveau de vie des Péruviens est redevenu au niveau où il se trouvait au cours des années 60 ; tout cela allant de pair avec une aggravation du chômage.

Tel est le coût de la politique très peu orthodoxe menée par M. Alan Garcia. Un coût tel que la question se pose de savoir si l'actuel président pourra tenir jusqu'au 28 juillet prochain...

NICOLE BONNET

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES supplément N°9

EN KIOSQUE L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE 89-90

Environnement, pays de l'Est, chômage, relations sociales, inflation, Europe, Dollar...

UN BILAN COMPLET — 48 p. — 30 F

SYNTHÈSES - ANALYSES - CHIFFRES

Alternatives Economiques — Tél : 80 30 97 76
12 rue du Chaignot - 21000 Dijon

TECHNOLOGIE

Les ordinateurs RISC

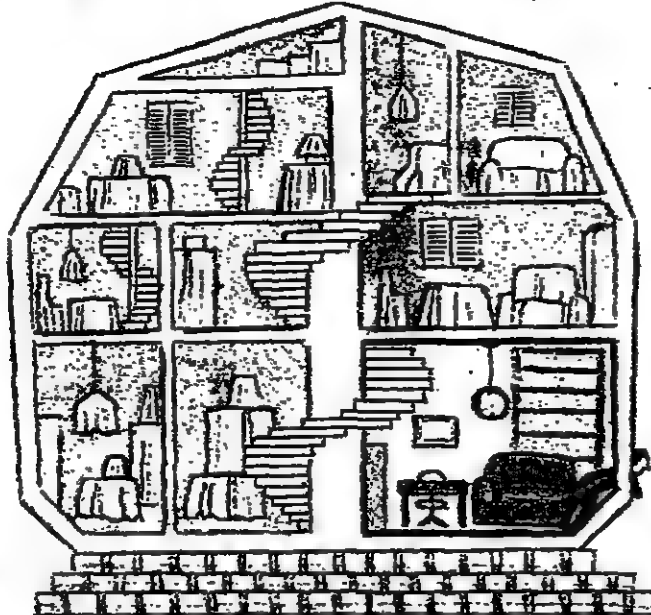
Des têtes bien faites plutôt que bien pleines

Annoncé cette semaine par le constructeur américain Hewlett-Packard, le premier grand ordinateur à architecture RISC sera disponible d'ici à la fin de l'année. Il contribuera à populariser une technologie plus simple et donc moins chère que les architectures d'ordinateurs traditionnels.

Imaginez deux restaurants. L'un n'a qu'une grande carte. L'autre propose, à côté de cette même grande carte, un menu composé des plats les plus souvent demandés par ses clients. Ces plats attendent tout prêts en cuisine. L'autre d'avoir fait l'école hôtelière pour se douter que le second est capable de servir plus de clients pendant le même laps de temps que le premier. Plus facile à préparer, le menu est proposé à un prix attractif. L'addition est moins élevée. Le restaurateur n'en diminue pas ses marges pour autant.

Les concepteurs d'ordinateurs ont découvert les vertus du menu. Constatant que ce sont pratiquement toujours les mêmes ordres qui sont donnés à un ordinateur (20 % des instructions lui sont demandées dans 80 % des cas), ils ont mis au point des machines avec une unité centrale (le cerveau de la machine) simplifiée.

Baptisées machines RISC (reduced instruction set computer), ces ordinateurs, comme

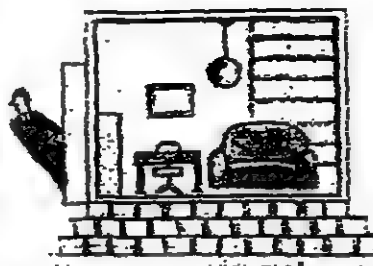


L'unité centrale des machines RISC ne traite qu'un nombre restreint d'instructions souvent utilisées.

leur nom l'indique, sont conçus autour d'une unité centrale qui n'intègre qu'un petit nombre d'instructions. Lorsque des ordres plus exotiques sont donnés à cette unité centrale, elle va en chercher la recette dans des mémoires spéciales, les registres, auxquelles elle peut accéder rapidement. Son architecture diffère donc fondamentalement de celle des unités centrales d'ordinateurs traditionnels, les machines CISC (complex instruction set computers).

Ces derniers avaient été conçus dans les années 70 à une époque où les mémoires étaient chères et lentes et où l'on cherchait donc à réduire leur utilisation au maximum : ce qui s'était traduit par une complexification de l'unité centrale.

Plus simples et donc moins chères à fabriquer, les machines RISC sont pourtant encore peu nombreuses sur le marché. Pour des raisons techniques et stratégiques. Comme l'explique Daniel Carpentier, directeur du marketing produit pour les activités systèmes et réseau de Hewlett-Packard, « les constructeurs d'ordinateurs sont prisonniers des choix faits il y a cinq ou six ans ». Quand, au début des années 80, HP décida de concentrer ses efforts de recherche sur les architectures RISC, beaucoup critiquèrent. A la suite de cette décision, le constructeur traversa d'ailleurs des années noires. Il était difficile de savoir à l'époque si ce pari serait payant. Difficile même de le savoir aujourd'hui. Jo Cohen, un consultant spécialisé, s'avoue encore « réservé sur l'issue de la bataille, car les utilisateurs ne choisissent pas un ordinateur en fonction d'une technologie mais en fonction du logiciel disponible ». Or, pour la



S. PIERRE

plupart des constructeurs, il n'est pas possible de transférer sur les machines RISC les programmes développés pour leurs systèmes d'exploitation traditionnels. Seul HP propose pour l'instant une architecture RISC polyvalente, c'est-à-dire qui fonctionne sous deux systèmes d'exploitation : le sien propre et Unix, système qui tend à se standardiser et est adopté par tous les constructeurs.

Soucieux de protéger leur base installée, les constructeurs, à l'exception de HP, ne se sont guère empressés de développer le RISC. Mais confrontés à une stagnation du marché (les ventes de grands ordinateurs n'augmentent que de 3 à 6 % par an), ils sont contraints d'offrir plus de puissance pour des budgets identiques. Pour ne pas réduire leurs marges davantage, les machines RISC sont une bonne solution. Selon Daniel Carpentier, le coût de production d'une machine RISC dont le prix de vente est de 5 millions de francs n'est pas plus élevé que le coût nécessaire pour produire une machine CISC vendue 2 à 3 millions de francs. Il faut certes ajouter à ce chiffre les coûts de développement de logiciels qui, comme on l'a vu plus haut, sont fondamen-

taux surtout si l'on veut assurer une certaine compatibilité entre les machines RISC et les ordinateurs traditionnels, et les coûts de recherche et développement : le processeur RISC annoncé cette semaine par HP a nécessité un investissement de plus de 2,5 milliards de francs, le coût de R et D le plus élevé que cette firme ait jamais consacré à un projet. Mais ces investissements s'amortissent sur toute la gamme des ordinateurs concernés. L'architecture RISC pourrait donc permettre à HP d'améliorer ses marges tout en mettant ses concurrents en difficulté. Car, comme l'analyse Jo Cohen, « ces annonces vont peut-être contraindre les autres constructeurs à baisser leurs prix ».

Conscients qu'ils avaient tout intérêt à diffuser au maximum leur architecture pour favoriser les développements de logiciels, tous les constructeurs de processeurs RISC (à l'exception d'IBM) ont adopté, à une plus ou moins grande échelle, cette politique de diffusion. Ce qui était normal pour des fabricants de composants comme Intel ou Motorola, mais l'était moins de la part de constructeurs d'ordinateurs. Dans cette dernière catégorie, MIPS, un constructeur né en Californie il y a cinq ans est celui qui a conclu le plus grand nombre d'accords. Qu'il s'agisse de licences, de ventes de composants ou de systèmes complets, Digital Equipment est son principal client, à côté de Control Data, Siemens, etc.

Il a signé récemment avec Bull, le constructeur français qui mettrait à son catalogue un ordinateur RISC utilisant la technologie MIPS d'ici à la fin de l'année. Hewlett-Packard a opté pour une ouverture limitée, ne cherchant pas à vendre sa technologie au plus grand nombre. « Les accords de transfert de savoir-faire ne doivent pas être à sens unique », explique Daniel Carpentier. HP en a négocié deux pour l'instant. Avec le constructeur coréen Samsung qui transfèrera la technologie RISC de HP sur des ordinateurs bas de gamme, de moins de 60 000 F. Et avec le japonais Hitachi, qui, grâce à sa maîtrise de la technologie de composants Bi-C MOS, utilisera la technologie RISC de HP pour des ordinateurs de grande puissance.

RISC contre CISC, la guerre des puces ne manquera pas d'agiter le petit monde de l'informatique dans les années 90.

ANNE KAHN

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CONCOURS D'ARCHITECTURE ET D'INGENIERIE

Identification de la collectivité qui lance le concours

Département des Bouches-du-Rhône
Conseil général
Direction des bâtiments et de l'architecture
Immeuble Noilly
146, rue Paradis, 13006 MARSEILLE

Objet du concours

Etude et réalisation d'un bâtiment public de prestige d'une superficie minimale de 70 000 m² SHON destiné à abriter l'assemblée et les services du département.

Sélection des concurrents - Concours à deux degrés

A l'issue du 1^{er} degré, 5 concurrents seront sélectionnés par le jury pour participer au 2^e degré.

Nature des prestations demandées

Les prestations demandées aux concurrents consisteront, au premier tour, en une approche générale du niveau de l'esquisse ; au deuxième tour, d'un avant-projet et tout élément complémentaire permettant d'expliquer la proposition de base.

Pour les élaborer, ils disposeront, à compter de la date d'envoi par le maître d'ouvrage du dossier de consultation, d'un délai de 7 semaines pour l'esquisse et 16 semaines pour l'APS.

Le dossier sera remis à tout candidat se faisant inscrire avec remise d'un chèque de caution d'un montant de 2 000 F à l'ordre de Monsieur le payeur départemental. Ce chèque sera rendu lors de la remise du projet.

Indemnisation des concurrents retenus

Une somme de 300 000 F TTC sera accordée à chacun des 5 concurrents retenus.

Le lauréat recevra une avance sur honoraires d'un montant équivalent.

Type de mission

Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre avec projet de 4^e catégorie du type M 7.

Renseignements et justificatifs à produire à l'appui de la candidature

- Curriculum vitae
- Présentation des dernières réalisations (5 maximum)
- Références, moyens, etc.

Date limite de dépôt des candidatures

Avant le 20 janvier 1990, à 10 h dernier délai.

Adresse où les candidatures doivent être transmises

M. le Directeur des bâtiments et de l'architecture
Immeuble Noilly
146, rue Paradis, 13006 MARSEILLE

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus en téléphonant au n° suivant : 91-57-31-61.

Date d'envoi de l'avis d'appel de candidatures à la publication

20 décembre 1989.

Conçus par une association d'informaticiens, de médecins et de linguistes

Des logiciels pour enfants, personnes âgées et handicapés

Créée pour développer des logiciels informatiques destinés aux handicapés, Logicom, une association de recherche en psychologie, pédagogie et informatique, met désormais son expérience au profit des enfants et des personnes âgées. Pour éduquer ou rééduquer leur mémoire et favoriser leur développement intellectuel. Elle présentait ses travaux, le mois dernier, lors d'un colloque organisé à Rezé (Loire-Atlantique) sur l'informatique et le développement intellectuel.

« C'est l'intelligence du regard de Jacques qui m'a donné cette envie de le sortir de son isolement. » Cette phrase d'Alain Barré, psychologue, résume brièvement sa rencontre avec ce jeune adolescent infirme moteur cérébral privé de parole. Elle passe aussi sous silence deux ans de travail informatique avec Jean-Louis Riou, informaticien, et Annie Barré, enseignante, pour concevoir avec l'expérimentateur déficient le logiciel de communication adapté, l'interprète multicoïdes. Ce logiciel, qui a su marier l'image, le texte, le son et la voix, est aujourd'hui accessible à tous les handicaps, y compris les plus sévères. Les secrets ? L'introduction de codes - simplifiés comme le Bliss, idéogrammes de type chinois ou les pictogrammes du Gracch, alphabet de hiéroglyphes qui permettent le défilement sur l'écran d'un énorme livre parlant

grâce à un système de synthèse vocale, avec des scénarios offrant tous les apprentissages intellectuels et les formes de communication usuelles.

Sa lecture a permis à Jacques, en associant petit à petit des pictogrammes à un phénomène puis à un mot puis à une phrase, d'écrire : « Maman je t'aime », son premier message. L'ordinateur, quant à lui, se pilote grâce à un dispositif de commandes conçues pour exploiter les capacités résiduelles motrices et sensorielles des utilisateurs. Jacques pianote sur les touches du clavier avec une longue tige fixée à un casque frontal. Un myopathes dépourvu de force musculaire a recours à des contacteurs mono ou multitouches. Un paralysé dispose d'un tube placé au coin de la bouche et communique ses ordres en faisant varier par son souffle la pression interne de l'air... Ce logiciel qui se couple à une synthèse vocale, un numériseur de voix humaine, un scanner d'images et un contrôle d'environnement, se greffe sur tout PC IBM ou compatible équipé de 512 kilo-octets de mémoire vive.

Ses concepteurs de la première heure, qui ont fondé, en 1987, l'association Logicom, ont aujourd'hui développé toute une série de logiciels propres à stimuler la capacité d'apprendre de chacun. Ils considèrent, comme Piaget, le psychologue de la petite enfance, que le processus de développement intellectuel est identique chez tous les êtres humains, handicapés ou non.

« Ayant choisi comme premier

terrain d'application des apprentissages déficients intellectuels, nos produits ont été un socle éducatif très large et s'adressent à tous les publics dès l'âge de deux ans, explique Annie Barré. Ce challenge, qui marie toujours la voix, le son, l'image et le texte, donne à l'ordinateur des capacités éducatives atterrissantes, sans risque d'échec ou de culpabilisation. » Il a débouché sur la confection de 50 logiciels, dont plus de la moitié respectent les besoins affectifs et cognitifs des enfants jusqu'à l'âge de douze ans.

L'ADPEF

Ainsi, une série de jeux éducatifs conçus pour des adultes poly-handicapés profonds - dont les capacités intellectuelles sont au stade présymbolique - s'est avérée tout à fait adaptée aux enfants normaux de un à deux ans. A base de graphismes colorés ou à colorier, ces exercices consolident les réflexes à la lecture d'une image, entraînent ceux de la mémorisation et accroissent les capacités motrices.

Les enseignants ou éducateurs peuvent adapter ou créer des exercices ou des jeux répondant aux différents niveaux de leurs élèves. Avec la gamme « Scan-auteur », l'ordinateur devient même un outil de rééducation, d'apprentissage et de lutte contre l'échec scolaire. Par exemple, la machine à mots, avec son défilement progressif d'images, permet l'association d'idées et la relation de cause à effet : Jim et Jimmie, les deux

souris prisonnières d'un labyrinthe, éveillent les facultés de décision et d'anticipation ; le Pionot, où il faut rétablir l'ordre des phrases, favorise l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le petit dernier, le langage Image, propose à tout bédouin, via une puissante boîte à outils, la possibilité de développements complémentaires et personnalisés : il a même été utilisé en milieu professionnel, à la Casse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Nantes, en particulier, pour illustrer l'un de ses services.

Convaincus de l'intérêt de ces travaux, EDF et la technopole de l'Ouest ont octroyé des aides à la société Logicom. Ce qui permettra à son comité scientifique, composé de biologistes, neurologues, linguistes, informaticiens, de poursuivre ses recherches. Ils expérimentent des logiciels pour stimuler les fonctions psychosensorielles des traumatisés crâniens - évaluer la mémoire chez les personnes âgées - expertiser les fonctions cognitives des personnes aphasiques, myopathes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Actuellement, 150 établissements de l'éducation spécialisée sont pourvus de logiciels Logicom ; une configuration complète sur Amstrad PC coûte moins de 20 000 francs. Et des contrats se signeraient par-delà l'Hexagone.

MYLENE LE PEUTREC

Association Logicom, 6, place du 8-mai-1945, 44400 Rezé-Notre-Dame. Tél : 40-75-36-77.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Spontex

Leader dans le domaine des produits d'entretien ménager destinés au grand public (1,1 milliard de CA) recherché

JURISTE D'ENTREPRISE

Relevant du Directeur Juridique, il participe à la recherche de solutions en vue de défendre et protéger les intérêts de la société et intervient comme conseil auprès de nos différents services ou filiales en France ou à l'étranger.

Cette fonction implique également des contacts avec des conseillers extérieurs.

Titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS de Droit des Affaires ou propriété industrielle, le candidat devra justifier d'une expérience d'environ trois ans dans une société active dans le secteur des produits de grande consommation ou dans un cabinet juridique. Une connaissance du droit de la concurrence et des questions de propriété industrielle serait appréciée.

Ce poste basé à Paris, nécessite la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à SPONTEX Direction du Personnel 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

Co.FRECo.

Le recouvrement efficace

Depuis 25 ans, notre société a pour vocation d'apporter aux entreprises un service de qualité dans la gestion et le recouvrement de leurs impayés. Le développement régulier de notre activité nous amène à rechercher deux

Cadres juristes expérimentés Paris-Nevers

Au travers de votre mission, vous aurez dans un premier temps à traiter l'aspect juridique des dossiers puis deviendrez rapidement le conseil avisé de nos clients.

Âgés de 30 à 40 ans, de formation BAC + 4, (de type maîtrise de droit, vous disposez d'une expérience significative dans la procédure juridique. Votre sens de l'organisation et votre rigueur, mais aussi l'aisance naturelle dont vous ferez preuve dans les contacts seront déterminants.

Merci d'adresser lettre, CV, et photo sous réf. FV 0315/7 M pour Paris, FV 0316/7 M pour Nevers (à noter sur courrier et enveloppe) 79/63, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.

**BERNARD JOLHIET
RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE CONSEILS AUX ENTREPRISES

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décision de nos clients (Chefs d'entreprise, Consultants, ...)

Nous recherchons :

CONSULTANTS FISCALISTES

- **Consultants fiscalistes seniors** : Maîtrise en Droit minimum, ayant acquis une expérience de 8 à 10 ans dans une Entreprise ou un Cabinet.
- **Consultants fiscalistes juniors** : Titulaire d'un DESS Fiscalité et ayant envie de participer à notre développement.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et à LYON

Adressez votre C.V. détaillé à :
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP - 54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08



EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

(Collection 13 Dictionnaires)
recherche un véritable professionnel

CORRECTEUR

RELECTEUR

La connaissance des règles typographiques et un excellent français sont indispensables. Votre expérience en lecture juridique serait appréciée.

De solides avantages sociaux, un salaire en rapport avec le poste à temps complet renforceront votre décision de nous rejoindre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et enveloppe à votre adresse à la Direction du Personnel, ELA, 19, rue Pécler, 75015 PARIS.

CONFESSE



jeunes ingénieurs

Nous sommes le deuxième fabricant de véhicules industriels en Europe.

Issu de l'union en 1975 de Fiat, OM, Lancia, Unic et Magirus, sous le signe IVECO, notre Groupe représente aujourd'hui 38 000 personnes et 15 unités de production réparties entre l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Notre croissance internationale, notre engagement dans la recherche et dans le développement technologique nous amènent aujourd'hui à poursuivre la formation de notre pépinière de futurs dirigeants.

Pour cela, nous recherchons des JEUNES INGÉNIEURS.

Basés à TURIN, nous vous offrirons un plan de formation et de développement sur 2 ans. Vous serez amenés à travailler dans nos divers établissements situés en Europe. Vous apprendrez le monde du véhicule industriel et vous serez préparés à devenir de futurs managers internationaux.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur en Mécanique, vous possédez une grande capacité d'intégration et de travail en équipe, ainsi que le sens de l'initiative et le goût des contacts.

Votre atout principal, c'est avant tout un esprit européen. Dans ce cadre, votre grande mobilité et votre bonne connaissance de l'anglais sont les gages de votre réussite. La pratique de l'italien serait un plus.

Si vous désirez devenir cadre dirigeant d'un groupe performant et avoir de larges ouvertures de carrière internationale, prouvez-nous votre motivation.

Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES, au 49.09.09.49 du lundi au vendredi, de 9h à 17h (Précisez la réf. A 141).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous référence A 141/LM à ALLO-CARRIERES - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra. **(1) 49.09.09.49 ALLO CARRIERES**

Rejoignez la Direction de la Gestion Immobilière et Transactions du Crédit Commercial de France, banque privée, innovatrice et à taille humaine.

Responsable d'un secteur géographique, vous serez chargé d'assurer la gestion de notre patrimoine foncier et locatif (bâti commerciaux, propriétés, contentieux, négociations et transactions).

Votre aptitude à la réflexion conjugée à votre pratique de la micro-informatique vous permettront, par l'apport de solutions concrètes, de participer activement à la mise en place d'une informatique de gestion dont vous gèrerez le bon fonctionnement en ayant toujours comme principal souci l'optimisation.

Juriste

**spécialiste
en gestion
immobilière**

30-35 ans environ, une formation DEA Droit Privé doublée d'une spécialisation immobilière (type ICH) et une expérience confirmée (3/4 ans) de la gestion immobilière acquise au sein d'un cabinet d'administrateur de biens ou d'une grande entreprise font de vous un candidat opérationnel et autonome.

Pour vous associer à nos ambitions nous souhaiterions vous reconnaître des qualités de rigueur, d'initiative et de dynamisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence B 884 E à :

548 CONSEIL
1, rue de Chazelles
75017 Paris.



APV

APV Chimie Equipement SA

Filière grand groupe international
Spécialiste matériel de process chimique,
recherche pour son service COMMERCIAL

INGENIEUR D'AFFAIRES Zone Pacifique

De formation Ingénieur Mécanicien ou Génie Chimique, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience vente biens d'équipement industriel. Vous êtes bilingue anglais - Autres langues appréciées.

Le poste basé à Marne-la-Vallée impliquera de fréquents déplacements.

Envoyer CV et prétentions à APV Chimie Equipement SA
Service du personnel - Parc d'activités Paris-Est
BP 20 - 77313 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

La ville des Mureaux (Yvelines), 35 000 habitants
banlieue ouest de Paris, CES, lycée, LEP

recrute d'urgence

SON FUTUR DIRECTEUR(TRICE) DE LA MISSION LOCALE

- BAC + 4 et/ou expérience professionnelle 5/10 ans,
- connaissance et pratique des mesures concernant l'insertion des jeunes,
- pratique des relations entreprises et de l'animation d'équipes.

1 ADJOINT(E) AU DIRECTEUR DE L'ACTION ECONOMIQUE

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo d'identité à :
M. le maire, conseiller général des Yvelines,
Hôtel de Ville, 78135 Les Mureaux.

**Saint Gobain
Vitrage**

SAINT-GOBAIN VITRAGE
est leader dans le domaine du verre plat.

CHEF DE PRODUITS ANTICIPEZ VERS L'INTERNATIONAL

Rejoignez notre jeune équipe qui, au sein de la plus importante de nos filiales - 90 km à l'Est de Paris - crée une nouvelle activité axée sur une gamme de produits de haute technologie destinée à l'électroménager.

En relation avec la Recherche et Développement, le réseau de vente et la production, vous assurerez l'homologation de ces produits. En collaboration avec la Direction, vous participerez à la mise au point de la stratégie commerciale à adopter pour un marché totalement international.

De formation ingénieur (Mines, Centrale...) ou commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez acquis, si possible, une première expérience réussie dans le domaine industriel.

Véritable force de proposition et homme de dialogue, vous êtes bilingue anglais et maîtrisez éventuellement l'allemand.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société ou dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence 4164 M à

JOUEUR

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris,
qui nous le transmettra en toute confidentialité.

SAINT-GOBAIN

JOUEUR

à tenter d'ériger son RISC (le SPARC) de fait, Sun le vend constructeurs (Phil-Texas en particulier regroupés pour développer la revue spécialisée informatique (voir 13 novembre 1989), adrait actuellement marché des micropro-

SC. Ils qu'ils avaient tout affraser au maximum ecture pour favoriser pements de logiciels, structeurs de proces- SC (à l'exception et adopté, à une plus grande échelle, cette de diffusion. Ce qui al pour des fabricants sants comme Intel ou mais l'était moins de constructeurs d'ordi- Dans cette deuxième Mips, un constructeur l'offre il y a cinq ans qui a conclu le plus mbre d'accords. Qu'il e licences, de ventes de ts ou de systèmes comp- tal Equipment est son i client, à côté de ata, Siemens, etc.

signé récemment avec constructeur français nettre à son catalogue ateur RISC utilisant la gie Mips d'ici à la fin de Hewlett Packard a opé e ouverture limitée, ne t pas à vendre sa tech- a plus grand nombre, cords de transfert de ire ne doivent pas être a lue », explique Daniel tier. HP en a négocié our l'instant. Avec le ctur coréen Samsung assera la technologie e HP sur des ordinateurs gamme, de moins de F. Et avec le japonais qui, grâce à sa maîtrise chnologie de composants os, utilisera la technolo- IC de HP pour des ordina- grande puissance.

contre CISC, la guerre ices ne manquera pas r le petit monde de l'infor- dans les années 90.

ANNIE KAHN

handicapés

prisonnières d'un labyrinthe les facultés de dév- et d'anticipation : le Pro- od il faut rétablir l'ordre hrases, favoriser l'apprentis- de la lecture et de l'écriture stit dernier, le langage ima- propose à tout bétail, via paissante boîte à outils, la bilité de développements élémentaires et personna- : il a même été utilisé en u professionnel, à la Caisse air d'assurance-maladie AM) de Nantes, en particu- pour illustrer l'un de ses ser-

avancées de l'intérêt de ces sus, EDF et la technopole de est ont octroyé des aides à la té Logicom. Ce qui permet- à son comité scientifique, posé de biologistes, neurolo- linguistes, informaticiens, oursuivre ses recherches (s triment des logiciels pour aler les fonctions psychoson- elles des traumatisés crâniens valuer la mémoire chez les sones âgées, - expertiser les rtions cognitives des per- es aphasiques, myopathies rtelles de la maladie d'Alz-

actuellement, 150 établisse- ts de l'éducation spécialisée t-pourvus de logiciels Logi- : une configuration com- te sur Amstrad PC coûte ins de 20 000 francs. Et des trats se signeraient par-delà ragonne.

MYLÈNE LE PEUTREC
Association Logicom, 6, place
8-mai-1945, 44400 Reze-lès-
dne. Tél : 40-75-35-77

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 47

Premier Groupe Européen spécialisé dans les services financiers, la COMPAGNIE BANCAIRE mise sur sa capacité à innover, anticiper et diversifier ses compétences. Présente sur tous les fronts en France comme à l'étranger, nous recherchons pour notre holding un

JURISTE INTERNATIONAL

Intégré à la Direction Juridique, vous êtes l'artisan de nos accords de partenariat ou de nos protocoles d'accord avec des grands groupes étrangers pour la création, la prise de contrôle ou l'achat de sociétés en Europe.

Pour réussir dans cette mission clé, vous avez une formation droit international privé et droit des affaires. Vos 3 années d'expérience acquise au sein de la direction juridique d'une grande entreprise vous ont familiarisé avec la gestion des affaires internationales : emprunts obligataires, conventions de crédit et de swaps, actes de cautionnement, suivi du contentieux...

Doté d'un bon sens relationnel et de capacités à négocier, vous avez également des qualités rédactionnelles afin de rédiger nos contrats (éventuellement en anglais). Bien sûr, vous parlez parfaitement anglais et maîtrisez le vocabulaire juridique anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite et C.V. sous la réf. 900, à Béatrice PLANTUREUX COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

COMPAGNIE BANCAIRE



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.

Les nouveaux enjeux, pour le monde en marche... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Juriste en droit international des affaires

AGF International recherche le Responsable du Département Affaires Générales de sa Direction Administrative et Financière.

Pour ce poste, nous souhaitons intégrer un candidat ayant à son actif :

- une formation juridique supérieure en droit des affaires ;
- une expérience de plusieurs années acquise au sein d'un groupe multinational (siège ou filiale) ou dans un cabinet d'avocats ou de conseillers juridiques internationaux ;
- la maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une deuxième langue ;
- une bonne disponibilité pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Avec une large autonomie d'action, il se verra confier :

- la gestion administrative et le contrôle relatif au droit des sociétés du holding et des filiales étrangères ;
- un rôle de coordination, de conseil et d'audit juridique auprès de ces filiales ;
- les tâches incombant au Secrétaire Général d'AGF International et les formalités juridico-administratives afférentes.

Si ces perspectives rejoignent votre projet, adressez votre candidature sous référence M 21 au Département Ressources Humaines, 33, rue La Fayette, 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Filière d'un Groupe Bancaire International Paris s'adresse pour son département crédits long terme (immobiliers et commerciaux).

RESPONSABLE JURIDIQUE

Ce poste s'adresse à un Juriste spécialisé dans le Droit Immobilier et pouvant justifier d'une expérience de 3-4 ans minimum, acquise dans secteur similaire (Banque, Etablissement Financier...) ou dans le Notariat.

Il requiert :

- des qualités d'imagination, d'analyse et de synthèse,
- l'aptitude à animer un service et à coordonner ses activités quotidiennes.

Rémunération motivante pour élément de valeur et possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Nous remercions les candidats intéressés par ce poste d'adresser leur C.V. détaillé avec photo et rémunération à notre Conseil qui examinera les candidatures dans la plus stricte confidentialité : Cabinet P.A.C. - Danielle Marie ALEXANDRE - 6, rue du Marché St Honoré - 75001 Paris.

DIPLOME SUP DE CO-MAITRISE DE GESTION

après quelques années d'expérience terrain en gestion et finance, développez notre activité de

Conseil en recrutement

avec la responsabilité de la conduite des missions dès la prise de contact avec les entreprises clientes

Notre spécialité de Conseil en Recrutement est exercée par 45 consultants en Europe, dont 16 en France. Nos activités en rapide développement nous conduisent à intégrer un professionnel de la gestion et de la finance pour prendre en charge des missions complètes dans ce domaine.

Notre expérience approfondie vous permettra de maîtriser rapidement ce métier si vous possédez le sens du marketing, la qualité de jugement des hommes, le sens des contacts.

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous la réf. 8094/M à M.F. ALETTI - CEGOS - Département Recrutement - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris



Le Conseil général du Val d'Oise recherche

LE DIRECTEUR

DU SERVICE JURIDIQUE ET DE LA COMMUNICATION

Principal interlocuteur, au nom du Conseil général, des 185 communes du Val d'Oise qui recherchent des informations et des conseils juridiques et financiers, il assure la direction du service et conçoit, avec divers institutionnels, les prestations offertes par le Conseil général. Il participe également à la définition et à la mise en œuvre de la politique de communication du Département.

Ce poste s'adresse à un administrateur ou à un directeur territorial qui possède une bonne expérience de l'administration locale et une excellente pratique des relations avec les élus. Ouvert au dialogue, et sachant s'adapter aux technologies nouvelles, il doit avoir le souci constant de faire évoluer la base télématique selon l'attente des maires, des services publics et des usagers Grand public.

LE DIRECTEUR

DE L'ACTION SOCIALE

Responsable du principal secteur d'intervention du conseil général, tant par l'importance du budget mis en œuvre que par l'impact de la politique sanitaire et sociale, il doit développer son action autour de deux grands axes :

- d'une part, mobiliser les personnels de sa direction sur les nécessaires améliorations de fonctionnement dans les domaines de l'organisation et de la gestion financière ;
- d'autre part, réfléchir aux politiques nouvelles que le conseil général souhaite développer (personnes âgées, handicapés, enfance) et les mettre en œuvre.

Ce poste s'adresse à un administrateur civil ou territorial, ou à un directeur des affaires sociales, d'une trentaine d'années, excellent gestionnaire, ayant le sens de la communication, imaginatif et entreprenant.

Le directeur de l'action sanitaire et sociale a vocation à intégrer l'équipe de direction générale, en qualité de directeur général adjoint.

Notre conseil Dominique Deschamps, qui est chargé de ces recherches, vous demande de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) en précisant la fonction, au : 23 rue Vaneau 75007 PARIS

Un Chargé d'Affaires pour vendre nos produits culturels



la cité

Etablissement public à caractère industriel et commercial de 1000 personnes, notre activité à caractère variable réside dans de nombreux partenariats en France et à l'étranger. La Direction Commerciale et de l'Action Régionale conçoit, développe et commercialise l'ensemble de nos produits et services : espaces, conseil, partenariat, formation, expositions, éditions... Nous recherchons un chargé d'affaires pour lui confier, en relation étroite avec les chefs de produits, la commercialisation des produits et services culturels auprès des collectivités publiques, des institutionnels et des entreprises. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de services de même type, de formation Sciences Po/Sup de Co avec au moins 5 ans d'expérience réussie au cours desquels ils auront éprouvé leur goût du marketing terrain et leur talent à négocier à haut niveau. Capacité à communiquer et à travailler en équipe, rigueur d'analyse et esprit de synthèse, sensibilité au service public et force de conviction, autant d'atouts requis pour réussir dans cette mission qui comporte de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la réf. 1077/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

Venez participer dans nos régions au développement de l'activité commerciale.

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES H/F

Pour nos agences de NANTES et BORDEAUX

Votre mission :

Rattaché au directeur d'agence, vous serez chargé de prospecter les entreprises ou professionnels de l'immobilier, d'examiner leurs besoins de financement et d'en analyser le risque, de négocier les conditions d'entrée en relations et de suivre les comptes de ces clients.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo, s/réf. ECR en précisant la ville choisie à Anny NOE - Département des Relations Humaines - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS.

Votre profil :

- Une formation Bac + 2 (minimum) à dominante financière,
- Une expérience de plusieurs années est nécessaire.
- Une forte motivation commerciale, le sens du risque et un esprit d'équipe sont indispensables.

BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

ral du Val d'Oise
rche

IR
AIRES
MENTALE

seil général des 185
nf des informations et
ssure la direction du
nnels, les prestations
cpe également a la
de la politique de

ut ou à un directeur
ne expérience de
siente pratique des
biologie, et sachant
; il doit avoir le souci
nétique selon l'attente
usagers Grand public

UR
OCIALE

intervention du conseil
tget mis en œuvre que
aire et sociale, il doit
x grands axes:
s de sa direction sur les
ctionnement dans les
estion financière,
nouvelles que le conseil
nas agées, handicapés.

ur civil ou territorial, ou a
une trentaine d'années
s de la communication.

et sociale a vocation à
nérale, en qualité de

s, qui est chargé de ces
adresser votre dossier de
en précisant la fonction,

res

els

commercial de 1000
reussit avec de nom-
a Direction Commer-
ppe et commercialise
s, conseil, partenariat,
cherchons un dirige
nie avec les chefs de
s et services culturels
ises. Nous souhaitons
de formation Sciences
pels ils auront éprouvé
apacité à communiquer
ibité au service public
mission qui comporte

MILE TAILLANDIER

E
R
175

eloppement de

USES H/F

1 Bac + 2 (minimum) à com-
e. de plusieurs années est
ivation commerciale, le
et un esprit d'équipe sont
en précisant la ville choisie à
Pérez - 75017 PARIS

NT
ICS

UCABAIL

LA SOCIÉTÉ HOLDING DE CRÉDIT BAIL DU CRÉDIT AGRICOLE

Analyste de crédit Bail immobilier H/F

Diplômé de l'enseignement supérieur (Commerce, Droit ou Economie), vous possédez quelques années d'expérience en crédit aux entreprises industrielles et commerciales, si possible en crédit-bail. De bonnes connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées. Vous assurerez les contacts commerciaux avec les différents correspondants et négocieriez le montage des opérations. Par ailleurs, vous analyseriez les dossiers sur les plans juridique, financier, fiscal et immobilier et mettriez en place les contrats. Ce poste est basé à Saint Quentin-en-Yvelines et nécessite de nombreux déplacements en province de courte durée (1 ou 2 jours). Envoyer votre dossier (CV et prétentions) à : Caisse Nationale de Crédit Agricole, SRM - LAM0301 Direction des Ressources Humaines B.P.48, 78280 GUYANCOURT.



Ville de Villeneuve-d'Ascq technopôle verte carrefour de l'Europe du Nord (T.G.V. - nœud autoroutier...) Ville universitaire de la métropole lilloise (43 000 étudiants) 70 000 habitants RECRUTE selon les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le poste, disponible dès le 15.02.90, correspond au grade d'ADMINISTRATEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE. Profil : - une expérience dans la fonction serait appréciée, - une formation d'études supérieures BAC + 5 ou grandes écoles est exigée. Adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à : Monsieur le Maire, député européen - Hôtel de ville Place Salvador-Allende - B.P. 89 59652 VILLENEUVE-D'ASCQ Cedex Tél. : 20-43-50-60 poste 4610.



Responsable personnel et communication

Avec 3 500 sociétaires, 370 salariés et 7 millions de quintaux collectés nous sommes l'une des plus importantes coopératives agricoles à vocation tertiaire et d'approvisionnement en France. Au cours de notre développement, nous avons intégré des activités complémentaires (telles que des industries de fabrication de minéraux, d'engrais, d'aliments pour bétail, le soutien agricole et la distribution en fibres services agricoles...). A 30/35 ans, si vous ajoutez à une formation supérieure une expérience réussie de la fonction DRH en entreprise, si votre goût de construire est fortement soutenu par la volonté de communiquer avec des hommes originaires de structures historiquement différentes, où les coopérateurs sont de l'entreprise, notre DG peut vous proposer une belle opportunité ! Le poste est basé au siège, à VERDUN. Adresser votre dossier sous réf. C011 à notre Conseil GENTON RECRUTEMENT, 19 rue Clément Michut, 69100 VILLEURBANNE, ou directement par minitel en composant le 36.15 code ASTERE*GENTON où vous trouverez des informations détaillées.

Minitel 36.15
ASTERE*GENTON

PARIS
NANCY
LYON
ANGERS
MONTPELLIER
BORDEAUX
NIMES
TOULOUSE



Le Groupe ESCP

Ecole Supérieure de Commerce de Paris

Responsable du Service Relations Groupe ESCP/Entreprises

Rattaché à la Direction Générale, il assure la gestion et le développement du partenariat du Groupe avec les Entreprises. - Il supervise, coordonne et anime : • le service des stages (> de 1000 stages/an) • le service placement • l'organisation du Forum... - Il est chargé d'après les orientations stratégiques de mettre en place les développements du Groupe, notamment l'année en alternance. - En étroite collaboration avec le corps professoral, il renforce les liens entre les entreprises, la recherche et la pédagogie. Profil recherché : De formation supérieure, doté d'un sens du contact et d'une capacité d'encadrement, il possède une très bonne connaissance des milieux académiques et des entreprises, expérience souhaitée de campus manager ou de responsable école-entreprises. Anglais indispensable. Envoyer curriculum vitae et photo à : Madame Véronique de Chambrac - Directeur du groupe ESCP 79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



participer à notre développement

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BIOTECHNOLOGIE

Filière d'un groupe industriel français, nous exerçons notre activité dans un domaine en plein développement : le diagnostic innovant. Nous utilisons les technologies les plus performantes mises au point ces dernières années : anticorps monoclonaux, culture cellulaire, peptides synthétiques, biologie moléculaire. Pour renforcer notre équipe de Direction de la Recherche, nous créons deux postes de :

RESPONSABLES D'UNITÉ DE RECHERCHE

• UN VIROLOGISTE

• UN IMMUNOLOGISTE

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous serez à coordonner l'activité de plusieurs laboratoires et à participer à la définition des axes de recherche. Titulaire d'une thèse de Doctorat en Sciences, en Médecine, en Pharmacie, ou équivalent, vous possédez une expérience de quelques années dans la conduite d'équipes de recherche. Vous pratiquez l'anglais très convenablement. Vos qualités humaines sont reconnues : leader naturel, vous êtes à l'écoute de vos collaborateurs et savez les mobiliser sur de grands projets. Bien sûr, vous êtes un organisateur et un très bon gestionnaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. MC 90 en précisant le poste choisi à notre Conseil qui vous garantira une confidentialité totale.



COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Jeux Nathan

Educatifs, scientifiques, électroniques, artistiques, les Jeux Nathan, en multipliant leur CA par 4 depuis 1980, ont pris une position de leader sur le marché. Fabriqués dans 3 unités de production à "taille humaine", ils sont présents - avec 10 millions de boîtes par an dans 35 pays. Dans le souci de gérer leur expansion, les Jeux Nathan recherchent un :

DIRECTEUR INDUSTRIALISATION ET ACHATS

Membre du Comité de Direction, le Directeur de l'Industrialisation et des Achats a un rôle essentiel entre le Développement et la Production (3 usines). Il définit et met en place les investissements techniques nécessaires à la création des produits nouveaux, oriente la politique du Service Achats (montant annuel supérieur à 150 MF); enfin, il pilote en relation avec les Directeurs des usines l'organisation et la gestion de la fabrication. Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole ayant acquis une expérience confirmée de la production (gestion, méthodes, prix de revient) et, si possible, des Achats. Conseil des directions opérationnelles, il a un profil d'animateur et de négociateur. Anglais indispensable pour ce poste basé à Gentilly.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1723JM.



35, rue du Rocher 75008 Paris

MELEZ-VOUS DE NOS AFFAIRES... ETRANGERES !

Ingénieur d'Affaires

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE
6 milliards de Francs de C.A.,
18 000 salariés et 40 sites industriels en France et à l'étranger, est l'un des premiers spécialistes mondiaux de la conception et de la fabrication des sièges automobiles. Dans le cadre de l'expansion de nos activités internationales, notre groupe recherche un Ingénieur d'Affaires.

Nous vous confions la prospection de nouveaux marchés, l'étude et le management des opérations de transfert de technologie - cession de licence, de know-how, joint ventures etc -.

Vous intervenez dans la mise en œuvre de la stratégie de développement commercial et industriel du Groupe.

De formation ingénieur généraliste (Arts et Métiers, Mines...), complétée par une formation économique de

type IAE, ICG, vous avez une expérience professionnelle de 5 ans en milieu industriel. Très disponible pour effectuer de fréquents voyages sur les 5 continents, vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) en précisant la référence IA, à BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

Direction des Ressources Humaines - B.P. 14 78391 BOIS D'ARCY cedex.

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

Dans le cadre de sa mission internationale, la Direction des Affaires Industrielles et Internationales - DAI, recherche un

Cadre administratif international

Vous serez responsable de l'organisation et du suivi des relations de FRANCE TELECOM dans le domaine des télécommunications avec les pays d'Europe orientale. De formation supérieure (Bac + 5 minimum), vous avez acquis une expérience professionnelle internationale. Votre aptitude à la négociation et votre sens des contacts ont fait leurs preuves. Pour ce poste, la pratique de l'anglais et du russe est indispensable. La connaissance de l'allemand et d'autres langues d'Europe orientale serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser lettre et CV à DGI/DAI/SA/CS, 7 bd Romain Rolland, 92128 Montrouge cedex.

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

Responsable Grands Comptes International



Société financière, filiale du Crédit d'Équipement des PME, spécialisée dans le financement de l'équipement des entreprises. Développe son activité de crédit-bail mobilier et de location financière grâce à la conclusion d'accords avec des confrères implantés dans les différents pays européens.

Vous avez une expérience confirmée du crédit-bail et de la location financière. Vos cinq ans d'expérience commerciale vous ont rompus aux relations avec les grands fournisseurs et ont affiné votre goût des négociations.

Vous parlez couramment l'anglais et avez une bonne pratique d'une seconde langue européenne.

Votre professionnalisme et votre tempérament commercial vous permettront de relever le challenge d'une activité à développer.

Intervenant auprès d'une clientèle d'exportateurs, vos relations commerciales concerneront essentiellement les grandes entreprises spécialisées dans l'équipement

industriel, le matériel de manutention et le transport.

Vous les convaincrez de financer leurs ventes.

Vous vous déplacerez sur tout le territoire français. Vous travaillerez en étroite collaboration tant avec les responsables commerciaux régionaux de la société qu'avec ceux des autres sociétés du Groupe.

Vous serez, par ailleurs, amené à vous rendre fréquemment à l'étranger pour rencontrer nos confrères-partenaires.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 67 M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

Responsable des relations sociales

Sur un marché en forte croissance, nous développons des produits de haute technologie. Notre professionnalisme, notre rapidité de décision, notre capacité à communiquer et notre enthousiasme favorisent notre expansion et garantissent notre succès.

Nous sommes 1 000 personnes.

Nous cherchons un jeune professionnel des relations humaines et sociales à notre image pour prendre en main une fonction que nous concevons comme très qualitative.

Il gèrera les carrières de 200 personnes, dont plus de 100 cadres, assurera la formation et le recrutement, animera les relations avec les partenaires

sociaux et participera très activement à la définition de la politique sociale.

Sa formation supérieure (IEP, Maîtrise de Droit, Ecole de Commerce...) et une expérience d'au moins trois ans comme responsable des relations sociales lui permettront d'être rapidement efficace.

Il devra faire preuve de sa compétence, de son ouverture d'esprit et de son investissement professionnel pour évoluer à terme vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 68 M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

PROGRESSION EN PROVINCE ... POUR PROFESSIONNEL SOLIDE

Notre Société, qui conçoit, fabrique et commercialise en France et à l'étranger des équipements de haute technicité souhaite accueillir sur son site principal (500 personnes) son nouveau

DIRECTEUR du PERSONNEL

Dans un contexte industriel, avec l'appui de son équipe, il aura en main toutes les composantes de la fonction, depuis l'administration dans sa globalité jusqu'aux aspects Ressources Humaines (Formation - Recrutement - Développement Social ...) en passant par les relations sociales.

De surcroît, l'appartenance à un groupe d'implantation internationale lui fera connaître une approche qualitative européenne.

Professionnel très confirmé de la fonction, vous l'avez notamment exercée en usine où votre solide formation et votre expérience réussie ont valorisé votre crédibilité, consolidé votre savoir et affiné votre savoir-faire. Votre bonne connaissance de la langue anglaise vous permettra d'élargir votre champ d'action dans cette grande ville de province où les liaisons sur Paris sont fréquentes. Puisque vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil, Joël HAXAIRE, RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS sous la référence V/DPLM.



Raymond Poulain Consultants

LA PASSION DONNE UN VÉRITABLE SENS A VOTRE MÉTIER

CONSEIL ET ASSISTANCE EN PROGICIELS ET PRODUCTION

Lyon - Paris

INGÉNIEURS (Centrale, AM, ENSI, INSA, ENI...), vous êtes débutant ou vous possédez une expérience de 3 à 5 ans. Dans le cadre de la préparation de projets, vous serez chargé de la mise en œuvre de progiciels de production (GPAO et/ou MAO). Selon vos compétences et votre expérience, vous définirez et réaliserez des développements spécifiques et/ou animerez une équipe d'une dizaine de personnes chez nos clients. Communicatif et convaincant, vous assurerez les tâches de formation (généraliste et utilisateur) et d'assistance (construction de la solution avec le client). La taille et la diversité de nos projets vous permettront de vivre avec passion toutes les facettes du progrès informatique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 15/M à Elizabeth Fumey, C.S.P.P., 74 bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne.



CAP SESA
Group CAP GEMIN SOCIÉTÉ

CHEF DE PERSONNEL

Sur notre site industriel pharmaceutique basé dans le pôle technologique de COMPIEGNE (80 km de Paris), vous développerez votre action en accord avec la politique de la DRH à laquelle vous serez étroitement associé en vue de :

- poursuivre la mise en place, le développement des procédures du groupe et des outils informatiques de pointe en matière de gestion du personnel dans le cadre de notre projet d'entreprise,
- prendre en charge le suivi des relations sociales
- assurer le recrutement, la formation, l'information
- assister notre DRH sur d'autres missions.

De formation supérieure (droit, DESS gestion de personnel...) vous possédez une expérience de 4 ans minimum soit comme n° 2 dans la fonction ou comme n° 1 dans une moindre structure.

Pour ce poste, EVOLUTIF la connaissance de la langue anglaise est indispensable et la résidence sur le secteur est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo et précisant la référence CP/LM à CARA CONSEIL - 36, avenue Hoche - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.



Filiale de la Compagnie Financière et Bancaire du BTP (800 personnes, 28 milliards d'engagements et 17 milliards de capitaux gérés), le CCME qui occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maitres d'ouvrages de la profession recherche :

JEUNE CADRE FINANCIER

LILLE

Rattaché à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, il aura pour mission, après une période de formation, de développer son portefeuille de clientèle, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maitres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

Le candidat devra nécessairement être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Il sera tout particulièrement retenu pour son dynamisme commercial, son aptitude à négocier à haut niveau et sa capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.



Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boétie 75008 PARIS.

De la banque à la direction d'un Centre de Profit au Luxembourg.

Société française en fort développement, nous sommes depuis 5 ans spécialisés dans la recherche et la mise à disposition de personnel très qualifié en milieu bancaire (cambistes, titrards, caissiers...). Nos clients apprécient notre savoir-faire et la qualité de nos interventions, qui se déroulent dans un climat de confiance.

Nous venons de créer une agence spécialisée au Luxembourg et en cherchons son Directeur. Le marché est en effet très demandeur et le démarrage de cette implantation très prometteur. Il faut toutefois mener un travail en profondeur de développement commercial auprès des banques et sociétés de financement de la place.

Vous connaissez les métiers de la banque pour les avoir vécus de l'intérieur. Dynamique, entreprenant et autonome, vous êtes motivé par cette création dont le succès dépendra de votre efficacité et de votre implication. Si vous voulez vivre avec nous cette aventure, alors écrivez-nous sous la référence JFDH/264.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 PARIS.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS



CONDUIRE LE CHANGEMENT

2 CONSULTANTS

GRANDE OLYMPIE DIVULGÉE

Nous intervenons, depuis 12 ans, dans de grandes entreprises qui veulent changer leurs organisations ou leurs équipements.

Notre domaine d'expertise : face à des problèmes complexes, toujours nouveaux et situés, aux frontières du technique, de l'organisationnel et du social, nous savons faire évoluer les comportements et les cultures, faire émerger des solutions adaptées, rendre plus performantes les organisations.

Nos références : BSN, BANQUE DE FRANCE, RHONE-POULENC, SOLLAC, VITTEL.

Les candidats devront :

- avoir 35 ans ou plus
- être diplômés Grandes Ecoles, scientifiques ou gestion (X, Mines, HEC, INSEAD ou équivalent)
- avoir déjà exercé des responsabilités variées.

Nous choisissons des personnes :

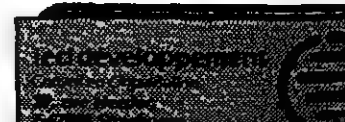
- sachant tirer les enseignements des changements qu'ils ont vécus
- reconnues pour leur capacité d'écoute, de synthèse et d'innovation

- faisant preuve de la même autorité pour convaincre une direction générale et le personnel d'un atelier
- mais, vous pouvez aussi être "hors norme", si vous savez nous convaincre de votre valeur ajoutée...

Nous vous proposons :

- une formation à nos méthodes et démarches originales
- la responsabilité globale des contrats (chef de projet)
- un travail en équipe pluridisciplinaire sur tous les contrats
- le partenariat au sein d'ECI DEVELOPPEMENT (15 personnes)
- la rémunération globale des consultants de MECI s'étage entre 370 et 500 Kf.

Ecrivez-nous avant le 31 janvier (lettre manuscrite + photo + CV)



PRODUCTION INTERDITE

Nous sommes
D'AFFAIRES
nous recherchons

Rédacteur

Par

Le candidat devra nécessairement être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Il sera tout particulièrement retenu pour son dynamisme commercial, son aptitude à négocier à haut niveau et sa capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

de la banque à la direction

d'un Centre de Profit au Luxembourg.

Société française en fort développement, nous sommes depuis 5 ans spécialisés dans la recherche et la mise à disposition de personnel très qualifié en milieu bancaire (cambistes, titrards, caissiers...). Nos clients apprécient notre savoir-faire et la qualité de nos interventions, qui se déroulent dans un climat de confiance.

Nous venons de créer une agence spécialisée au Luxembourg et en cherchons son Directeur. Le marché est en effet très demandeur et le démarrage de cette implantation très prometteur. Il faut toutefois mener un travail en profondeur de développement commercial auprès des banques et sociétés de financement de la place.

Vous connaissez les métiers de la banque pour les avoir vécus de l'intérieur. Dynamique, entreprenant et autonome, vous êtes motivé par cette création dont le succès dépendra de votre efficacité et de votre implication. Si vous voulez vivre avec nous cette aventure, alors écrivez-nous sous la référence JFDH/264.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 PARIS.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIÉS

CE RA

CONDUIRE LE CHANGEMENT

2 CONSULTANTS

GRANDE OLYMPIE DIVULGÉE

Nous intervenons, depuis 12 ans, dans de grandes entreprises qui veulent changer leurs organisations ou leurs équipements.

Notre domaine d'expertise : face à des problèmes complexes, toujours nouveaux et situés, aux frontières du technique, de l'organisationnel et du social, nous savons faire évoluer les comportements et les cultures, faire émerger des solutions adaptées, rendre plus performantes les organisations.

Nos références : BSN, BANQUE DE FRANCE, RHONE-POULENC, SOLLAC, VITTEL.

Les candidats devront :

- avoir 35 ans ou plus
- être diplômés Grandes Ecoles, scientifiques ou gestion (X, Mines, HEC, INSEAD ou équivalent)
- avoir déjà exercé des responsabilités variées.

Nous choisissons des personnes :

- sachant tirer les enseignements des changements qu'ils ont vécus
- reconnues pour leur capacité d'écoute, de synthèse et d'innovation

faisant preuve de la même autorité pour convaincre une direction générale et le personnel d'un atelier

mais, vous pouvez aussi être "hors norme", si vous savez nous convaincre de votre valeur ajoutée...

Nous vous proposons :

- une formation à nos méthodes et démarches originales
- la responsabilité globale des contrats (chef de projet)
- un travail en équipe pluridisciplinaire sur tous les contrats
- le partenariat au sein d'ECI DEVELOPPEMENT (15 personnes)
- la rémunération globale des consultants de MECI s'étage entre 370 et 500 Kf.

Ecrivez-nous avant le 31 janvier (lettre manuscrite + photo + CV)

de pr

spécialiste de l'im

connaissez parfaite

pratiques, financières

aujourd'hui, nous v

expérience en valor

de nos équipes en E

la connaissance du

en un atout.

si vous êtes prêt à n

avec nous, merci d'a

sous réf. RPI 020 à R

Direction du Person

Ressou

conseil

Nous Organisme par

Nantes, à des perform

plan national. Notre ob

notre diversification v

vous confier cette m

DIR

DEVE

De formation supérieu

une Entreprise de Suc

notre métier. Pour stim

vous devez apporter vo

charisme : vous permet

consultants et un milieu

Dans le cadre d'une tota

prendre contact, sous

A. PLESSY - CAPFOR

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

Informations

ent à la défini-
Maîtrise de
l'expérience
insable des rela-
re rapidement
mpétence, de son
issement profes-
des responsabi-
HM
Hervé
& Miller
Conseil
28 milliards
ne position de
ouvrages de
HER
uits, il aura pour
le de clientèle,
services et notre
es, organismes
ommerce ou de
l, son aptitude à
arge délégation
ement financier
motivée avec
T, Direction des
28 rue la Boétie

tion
mbourg.
s spécialisés dans la
bancaire (cambistes,
aité de nos interven-
cherchons son Direc-
ette implantation très
ppement commercial
intérieur. Dynamique.
s succès dépendra de
s cette aventure, alors
critement Associés -

S
autorité pour convaincre une
conseil d'un métier
"hors norme", si vous sa-
valeur ajoutée...
des démarches originales
s contraintes (chef de projets,
opérations sur tous les con-
I DEVELOPPEMENT (15
des consultants de l'IECI
prouver (autre manuscrite -
GROUPE

Nous sommes une IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES - 1000 collaborateurs - nous recherchons un

Redacteur Juridique

**Maîtrise de droit
Pour la Direction Juridique**

Vous prendrez en charge :

- La gestion de dossiers contentieux (recouvrement de créances - procédures collectives)
- La rédaction d'actes de prêts et prise de garanties des crédits
- La gestion de dossiers de successions
- Et les formalités diverses concernant la vie des sociétés.

Une maîtrise de droit et une première expérience juridique vous ont donné de bonnes connaissances en droit privé et des sociétés ainsi qu'une parfaite autonomie dans la rédaction des actes.

La connaissance des opérations bancaires et de l'anglais sera un plus apprécié.

Votre dynamisme et votre sens du travail en équipe seront garants de votre réussite dans ce poste évolutif.

Poste basé à Paris 2ème.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 9447 à :

PUBLIPANEL
145, rue de Vaugirard - 75015 Paris qu'il transmettra.

Hôtesse • Stewards

Un métier plein d'énergie

Déjà tout petit, vous saviez que votre avenir était dans l'air. Aujourd'hui, vous avez l'opportunité de rejoindre AIR INTER.

Accueillant, communicatif, disponible et vigilant, vous assurerez la qualité de service que nous souhaitons offrir à notre clientèle.

Un métier qui repose sur votre dynamisme, votre implication et vos qualités relationnelles... un métier plein d'énergie : le style AIR INTER.

Agissez... téléphonez au 46.75.67.89 pour connaître les conditions requises et nous faire parvenir votre dossier.

AIR INTER - Département Emploi - DP/YR
91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.



N°1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 1 400 personnes et réalise un CA d'1 Milliard de francs. Nous recherchons pour notre Direction Import-Export un :


CADRE ADMINISTRATIF

A la tête de notre service Import-Export, l'ensemble des formalités de douane (traitement douanier des marchandises, contrôle du commerce extérieur, établissement des déclarations en douane, procédures de dédouanement) ainsi que les relations avec de nombreux organismes (administrations, banques, chambres de commerce, transitaires et assureurs) constitueront l'essentiel de vos missions.

Professionnel des fonctions import-export, vous avez quelques années d'expérience et vous maîtrisez parfaitement les procédures douanières. Il est indispensable de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre CV et photo à :

INTERTECHNIQUE, DIRECTION DU PERSONNEL -
B.P. N°1, 78374 PLAISIR CEDEX, sous réf. DIE/13.



CHEF DE PRODUITS SENIOR

Paris - Un chiffre d'affaires qui se compte en milliards, plusieurs milliers de commerciaux... Cette société est l'un des acteurs principaux du marché français de l'assurance-vie. Elle recherche un chef de produits senior. Créant cette fonction au sein de la direction marketing, il travaillera sur une vaste gamme de produits (prévoyance, retraite, placements...) pour laquelle il sera responsable de programmes de promotion et de soutien à la vente. Il s'impliquera également fortement dans les actions de formation destinées au réseau de vente. Ce poste s'adresse à un candidat de formation économique ou juridique ayant acquis une expérience de 3 ans minimum en marketing opérationnel sur des produits grand public commercialisés par l'intermédiaire d'un réseau de vente. Ecrire à C. BUSO en précisant la référence A/R9563M PA Consulting Group - 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



SAE, N°1 du bâtiment en France, nous sommes solidement implantés en Europe et en particulier en Espagne, où à partir de BARCELONE et SARAGOSSE, nous menons d'importants projets dans l'ensemble du pays. Nous recherchons un

Responsable de programme immobilier hf


ESPAGNE

Spécialiste de l'immobilier, professionnel expérimenté, vous connaissez parfaitement tous les aspects de cette fonction : juridiques, financiers, commerciaux et techniques.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'enrichir votre expérience en valorisant au maximum votre potentiel au sein de nos équipes en Espagne.

La connaissance du marché et de la législation espagnole est un atout.

Si vous êtes prêt à nous rejoindre en Espagne et réussir avec nous, merci d'adresser votre candidature sous réf. RPI 020 à Pascale FOURLEGNIE - SAE Direction du Personnel - 32, av. de New York - 75116 PARIS.



CHALLENGE POUR ORGANISATEUR SOLIDE ET EVOLUTIF

Filiale française d'un leader mondial de biens d'équipement industriel, notre seul C.A. à l'export dépassera 700 millions de francs en 1990... C'est vous dire l'importance de cette activité qui peut encore aller plus loin ! Pour consolider nos projets, nous souhaitons maintenant remodeler notre

ADMINISTRATION COMMERCIALE EXPORT

En liaison avec notre Direction Export, vous aurez surtout à établir les différentes procédures, à harmoniser, réorganiser et simplifier les systèmes administratifs en travaillant en étroite collaboration avec notre Chef de Projet Informatique "Export".

Animant une dizaine de personnes responsables de la préparation et de la rédaction des offres, de l'enregistrement et du suivi des commandes et factures, vous intervenez également parfois dans la négociation avec les clients de zone.

Ce poste évolutif basé en région parisienne intéresse un très bon organisateur qui dispose d'une expérience crédible de commerce international en milieu industriel ; Son énergie, ses qualités de rigueur, ses capacités de décision et d'animation garantiront avec sa très bonne connaissance de la langue anglaise, un succès prometteur.

Puisque vous êtes "partants", merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil Joël HAXAIRE RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS sous la référence VIACE/LM.



Ressources humaines conseil et formation

Notre Organisation patronale de Formation et de Conseil, implantée à Nantes, a des performances reconnues au plan régional comme au plan national. Notre objectif est de poursuivre notre progression et notre diversification vers des "produits haut de gamme". Nous voulons confier cette mission à un :

DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT

De formation supérieure, 40 ans environ, vous avez acquis, dans une Entreprise ou Société de Conseil, une expérience solide de notre métier. Pour stimuler ce développement que nous attendons, vous devez apporter votre créativité personnelle, ainsi qu'un fort charisme vous permettant d'animer avec aisance un groupe de consultants et conseillers expérimentés.

Dans le cadre d'une totale confidentialité, nous vous remercions de prendre contact, sous référence 6305/E, avec notre conseil A. PLESSY - CAPFOR - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX 01.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,5 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la route en cours est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.



Une stratégie pour vos ambitions

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous possédez une première expérience comme généraliste (contrôle de gestion, marketing, stratégie) acquise, si possible, dans le tertiaire.

Aujourd'hui, vous souhaitez évoluer et intégrer un secteur en pleine mutation.

Nous vous proposons de rejoindre notre direction "dommages des particuliers" (automobile, habitation, commerces et services) comme Responsable de la cellule stratégie.

En étroite collaboration avec le Responsable du département stratégie et contrôle de gestion, vous aurez :

- organiser et animer le processus de détermination stratégique de la branche en relation avec les directions de moyens,
- impliquer et mobiliser les différents acteurs concernés.

Votre mission doit permettre d'anticiper les évolutions de l'environnement et de mettre en place les actions optimisant notre adaptation.

Pour réussir dans ce poste, vous devrez faire preuve d'un solide sens de l'organisation, d'un esprit prospectif et surtout d'une mentalité d'entrepreneur.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. M22, à Christine LABBE - Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.



Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

Médecin du Travail (H/F)

Paris-Nation

Cet important groupe français de Communication recherche le Médecin du Travail de son Etablissement de Paris (2000 personnes - cadres, employés et ouvriers - Personnel féminin en majorité). Sous l'autorité du Directeur du Personnel celui-ci animerait le Service médical et assurerait les visites systématiques (embauches, reprises du travail, contrôles et visites annuelles), procéderait aux premiers soins, et assumerait l'ensemble des responsabilités généralement dévolues à cette importante fonction. Il sera membre du CHSCT. Le candidat idéal bénéficie d'une expérience de quelques années dans une fonction identique et présente de réelles qualités d'écoute et de contact.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1725 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris

A la croisée des forces de l'entreprise

Nous sommes une PMI de transformation dans le secteur de l'automobile : 160 salariés, actuellement 35% de progression annuelle, un fort développement européen, mais déjà une position de leader au niveau de la qualité et des process.

Dans ce cadre, nous créons le poste de :

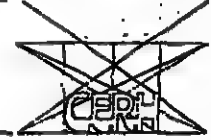
Responsable Administratif, Financier et Gestion du Personnel

Proche de la Direction Générale, vous prendrez la responsabilité :
• des services administratifs et financiers : mise en œuvre des procédures et indicateurs de gestion suivi et gestion de la trésorerie, exploitation des informations comptables (avec le service comptable et la collaboration d'un cabinet d'expertise),
• du service personnel : vous mettrez en place et gèrerez activement une politique d'animation, de communication et de recrutement. Vous aurez en charge l'administration du personnel, le suivi de la législation et des relations sociales.

Si vous êtes diplômé(e) de type Ecole Supérieure de commerce ou DECS, d'environ 35/40 ans, une bonne expérience de l'entreprise et des hommes, et décidé(e) à rejoindre le milieu très évolutif d'une entreprise de Franche-Comté,

envoyez votre candidature : CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 9013/CG à

BESANCON
PARIS
D'ON



CERH
Chantal GUY
26 Av. de Montparnasse
75006 PARIS

Ingénieur d'affaires export

350 - 400 000 F

Filière d'un grand Groupe mondial, nous sommes une société de taille humaine spécialisée dans les radiocommunications.

Au sein du Département qui développe et commercialise des réseaux de radiocommunications à ressources partagées, nous recherchons un ingénieur d'affaires export pour accroître notre C.A. à l'étranger.

En liaison avec les organisations commerciales locales à qui vous vendez nos produits et servez de support technique, vous augmenterez le chiffre d'affaires par l'obtention de nouveaux marchés.

Ce poste s'adresse à un ingénieur SUPELEC, TELECOM, ENSIE, SUDRIA..., parlant couramment l'anglais et l'espagnol. Il justifie d'une expérience commerciale réussie de 5 ans minimum dans le domaine des faisceaux hertziens et du matériel de transmission radio-électrique.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traitera confidentiellement, sous référence 8957/M.



Gilbert Raynaud & Partners

7 rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. (1) 42.89.10.25.



Dans le cadre de la réorganisation des activités Propriétés Industrielles et Intellectuelles du groupe RENAULT, nous recherchons un :

INGENIEUR BREVET

De formation ingénieur mécanicien et diplômé du CEPII, vous avez de préférence une première expérience dans une fonction similaire. Pour ce poste, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand sera un plus.

Vos missions principales :
■ Prospection auprès des Directions opérationnelles (Recherche, Etudes, Méthodes...) dans le domaine des innovations techniques en cours de réalisation.
■ Suivre les procédures d'obtention de brevets d'invention et les contrats d'études avec nos partenaires.
■ Conseiller les directions opérationnelles en matière de propriété industrielle et intellectuelle.

Disponibilité, qualités relationnelles et d'organisation, sens du service seront les atouts de votre réussite et de votre évolution dans un groupe où l'avancée technologique est constante.

Merci d'adresser votre candidature : lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. BREVET, à J. Percheron - Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



GROUPE WAGONS-LITS recherche :

Directeur du Développement Commercial

Ce poste, qui doit évoluer rapidement vers une responsabilité de centre de profits, s'adresse à un candidat qui :

- par sa formation HEC, ESSEC, ESCP, INSEAD,
- par son expérience de 3 à 5 ans au maximum dans une activité de distribution ou de services,
- par son tempérament, saura allier un travail d'études avec une activité de terrain.

Créatif et pragmatique, il est à l'aise dans la négociation de haut niveau et possède le sens des résultats. Il maîtrise l'anglais.

A partir du constat de l'existant et s'appuyant sur les unités opérationnelles de notre société, il aura pour mission :

- de proposer et mettre en place un plan Marketing permettant le développement de la vente d'un produit essentiel dans notre activité ;
- d'assurer le suivi du projet en terme d'évolution technologique, d'organisation ;
- de participer à la démarche commerciale.

Si vous êtes intéressé, contactez : le Service Recrutement au 47.59.47.78 ou envoyez votre dossier de candidature au Groupe Wagons-Lits, 108 rue Danton, 92308 LEVALLOIS PERRET.



WAGONS
LITS

Aller jusqu'au bout de vos idées

Nous aussi, en entreprise ou en cabinet, nous avons ressenti un jour le besoin d'élargir notre horizon et surtout l'envie d'aller jusqu'au bout de nos idées. Nous le faisons aujourd'hui chez BERNARD JULHIET CONSEILS, division du Groupe Bernard Julhiet orientée vers les Etudes et Conseils en Développement, Marketing et Commercial.

Nous souhaitons développer notre activité et recherchons un

Consultant assurance/banque/finance

Vous êtes issu de l'un de ces secteurs d'activité où vous avez occupé des responsabilités de bon niveau, soit en tant qu'Etudes/Marketing/Développement, soit au sein de la Direction Commerciale. Idéalement, vous avez pratiqué les deux fonctions.

Vous consulterez les directions générales, marketing et commerciales dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de stratégies adéquates : conception, mise en place de structures, moyens et systèmes de commercialisation nécessaires. Votre action se traduira par la conduite d'études, de diagnostics, de recommandations, le pilotage de plans et l'accompagnement opérationnel des solutions retenues.

La trentaine, vous avez une formation supérieure. Le métier de consultant vous tente. Une expérience de conseil sera bien sûr appréciée. Vous souhaitez mieux exprimer votre créativité et maîtriser la conduite de projets de qualité en toute autonomie, alors venez vivre une aventure passionnante dans un des premiers groupes français de conseils.

Merci d'adresser lettre, CV, et photo sous référence RC 324/3 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Un métier exigeant : le recrutement

Notre société est la filiale Ressources Humaines du Groupe CONCEPT, SSI Internationale de 3 900 personnes spécialisée dans l'informatique financière. A ce titre, nous fonctionnons comme un cabinet de recherche de cadres et dirigeants mais en bénéficiant des structures, des facilités et de la synergie d'un Groupe performant.

Nos domaines d'intervention sont bien sûr dans la ligne des métiers du Groupe : nous sommes des spécialistes du recrutement (recherche mixte - approche directe) dans les secteurs de la Finance, de la Banque, de l'Informatique. Il est donc fondamentalement de s'intéresser à la vie économique, de suivre les évolutions de ces métiers, de connaître leurs techniques pour être l'interlocuteur averti de nos clients et de nos candidats. Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer un

Consultant

Jeune professionnel du recrutement, vous serez totalement responsable du déroulement et de la bonne fin de chaque mission que nous vous confierons en vous donnant les moyens de votre action (méthodologie, support logistique).

Nous vous demandons d'avoir déjà une compétence professionnelle significative dans le recrutement de cadres y compris financiers et informatiques, d'être de formation supérieure à orientation gestion et d'avoir le goût du travail bien fait.

La taille de notre Groupe comme le développement de notre cabinet vous permettront des évolutions de carrière diversifiées.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence JO110. Nous vous garantissons toute confidentialité.

CONCEPT
RECRUTEMENT



2 PLACE ANDRÉ MALRAUX 75001 PARIS



LABORATOIRE
CHAUVIN

VOIR LOIN AVEC LE PREMIER LABORATOIRE FRANCAIS SPECIALISE EN OPHTALMOLOGIE

JURISTE

Vous prenez en charge la rédaction de nos contrats et aussi ceux des autres sociétés du groupe (françaises et étrangères). Vous assurez le suivi et la réalisation des actes courants et participez à la mise au point de projets (création de filiales).

Vous possédez un diplôme de juriste (maîtrise en droit des affaires ou équivalent) et vous avez des connaissances étendues en fiscalité. Rigueur, esprit d'analyse et mobilité intellectuelle sont des atouts indispensables pour réussir votre mission.

Ce poste est basé à Montpellier.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature aux Laboratoires CHAUVIN - Direction des Ressources Humaines Réf. MQ/0108 - 8 1174 - 34009 MONTPELLIER CEDEX.



REPRODUCTION INTERDITE

INSTITUT
N

L'ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

ENTREPRE
N

3615 天

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INSTRUMENTATION, AUTOMATISMES,
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Toulouse-Bordeaux

L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, leader dans des activités traditionnelles (installations électriques et génie civil) a réussi sa diversification dans des secteurs de pointe. Le département I.A.I.I. a eu une croissance de 100% en 1989. Pour renforcer sa direction régionale Sud-Ouest, elle recherche:

2 CHARGES D'AFFAIRES I.A.I.I.

Entièrement responsables des affaires, ils les pilotent du devis à leur réalisation sur un plan commercial, financier et technique. Cette offre s'adresse à des jeunes ingénieurs bénéficiant

d'une expérience réussie dans des domaines similaires ou celui des installations électriques. Ces postes sont basés à Toulouse (Réf. A/T7339M) et Bordeaux (Réf. A/T7340M).

2 CHEFS DE PROJET I.A.I.I.

A l'intérieur d'une cellule de développement, leur première fonction d'analyste évolue rapidement vers la responsabilité d'une équipe. Ils prennent en charge la partie informatique et/ou automatismes des affaires depuis le devis jusqu'à

leur mise en service et veillent à leur bonne réalisation technique. Ces postes, basés à Toulouse ou Bordeaux, concernent de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une courte expérience (Réf. A/T7341M).

1 CHEF DE PROJET AUDIOVISUEL

Rattaché à l'agence de Bordeaux, il a pour mission l'exécution d'un important projet et l'ouverture de l'activité audiovisuelle sur l'ensemble du Sud-Ouest. Il transfère et utilise sur sa région les compétences acquises par la

société sur divers contrats parisiens. Diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 2 minimum), le candidat a une expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine d'activité (Réf. A/T7343M).

Ecrire à Maguy MOURET en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Fritze 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

COORDONNER, FORMER,
ORGANISER...

Nous sommes l'une des premières sociétés de services françaises, associée à une grande banque étrangère. Notre souci est d'offrir le meilleur outil de travail à nos collaborateurs, gage de l'excellence du service rendu à notre clientèle, nous conduisant à renforcer notre Direction Informatique-Organisation en recrutant pour le

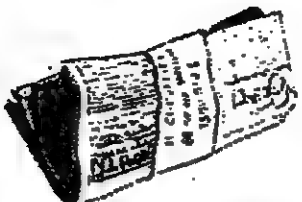
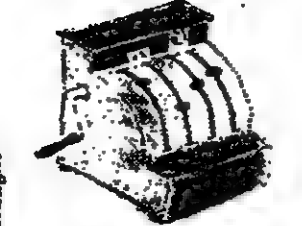
Management Support

un CADRE chargé de :

- coordonner les grands projets informatiques impliquant la Société,
- organiser les formations nécessaires à la mise en place de nouvelles applications,
- assister les services opérationnels dans l'évolution de leur organisation.

Après quelques années dans un grand cabinet d'audit ou dans un établissement bancaire (à l'inspection ou à l'organisation), vous souhaitez saisir une opportunité réelle, en terme de carrière au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE en faisant parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous la référence MS/IM, à U'MAN - 9, avenue Maignon - 75008 PARIS.

U'MAN
Cabinet de Recrutement SpécialiséAu Carrefour de la Finance,
du Marketing et de la Formation :
ENSEIGNER ! RENSEIGNER ! VENDRE !Expliquer, démontrer,
mais aussi convaincre
et savoir être disponible.A l'ère de l'essentiel
savoir jamais perdre de vue
le détail capital.Par dessus tout :
le sens du terrain
et du contact client.

Bon pédagogue, bon rédacteur et bon vendeur : vous êtes notre futur Adjoint à la formation.

Créé en 1836, le groupe Legal & General est l'un des leaders britanniques dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie (150 milliards de francs sous gestion). En France, nous réussissons une très forte croissance grâce à une force de vente directe en plein développement et c'est pourquoi nous renforçons notre Département Formation.

Diplômé d'études supérieures économiques, juridiques ou de gestion (école de commerce), vous avez 4 ou 5 ans d'expérience dans le monde de l'épargne (banque et/ou assurances) à la vente, aux études ou à la formation.

Vous participerez à la formation des vendeurs aux techniques de vente et à nos produits d'épargne ; vous rédigerez notes d'information et documents divers à caractères juridiques, financiers et fiscaux ; enfin, vous enseignerez par l'exemple en vendant vous-même les produits Legal & General. Un triple challenge passionnant que nous vous proposons de relever !

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo sous V&E. P&S&S) à :

Compagnie Eurofinancière

58, rue de la Victoire - 75009 Paris

(la plus haute confidentialité est garantie à toutes les candidatures).

Legal &
General

"Investir et gagner... en sécurité"

Importante société financière (440 p. dont près de la moitié en personnel d'encadrement), liée à un actionnariat prestigieux, nous sommes leader dans notre profession et faisons partie d'un réseau mondial. Nous cherchons pour notre siège à Paris

le n° 2 du département
juridique et contentieux

En contact direct avec nos responsables d'exploitation, venez gérer un portefeuille d'environ 150 dossiers (sur 1000), établir les protocoles avec nos avocats, coordonner l'activité de notre équipe (12 p.) et participer aux côtés de notre responsable, aux développements liés à notre croissance (nationale et internationale).

A 30 ans minimum, de formation juridique (complétée si possible par MAE ou l'ICG), vous avez acquis votre expérience dans un service contentieux d'entreprise. Vous savez être proche des réalités commerciales, tout en gardant la maîtrise de vos dossiers. Autonome, vous avez le sens du travail en équipe et communiquez bien. Nous saurons vous apprendre notre métier et vous faire évoluer.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER vous remercie de lui écrire (réf. 5537/LM) "Carrières Gestion-Finances"



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Notre développement dans les départements 16-24-33 nous conduit à rechercher de

FUTURS DIRECTEURS
D'AGENCES

Vous aurez à seconder le Directeur dans toutes ses activités de gestion bancaire, commerciale et financière dans une unité de 5 à 10 personnes.

Un BAC + 2, une solide formation bancaire et une expérience commerciale réussie vous permettront de développer votre potentiel et d'accéder à court terme au poste de Directeur.

Si notre offre vous intéresse, veuillez adresser Lettre + CV + rémunération actuelle à :

Direction du Personnel CMO

Voie de l'Europe - BP 146 - 16002 ANGOULEME CEDEX

Crédit Mutuel

Sud-Ouest

LA VILLE DE BREST

recrute un

CHEF DE PROJET

La ville de Brest met en place son équipe de développement social des quartiers.

Elle recherche un Chef de projet

Pour :

- Assurer le montage, la mise en place et le suivi des programmes d'amélioration de plusieurs quartiers.

- Travailler en partenariat avec les professionnels et les habitants.

Ce poste convient à un candidat expérimenté dans le montage de projets, la recherche de financements et l'animation d'équipes pluridisciplinaires.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et disponibilité à :

M. le maire de la ville de Brest

B.P. 858 - 29279 Brest Cedex

Pour le 14 janvier 1990

SAGGEL-VENDOME

recherche pour son service IMMOBILIER D'ENTREPRISE

NEGOCIATEURS JUNIORS

- De formation Universitaire ou diplômés d'une école de commerce ;
- Hommes d'action et de contacts ;
- Dotés d'un réel esprit d'équipe ;

- Ces négociateurs participeront au développement du service IMMOBILIER D'ENTREPRISE

de la SAGGEL-VENDOME,

filiale de gestion et de commercialisation immobilière du groupe de l'U.A.P.

Ecrire à :

Melle FAUDRY - SAGGEL-VENDOME

22, rue du Général Foy - 75008 PARIS.

VEZ MONTER
UNE AGENCE DE PUBLICITÉ AVEC NOUS !

Nous sommes un petit groupe de presse professionnelle éditant plusieurs revues en France et s'implantant en Allemagne et en Espagne en 1990.

Vous aurez à développer une petite agence de publicité dont les activités sont : gestion de budgets professionnels dans le secteur de l'agro-alimentaire et de la gastronomie, édition publicitaire, opérations de promotion.

Vous avez une première expérience de CHEF DE PUBLICITÉ ou d'assistant(e) et une connaissance de la fabrication et de l'édition de documents publicitaires.

Adressez votre C.V., photo et prétentions à :
la société NIOUBIZ, Marie-Laure Guérin,
54, rue Étienne-Marcel, 75002 PARISRESPONSABLE RECRUTEMENT
Confirmé

La Direction des Ressources Humaines d'un important groupe du BTP recrute son Responsable du Recrutement. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Humaines, Sciences Po...). Vous avez une expérience réelle des recrutements de tous niveaux (Techniciens, Cadres, Direction) acquise en cabinet ou entreprise, vous souhaitez renouveler votre savoir-faire en menant des recrutements diversifiés et complets, de l'élaboration du plan de recrutement au suivi de l'intégration des candidats, au sein d'un groupe en fort développement. Ce poste vous permettra d'être étroitement associé à de nombreux aspects des ressources humaines. Poste basé PARIS OUEST.

Merci d'adresser CV sous référence 1816 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1M

Le Groupe FININDUS
recherche pour sa Holding

UN(E) JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous aurez à prendre en charge les actes juridiques d'une cinquantaine de sociétés (Conseils, Assemblées, baux, contrats, constitutions de sociétés, fusions, etc.).

Ce poste requiert une expérience approfondie en droit des sociétés, une attitude concrète et opérationnelle et de bonnes qualités rédactionnelles. Une pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Poste basé à Paris.

Votre lettre manuscrite de candidature, C.V. + photo et prétentions sont à adresser à :

C.F.G.F.-M^{me} DUVAL
148, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Société d'Économie Mixte de Construction et de
Rénovation Urbaine de la Région Ouest Parisienne

RECHERCHE

DIRECTEUR FINANCIER

de formation supérieure (E.S.C. ou D.E.C.S.). Celui-ci aura à diriger et coordonner les services comptables et la gestion financière. Disponibilité rapide souhaitée.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour direction d'un Service Informatique (exploitation, évolution des applications...).

Connaissance OS PICK -
Expérience dans le secteur du logement social.

C.V. détaillé sous n° 8729, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

la sem à PLAISIR
cherche

CHARGÉ(E) D'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT

— Il (elle) sera chargé(e) de la mise au point du programme, du montage et du suivi général d'opération d'aménagement sous la responsabilité du directeur ;

— Il (elle) coordonnera l'activité des maîtres-d'œuvre et autres intervenants de l'acte à bâtir ;

— le poste convient à une personne motivée, dotée d'esprit de synthèse et sachant travailler seule dans le cadre de la société. Elle disposera de solides connaissances administratives, juridiques et techniques (expérience souhaitée dans le montage d'opérations d'aménagement).

Adresser lettre de candidature décrivant le mode d'intervention souhaité, C.V., prétentions et photo à :

Monsieur le Directeur Général
63, place du Commerce - 78370 PLAISIR

L'Institut des Hautes Études
de la Sécurité Intérieure

(MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR)

recrute

pour le Département Études et Recherche

DEUX CHERCHEURS

• Postes accessibles à chercheurs confirmés en sciences sociales (droit, sociologie, Sc. Po...), aptes à travailler en équipe et ayant goût du contact.

• L'emploi pourra comporter : activité de recherche personnelle sur domaines d'intérêt de l'Institut, participation à des travaux collectifs, responsabilité d'animation et coordination des liens avec la communauté scientifique, tâches de soutien à groupes de chargés d'études.

Adresser C.V. et prétentions à :

I.H.E.S.I., B.P. 103, 92203 Neuilly Cedex.
Pour plus de renseignements :
Colette Didier, Tél. : 47-07-08 ou 43-38-13-92.



Entreprise de réassurance au CA de 2,5 milliards de francs recherche

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL

Son profil : âgé de 40 ans environ, ingénieur grandes écoles/ou équivalent, il doit avoir une bonne expérience de la réassurance sur les marchés français et étrangers.

La pratique l'anglais courant est exigée et de solides connaissances d'une seconde langue seraient appréciées.

Sa mission : diriger une équipe de 10 personnes chargées de la souscription des risques I.A.R.D. et transports.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions) à M. JM LETAILLER, 31 rue Henri Rochefort 75017 Paris.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
13 communes - 150 000 habitants
recrute

DIRECTEUR

Domaine de 30 hectares, château pour séminaires et colloques, équipements de loisirs pour enfants (vingtaine de salariés).

Gestionnaire (activités socio-culturelles, activités commerciales), relations publiques, connaissance des collectivités locales.

Ecrire au président du SIR, Robert RIVIERE, avant le 15 janvier 1990 (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions).

DOMAINE DE RAJAT - 63780 ST-PIERRE-DE-CHANDIEU

BUREAU D'ÉTUDES

Conseil aux collectivités locales,
RECHERCHE

pour compléter l'équipe pluridisciplinaire de son AGENCE RHONE-ALPES/Auvergne située à VÉNISSIEUX (Rhône)

JEUNE ARCHITECTE/URBANISTE

assistant d'études, si possible possédant une première expérience d'études préopérationnelles.

Envoyer C.V. et photo s/n° 8724 Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

LE CENTRE DE FORMATION DE FORMATEURS (CFF) DU CNAM RECRUTE UN FORMATEUR

Activités suivantes :

- Analyse de ressources et de systèmes multi-média.

- Animation de formations de formateurs.

- Intervention en entreprise ou organisme.

Niveau d'études : Maîtrise ou DESS.

Salaires : 120 000 à 150 000 F par an.

Contrat : durée déterminée : 12 mois. Poste à pourvoir de suite.

Envoyer les candidatures (lettre + C.V.) avant le 20 janvier 1990 à l'attention de Patrick Chevalier
CNAM - CFF - 2, rue Comé - 75003 PARIS

Importante société d'études spécialisée dans l'analyse
des stratégies et des performances des entreprises

recherche :

2 CHARGÉS D'ÉTUDES DÉBUTANTS

Vous êtes jeune diplômé d'un 3^e cycle universitaire en économie industrielle ou en gestion. Après une formation à nos méthodes d'analyse, vous participerez à la réalisation d'études sur des activités industrielles et financières.

DES CHARGÉS D'ÉTUDES VACATAIRES

Économistes expérimentés indépendants, spécialistes de l'analyse des entreprises, nous vous confierons des contrats d'études sur des stratégies d'entreprises.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à Anne Lafitte, I.C.A., 104, rue Lafayette, 75010 Paris.

Association (40 salariés) implantée en RP recherche pour
la gestion de son Centre d'Accueil International, son Foyer
de Jeunes Travailleurs et son Centre de Formation :

DIRECTEUR (H/F)

Justifiant de 5 ans minimum au sein d'une direction des secteurs : Tourisme-Hôtellerie et/ou Social et/ou Formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative de l'informatique de gestion, le candidat, fortement sensibilisé aux besoins et aspirations des jeunes, aura une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + 2 photos à Elisabeth Verrière-Cigeth Recrutement
87, av. Foch, 94100 Saint-Maur. Tél. : (1) 48-89-58-11.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Société de services - région Sud-Ouest
50 personnes - 60 MF

Domaine de la communication. Associée au développement économique de sa ville et de sa région.

Le candidat recherché devra avoir environ 40 ans, une formation supérieure (Sup de Co., I.E.P.), une expérience professionnelle de gestion d'un centre de profit, le sens de la négociation, de l'organisation, ainsi que le goût des contacts humains.

Merci d'adresser vos candidatures et prétentions à :

Inergie - 1, rue Edouard-Branly
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

CLAMART (92)

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL H/F

Nous recherchons pour renforcer notre activité Chimie et Polymères dont la direction est basée à CLAMART, un JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL.

VOTRE MISSION :

- Vendre et développer une gamme de produits chimiques destinés aux industries spécialisées.
- Appliquer la politique commerciale du Département en collaboration avec l'Angleterre.
- Réaliser des actions de marketing et des études qui lui seront confiées.

VOTRE PROFIL :

- Formation supérieure (Bac+ 5).
- Bonne maîtrise de la langue anglaise.
- Connaissance d'une autre langue appréciée.
- Aptitudes à la négociation.
- Esprit d'initiative allié à des qualités de méthode et d'organisation.
- Disponibilité géographique (fréquents déplacements en France et en Grande-Bretagne).

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 90/01/CP/LM à I.C.I. FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART

Cabinet conseil en recrutement recherche dans le cadre
de son développement, un

Consultant

25/30 ans, de formation supérieure (psychologie, École de Commerce...), vous avez 2 à 5 ans d'expérience de la fonction. La pratique des tests psychologiques serait un plus ; la connaissance du secteur informatique serait appréciée.

Votre mission : prendre en charge les différentes étapes du recrutement jusqu'à la pré-sélection finale. Les candidatures à temps partiel seront également étudiées.

Adresser CV + photo + prétentions à Françoise BERTIN, 90 rue du Château, 92100 BOULOGNE.

La Passion de l'oiseau rare

ASSOCIATION D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT

recherche d'urgence

DIRECTEUR

Ce directeur animera notamment une équipe de quatre conseillers juristes.

Diplôme exigé : maîtrise de droit

Poste à pourvoir en région parisienne

Adresser dossier avec C.V. et prétentions sous le
n° 8731

Le Monde publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

NOTRE CABINET DE CONSULTANTS

est spécialisé dans la Recherche de Cadres et Dirigeants
(par Approche Directe et par voie d'Annonces).

Nous recherchons aujourd'hui une

CHARGÉE DE RECHERCHE

Vous travaillerez en liaison permanente avec plusieurs Consultants et participerez activement aux différentes étapes des missions de Recherche.

Le poste proposé s'adresse à une jeune femme de formation supérieure ayant exercé depuis au moins 2 ans des fonctions similaires en Cabinet de bonne notoriété.

La candidate fera preuve d'un dynamisme certain et possèdera des qualités de rigueur mais aussi de contact avec une très grande aisance dans les relations téléphoniques. Elle sera naturellement autonome et responsable des missions confiées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence PB/12 à :

Patrick BRUNETEAU

International Management

75, rue de Miromesnil - BP 385
75008 PARIS - TEL. 42.94.07.34

Groupe important
implanté sur l'est de la France
Plus de 10 000 salariés

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Pour ses développements informatiques, applicatifs, système, base de données, matériel IBM haut de gamme, réseaux minis, micros...

Salaires selon expérience.

Faire offre lettre + C.V. détaillé + photo sous n° 8686
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

dans l'analyse des entreprises

DÉBUTANTS
économie industrielle d'analyse, vous participerez et financiez.

VACATAIRES
de l'analyse des entreprises sur des stratégies.

(lettre, C.V. + photo)
75010 Paris.

RP recherche pour national, son Foyer de Formation :

F)
irection des secteurs : ou Formation, admet une expérience, candidat, fortement unes, aura une bonne

1. + 2 photos à joindre
1) 48-89-88-11.

RAL
Sud-Ouest 4F

au développement

40 ans, une formation professionnelle de la négociation, de la négociation, de la négociation.

prétentions à :
I-Branly INEAUX

F
bres
ORE

aux

ation

ront

vous

et

vous

CI

CONSULTANTS
Cadres et Dirigeants d'Annonces

aujourd'hui une

RECHERCHE

avec plusieurs Consultants

une femme de formation

jeune 2 ans une formation

technique certain et posséder

de contact avec une

phonique Elle sera

en mission de

prévisions sous

TEAU

ANALYSE

et la France

salaires

NIERS

formatiques, applicatifs

riel IBM haut de gamme

expérience.

à + photo sous n° 8886

Montesson, 75007 Paris

Juriste, fiscaliste.... et surtout conseil.

Nous sommes par excellence la banque de l'immobilier. Nous proposons à notre clientèle d'entreprises, de promoteurs, de marchands de biens un accompagnement financier à court, moyen ou long terme. Dès lors que le montage de financements sophistiqués se fait à la mesure de nos clients, c'est bien un juriste conseil que nous recherchons.

Disponible, fiable, créatif mais non spéculatif, vous serez avant toute chose à l'écoute des besoins. Proche des affaires, du montage d'opérations, vous apporterez les réponses pratiques, opérationnelles, touchant à votre domaine de compétence. C'est ainsi que vous serez un interlocuteur privilégié, pour tout montage d'opérations en France ou internationales.

De formation juridique et fiscale supérieure, vous pouvez faire valoir 6 à 8 années d'expérience concrète acquise au sein d'un établissement bancaire ou financier ou bien encore auprès d'un institutionnel. Une éventuelle formation financière vous a permis d'aborder avec plus de sérénité la mise en place de crédits complexes. Bien entendu, vous pratiquez un anglais opérationnel. Nous avons confié à notre conseil Philippe Vuittey, associé du cabinet Sirca le soin d'étudier votre candidature. Merci d'adresser votre dossier sous la référence 071 814 LM au 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

AVEC DES HOMMES DE VOLONTE

Filiale du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes parmi les leaders mondiaux dans les domaines des matériels de travaux publics et agricoles. Nous recherchons

ASSISTANT(E) DIRECTION JURIDIQUE

Après une première expérience dans un cabinet de conseil juridique ou en entreprise vous maîtrisez bien le DROIT DES AFFAIRES. En rejoignant notre société à VOCATION INDUSTRIELLE ET INTERNATIONALE, vous aurez à conduire, en professionnel, des missions dans les domaines de la distribution, des achats, de la propriété industrielle, des accords de coopération et du contentieux dans un contexte français et international. Vous parlez couramment l'anglais. Vous avez la précision et la rigueur d'un juriste généraliste mais aussi la curiosité, la flexibilité, la disponibilité et le sens de la communication pour conduire vos actions. Progression rapide pour candidat de valeur. Poste basé au Siège Social, près de Paris.

Case Poclain S.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CASE POCLAIN S.A. - M. MARCHAND - av. Georges Bataille - 60330 Le Plessis-Belleville.

DEVELOPPER LA FONCTION PERSONNEL DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Notre Société est la filiale d'un grand Groupe français dans le domaine de la communication et des médias.

Membre du Comité de Direction, le Responsable du Personnel que nous recherchons - outre les aspects traditionnels de la fonction - se verra confier deux missions spécifiques :

- la réorganisation de l'administration du personnel et notamment de la paie, par la conception et la mise en place d'une politique salariale rigoureuse ;
- le développement et la gestion des relations sociales dans l'entreprise et le dialogue avec les partenaires sociaux.

A 30 ans environ, vous souhaitez intégrer une équipe de Direction jeune et entrepreneur. Vous avez déjà une expérience de la fonction Personnel acquise en milieu industriel, qui vous a donné une bonne connaissance des missions qui seront les vôtres. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, enthousiaste, avec une forte capacité de travail. La perspective de travailler en région (à une centaine de kilomètres de Paris dans une grande ville) ne vous effraie pas, dans un Groupe qui vous offre des perspectives d'évolution.

Pour ce poste, merci d'envoyer votre candidature, CV et prétentions sous réf. 194.03 à notre Conseil : Marc SIBOLD - COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 92400 COURBEVOIE, qui vous assure de sa totale discrétion.

Cofror

Directeur Industriel

Région Nantaise

Une vision stratégique d'une production internationale...

550 MF de chiffre d'affaires, plus de 1 000 personnes et des perspectives de développement très importantes en Asie du Sud-Est mais aussi dans les pays de l'Est où nous avons été pionniers dans notre secteur. Le rôle de notre Directeur Industriel, membre du Comité de Direction, est de concevoir et de faire mettre en pratique les politiques, les systèmes, les procédures et les techniques adéquates à une gestion optimum de nos flux. C'est donc : un manager d'hommes, un gestionnaire de production (il en a assimilé les techniques modernes) et un homme de logistique avec un sens prévisionnel aigu. Il aura pour mission d'animer la production en France et dans les usines délocalisées. Ses équipes auront également un rôle de conseil en matière d'engineering auprès de nos partenaires étrangers. Nous cherchons un ingénieur issu du milieu Hi-Tech mais surtout d'un environnement reconnu pour la qualité de son organisation et de son sens prévisionnel. L'anglais est nécessaire. Notre style ? celui d'une équipe de battants dont la volonté est de concilier développement local et ouverture internationale. Si vous avez à votre actif une solide expérience de cette fonction, merci d'adresser rapidement un dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous réf. JAL/14 M, à notre conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Acheteur Produits Chimiques, une carrière dans la haute technologie

SILEC

Au sein de l'ensemble industriel SAHEM-SAT-SILEC, (18 000 personnes, 10 milliards de chiffre d'affaires), nos activités à l'usine de Montargis (près de Fontainebleau) sont centrées sur les câbles électriques isolés pour le transport d'énergie et les télécommunications (nous sommes le leader mondial en très haute tension : jusqu'à 500 kV). Nous renforçons notre structure en recrutant un acheteur produits chimiques pour notre service achat. Ce service qui a pour vocation de sélectionner des fournisseurs (français et européens) et de négocier en terme de qualité, quantité, prix et délais pour les matières premières, matériels, transports, fournitures... s'agrandit. Rattaché au responsable des achats, ce nouveau collaborateur s'occupe plus particulièrement des achats matières premières (produits de base, constituants...). Véritable interface entre les fournisseurs et le laboratoire chimie, il a également pour mission de créer et mettre en place l'ensemble de la nomenclature produits. Ce poste convient à un candidat âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure (DUT/BTS chimie), ayant acquis une expérience professionnelle similaire d'au moins cinq ans. Il parle anglais et dispose de bonnes connaissances en allemand. Ce poste nécessite de nombreux déplacements. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1048.89 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

Une évolution possible pour

Vous avez quelques années d'expérience du recrutement en entreprise ou en Cabinet. Vous souhaitez une responsabilité plus globale, incluant le développement commercial et la gestion d'une petite entité.

Nous vous proposons de prendre en charge une activité de services aux entreprises, dans le cadre d'un groupe de premier plan. Vous bénéficierez d'une grande autonomie et pourrez donc développer les activités existantes et créer éventuellement de nouveaux services.

Si vous souhaitez évoluer et entamer une nouvelle phase de votre carrière professionnelle, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 19 à M. FERRER - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Une discrétion absolue vous est garantie et vous pouvez préciser les groupes avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en contact.

un(e) spécialiste du recrutement

AVEC DES HOMMES DE VOLONTE

Filiale du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes parmi les leaders mondiaux dans les domaines des matériels de travaux publics et agricoles. Nous recherchons un

COORDINATEUR RESSOURCES HUMAINES

Filiales Européennes

Vous avez le goût du challenge. Après une expérience de la direction des ressources humaines dans une société ou un cabinet à vocation internationale, vous êtes familier des outils et des méthodes qui dynamisent la performance des entreprises. Votre action portera sur nos filiales européennes (Grande-Bretagne, Espagne, Allemagne, Italie, France) notamment dans le domaine des organisations marketing, vente, finances, etc... Vous serez chargé de mettre en place les systèmes d'animation et de gestion prévisionnelle des ressources humaines, de développement de carrière de notre encadrement européen. Vous piloterez les systèmes de rémunération variable et définirez les axes de formation et les recommandations en matière de recrutement à moyen terme. Vous êtes parfaitement bilingue français-anglais et maîtrisez une autre langue.

Case Poclain S.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CASE POCLAIN S.A. - M. MARCHAND - av. Georges Bataille - 60330 Le Plessis-Belleville.

HIGH TECH

Créer la fonction personnel

Voilà ce que vous propose notre jeune société à vocation résolument européenne, chargée de développer, mettre en œuvre et commercialiser des services de liaison par satellite, destinés aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc.). Le succès de ce système de communication à couverture européenne se confirme et son développement se poursuit rapidement.

Pour répondre à cette expansion, nous recherchons notre Responsable des Relations Humaines. Prenant à part entière la globalité de la fonction, vous aurez à créer et à mettre en place les structures nécessaires à une gestion dynamique et stimulante des ressources humaines, composées

d'emblée d'ingénieurs et cadres pluridisciplinaires de toutes les régions d'Europe : recrutement, gestion des carrières et de la formation, gestion administrative et sociale.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation nécessairement supérieure, vous êtes un généraliste de la fonction et présentez une expérience professionnelle d'environ cinq ans, acquise de préférence dans un secteur d'activité de pointe. Le poste, qui exige l'anglais, est basé à Evry.

Notre Conseil studiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/59 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Communiquer notre savoir-faire



Filiale de COGEMA, SGN (1400 personnes dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs, 2 Mds de Frs de CA) se place dans les toutes premières entreprises d'ingénierie des nouvelles technologies.

La Direction Communication recherche son

RESPONSABLE
COMMUNICATION PRODUITS

Fortement impliqué dans notre stratégie de communication et en étroite collaboration avec nos équipes commerciales, vous aurez à :

- concevoir les supports de communication les plus adaptés pour faire connaître le savoir-faire, les produits et les services de notre société ;
- en assurer le suivi, au niveau des réalisations par les prestataires extérieurs.

Cette fonction s'adresse à un diplômé d'études supérieures, justifiant d'environ 5 ans d'expérience de la communication en entreprise ou en agence, doté d'un tempérament créatif ainsi que d'un sens aigu du travail en équipe.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance du milieu industriel sera un plus.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. HMO-105 à
SYSECA SELECTION - 315, Bureau de la Colline
92213 St-Cloud Cedex.

LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

Société nationale de Promotion Immobilière
recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES
30/40 ANS

pour Paris et proche couronne.

De formation Grande Ecole, Ecole de Commerce, dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler une équipe pluridisciplinaire. Il assure la complète responsabilité de la gestion de l'opération, de sa commercialisation et de sa réalisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel pourra bénéficier d'une progression rapide au sein du groupe.

Nous concevons des espaces de vie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et préférences à
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan
93130 ISSY LES MOULINEAUX.

Important bureau d'études

région parisienne

RECHERCHE

dans le cadre du développement de son activité Bâtiment

JEUNE INGÉNIEUR CHAUFF./CLIM.

(ENSAIS ou équivalent)

Première expérience professionnelle souhaitée

Perspectives d'évolution rapide pour candidat ayant le sens du contact et de l'animation d'équipe

Adresser lettre + C.V. sous le n° 3533 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ, BP 229
93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Important bureau d'études

RECHERCHE

pour le développement de son activité en région parisienne

JEUNES INGÉNIEURS (H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'affaires assurant la responsabilité et la coordination d'études tous corps d'Etat pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de l'infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée.

Développement de carrière intéressant pour candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous le n° 3534 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ, BP 229
93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Nadine CARRE et son équipe sont heureux de vous annoncer la poursuite et le développement de leur activité sous la nouvelle dénomination

"VECTOR CAREER CONSULTANTS"

Vos objectifs de recrutement couvrent l'Europe ?
Avec une présence marquée en France et préparant 1992, vos recherches de Cadres de Direction de stature internationale, seront privilégiées.



VECTOR CAREER CONSULTANTS
83, rue Michel Ange
75016 PARIS
Tél. (1) 39.45.52.49.
(2) 46.51.29.77

RHONE-ALPES
AGREABLE VILLE UNIVERSITAIRE

Leader européen dans son domaine de pointe, notre établissement industriel, qui fait partie d'un Groupe mondialement connu, est orienté vers la recherche appliquée de produits haut de gamme. Il crée le poste de

Jeune adjoint au chef du personnel

920.000 F

De formation supérieure, plutôt de type juridique ou équivalent, vous participerez au développement de la Société en apportant au Chef du Personnel dont vous dépendrez, un professionnalisme déjà reconnu dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Vos missions recouvriront le recrutement, la formation, la communication, l'administration du personnel, la détection des potentiels en fonction des besoins.

L'idéal serait que vous possédiez, en plus de votre formation

de généraliste de la fonction personnel une première expérience de 3 ans minimum dans ce domaine, si possible acquise dans un milieu industriel.

Nécessairement jeune, vous bénéficiez d'une bonne autonomie et de larges possibilités de carrière dans notre Groupe en expansion.

L'accent est donc mis sur votre potentiel et sur vos capacités à travailler dans un environnement social composé, pour une grande part, d'ingénieurs et de techniciens.



Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite, photo sous référence 280 en précisant un numéro de téléphone à : Média-System, 46 bd Longchamp - 13001 Marseille, à l'attention de M. Guy Postel Conseil, (Tél. 16 - 93.32.85.97), qui s'engage à traiter confidentiellement et rapidement votre dossier.

Guy Postel

NOUS SOMMES
OCÉ GRAPHICS,
FILIALE DU GROUPE
OCÉ LE SPÉCIALISTE
EUROPÉEN
DE L'IMPRESSION
ET DE LA
REPRODUCTION.
NOTRE MÉTIER :
L'INFORMATIQUE
GRAPHIQUE.
NOTRE STYLE :
ACTES DIRECT
EN FRANCE,
EN EUROPE
ET AUX U.S.A.,
VOUS TRACEREZ
UN AVENIR
À LA MESURE
DE VOS TALENTS.

...Océ Graphics.
Un avenir tout tracé !

Jeune chef du personnel

Une fonction clé au sein de notre principal établissement puisqu'elle couvre les relations sociales, le recrutement et la formation.
Une fonction d'envergure, puisque nous souhaitons rencontrer un jeune chef de personnel de formation supérieure disposant d'une expérience prouvée dans la gestion qualitative des carrières.
Une fonction évolutive, puisque des opportunités s'ouvriront à un animateur sachant concilier dialogue et efficacité terrain. La diversité des nationalités de nos cadres et notre ouverture sur les marchés internationaux font de l'anglais notre langue de travail.

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR,
VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER,
METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS.
Écrivez S.M.E. RH à ANNICK DOWN,
OCÉ GRAPHICS, 1, rue JEAN LEMOINE,
94003 CRÉTIL CEDEX.

L'entreprise de tous les desseins



Océ Graphics

Banque privée - Paris 8°
recherche
pour son département Engagements

CADRE ADMINISTRATIF

classe IV/V

Diplômes bancaires et/ou juridiques
Expérience rédaction d'actes et si possible
pré-contentieux
Pour animation petite équipe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae,
photo et préférences à : Service du Personnel
Banque Française Intercontinentale
30, avenue George-V, 75008 PARIS



Hewitt Associates

CONSULTANTS

RESSOURCES HUMAINES

Réseau International présent dans 29 pays, HEWITT ASSOCIATES emploie aujourd'hui 3300 personnes. Spécialisés dans les politiques de rémunération, nous poursuivons notre développement en France et recherchons des Consultants en Rémunération. Ils conduiront des missions de conseil en politique de rémunération auprès d'entreprises évoluant dans tous les secteurs de l'activité économique. Ils analyseront leurs situations spécifiques puis proposeront et mettront en place des plans de rémunération comportant : classification, rémunérations fixes et variables, actionnariat... et assisteront les entreprises dans la préparation de leur communication interne. A la fois stratégique et proche du terrain, ce métier intéresse des candidats d'environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Ingénieur, Ecole de Commerce) possédant une première expérience de la fonction personnel acquise soit en cabinet conseil, soit au sein d'une direction des relations humaines d'une entreprise. Il nécessite une bonne sensibilité à l'informatique et la maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous référence 1185 M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS
Distribution assurée

LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE
recrute son

**DIRECTEUR DES ROUTES
ET DU PATRIMOINE**

- placé directement sous l'autorité du directeur général des services départementaux, il est responsable d'un service de 70 personnes gérant 270 MF (programmation, études, réalisations).
- il devra créer la direction à partir de services existants (routes départementales, patrimoine, transports) et notamment suivre le dossier de partition de la D.D.E. et de la D.D.A.F.
- un profil d'ingénieur issu d'une grande école est recherché; une expérience dans le secteur public est souhaitable, non indispensable. C'est un homme de contact et un organisateur expérimenté.

Prière d'adresser curriculum vitae et photo à :
**Monsieur le Président
du Conseil général de la Vendée
Service du personnel
B.P. 823
85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex**
avant le 22 janvier 1990

Société Régionale d'Ingénierie

filiale d'un grand groupe

recherche pour Lyon

**INGENIEUR
CHARGE D'ETUDES
EN TRANSPORT**

Diplômé Grande Ecole ou universitaire, le candidat sera intégré dans une équipe dynamique de consultants et aura pour mission d'effectuer des études générales liées à l'aménagement, au transport et au tourisme.

Le poste requiert un très bon niveau intellectuel, un sens du travail en équipe et beaucoup de créativité. Rémunération intéressante et réelles possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyer CV et prétentions, à Média-System, 55, place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

Juriste d'affaires
contenu

Dans le cadre du développement de Bouygues Bâtiment International, la Direction Juridique recherche un juriste d'affaires.

Autonome, il pourra prendre en charge notamment :
- la négociation et le suivi juridique de contrats internationaux
- les opérations d'acquisition de sociétés à l'international.

De plus, il interviendra en tant que conseil auprès des différentes directions opérationnelles.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Ce poste est à pourvoir immédiatement et conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures en droit du commerce international, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le secteur industriel. Il parle couramment l'anglais et une autre langue, si possible l'allemand.

Les activités diversifiées du groupe Bouygues et la politique de développement de ses implantations internationales permettent d'envisager une évolution motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous référence SV/1A
Bouygues Bâtiment International
Direction des Relations Humaines
1, av. Eugène Freyssinet
78061 St Quentin en Yvelines

BOUYGUES

Société d'Assurances

**Jeune cadre
juridique**

Cette société appartenant à un groupe international renforce ses structures et recherche un jeune juriste.

Au sein d'une petite équipe rattachée au Secrétariat Général, vous intervenez dans des domaines variés de la fonction juridique : droit des sociétés, droit des assurances, fiscalité, etc.

Agé(e) de 30 ans environ, de formation supérieure (minimum Maîtrise de Droit), vous avez une première expérience en entreprise, de préférence dans l'assurance.

Nicole Marichez étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. NV64 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Florian Mantione Institut

Filiale d'un grand groupe du Bâtiment, notre société (130 millions de F, 130 personnes), recherche pour son siège à LIMOGES, son

**SECRETAIRE GENERAL
320 KF +**

Mission : directement rattaché au Directeur Général :
- vous assurez les responsabilités des fonctions administratives, comptables et financières avec l'aide de cadres compétents que vous animez.
- supervisez les montages d'affaires.
- assistez la Direction Générale dans la définition de sa stratégie.

Profil : 40 ans au plus, ESC ou Ingénieur + formation gestion ou équivalent, vous avez impérativement 5 ans d'expérience minimum dans la fonction. Une expérience dans le secteur Bâtiment ou Maisons individuelles sera très appréciée.

Vos qualités : autonomie, rigueur, grande capacité de travail. Entrée en fonction au plus tard le 1^{er} mars 1990.

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.
Envoyer CV + photo sous réf. MP 1289 D, à notre conseil Jean-François BATTISTI, FLORIAN MANTIONE INSTITUT, B.P. 1288, 31047 Toulouse Cedex et consultez la définition de fonction de poste sur MINITEL 3615 code SOFTEL.

AUX - BAYONNE - BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE

Consultants associés

Paris/Province

**RECHERCHE
DE
CADRES**

Le respect de l'homme client, candidat ou collaborateur inspire notre éthique : la taille humaine de nos équipes (Annonces et Search) nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif. Et avec cette éthique, nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir.

Merci d'adresser votre courrier avec la réf. TEP M à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

**PAUL-EMILE
TAILLANDIER**
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

OVIPMA

Société anonyme, filiale d'un groupe important, spécialisée dans la prestation de services auprès des grands noms de l'industrie Pharmaceutique, notre développement constant conduit notre Directeur Général à recruter son

**Responsable Administratif,
Juridique et Personnel**

En prise directe avec la Direction Générale, vous serez responsable de la gestion juridique et administrative de la société (250 personnes). La réussite dans ce poste est liée à des capacités évidentes de management et d'organisation.

La trentaine, juriste (droit du travail, droit des sociétés), vous souhaitez maintenant, après quelques années d'expérience dans le privé ou le public, vous investir dans une fonction opérationnelle nécessitant de bonnes qualités d'analyse et de synthèse. Vous aurez les moyens de vous réaliser et d'évoluer dans votre fonction.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. F92681MO à notre conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont
conseil

**Une nouvelle équipe,
une nouvelle adresse,
une nouvelle dimension.**

Béatrice Gallevisky
et Catherine Baillarge
s'associent à Claude Favereau
au sein de FAVEREAU
Consultants.

Toute l'équipe sera
heureuse de vous accueillir
dans ses nouveaux locaux.

52, rue de la Fédération
75015 PARIS.
Tél. 42 73 27 05
Fax : 42 73 28 18.

**FAVEREAU
CONSULTANTS**



**La ville de Reims
(Marne)
RECRUTE**

UN (OU UNE) ATTACHÉ(E) DE PRESSE
pour son service communication

chargé, sous l'autorité du chef de ce service :

- d'assurer les relations presse de la mairie de REIMS,
- des contacts avec la presse,
- de la rédaction de dossiers,
- de réflexions sur les outils de presse,
- de conception d'événements médiatiques.

Profil :
- connaissance des Collectivités Territoriales et expérience professionnelle souhaitées,
- talents de rédaction.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo récente, avant le 31 janvier 1990, à :
Monsieur le Maire - Hôtel de ville - 51100 REIMS.
(Pour renseignements : 26-40-54-53, poste 1925)

conseils en carrière

**Dirigeants prêts
à changer**
d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 15 ans, plus de 5000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par les consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités. Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS
Paris : 50, rue St-Ferdinand, 75017. Tél. (1) 45.74.24.24
Genève : 9, route de Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres

GENERAL MOTORS
RECHERCHE

FRANCE AUTOMOBILES S.A.
pour son siège social d'Argenteuil

Formation : Titulaire d'un B.T.S ou D.U.T et 2/3 ans expérience ou niveau Ecole de Commerce.
Age : 24-28 ans.
Anglais courant nécessaire et allemand apprécié.
Fort intérêt en informatique.

Responsable d'une équipe de trois personnes, vous aurez à gérer les approvisionnements des véhicules en provenance des usines Opel et GME, à contrôler les inventaires, à obtenir et diffuser les informations correspondantes. Larges possibilités d'évolution au sein du Groupe pour personnalité dynamique et performante.

Adresser CV, photo et prétentions ou : Service du Personnel (Mme L'AGNEL) - 1 à 9, avenue du Marais - 95101 ARGENTEUIL Cedex

Nous sommes un jeune groupe de taille moyenne (400 personnes en France) en fort développement, spécialisé dans le CONSEIL et le SERVICE aux Entreprises. Notre activité de Conseil en Recrutement de Cadres s'appuie sur un important Cabinet, leader en France sur un marché très spécialisé.

Voulant élargir notre spécialité à d'autres fonctions de l'entreprise d'une part et recherchant des implantations régionales, nous souhaitons rencontrer des

CONSULTANTS

Expérimentés (H/F)

pour envisager des accords
de partenariat

Si vous possédez une expérience confirmée, passée au contact des entreprises de votre région, et que vous souhaitez développer des accords de partenariat avec notre groupe, nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et approfondir nos motivations mutuelles.

En tant que Responsable de votre activité, vous bénéficierez d'une large délégation de pouvoir et d'une grande autonomie d'action tout en vous appuyant sur la synergie de groupe (mise à disposition de compétences reconnues et de moyens logistiques).

Conscients des exigences de discrétion attachées à votre démarche, nous vous garantissons la plus grande confidentialité. Faites nous parvenir votre carte de visite avec une lettre de motivation sous référence 4155 M à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

ment international.
nt : international
national.
s des différentes

ir. Ce poste est à
candidat diplômé
national, ayant 5
il parle couram-
mand.

la politique de
nales permettant

OUYUES

ociés

homme client,
sérateur inspire
taille humaine
net en France et
des entrepri-
s n'acceptons
jfr... Et avec cette
s exercez déjà le
cadres selon les
s parterons du

la ref. TEP M a
11, rue Jean
garantit la plus

AILLE
DIER
EMENTS

OS

E) DE PRESSE
anication
ce :
ie de REIMS.

ies.

ritorales et expérience

illé + photo récente.
390, à :
51100 REIMS.
1-53, poste 15251

arrière

s prêts
ger
reprise...

000 dirigeants et
ont fait conseiller
personnelle
s consultants de

flexion person-
ation de la face
ional qui recouvre
des opportunités
pour un premier

Weeks

CONSUL

017. Tel. (01) 45 74 24 24
1227. Tel. (02) 42 52 54
Londres

Le Monde

CADRES

DEMANDES D'EMPLOIS

LA COMMUNE DE
COMBS-
LA-VILLE (77380)

recherche
**UNE CONSEILLÈRE EN
ECONOMIE SOCIALE
ET FAMILIALE**

(titulaire du diplôme
pour 224 CDD/2 D'ACTI-
VITES SOCIALES)

Elle sera chargée d'organiser
et de suivre les activités du
centre qui touchent toutes
les tranches d'âge et toutes
les catégories sociales. Des
connaissances profession-
nelles en couture et cuisine
sont fortement souhaitées.

Poste à pourvoir immédiatement.
Les candidatures sont à adre-
sser à M. le Député-Maire,
77380 Combs-la-Ville

LA FILIALE FRANÇAISE
DU LEADER EUROPEEN
DE LA BUREAUTIQUE

RECHERCHE
pour son
départ. Recrutement
au sein de la direction
administrative et financière

**UN JEUNE
AUDITEUR**

CREDIT ET
RECOURS
RESEAUX
CONCESSIONNAIRES
ET DISTRIBUTEURS

de formation supérieure
(B.C.S. ou équivalent)
+ D.E.C.S.I. vous devez justifier
d'une première expé-
rience réussie dans une fonc-
tion similaire. Vous
analysez les risques clients
et fixez les priorités
d'action en matière de
recouvrement, vous élaborer-
ez et mettez en œuvre un
audit financier et participez
à la sélection des conces-
sionnaires et distributeurs.
La connaissance du secteur
boursier serait un plus.
Vous avez une personnalité
rigoureuse, d'excellentes qua-
lités de communication et
d'organisation, une forte
motivation pour vous déve-
lopper dans le cadre d'une
société leader sur son mar-
ché.
Vous êtes disponible
rapidement.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

GENIUS
SSCI informatique
technique et industrielle
recherche

INGÉNIEURS
Logiciel sur des grands pro-
jets informatiques.
Expérience réussie de C.
UNEX, SGG, Monteur, TR.
Tél : 47-85-63-59

URGENT
**AT3 ON ATP
ÉLECTRONIC**

Responsable band de mesure
de capture de précision.
Contrôle qualité non traite-
ment. Lieu de travail : Paris ou
grande banlieue Ouest.
Age indéfini.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

CABINET D'EXPERTISES
Paris

RECHERCHE
**INGÉNIEUR
OU ARCHITECTE**

très bonne culture générale
doctrinaire acceptée.

Adresser C.V. + photo + prêt.
S/ré. 8699
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
recherche

**JOURNALISTE
EXPÉRIMENTÉ**

pour développer et prendre
la responsabilité d'un bibe-
boudino local.
Le poste est à pourvoir dans
une agglomération de
80 000 habitants.
Une expérience similaire
serait appréciée.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 8722
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

Sté de crédit
recherche

CORRESPONDANTS (TES)
pour Paris et banlieue,
convenablement à remettre
desquels ou assurés par
avec C.V. à S.M.O. 218,
rue St-Honoré, Paris-1^{er}.

ENTREPRISE DE PRESSE
SECTEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
Centre de Paris

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
bonne expérience du monde
des médias et, plus largement,
de l'agro-alimentaire grande
consommation

Adresser C.V. + photo et
lettre de motivation à
M. Hervé Lorrain,
45, avenue d'Alsace,
75115 Paris

ECOLE DÉPARTEMENTALE
DE MUSIQUE
DES
ALPES-MARITIMES

recrutement
**1 PROFESSEUR
DE MUSIQUE
TRADITIONNELLE
(OPTION FIFRE)**

3 PROFESSEURS
DE PIANO

3 PROFESSEURS
DE FORMATION
MUSICALE

1 PROFESSEUR
DE PERCUSSIONS

1 PROFESSEUR
DE SAXOPHONE

RENSEIGNEMENTS
Département département-
tal à la musique
et à la danse
des Alpes-Maritimes.
1, rue Maurice-Jaumont,
06000 NICE
Tél : 93-98-06-08

ORGANISME DE RECHERCHE
(généraliste)
Paris, rue de Valenciennes
recrute

**JEUNE INGÉNIEUR
CHIMISTE**

avec format. Physico-Chimie
des milieux dispersés en
chimie macro-moléculaire
(connaissances des poly-
mères et techniques gé-
néralistes de caractérisation),
pour études sur différentes
sortes de biomères.
Complément de formation
en rhéologie et information
scientifique (notions de pro-
grammation en Pascal ou C,
Fortran ou assembleur)
serait souhaitable.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

GENIUS
SSCI informatique
technique et industrielle
recherche

INGÉNIEURS
Logiciel sur des grands pro-
jets informatiques.
Expérience réussie de C.
UNEX, SGG, Monteur, TR.
Tél : 47-85-63-59

URGENT
**AT3 ON ATP
ÉLECTRONIC**

Responsable band de mesure
de capture de précision.
Contrôle qualité non traite-
ment. Lieu de travail : Paris ou
grande banlieue Ouest.
Age indéfini.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

CABINET D'EXPERTISES
Paris

RECHERCHE
**INGÉNIEUR
OU ARCHITECTE**

très bonne culture générale
doctrinaire acceptée.

Adresser C.V. + photo + prêt.
S/ré. 8699
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
recherche

**JOURNALISTE
EXPÉRIMENTÉ**

pour développer et prendre
la responsabilité d'un bibe-
boudino local.
Le poste est à pourvoir dans
une agglomération de
80 000 habitants.
Une expérience similaire
serait appréciée.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 8722
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

Sté de crédit
recherche

CORRESPONDANTS (TES)
pour Paris et banlieue,
convenablement à remettre
desquels ou assurés par
avec C.V. à S.M.O. 218,
rue St-Honoré, Paris-1^{er}.

ENTREPRISE DE PRESSE
SECTEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
Centre de Paris

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
bonne expérience du monde
des médias et, plus largement,
de l'agro-alimentaire grande
consommation

Adresser C.V. + photo et
lettre de motivation à
M. Hervé Lorrain,
45, avenue d'Alsace,
75115 Paris

GROUPES DE TOURISME
DE MUSIQUE
DES
ALPES-MARITIMES

recrutement
**1 PROFESSEUR
DE MUSIQUE
TRADITIONNELLE
(OPTION FIFRE)**

3 PROFESSEURS
DE PIANO

3 PROFESSEURS
DE FORMATION
MUSICALE

1 PROFESSEUR
DE PERCUSSIONS

1 PROFESSEUR
DE SAXOPHONE

RENSEIGNEMENTS
Département département-
tal à la musique
et à la danse
des Alpes-Maritimes.
1, rue Maurice-Jaumont,
06000 NICE
Tél : 93-98-06-08

ORGANISME DE RECHERCHE
(généraliste)
Paris, rue de Valenciennes
recrute

**JEUNE INGÉNIEUR
CHIMISTE**

avec format. Physico-Chimie
des milieux dispersés en
chimie macro-moléculaire
(connaissances des poly-
mères et techniques gé-
néralistes de caractérisation),
pour études sur différentes
sortes de biomères.
Complément de formation
en rhéologie et information
scientifique (notions de pro-
grammation en Pascal ou C,
Fortran ou assembleur)
serait souhaitable.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

GENIUS
SSCI informatique
technique et industrielle
recherche

INGÉNIEURS
Logiciel sur des grands pro-
jets informatiques.
Expérience réussie de C.
UNEX, SGG, Monteur, TR.
Tél : 47-85-63-59

URGENT
**AT3 ON ATP
ÉLECTRONIC**

Responsable band de mesure
de capture de précision.
Contrôle qualité non traite-
ment. Lieu de travail : Paris ou
grande banlieue Ouest.
Age indéfini.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 02/3145 à Combes,
36, rue de Villars, 92552
Levallois Cedex qui transmet-
tra.

CABINET D'EXPERTISES
Paris

RECHERCHE
**INGÉNIEUR
OU ARCHITECTE**

très bonne culture générale
doctrinaire acceptée.

Adresser C.V. + photo + prêt.
S/ré. 8699
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
recherche

**JOURNALISTE
EXPÉRIMENTÉ**

pour développer et prendre
la responsabilité d'un bibe-
boudino local.
Le poste est à pourvoir dans
une agglomération de
80 000 habitants.
Une expérience similaire
serait appréciée.

Envoyez lettre, C.V., photo
s/ré. 8722
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

Sté de crédit
recherche

CORRESPONDANTS (TES)
pour Paris et banlieue,
convenablement à remettre
desquels ou assurés par
avec C.V. à S.M.O. 218,
rue St-Honoré, Paris-1^{er}.

ENTREPRISE DE PRESSE
SECTEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
Centre de Paris

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
bonne expérience du monde
des médias et, plus largement,
de l'agro-alimentaire grande
consommation

Adresser C.V. + photo et
lettre de motivation à
M. Hervé Lorrain,
45, avenue d'Alsace,
75115 Paris

Importante entreprise
Bâtiment recrute

**JEUNES INGÉNIEURS
ESTP
GÉNIE CIVIL**

Pour connaître de charnière
T.C.E. Notre groupe, compte
tenu de sa diversité, vous
proposera des évolutions
inséparables.

Adresser C.V., photo, prêt.
n° 1808, PAIRANCE
ANNONCES
19, rue Charles-Lecocq,
75016 Paris, qui transmet-
tra.

Sté LOCATION CAMIONS
rech. pour région PARIS

**DIRECTEURS CCAUX
AGENTS COMMERCIAUX**

connaissent la profession
Ecrite à : MESSY FRESNES
94262 FRESNES

Le laboratoire LURE recherche
à son service Physique
des Académiciens

**UN INGÉNIEUR
DE RECHERCHE**

Départ des obligations mili-
taires, formation Grande
Ecole ou doctorat en
Science ou équivalent.

Activités principales :
Etude d'optique corpuscu-
laire et de dynamique des
fluides, sur les 2 axes
VUV et X en fonctionnement
à ORSAI

Participation à l'élaboration
de nouveaux projets.

Adresser C.V., photo et
présentation sous ré-
f. 50/54, rue de Sully
92515 Boulogne-Billancourt
Cedex, qui transmettra.

**CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE POITOU
CHARENTAIS**

recrute

**CHARGÉ D'ETUDES
ECONOMIQUES**

pour équipe pluridisciplinaire,
form. agro ou éco. Expé-
rience et connaissances milieus
agricoles, éco. G.R.A.
Pole-Charente, n° 181,
85008 Poitiers Cedex

Sté de fourniture pour
l'industrie de l'habillement
CA, 1^{er} MF

Effectif 170 personnes
recherche pour
améliorer ses services
COMPTABILITE
CHARENTAIS ET
COMPTABILITE
CLIENTS

UN CANDIDAT BTS

30 ans, qui, sous la responsa-
bilité de notre chef comptable,
assure le suivi des comptes
CHARENTAIS ET
COMPTABILITE
CLIENTS

Adresser C.V., photo et
présentation sous ré-
f. 50/54, rue de Sully
92515 Boulogne-Billancourt
Cedex, qui transmettra.

**COMMERCIAUX
DÉBUTANTS OU PREMIÈRE
EXPERIENCE**

Minimum Bac + 4
Contacts élevés. Formation
à notre environnement tech-
nologique de pointe assurée.

Envoyez C.V. + photo, 10, bd
Jourd'art, 75014 Paris

Sté d'édition spécialisée
ART CONTEMPORAIN
rech. pour :
- PROMOTION
- DIFFUSION

PLAN MARKETING,
promouvoir les collections
en France et à l'étranger.
Dipl. Ecole de Commerce
ou équivalent.

Adresser C.V., photo et
présentation à :
WEN 33, rue de la Brèche-
aux-Loups, 75012 Paris.

**VEILLE DE CHILLY-
MAZAN**

RECRUTE

Pour les services financiers

1 ADJOINT(E)

ou responsable obligatoirement
titulaire BTS gestion
informatique.

Pour le service affaires
généralistes

de préférence titulaire d'une
Science ou droit

Adresser immédiatement
candidatures + mentions
+ C.V. à : M. le Maire,
Hôtel de ville,
91300 Chilly-Mazan.

Construct. nat. levage
poids lourds et auto

AGENTS COMMERCIAUX
Secteur : Nord-Ouest
Paris, Est
SP1 31-24-55-57

Société d'études et de
conseil nouveauté créée
et implantée à SOPHIA-
ANTIPOLIS (Alpes-
Maritimes) recherche son

**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET
FINANCIER HF**

Vous serez chargé de la ges-
tion comptable, financière et
de l'administration (compta-
bilité, trésorerie, contrôle de
gestion, préparation des
conseils d'administration et
des assemblées générales),
surtout de la gestion admi-
nistrative du personnel
(paye, relations avec les
organismes sociaux, etc.).

De formation supérieure en
gestion-finances, vous avez
de bonnes connaissances de
l'informatique et un mini-
mum 5 ans d'exp.

Adresser C.V., photo et
présentation sous ré-
f. 50/54, rue de Sully
92515 Boulogne-Billancourt
Cedex, qui transmettra.

**UN RESPONSABLE
COMPTABLE
ET FINANCIER**

Suivi des divers budgets,
exploitation investissement,
compte, générale, trésorerie,
paye, bilan et comptes de
résultats.

DECS + expérience ou
DECS finances et contrôle de
gestion. 30 ans mini.
Salaire : 174 kF.

Envoyez C.V. sous n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

INFORMATIS

**INGÉNIEURS
RESEAUX-TELECOM
ANALYSTES**

IBM 387 / GAT / A3 400
COBOL, CICS, MVS, TSO
COBOL VAX / VMS / RDB

**HOMMES SYSTEMES
VAX / VMS / IBM / VM
INGÉNIEURS SOFT**

TEMPS RÉEL
MOTOROLA 8000
M. ULRI 43-57-99-22

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. en
organisation, recherche, plani-
fication, de prêt. en informatique
sur 5 ans. 100 kF/mois.
Etude des propositions
Ecrite sous le n° 8725
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

J.F

MARCHÉS FINANCIERS

Les déclarations de M. Haberer à « la Tribune »

Le Crédit lyonnais veut devenir une banque à l'allemande

M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, explique dans un entretien à « la Tribune de l'Expansion » du 9 janvier son projet pour la banque qu'il dirige : « Nous voulons être, pour un certain nombre de sociétés françaises et à notre échelle, ce que les banques allemandes peuvent être pour certaines entreprises industrielles », ce qui signifie devenir un « partenaire actif » dans le capital des entreprises. Cette volonté s'est matérialisée dernièrement par l'intervention active du Crédit lyonnais dans la défense du capital de la Mixte, attaquée par Paribas. « Nous avons montré aux entreprises cotées que nous sommes actionnaires que le banquier est là lorsqu'elles sont attaquées. » Cette stratégie suppose que l'Etat, actionnaire du Crédit lyonnais,

n'ait pas de vues divergentes du management sur la stratégie à suivre.

« Depuis quinze mois que je suis arrivé au Crédit lyonnais, l'Etat ne m'a pas demandé de faire ou de ne pas faire telle ou telle chose », affirme M. Haberer. Sur la Cinq, où le Crédit lyonnais se trouve en position d'arbitre entre M. Hersant et MM. Seydoux et Bertusconi, M. Haberer ajoute : « Quant aux pouvoirs publics, ils ne nous ont pas dit un mot sur la Cinq. Je ne vois pas au nom de quoi ils pourraient le dire. Et je ne vois pas au nom de quoi je pourrais en tenir compte. » L'Etat est toujours le principal actionnaire du Crédit lyonnais, dont il possède directement 60 % du capital.

Atochem investit 200 millions de francs à Lavéra

Le nouveau géant de la chimie française, Atochem (groupe Elf Aquitaine), va investir 200 millions de francs à Lavéra (Bouches-du-Rhône) pour y construire une unité de polybutadiène hydroxylé, un produit principalement utilisé dans l'industrie spatiale.

Cette nouvelle unité aura une capacité initiale de 4 000 tonnes par an, qui pourra être doublée en fonction des besoins mondiaux. Elle sera approvisionnée en butadiène par le complexe pétrochimique de Lavéra.

Atochem est le premier producteur mondial de polybutadiène hydroxylé avec deux usines, l'une installée aux Etats-Unis, l'autre au Japon en association avec la firme japonaise Idemitsu. Le polybutadiène hydroxylé est un polymère liquide utilisé principalement pour la fabrication des combustibles destinés aux propulseurs des engins spatiaux, la formulation de mastics pour les doubles vitrages, la confection de vernis, l'isolation de câbles téléphoniques et la fabrication de revêtements étanches et anticorrosion.

La Compagnie financière Rotschild s'offre les chaussures Mand Frizon

La Compagnie financière Edmond de Rothschild a annoncé, mardi 9 janvier, son entrée par augmentation de capital dans la société Maud Frizon, spécialiste depuis 1970 de la chaussure haut de gamme. Après la reprise de Jacques Fath en décembre dernier, la Compagnie financière confirme ainsi sa politique de capital-risque dans le secteur de la mode. Son intervention se manifeste par un apport en fonds propres (34 % du capital) et par une réorganisation de la société rachetée.

Ainsi, le groupe Maud Frizon sera réorganisé en trois sociétés : un holding financier, une société

commerciale et une société de production qui fabrique en Italie la maroquinerie et les accessoires Maud Frizon. Les deux partenaires espèrent que cette restructuration permettra un développement de l'entreprise, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 70 millions de francs en 1989 et comme de légères pertes depuis 1988. L'objectif est d'atteindre en 1990 un chiffre d'affaires d'environ 75 millions de francs et une introduction au second marché de Paris dans les trois ou cinq ans à venir, qui permettrait à la Compagnie financière de récupérer sa mise.

Les AGF vont diffuser la carte Diners

Les Assurances générales de France et Diners club France (groupe Bolloré) viennent de conclure un accord dit de « partenariat ». Celui-ci se matérialisera tout d'abord par la création d'une carte AGF-Diners, qui sera commercialisée à partir du mois d'avril auprès des trente mille collaborateurs des AGF puis auprès du million de clients des AGF.

Cette carte offrira aux adhérents un certain nombre de services (réservations, tarifs privilégiés) et surtout leur permettra

de retirer des espèces dans 12 000 distributeurs automatiques répartis dans le monde (dont 9 000 aux Etats-Unis). En France, les titulaires n'auront pas accès au réseau Carte bleue, ils devront se rabattre sur les guichets de la BNP. Pour les AGF et Diners, ce premier accord concrétise le début d'une collaboration. Les discussions vont se poursuivre sur la manière de développer des ventes croisées destinées aux clientèles respectives des deux entreprises.

FORMEZ VOUS A L'INTERNATIONAL DANS UNE GRANDE ECOLE DE GESTION



Le « STEGE » INTERNATIONAL : comment prendre en charge la création, le développement et la gestion d'activités à l'international. Profil : cadres confirmés gestion, marketing, développement. Programme de 20 jours, durée 4 mois (1 semaine par mois) dont 2 voyages d'études en Italie et en R.F.A. A partir du 5 février 1990. Contactez Liliane PELLIGRI au (1) 43.55.38.08. GROUPE ESCP INTERNATIONAL. Centre de Formation Permanente 73 avenue de la République 75013 Paris Cedex 11. CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

NEW-YORK, 9 janvier ↑

Nette reprise

Plutôt mal commencée, la séance de lundi à Wall-Street s'est vite bien terminée. Après avoir notablement baissé une partie de la journée, l'indice des industriels a très vite regagné le terrain perdu et même largement au-delà. A la clôture, il s'élevait à 2 794,37, en progrès de 21,12 points. Le bilan général n'a toutefois pas été d'une qualité comparable, à cause du regain d'attention des investisseurs sur le pétrole. Sur 1 978 valeurs traitées, 807 ont monté, mais 697 aussi ont baissé tandis que 474 d'entre elles ne variaient pas.

Le sursaut du marché a été en bonne partie dû à l'annonce d'une baisse d'un demi-point des taux de base bancaires. La nouvelle était plus ou moins attendue avec la lente mais régulière détente enregistrée sur les taux des Federal Funds. Mais elle n'a pas moins surpris agréablement la communauté financière (lire page 25).

Autre facteur de hausse : le déclenchement des programmes d'achats sur ordonnance avec le croissement des écarts de cours entre le comptant et le terme. L'actualité a toutefois été modérée avec 140,11 millions de titres échangés contre 158,33 millions vendredi.

LONDRES, 9 janvier ↓

Net repli

Les cours des valeurs ont terminé la séance de lundi en nette baisse à l'International Stock Exchange en raison d'une inquiétude quant à l'investissement et de soutien de la part de Wall-Street. L'indice Footsie a cédé 13,2 points à 2 431,3 points. Le volume des transactions a été inférieur à celui de vendredi, avec 396,4 millions de titres échangés. La plupart des secteurs se sont dépréciés, notamment les industriels, les bancaires, les magnifiques, les chimiques, les pétroliers, les aéronautiques et les pétroliers particulièrement affectés par la chute des cours du brut. Le groupe Unilever s'est affaibli en raison des craintes d'une augmentation de capital pour financer une éventuelle acquisition. Eurotunnel a fortement baissé à la veille de négociations décisives avec ses banquiers à Londres et ceux du groupe Transmanche Link (TML) ont assigné Eurotunnel en référé devant le tribunal de commerce de Nanterre pour non-paiement des factures d'un montant d'environ 40 millions de livres. Des prises de bénéfices ont pesé sur Polly Peck. Les fonds d'Etat ont reculé de près d'un point affectés par la décision du gouvernement d'annuler une adjudication. Les mines d'or comme Vaal Reef et Driefontein se sont améliorées.

TOKYO, 9 janvier ↓

Grise mine

La tension sur le marché obligataire et certaines informations faisant état de violence en Azerbaïdjan ont pesé sur l'orientation de la chute des valeurs à la Bourse de Tokyo qui a baissé mardi de 36,57 yens dans la journée avant de regagner un peu de terrain à la clôture. L'indice Nikkei a fini par perdre 343,50 yens (0,52 %), revenant à 37 951,46 yens après avoir gagné 20,20 yens lundi. Des rumeurs, ensuite démenties, faisant état de l'arrestation d'un haut responsable du parti libéral impliqué dans un scandale boursier ont également incité les opérateurs à rester sur la réserve. Le volume des échanges restait assez faible avec 300 millions de titres ayant changé de mains durant la matinée, soit un nombre identique à celui enregistré pour la même période la veille.

PARIS, 9 janvier ↓

Forte baisse

Un comble ! Parce que la parité du franc vis-à-vis du deutschemark n'a pas été modifiée à la baisse, la Bourse de Paris a manifesté, lundi, sa mauvaise humeur. Déjà bien à l'éffritement vendredi, le tendresse s'est franchement alourdie. En recul de 1,13 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 accusait vers 11 heures un retard de 1,20 %. L'écart se creusait encore jusqu'à 12 h 30 à 1,37 % avant de se réduire un peu. Dans l'après-midi, il était de 1,4 % environ avant de revenir à -1,27 %.

En fait, ce n'est pas tant la défense à tout prix de la monnaie française qui a contrarié le marché que l'insécurité par cette stratégie de la continuité dans la politique d'argent cher.

Pour tout dire, des taux d'intérêt à court terme au-dessus de 11 % donnent des boutons aux opérateurs.

Beaucoup sur le parquet redoutent maintenant des réajustements à répétition dans le SME et n'excluent pas que dans quelques mois les autorités monétaires françaises soient obligées de faire le saut en dépréciant le franc beaucoup plus qu'il ne l'aurait fait le dernier week-end.

Dans l'immédiat, rue Vivienne, tous les yeux sont braqués vers Wall Street. A la veille du week-end, l'annonce pour décembre d'un chiffre de créations d'emplois (142 000) très inférieur aux prévisions (208 000) avait fait faire une sérieuse grimace au marché new-yorkais.

Quelle allure ce dernier va-t-il avoir en ce début de semaine ? En attendant, le démarrage en trombe du PEP (Plan d'épargne populaire) ne semble pas ramener pour l'instant beaucoup de capitaux rue Vivienne. L'activité a été relativement faible.

PARIS, 9 janvier ↓

Forte baisse

Un comble ! Parce que la parité du franc vis-à-vis du deutschemark n'a pas été modifiée à la baisse, la Bourse de Paris a manifesté, lundi, sa mauvaise humeur. Déjà bien à l'éffritement vendredi, le tendresse s'est franchement alourdie. En recul de 1,13 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 accusait vers 11 heures un retard de 1,20 %. L'écart se creusait encore jusqu'à 12 h 30 à 1,37 % avant de se réduire un peu. Dans l'après-midi, il était de 1,4 % environ avant de revenir à -1,27 %.

En fait, ce n'est pas tant la défense à tout prix de la monnaie française qui a contrarié le marché que l'insécurité par cette stratégie de la continuité dans la politique d'argent cher.

Pour tout dire, des taux d'intérêt à court terme au-dessus de 11 % donnent des boutons aux opérateurs.

Beaucoup sur le parquet redoutent maintenant des réajustements à répétition dans le SME et n'excluent pas que dans quelques mois les autorités monétaires françaises soient obligées de faire le saut en dépréciant le franc beaucoup plus qu'il ne l'aurait fait le dernier week-end.

Dans l'immédiat, rue Vivienne, tous les yeux sont braqués vers Wall Street. A la veille du week-end, l'annonce pour décembre d'un chiffre de créations d'emplois (142 000) très inférieur aux prévisions (208 000) avait fait faire une sérieuse grimace au marché new-yorkais.

Quelle allure ce dernier va-t-il avoir en ce début de semaine ? En attendant, le démarrage en trombe du PEP (Plan d'épargne populaire) ne semble pas ramener pour l'instant beaucoup de capitaux rue Vivienne. L'activité a été relativement faible.

TOKYO, 9 janvier ↓

Grise mine

La tension sur le marché obligataire et certaines informations faisant état de violence en Azerbaïdjan ont pesé sur l'orientation de la chute des valeurs à la Bourse de Tokyo qui a baissé mardi de 36,57 yens dans la journée avant de regagner un peu de terrain à la clôture.

L'indice Nikkei a fini par perdre 343,50 yens (0,52 %), revenant à 37 951,46 yens après avoir gagné 20,20 yens lundi. Des rumeurs, ensuite démenties, faisant état de l'arrestation d'un haut responsable du parti libéral impliqué dans un scandale boursier ont également incité les opérateurs à rester sur la réserve. Le volume des échanges restait assez faible avec 300 millions de titres ayant changé de mains durant la matinée, soit un nombre identique à celui enregistré pour la même période la veille.

VALEURS	Cours de 8 jan.	Cours de 9 jan.
Alcatel	950	940
Bouygues	172	170
Canal	1 840	1 850
Carrefour	3 320	3 340
Elf	1 820	1 810
Matras	2 330	2 370
Michelin	1 180	1 150
Peugeot	2 530	2 560

FAITS ET RÉSULTATS

Philippe annonce une forte amélioration de ses bénéfices. — M. Corbelli va der Kluge. PDG du géant néerlandais Philips, semble-t-il, gagné son pari. Comme prévu, les résultats de groupe électronique pour 1989 devaient refléter une nouvelle et forte amélioration. Philips avait réalisé en 1988 un bénéfice net de 1 056 millions de florins (3,17 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires de 56 milliards de florins (168 milliards de francs). Selon le communiqué diffusé par le groupe, le bénéfice net pour 1989 comprendra encore des gains exceptionnels. Mais le bénéfice provenant de l'exploitation ordinaire sera en « amélioration substantielle » par rapport à celui de 1988 (531 millions de florins, soit 1,6 milliard de francs). La direction n'a pas encore communiqué les ventes du groupe d'électronique (171 milliards de florins, en augmentation de 2 % par rapport à celui de 1988).

Cristal des Brasseuses et Glaciers internationaux. — La Compagnie du Midi (groupe Axa) a annoncé, lundi 8 janvier, qu'elle cédait 95 % du capital des Brasseuses et Glaciers internationaux au groupe Castel, soutenu par la banque Worms. Les Brasseuses et Glaciers internationaux sont une holding qui contrôle plusieurs sociétés africaines opérant dans le secteur de la bière et des boissons non alcoolisées. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs et un résultat net (part du groupe) de 104,3 millions de francs. Cette

opération permet à la Compagnie du Midi de réaliser une plus-value de 750 millions de francs.

BET a la majorité dans Hestair. — Le groupe britannique de services aux entreprises BET, qui avait lancé le 15 décembre dernier une OPA amicale sur Hestair (agences de placement), a annoncé, lundi 8 janvier, détenir 52 % du capital de cette société.

Caupéan n'a pas renoncé à vendre Bloomingdale's. — Le groupe canadien Caupéan, en graves difficultés financières, n'a pas renoncé à vendre la chaîne américaine de grands magasins Bloomingdale's, le plus beau de ceux de la filiale Federated Department Stores, qui doit rembourser d'ici à fin avril 1,15 milliard de dollars (environ 6,7 milliards de francs). Le groupe a en effet publié un document, soutenant qu'il tentait toujours de trouver un acquéreur, contrairement à ce qu'avait annoncé le Financial Times et le Toronto Financial Post (le Monde du 9 janvier).

Cristal Daum vend les Cristalleries royales de Champagne à Finster. — La Compagnie Edmond de Rothschild, qui détenait pour sa part 34 % des Cristalleries royales de Champagne, va également revendre cette participation au groupe Finster.

PARIS :

Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis et Associés	380	380	Locatelle	126	126
Asystel	138 40	138 40	Mara Comptabilisation	228 40	228 40
B.A.C.	251	251	Mécatronic	221 50	221 50
B. Demichy & Associés	601	601	Métrovision	157 50	157 50
Banque Transatlantique	190	190	Métrovision (Eux)	202	202 10
B.C.M.	789	789	Mobis	200 10	200 10
Bolton	445	445	Morin-Delmas	1137	1137
Bouquet Lys	240	240	Oliver-Lagrange	240	240
Chânes de Lyon	2000	2000	Opt. Gen. Fin.	898	898
Colson	720	720	Prat	532	532
Canal	760	760	Prat (C. & H. Fin.)	26 50	26 50
C.A.L. de P. (C.C.I.)	520	520	Prat (C. & H. Fin.)	532	532
C.D.M.E.	1830	1830	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
C. Ego. Elec.	294	294	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
C.E.G.E.P.	699	699	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Chânes d'Origny	780	780	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
CLM	270	270	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Cochet	1146	1146	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Couffon	435	435	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dela	174 80	174 80	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	812	812	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	1184	1184	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	626	626	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	104	104	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	105	105	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	16 50	16 50	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	211 50	211 50	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	885	885	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	300	300	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	209 50	209 50	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	138	138	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	300	300	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	1070	1070	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	430 10	430 10	Prat (C. & H. Fin.)	700	700
Dunlop	288 50	288 50	Prat (C. & H. Fin.)	700	700

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 8 janvier 1990

Nombre de contrats : 13 711.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
Accor	880	—	—	—	—
Bouygues	648	21	—	—	—
CGE	520	32	64	16	22
Elf-Aquitaine	528	32,50	—	13,50	—
Euromat SA-PLC	48	9	13,50	6,50	9
Haras	1200	204	—	—	—
Lafarge-Coppée	388	19,50	—	12	—
Michelin	160	—	23	—	8
Midi	1550	34	—	—	—
Paribas	720	30	—	38	—
Perrot-Richard	1500	—	52	52	—
Peugeot SA	850	26	130	64	—
Rhône-Poulenc CI	528	6,50	—	—	—
Saint-Gobain	640	38	60	23,50	—
Socoma	1900	—	—	135	—
Société générale	480	58	—	—	—
Suez Financière	400	58	68	4	—
Thomson-CSF	160	5,50	10,10	16	15

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 janvier 1990.

Nombre de contrats : 87 673.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	102,50	102,92	103,42
Précédent	102,82	103,26	103,76

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
105	0,12	0,61	0,59	2,62

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,70 F ↓

Après avoir baissé contre les principales devises le lundi 8 janvier, en raison de l'annonce de la baisse du taux de base des banques américaines, le dollar était relativement stable mardi. La devise américaine s'échangeait à 5,70 F la veille à la cotation officielle. La Banque du Japon est une nouvelle fois intervenue, afin de soutenir le yen, qui s'affaiblissait toujours contre les principales devises.

FRANCOFONIE 8 jan. 9 jan.

Dollar (en DM) 1 690 1 670

TOKYO 8 jan. 9 jan.

Dollar (en yen) 144,91 144,91

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 jan.) : 107/108 1/4

New-York (5 jan.) : 137/138

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

3 jan. 8 jan.

Valeurs françaises : 106,1 96,9

Valeurs étrangères : 102,9 102,5

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 354,7 342,2

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 994,36 1 968,98

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 773,25 2 794,37

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles : 1 948,8 1 945

Mines d'or : 386,4 385,6

Fonds d'Etat : 84,10 83,98

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 38 294,36 37 951,46

Indice général : 2 825,60

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURS

VALEURS	Cours	De
Amis et Associés	380	380
Asystel	138 40	138 40
B.A.C.	251	251
B. Demichy & Associés	601	601
Banque Transatlantique	190	190
B.C.M.	789	789
Bolton	445	445
Bouquet Lys	240	240
Chânes de Lyon	2000	
Chânes de Paris	556	
Compt. d'Alg.	683	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger	1400	
Compt. d'Alger		

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 JANVIER

Règlement mensuel										Cours relevés à 17 h 37									
Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS
3770	C.N.E. 25 %	3800	3800	3800	0	3770	C.N.E. 25 %	3800	3800	3800	0	3770	C.N.E. 25 %	3800	3800	3800	0	3770	C.N.E. 25 %

Comptant (sélections)										SICAV (sélections)									
VALEURS	%	de	de	de	de	de	de	de	de	VALEURS	%	de	de	de	de	de	de	de	de
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Cote des changes										Marché libre de l'or									
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

LA BOURSE : Evolution de chacune de vos portefeuilles

MONDE

Publicité FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde • Mercredi 10 janvier 1990 47

